

Et Chypre ?

L'HEURE de Washington et Moscou expriment leur volonté commune de se débarrasser des vieux conflits régionaux par la négociation, alors que certains évoquent la dissolution des alliances militaires traditionnelles et que l'autorité de l'ONU se renforce, la communauté internationale ne prête pratiquement aucune attention au problème de Chypre. Elle donne du moins l'impression de s'accommoder d'une situation, jugée certes anormale, mais somme toute «tolérable» puisqu'elle ne comporte aucun risque de contagion Est-Ouest. De facto, on s'habitue donc à la partition de l'île provoquée par l'invasion en juillet 1974 de sa partie nord par les troupes turques au cours de l'opération Attila.

Par le biais de la RTCN - la République turque de Chypre nord, sorte d'Etat-fantôme créé en 1983 et uniquement reconnu par Ankara - la Turquie contrôle aujourd'hui 40 % du territoire de l'île. Elle y a installé entre 60 000 et 80 000 colons et soldats et ne semble pas disposée à quitter les lieux.

LES tentatives de règlement d'un conflit qui empoisonne les relations entre la Grèce et la Turquie, alliées de surcroît au sein de l'OTAN, se sont révélées vaines. En 1988, à Genève, le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar, avait engagé un processus de réunification en mettant face à face le nouveau président de la république de Chypre, M. Georges Vassiliou, et le chef de la communauté turque de l'île, M. Rauf Denktash. Les discussions sont dans une impasse totale. Le fameux «esprit de Davos», lié à la relation privilégiée entre Mlle. Andrié Papandréou, le premier ministre grec, et Turgut Ozal, qui dirigeait alors le gouvernement turc, n'a pas donné de meilleurs résultats. Le dialogue a vite tourné court. Résultat : les «cinq» bleus de l'ONU - continent de pétroliers - le long de la ligne de démarcation, comme ils le font depuis plus de vingt-cinq ans.

Le mois dernier, la République de Chypre faisait le centenaire de son indépendance. Ce fut une occasion pour M. Vassiliou de dénoncer une fois de plus l'occupation militaire turque. L'occasion aussi, et non sans raison, de dresser un parallèle avec l'Allemagne - on a démolli le Mur de Berlin, mais le Mur de Nicosie reste en place - et le conflit du Golfe. Au moment où le Conseil de sécurité de l'ONU, à l'unanimité, multiplie les résolutions condamnant Bagdad pour l'annexion du Koweït et réclamant le départ des troupes irakiennes de l'émirat, les Chypriotes grecs sont en droit de se demander pourquoi les Nations unies ne font pas preuve de la même unité et de la même détermination pour forcer Ankara à évacuer ses soldats et ses colons du nord de l'île. Mais, tant à Washington qu'à Londres, on n'est pas prêt à se fâcher avec une Turquie si utile en pleine crise du Golfe. Une fois celle-ci réglée, il est question de s'occuper dans la foulée des dossiers libanais, palestiniens voire kurdes. Mais de Chypre, personne ne parle.

La tournée de M. James Baker dans le Golfe, les mises en garde de M. George Bush et l'éventualité d'une intervention militaire contre l'Irak

Page 3

Les Douze face à la « diplomatie des otages »

La pacifisme ambigu du Japon

Page 4

M 0147 - 1107 0 - 5,00 F

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

Travailleurs, familles et demandeurs d'asile

Le flux d'immigration a augmenté en 1989

Le nombre d'étrangers venus s'établir en France a augmenté en 1989, selon un rapport publié mardi 6 novembre par la direction de la population et des migrations du ministère des affaires sociales. Cette hausse concerne toutes les catégories de primo-immigrants (travailleurs, membres de leurs familles et demandeurs d'asile), mais elle ne modifie pas sensiblement la taille de la population étrangère en France, qui est toujours évaluée à près de quatre millions de personnes.

Depuis 1974, les frontières sont officiellement fermées. On accueille les immigrants qu'en compte-gouttes, pour tenir compte de situations particulières : travailleurs dont la France a besoin, familles de ceux qui sont régulièrement établis ici et personnes susceptibles de bénéficier du statut de réfugié. Cette règle - adoptée dans la plupart des pays de la Communauté européenne - est toujours en vigueur, mais les chiffres ont évolué à la hausse.

« Ils restent encore relativement faibles, mais la pente de la croissance est prise », souligne M. Gérard Moreau, directeur de la population et des migrations. Comme l'an dernier, son service

a adopté la politique de la transparence, en sachant parfaitement que l'immigration est un sujet passionnel, explosif, et que tout chiffre publié à son propos nourrit immédiatement les polémiques et les fantasmes. « Dans ce domaine, remarque justement M. Moreau, la connaissance fait hésiter et le désir de laisser les chiffres dans l'ombre est ressenti aussi bien par ceux qui redoutent toute immigration que par ceux qui la défendent et qui voient déjà dans les statistiques une esquisse de ségrégation. »

ROBERT SOLÉ
Lire la suite page 12

S'affirmant désireux d'engager le dialogue

M. Jospin demande aux lycéens de clarifier leurs revendications

Des dizaines de milliers de lycéens ont manifesté, lundi 5 novembre, dans la capitale et en province, au moment où le ministre de l'éducation nationale présentait devant l'Assemblée son projet de budget pour 1991. Ces manifestations ont surtout les quelques incidents qui les ont conduits à Paris ont éclipsé la discussion budgétaire. S'affirmant désireux de nouer le dialogue

avec les lycéens, M. Jospin souhaite que ces derniers clarifient leurs revendications. Le gouvernement ayant été contraint de demander la réserve sur le vote des crédits de l'éducation nationale, ce budget devrait faire l'objet, comme plusieurs autres, d'un vote bloqué à la mi-novembre. D'ici là, les lycéens se sont à nouveau donné rendez-vous à Paris le 12 novembre.



Un cortège discipliné et quelques « casseurs ». La mobilisation est restée forte en province. « La répétition ». La tolérance des forces de l'ordre. Le vote du budget de l'éducation réservé. Pages 11 et 12. Lire également page 10, le deuxième article de la série : « 15-20 ans, les pieds sur terre. »

Place Rouge, dernière...

D'intenses précautions entourent la commémoration de la révolution d'Octobre, dont le mythe s'est écroulé

par Michel Tatu

Comment ne pas évoquer, à l'occasion de ce 73^e anniversaire de la révolution d'Octobre, le quarantième anniversaire de la RDA auquel Erich Honecker, il y a à peine plus d'un an, convoitait toute la nomenclature communiste internationale, avant de tomber, quelques jours plus tard, dans la trappe de l'Histoire, entraînant sa République avec lui ? On encore ce signal moins diplomatique, mais déjà lourd de menaces qu'avait été le départ de la place Rouge, sous les sifflets, de Mikhaïl Gorbatchev le 1^{er} mai dernier ? Or le président soviétique, bien obligé de célébrer les rites du

système dont il est à la fois le gardien et le fossoyeur, ne s'est pas simplifié la tâche en préservant cette fois, par un décret en date du 10 octobre, de tenir à cette occasion des défilés militaires non seulement à Moscou, mais aussi dans toutes les capitales des quinze Républiques soviétiques et dans bien d'autres villes.

Un « oukaze » aussitôt rejeté par l'Arménie, la Moldavie, les Républiques baltes, sans parler de Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, qui en a été officiellement dispensée pour cause d'« état d'urgence ». Selon un récent sondage de l'agence Novosti, 63 % des Moscovites sont opposés à cette célébration. Et l'on a même vu

des députés de la capitale protester contre les répétitions du défilé en se couchant devant les chenilles des chars. Les choses vont en tout cas si vite en URSS que cet anniversaire apparaît à bien des observateurs comme le dernier. C'est précisément depuis le 1^{er} mai que l'on a assisté en URSS à l'explosion du multipartisme, à l'effondrement du PC (un million et demi de membres l'ont quitté en 1990) et de ses ins-

tutions traditionnelles, à la reconnaissance, au moins théorique, de l'économie de marché, au déboulonnage des premières statues de Lénine. Quant à celles qui restent, on a vu récemment, dans un programme de la télévision soviétique, des femmes nues les embrasser. Où en sera-t-on dans un an ? Personne ne se hasarde plus à des prédictions, même à plus court terme.

Lire la suite page 6

Les économies de l'Est un an après

Lire page 25 l'article d'Erik Izraelovitch : l'Etat, pilote de la transition vers le marché.

La chute du dollar

La glissade du dollar a repris sur tous les marchés des changes. La devise américaine a latéint, le lundi 5 novembre, son plus bas cours historique vis-à-vis de la monnaie allemande, soit 1,4850 DM, et, à 4,98 francs, elle est passée, pour la première fois depuis janvier 1981, au-dessous de la barre des 5 francs avant de se redresser légèrement. Les banques centrales ne sont pas intervenues, car finalement la baisse de la monnaie américaine profite à tout le monde, y compris aux Etats-Unis, où elle allège la facture du pétrole importé.

Lire page 25 - section C
l'article de
FRANÇOISE LAZARE

Le rabbin Kahane assassiné à New-York

Un dirigeant de l'extrême droite israélienne

page 36

Un entretien avec le président Hraoui

Le général Aoun ne pourra pas sortir impunément de l'ambassade de France

page 5

Scandale à Rome

Des révélations de M. Andreotti sur une structure armée parallèle patronnée par l'OTAN et la CIA

page 6

La crise du PCF

M. Fiterman quitte la commission de préparation du congrès

page 9

Le plan autoroutier

Deux cent cinquante kilomètres de voies nouvelles chaque année

page 28 - section C

Ce numéro comporte un encart « le Monde illustré » illustré de 1 à XVIII entre les pages 24 et 25

Sur le fil et la signature complète se trouvent page 36 - section C

Gilles Perrault enquête sur Hassan II : NOTRE AMI LE ROI GILLES PERRAULT le livre qui fait tomber le masque d'un roi. SIGNATURE A LA LIBRAIRIE GALLIMARD LE JEUDI 8 NOVEMBRE DE 17 H A 19 H 15, BOULEVARD RASPAIL - 75007 PARIS au 14 du Signet GALLIMARD

Lucarnes d'Europe Avec « Télévisions d'Europe », Beaubourg a transformé son rez-de-chaussée en un vaste capharnaüm électronique. Un fauteuil géant devant un écran entouré de seize totems en forme de télécommande : c'est le monument que la Bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou a édifié à la télévision. Mais l'ironie n'est qu'un trompe l'œil : les « zappeurs » géants permettent vraiment de choisir parmi les portraits de solitaire-quadre chaînes européennes, le fauteuil accueillera en permanence projections et débats tandis que des dizaines d'écrans diffuseront pendant trois mois des milliers de programmes organisés par thèmes. JEAN-FRANÇOIS LACAN Lire la suite page 24

SCIENTES ♦ MÉDECINE La Terre chaud devant La menace d'un réchauffement rapide du climat va obliger l'humanité à changer ses habitudes. Les experts de Bruxelles, eux, rêvent d'un fabuleux marché commun de 320 millions d'habitants ouvert à la libre circulation des programmes et des publicités, capable d'amortir une nouvelle industrie de l'image. Les groupes de communication l'imaginent comme un gigantesque Monopoly, ouvert désormais sur les pays de l'Est, où l'on échange radios, chaînes ou studios.

Avec « Télévisions d'Europe », Beaubourg a transformé les 12 000 mètres carrés de son rez-de-chaussée en un vaste capharnaüm électronique dans l'espoir que, du désordre des lucarnes naîtrait une approximation de notre avenir. Partir risqué mais nécessaire : depuis quelques mois, l'Europe audiovisuelle était devenue l'une de ces idées générales, de ces concepts gonflables au gré des circonstances et des intérêts. Les politiques - M. François Mitterrand en tête - y voient le « ciment » de la construction communautaire, lieu de dialogue des différentes cultures euro-

DÉBATS

Transports

Réconcilier le TGV et les régions

par Jean-François Bazin

LES difficultés apparues à propos du TGV dans le Sud-Est montrent qu'il est grand temps de le réconcilier avec les régions. Ces régions se reconstruisent et seront de plus en plus dures. Pour une raison très simple : en répétant que le TGV est seulement un moyen de communication entre métropoles, on en fait inévitablement un monstre. Comment ne pas comprendre les réactions de populations traversées par des nuisances et qui ont le sentiment de n'en retirer aucun profit ?

Pour réconcilier le TGV et les régions, le moyen est pourtant très simple : expliquer ce qu'il est, ce qu'il sera.

Le concept TGV a beaucoup évolué. Il s'agissait initialement de lignes nouvelles réservées exclusivement aux voyageurs, pour la très grande vitesse et sur des distances de 500 kilomètres environ. Le succès de la formule et l'image porteur du TGV ont conduit la SNCF à transformer en vingt ans ce concept en autre chose : le réseau voyageurs moderne du vingt et unième siècle, utilisant avec ces rames soit des lignes nouvelles, soit des lignes anciennes et couvrant en définitive toutes les relations importantes du pays. Cela aboutit à une notion très différente de celle des origines. Contrairement à ce qu'on répète officiellement, le chemin de fer sera demain, s'il ne l'est pas déjà aujourd'hui, à plusieurs vitesses. Toutes les bonnes relations voyageurs de l'avenir seront TGV ou ne seront pas. C'est donc un choix essentiel, analogue à celui des villes qui ont accepté ou refusé le chemin de fer au milieu du dix-neuvième siècle. Mais comment le faire comprendre si l'on continue d'affirmer que la France n'aura pas un chemin de fer à deux vitesses ? S'il ne s'agit pas de deux vitesses, d'ailleurs...

Où, aux gares intermédiaires

Le TGV est un formidable outil d'aménagement du territoire. Encore faut-il l'admettre et l'expliquer. Les grands esprits nous disent avec assurance : « Vous n'allez pas l'arrêter tous les 50 kilomètres, tout de même ! » Dans un débat, la formule porte toujours. L'ennui, c'est qu'elle est fautive et qu'elle nuit beaucoup au TGV. Où, il faut prévoir des gares tous les 50 kilomètres environ, parfois un peu plus. D'abord parce que c'est ainsi qu'on donne à la France entière le bénéfice d'un investissement national, et il est singulier de devoir le rappeler : les Français ont le droit de se servir du TGV. Mais, et c'est là le changement infiniment plus démocratique qu'autrefois, toutes les gares intermédiaires entre deux métropoles peuvent bénéficier d'un ou de plusieurs arrêts par jour alors que jadis une gare de moyenne importance ne pouvait pas prétendre au bénéfice des grands rapides. Entre les métropoles A et B, la rame 1 fait le trajet direct, la rame 2 fait halte à la gare intermédiaire X, la rame 3 fait halte à la gare intermédiaire Y, la rame 4 fait le trajet direct, etc. Toutes les rames ne s'arrêtent pas partout, bien sûr, mais tout le monde peut être desservi en fonction de ses besoins raisonnablement estimés.

C'est par exemple ce qui se passe à Montbard en Côte-d'Or où dans cette petite ville industrielle quelques

arrêts seulement par jour suffisent à créer l'harmonie entre le TGV et cette région, sans pénaliser grandement le reste des voyageurs. L'idée de créer des TGV sans gare intermédiaire est une des aberrations ferroviaires les plus déconcertantes de notre époque. Elle était conforme à la rigueur logique de la ligne droite du premier concept TGV. Elle ne l'est plus selon le concept actuel, où la problématique est celle d'un réseau et non celle de relations inter-métropoles.

On vous dit avec hauteur : « Le TGV ne doit plus passer en ville, cela le retarde. Il faut des gares en pleine nature ! » L'ennui, c'est que les Suisses et les Allemands, qui ont eux aussi une bonne expérience ferroviaire, ne raisonnent pas ainsi. Ils pensent avec raison que le chemin de fer n'est pas l'aviation, et que son avantage est justement de desservir le cœur des villes. Certes et évidemment, au prix d'une perte de temps. Mais calculée par rapport à quoi ? A la ligne droite de l'aviation, avec un aéroport qu'on atteint en une heure et où l'on attend une heure au moins l'embarquement ? Sans doute faut-il

faire la part des choses, concilier la grande vitesse et le nombre des villes à desservir. Mais le « tout gares nouvelles », ces gares à la campagne qui posent d'innombrables problèmes d'accès, de correspondance, etc., sont une erreur technocratique et politique, dont les effets risquent à terme d'être accablants pour la France.

Henri Vincenot rapportait ce mot d'un vieux ingénieur : « Ce qu'on ferait du bon TGV s'il n'y avait que dix métropoles en France ! » Or le TGV est en réalité tout le contraire. Intelligemment développé, c'est la grande vitesse pour presque tous les Français. Encore faut-il savoir en 1990 adapter ce très bel outil à des idées qui paraissent presque ringardes aux grands esprits : l'aménagement du territoire et le service public.

► Jean-François Bazin est l'auteur des *Défis du TGV* (Denoël, 1981) et du *TGV Atlantique* (Ouest-France, 1989).

TRAIT LIBRE



Chasse

Un lobby d'un autre âge

par Marie-Anne Isler-Béguin

CLAUDE MONOD, naturaliste et humaniste, bien connu des amis de la nature de l'arrière-pays alsacien, ainsi que de tous les amis des arts (le cristal soufflé était son autre passion) n'est plus. Il compte au nombre des victimes de la chasse.

Un étudiant des Beaux-Arts de vingt-deux ans a tiré, le 20 octobre, sur « quelque chose qui bougeait », en réalité M. Monod qui herborisait dans sa propre propriété. Non, ce n'est pas du western, mais la réalité bien française !

Que reste-t-il de la liberté lorsqu'en période de chasse l'on n'ose même plus se promener sur son propre terrain de peur de se retrouver en face d'un chasseur à la gâchette trop rapide ? Avec la complaisance des élus et des gouvernants, le monde de la chasse, pourtant de plus en plus contesté par le grand public, continue à maintenir en l'état un « droit » de chasse qui n'est plus de notre temps.

Complaisance est un mot trop faible. Lorsque victime il y a, c'est de

responsabilité qu'il faut parler. Est-il donc si dangereux pour nos hommes politiques d'aborder publiquement et sereinement ce tabou qui représente apparemment la chasse ?

Un gouvernement comme le nôtre s'honorait en édictant des règles de société partageant le territoire en zones selon les utilisateurs (chasseurs, promeneurs, cueilleurs, cyclistes, cavaliers, ornithologues, archéologues, etc.) sans favoriser les uns par rapport aux autres.

Comment faire de nos campagnes des lieux accueillants, où la nature pourrait permettre un redéveloppement local fondé sur des sites naturels prestigieux et un tourisme diffus, si l'on continue à autoriser des porteurs de fusil à se sentir partout chez eux ?

Il est vrai que le lobby des chasseurs est efficace. Ainsi, en 1989, il a refusé à faire retirer de l'ordre du jour de la séance plénière du Parlement européen, à Strasbourg, le vote de la directive « habitats » qui devait permettre enfin de préserver des milieux naturels abritant des espèces

rare ou menacées d'extinction. Puis il l'a fait traîner durant un an en prétendant des amendements puis incomplets, puis non traduits. Le texte est revenu en séance plénière le vendredi 26 octobre 1990. Il en est reparti avant le vote, faute de députés en nombre suffisant pour le quorum demandé par les chasseurs. Pourtant, la Commission de Bruxelles était bien là, annonçant qu'elle ne prendrait pas en compte les amendements des parlementaires européens visant à promouvoir une véritable protection. Par contre, elle accepte des dérogations à la suppression des méthodes de chasse ancienne sous prétexte de « traditions régionales ». On croit rêver. Les chasseurs sont toujours présents, assidus, voire acharnés à la défense de leurs privilèges.

► Marie-Anne Isler-Béguin est députée (Verts) au Parlement européen.

COURRIER

« Peuple corse »

Chacun a pu constater que le mot « peuple » était utilisé tantôt dans un sens ethnique, « raciste » (ensemble d'êtres humains qui sont supposés avoir une même origine biologique, et pas seulement une unité culturelle), tantôt dans un sens social (par référence à des classes sociales : plébéiens, membres du tiers état, prolétaires).

Dans le premier sens (ethnique), il a été notamment employé, au siècle dernier, pour revendiquer « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Plus récemment, dans une application qui eut de dramatiques conséquences, il a donné en allemand ce slogan : « Ein Volk, ein Reich, ein Führer ».

Dans le second sens (social), il figure en latin dans la très célèbre expression romaine : « Senatus populusque romanus ». Notre hymne révolutionnaire le Chant du départ annonce, quant à lui, que le « peuple souverain s'avance ». Selon les Constitutions de la République française, le principe de celle-ci est le « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ».

Dans les régions qui ont été le théâtre de mélanges de populations (par migrations, invasions, pèlerinages, voyages commerciaux ou touristiques, etc.), la présence de « peuple », dans le premier sens ci-dessus de ce terme, est très peu vraisemblable. Il n'y a donc, par exemple, guère plus de « peuple corse » que de « peuple français », de « peuple latin », de « peuple chrétien ». Il y a des populations qui, ayant un certain nombre de points communs (pas forcément toujours les mêmes), se sont rassemblées en groupes plus ou moins importants et organisés : clans, tribus, communautés, nations éventuellement constituées en États. Ainsi, les populations de la France, composées la « nation française » constituée en « État français », en « République française ».

ERNEST-MARIE LAPEROUSAZ, directeur d'études à l'École pratique des hautes études (Paris)

Week-end lycéen

Dans le lycée où j'exerce, l'emploi du temps des élèves d'une classe de terminale B avait été normalement mis en place par le proviseur pour prendre effet à la rentrée scolaire. Or certains élèves ont dépensé une énergie extraordinaire pour obtenir un bouleversement dudit emploi du temps. Ces élèves voulaient, en effet, que les cours du samedi fussent supprimés à tout prix, afin de dégager le sacro-saint week-end. Ils étaient prêts pour cela à accepter les pires aberrations pédagogiques, comme, par exemple, subir (il n'y a pas d'autre mot) cinq heures de cours certains après-midi... L'administration, dépassée, a cédé pour ne pas faire de vagues. Je trouve consternant un tel comportement de la part de jeunes : allons-nous vers une France d'employés de bureau ?

YVES HUSSET, Dijon

Archéologues en Irak

Vous avez publié le 25 octobre un texte de M. J.-P. Faye qui appelle quelques précisions :

1) La fouille de Sippar est une fouille irakienne et non franco-irakienne, comme pourrait le laisser supposer l'expression qu'utilise M. J.-P. Faye : « à Sippar... nous avons exploré en mars 1989 la bibliothèque (...) ». La fouille de Sippar est dirigée par mon collègue le professeur Walid El Jadir, de l'université de Bagdad, depuis de nombreuses années. C'est parce que la fouille était en cours lors de la visite de M. Faye qu'elle était « recouverte d'une simple toile ondulée », pratique courante lors de longs départs, même en France.

2) Il est exact qu'on ne peut actuellement visiter l'Irak, mais cela remonte à 1980 et au début de la guerre irako-iranienne.

3) Les « chercheurs français qui travaillaient côte à côte, (...) » n'étaient pas au nombre des « invités » de M. Faye. Le 2 août 1990, la délégation archéologique française en Irak était formée pour quelques semaines de vacances, comme chaque année à pareille époque. « Où sont-ils aujourd'hui ? », se demande M. Faye. Ils sont en France, en attendant des jours meilleurs. Le CNRS et le ministère des affaires étrangères, à travers leurs services respectifs, contrôlent actuellement avec soin les voyages des chercheurs qui dépendent d'eux et travaillent dans le domaine proche-oriental. Certaines missions partent, d'autres sont annulées, selon la situation locale.

JEAN-LOUIS HUOT, directeur de la délégation archéologique française en Irak

4) Précision. — Le colloque « Ethique et économie sociale : l'incertitude ou le mouvement », organisé par le CIDE et le Monde, aura lieu jeudi 8 novembre à la Maison de la Chimie à Paris.

► Renseignements et inscriptions : CIDE 8, rue Mesnil 75116 Paris. Tél. (1) 47 27 01 44.

BIBLIOGRAPHIE

Les idéologies publicitaires

SÉMIOLOGIE, MARKETING ET COMMUNICATION de Jean-Marie Floch. PUR, 234 p. 165 F.

COMBIEN les valeurs de publicité que nous sommes savent-ils sur quelles techniques psycho-sociologiques, sémiotiques, voire sur quelles idéologies repose l'incitation à acheter tel produit ? Jean-Marie Floch donne les clés dans un livre savant mais qui a le mérite de passer de l'abstrait au concret, « à savoir et à gâchages » comme il dit, après Montaigne. De nombreuses photographies illustrent du reste son propos.

L'auteur a choisi cinq cas typiques : le métro, la banque, le médicament, l'automobile et le livre. Ainsi, pour que la RATP serve mieux ses clients, vous serez invité à vous ranger dans tel ou tel comportement : arpenteur, « pro », somnambule ou flâneur.

De la « référentielle » à la « substantielle »

On apprendra aussi comment est née l'étoile-Logo du Crédit du Nord, pourquoi la publicité des médicaments psychotropes est très délicate, dans la mesure où les généralistes refusent la confusion entre la santé et l'euphorie proposée par la communication pharmaceutique. Il arrive que l'on doive marier les contraintes comme dans la publicité pour l'automobile en exaltant les valeurs d'usage de la voiture et celles qui correspondent aux envies, aux désirs, à l'identité du conducteur. Enfin, l'auteur recherchera les rapports éditeur-lecteur à travers dix ans de communications aux Presses universitaires de France.

Jean-Marie Floch, élevant le débat, analyse alors les « idéologies de la publicité » qu'il classe en quatre groupes : publicité « référentielle » (qui colle à la réalité), « oblique » (le sens est à construire, il n'est pas déjà là), « mythique » (« machine à fabriquer du bonheur »), « substantielle » (« la machine à fabriquer du bonheur »).

Un livre où l'on aime voir décortiquées « sous les signes, les stratégies » de ce monde de la publicité, plus brillant que transparent.

PIERRE DROUIN

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-66-29-33

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gaudin
94052 Ivry Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-89
Téléc : 206.808 F

Le Monde
PUBLICITE

André Fontaine, président
Françoise Hugues, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Oerlemans,
directrice du développement
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc : MONDPUB 206 136 F
Téléc : 45-55-94-70 - Société Éclair
du journal Le Monde et Régie Presses SA

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
PAR MINTEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10
Téléc : 261.311 F

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE, BELG., LUXEM.	AUTRES PAYS
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 580 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer toutes lettres propres en copie à l'Imprimerie du Monde, 12, rue M. Gaudin, 94052 Ivry Cedex

Handwritten note: *Je n'ai pas lu*

LA CRISE DU GOLFE

Le voyage de M. Baker et l'éventualité d'une intervention contre l'Irak

Washington considérerait l'armée turque comme un élément essentiel d'une offensive

Pour la deuxième fois depuis le début de la crise du Golfe, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker devait se rendre à Ankara, mardi 6 novembre, dans le cadre de sa tournée au Proche-Orient - pour un entretien avec le président Ozal, au cours duquel il devait « prendre la température » des autorités turques et tenter probablement de les convaincre de participer à une éventuelle intervention militaire contre l'Irak.

ISTANBUL

de notre correspondant

La tâche de M. Baker s'annonçait ardue. Selon certaines assertions, notamment avancées par la presse anglo-saxonne, les Américains considéraient la Turquie, avec son armée de sept cent cinquante mille hommes, comme un élément important, voire déterminant, d'une offensive réussie contre l'Irak. Mais M. Ozal a d'ores et déjà catégoriquement rejeté le scénario - qu'il a qualifié de « pure fantaisie » - dans lequel les forces armées turques seraient disposées à ouvrir un second front au nord de l'Irak. Des sources gouvernementales ont, toutefois, assuré que le président accorderait probablement aux alliés l'usage des bases aériennes de l'OTAN situées en territoire turc.

De l'armée à l'homme de la rue, la grande majorité des Turcs est opposée à une participation active à toute attaque contre l'Irak. Cela ne signifie pas, pour autant, que la Turquie, qui a été l'un des premiers pays à imposer un embargo écono-

mique, ait adossé sa position vis-à-vis de son voisin irakien. Malgré des offres réitérées de pétrole irakien gratuit, la Turquie continue de respecter un strict embargo économique et refuse tout compromis, tandis que M. Ozal insiste pour que les alliés se montrent inflexibles face à l'agresseur irakien.

Mais analystes et diplomates estiment qu'il est peu probable que la Turquie, qui a déjà déployé cent mille hommes près de la frontière - et immobilisé ainsi un nombre identique de soldats irakiens, - accepte de participer plus activement à l'effort militaire. Un élément de doute subsiste cependant, dû au fait que le président Ozal a, depuis le début de la crise, conduit les affaires de la Turquie presque seul. C'est donc du palais présidentiel que viendra la décision finale, en fonction de « ce que M. Baker aura dans son pantalon », explique un diplomate.

Livraisons d'équipements

A ce stade, seules des offres d'assistance politique et économique concrètes seraient susceptibles d'influencer le chef de l'Etat turc, conscient des remous internes que causerait la décision d'envoyer des troupes dans le Golfe. Une campagne contre la guerre, organisée par les partis de l'opposition, a pris de l'ampleur récemment, alimentée en grande partie par l'arrestation d'une lycéenne de seize ans, qui avait affiché sur les murs de son école une pancarte sur laquelle était écrit : « Non à la guerre ».

L'attribution éventuelle à la Turquie des régions de Mossoul et de Kirkouk, au cas où les frontières de l'Irak viendraient à être redessainées,

peut paraître tentant, mais ce dénouement est trop improbable pour justifier le risque considérable que constituerait une attaque contre l'Irak, pays avec lequel la Turquie entretenait de bonnes relations économiques jusqu'à l'invasion du Koweït.

Même si M. Ozal est toujours déterminé à promouvoir l'image de son pays et à s'aligner sur la position américaine, il se montrera difficile à convaincre. Malgré les offres d'assistance économique venues de toutes parts au début de la crise, la Turquie, qui a subi des pertes financières importantes, n'a reçu qu'une partie des sommes promises. A ce jour, le gouvernement koweïtien en est à verser 300 millions de dollars, et le Japon a prêté une somme équivalente. Mais l'Arabie saoudite n'a pas livré le pétrole à prix réduit qu'elle avait promis, et le versement des fonds alloués à la Turquie, l'Egypte et la Jordanie par la Communauté européenne a été repoussé à l'année budgétaire 1991. M. Mitterrand, qui recevra prochainement M. Ozal, a promis cent cinquante millions de francs.

Alors que l'impact exact des événements du Golfe sur la politique et l'économie de la Turquie reste à évaluer, l'armée, en revanche, semble avoir bénéficié de la crise. Les Etats-Unis - qui espèrent probablement encourager ainsi la Turquie à faire usage de ses forces armées - et l'Allemagne vont, en effet, livrer des équipements militaires, dont mille tanks, d'une valeur de 8 à 9 milliards de dollars, pour renouveler l'armement vieillot de la Turquie.

NICOLE POPE

Les Etats-Unis et l'Arabie saoudite règlent le problème du commandement militaire

Les Etats-Unis et l'Arabie saoudite ont conclu, lundi 5 novembre un accord sur le commandement des opérations en cas d'intervention militaire contre l'Irak. Ce problème, qui menaçait de perturber une éventuelle offensive de la force multinationale, a été résolu à la satisfaction totale du gouvernement saoudien et du gouvernement américain, a déclaré à la presse un haut responsable américain.

En conclusion cet accord, les Etats-Unis et le royaume wahhabite ont ainsi levé ce qui aurait pu être un obstacle de taille à une offensive militaire. L'accord a été élaboré au cours d'une rencontre de six heures entre le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, et les dirigeants saoudiens, dont le roi Fahd.

Aux termes de cet accord, les troupes américaines et saoudiennes continueront à être placées sous commandement conjoint, mais seulement pour la défense du royaume en cas d'attaque irakienne, a précisé un haut responsable américain. Les forces américaines seront, en revanche, sous commandement américain en cas d'intervention militaire hors d'Arabie saoudite, c'est-à-dire en cas d'attaque contre l'Irak ou contre les forces irakiennes au Koweït.

Cette formule devrait être approuvée par les dirigeants américains et saoudiens au plus haut niveau. Cet accord intervient dans le cadre de la tournée de M. Baker dans sept pays, destinée à souder la coalition internationale faisant face à Bagdad et à trouver de nouveaux moyens pour contraindre le

président irakien Saddam Hussein à se retirer du Koweït.

M. Baker avait, avant de conclure l'accord à Djeddah, passé environ trois heures avec l'émir du Koweït, Cheikh Jaber El Ahmad El Sabah, et d'autres dirigeants koweïtiens qui vivent en exil dans un hôtel de luxe à Ta'if en Arabie saoudite. L'émir a demandé que son pays soit libéré dès que possible, mais les autorités américaines ont déclaré qu'il réalisait bien que le sort de son pays était entre les mains de la communauté internationale.

Après sa rencontre, M. Baker a déclaré à la presse que la crise du Golfe « entrerait dans une nouvelle phase ». Explicite cette formule, un haut responsable américain a indiqué que la première phase avait été de mettre sur pied « une coalition sans précédent de pays déterminés à faire appliquer les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies ». La deuxième phase, a-t-il poursuivi, a été de répartir le fardeau de l'isolement économique et militaire de l'Irak entre les partenaires de la coalition. Les Etats-Unis sont maintenant entrés dans la troisième phase qui consiste à augmenter la pression économique, politique et militaire sur l'Irak, et à se donner les moyens de recourir à la force si ces pressions échouent, a ajouté ce responsable.

Le secrétaire d'Etat américain était attendu mardi au Caire pour faire le point de la situation dans le Golfe avec le président égyptien, M. Mubarak. Ce dernier s'est déclaré, dans une interview à l'AFP, convaincu qu'un embargo « très strict » obligerait l'Irak à retirer ses forces du Koweït, indiquant qu'il « ne croit pas possible qu'il y aura la guerre ». Pour M. Mubarak, cependant, « des négociations sans un retrait total du Koweït

ne marcheront jamais. C'est ce que voudrait Saddam Hussein, mais s'il souhaite négocier, il doit se retirer totalement de l'émirat » et il faut « installer une force arabe entre les deux pays ».

Entretiens, les Etats-Unis poursuivent inlassablement le renforcement de leur dispositif militaire. Le porte-avions *Midway* est entré lundi dans les eaux du Golfe avec son escorte de sept navires. Il y remplace l'*Independence*, actuellement dans le golfe d'Oman, qui doit retourner à son port d'attache aux Etats-Unis d'ici à Noël. Les deux autres porte-avions américains dans la région, le *Saratoga* et le *John F. Kennedy*, se trouvent en mer Rouge et en Méditerranée. Lundi, le *New York Times* a annoncé que le Pentagone a décidé de rappeler d'importantes unités de combat de réserve pour renforcer les effectifs américains stationnés dans le Golfe. Ces unités feront partie des cent mille hommes supplémentaires dont le Pentagone a déjà annoncé le rappel et le début du déploiement ces prochaines semaines.

Selon M. Fitzwater, porte-parole de la Maison Blanche, cette décision est « en cours d'examen, à la lumière des besoins actuels ». Les Etats-Unis, dont le corps expéditionnaire dans le Golfe compte 220 000 soldats, ont déjà rappelé depuis le début de l'opération « Boudier du désert ». Aucun n'est cependant susceptible d'être affecté à un poste de combat et leur tâche est limitée à la logistique et à l'entraînement.

L'Irak a fait état lundi, pour la seconde fois en vingt-quatre heures, d'une violation, par des chasseurs-bombardiers venant d'Arabie saoudite, de l'espace aérien « de la province du Koweït ». - (Reuters-AFP)

Les déclarations et les mises en garde de M. Bush

Pédagogie et politique : du bon usage de M. Saddam Hussein en campagne électorale

WASHINGTON

de notre correspondant

M. Bush va mieux. La chute de sa popularité, dramatique à la fin du mois d'octobre, est enrayée, et la cote du président remonte même nettement : 59 % des Américains, à la veille des élections à « mi-mandat » du mardi 6 novembre, approuvent la manière dont le président s'acquitte de sa tâche, contre 51 % il y a une semaine. Un gain qui n'efface pas, loin de là, la dégringolade d'octobre, mais vient à point nommé pour passer la blessure d'amour propre d'un homme que ses mésaventures budgétaires avaient déconcentré, d'un président qui semblait avoir perdu ses repères et son sens politique.

Déterminer à coup sûr la raison du rétablissement tient forcément plus de l'illusion que de la certitude. Mais une constatation s'impose, une coïncidence saute aux yeux : la tension monte dans le Golfe, le cote du président remonte dans l'opinion. Et si la tension a remonté, c'est dans une large mesure parce que M. Bush s'y est personnellement employé, en affichant une sainte colère devant le comportement de Saddam Hussein et en multipliant des messages de moins en moins voilés. Depuis que le budget a été voté, il y a une dizaine de jours, le président a beaucoup voyagé et beaucoup parlé, en principe pour soutenir divers candidats républicains pas toujours ravis de sa présence, mais aussi pour plaider sa propre cause. Il s'est ainsi livré à toutes sortes d'exercices verbaux, plus ou moins adroits et rarement convaincants, dans le souci de retrouver une crédibilité politique, de rejeter sur les démocrates la responsabilité des augmentations d'impôt et de révéler à sa manière l'histoire des négociations budgétaires.

Mais le seul message clair et constant qui ait émergé de tous ces discours, le seul que les médias aient retenu, c'est la dénonciation indignée des méfaits de Saddam Hussein et un langage de plus en plus guerrier. M. Bush n'apprécie pas qu'on puisse le soupçonner d'avoir autre chose en tête que de faire reculer le despote et rétablir la souveraineté du Koweït. Suggère-t-il qu'un président pourrait faire de la politique avec la vie de jeunes garçons à l'autre bout du monde ? C'est « le comble du cynisme et de l'indécence », déclarait-il le 31 octobre, alors que la violence de ses sorties anti-irakiennes commençait à intriguer.

De fait, M. Bush n'est pas entré en guerre à la veille des élections, comme certains en Europe l'avaient

supposé, comment d'ailleurs aurait-il pu le faire sans encourir un terrible soupçon, sans braquer un Congrès déjà très réticent ? Mais il a bien déclenché une guerre des mots : non content de comparer systématiquement Saddam Hussein à Adolf Hitler, qu'il a suscité souvent un malaise dans ses auditeurs, M. Bush s'est laissé aller jeudi 1er novembre à affirmer que le dictateur irakien était « pire qu'Hitler ». A la surprise de beaucoup, M. Bush s'est aussi soudainement mis à attirer l'attention, en termes volontairement dramatiques, sur le sort des otages américains, s'écriant « qu'il en avait assez » de voir des Américains traités de cette manière, laissant entendre qu'on ne pouvait tolérer indéfiniment cette situation.

Recentrer l'opinion

Pourquoi renouer ainsi à ce qui semblait une règle de la politique américaine, fermement appliquée par M. Bush lui-même à propos des otages retenus au Liban : en parler le moins possible, éviter de convaincre l'adversaire qu'il détiendrait, par le biais de ces otages, le moyen d'influer sur l'attitude des Etats-Unis ?

Peut-être M. Bush, ulcéré par l'attitude de Saddam Hussein, laisse-t-il simplement libre cours à ses senti-



ments (un fonctionnaire de la Maison Blanche suggère la semaine dernière que « l'humour » du président se reflétait dans ses déclarations sur l'Irak). Peut-être estime-t-il désormais indispensable de dramatiser l'atmosphère pour préparer l'opinion à un affrontement qu'on ne

pourra pas indéfiniment éviter si le verbe, si menaçant soit-il, ne suffit pas à faire reculer Saddam Hussein. (Peu avant l'intervention à Panama, M. Bush avait ainsi fait grand cas d'un incident au cours duquel un officier américain et sa femme avaient été pris à partie, quittaient le

grossir beaucoup l'importance). Mais on ne peut pas oublier non plus qu'avant même la fin de la saga budgétaire, un conseiller de la Maison Blanche expliquait qu'il était urgent de recentrer l'attention de l'opinion américaine sur la crise du Golfe, et que cette tâche a été accomplie. Pour la première fois depuis l'invasion du Koweït, une petite majorité d'Américains (51 %) estime désormais qu'il faudra faire parler les armes si Saddam Hussein refuse de reculer. Et il est clair que cette remobilisation de l'opinion renforce la stature de M. Bush.

Pour combien de temps ? Quelles que soient leurs vertus, pédagogues ou politiques, les fortes paroles de M. Bush ne pourront être répétées indéfiniment sans perdre de leur impact, ou mettre en doute la crédibilité de leur auteur. Après avoir fait monter la tension, il faut soit attaquer, soit la faire retomber. En soit, M. Bush avait lancé l'assaut Saddam Hussein/Adolf Hitler. En septembre, le thème disparut complètement, en octobre il revenait en force. Survivra-t-il aux élections du 6 novembre, ou faudra-t-il à nouveau calmer le jeu et prêcher la patience ?

JAN KRAUZE

Reçu à l'Elysée

Le roi Hussein continue de prôner une solution pacifique

Le roi Hussein de Jordanie a été l'objet de « efforts continus » faits par la France et la Jordanie pour tenter de trouver « une solution pacifique » à la crise du Golfe, à l'issue de l'entretien qu'il a eu lundi 5 novembre à l'Elysée avec le président de la République.

Au cours de cet entretien, le second qu'il a avec le souverain hachémite depuis l'invasion du Koweït par les troupes irakiennes, M. Mitterrand a rappelé qu'à ses yeux « rien n'a fondamentalement changé depuis le début de la crise », et qu'il faut toujours tenter d'obtenir de l'Irak l'application des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Le roi Hussein, qui avait reçu à Amman avant son départ pour Paris le ministre des affaires étrangères irakien, M. Tariq Aziz, a affirmé qu'il n'était porteur d'aucun message du président Saddam Hussein.

Le roi avait reçu dans la matinée le ministre français de la défense, M. Chevènement. Il s'était également entretenu avec MM. Giscard d'Estaing et Schmidt. M. Giscard d'Estaing a insisté à cette occasion sur « la priorité à donner à la libération de tous les otages, notamment américains et britanniques », en estimant que « cette question constitue à l'heure actuelle le risque le plus élevé de déclenchement d'une intervention militaire ».

13 milliards de dollars pour les pays touchés par l'embargo

Une aide de 13 milliards de dollars sera allouée aux pays touchés par les retombées de l'embargo contre l'Irak - essentiellement la Jordanie, l'Egypte, la Turquie - par les vingt-sept pays adhérents au groupe de coordination financière sur la crise du Golfe, a annoncé, lundi 5 novembre, le directeur général italien du Trésor, M. Mario Sarcinelli. Cette aide, dont les chiffres ont été fixés lors d'une réunion du comité du Groupe de coordination financière à Rome, portera sur les années 1990-1991. Les pays du Golfe contribueront à hauteur de 8,4 milliards de dollars, la Communauté européenne, à hauteur de 2,2 milliards de dollars, le Japon pour 2 milliards de dollars, un groupe d'autres pays (Canada, Corée, Suisse, Suède, Australie, Autriche, Islande, Norvège, Finlande) pour quelque 300 millions de dollars au total. - (AFP)

McEwan

Un livre qui évoque l'atmosphère propre à un Stephen King qui aurait appris à écrire comme Henry James.

Michael Wood / London Review of Books

Traduit de l'anglais par Jean Guillemin - 110 F.

L'INNOCENT

roman

Seuil

LA CRISE DU GOLFE

Face à la « diplomatie des otages »
Les Douze entre l'embarras
et l'irritation impuissante

ROME

de notre correspondant

« Nous sommes tous d'accord pour continuer d'opérer en conformité avec le document adopté lors du sommet du 28 octobre à Rome. » Réaffirmation par le chef de la diplomatie italienne, du grand principe de non-négociation au niveau gouvernemental avec l'Irak à propos des otages ; « utile » échange de vue entre partenaires assez nerveux et d'actualité : la situation bien comprise à propos de la prolifération des missions « officielles » à Bagdad.

La réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères des Douze, qui s'est tenue, lundi soir 5 novembre, à Rome, n'a rigoureusement rien apporté de nouveau, sinon la confirmation d'une certaine irritation des uns envers les initiatives « privées », tolérées - voire encouragées - par les autres.

Un peu embarrassé et conscient d'avoir irrité ses partenaires, notamment la Belgique et les Pays-Bas, qui ont réclamé cette réunion, M. Hans Dietrich Genscher, le ministre allemand, a pris garde de ne pas répéter tout le bien qu'il pensait la veille de la « mission humanitaire » de l'ancien chancelier Willy Brandt à Bagdad. Selon M. De Michelis, chargé par ses homologues de résumer l'affaire pour la presse, le ministre aurait déclaré qu'il n'était pas du ressort de son gouvernement de juger si telle ou telle initiative privée est positive ou négative.

Selon une « fuite » espagnole, M. Genscher aurait également fait savoir à ses partenaires que, à son avis, la mission entreprise par M. Brandt n'était pas incompatible

M. Chevènement :
les militaires capturés
en Irak « sont allés au-delà
des consignes de prudence »

« Il n'est pas douteux » que les trois militaires français capturés par des Irakiens avant d'être relâchés, « sont allés au-delà des consignes de prudence que j'avais personnellement données lorsque je m'étais rendu en Arabie saoudite dans la première quinzaine d'octobre », a affirmé, lundi 5 novembre, le ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement.

La frontière saoudo-irakienne « n'est pas matérialisée et il est évident que ces hommes, qui font partie d'une unité chargée de la reconnaissance et du recueil du renseignement, ont pour mission d'y aller voir de près, mais pas de trop près », a ajouté M. Chevènement, confirmant ainsi que ces militaires exécutaient une mission de renseignement.

Le ministre, qui inaugurait à Rambouillet (Yvelines) une soixantaine de logements rénovés pour militaires, a ajouté qu'il « est très difficile de se repérer dans le désert et ils ont été emportés par une ardeur excessive ». Il n'a pas voulu se prononcer sur le lieu exact de leur capture : « Ils étaient aux abords de la frontière irako-saoudienne. Rien ne permet de dire le contraire ».

Mais il n'a pas exclu qu'ils aient pu franchir cette frontière à un certain endroit où elle n'est pas matérialisée. « Les procédures qui permettent de s'orienter et de se repérer dans le désert, en particulier le système par satellite Navstar, ont une précision de l'ordre de 500 mètres. Ils avaient les moyens de se repérer », a-t-il ajouté.

« Cet incident extrêmement regrettable aurait pu être beaucoup plus grave », selon M. Chevènement, qui a confirmé avoir confié l'enquête de commandement au général Jean-Claude Collon, inspecteur général de l'armée de terre. « Il démontrera l'ensemble du dispositif et me proposera toutes les mesures à prendre », qui seront « prises sans faiblesse », a-t-il dit.

M. Chevènement a déclaré que « la bonne foi des trois militaires n'est pas en cause », et que l'enquête dira si « leurs affirmations sont conformes à la réalité ».

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

avec le principe adopté il y a une semaine par le conseil européen puisque, jusqu'à preuve du contraire, l'ancien chancelier n'appartient pas au gouvernement allemand.

Or, a confirmé le ministre italien, M. Genscher s'est référé plusieurs fois au document adopté lors de ce sommet et a réaffirmé l'engagement de son gouvernement de ne pas envoyer à Bagdad des missions officielles. Seules les Nations unies peuvent, en théorie, discuter avec Saddam Hussein de la libération des otages. Mais, aurait rappelé le ministre allemand, le dictateur irakien refuse de recevoir une mission portant la bannière de l'ONU.

La « solitude »
de M. Brandt

D'où la « solitude » de M. Willy Brandt, qui s'est rendu dans le Golfe avec, pour seule et unique carte « officielle », son grand crédit de « serviteur « officieux » de la nation allemande. Quelqu'un aurait certes pu demander qui allait payer la note de kérosène de l'Airbus de 267 places de la Lufthansa qui a emmené l'ancien chancelier à Bagdad, mais, outre que chacun connaît la réponse, c'est été mesquin.

D'ailleurs, aux yeux de la France, représentée par le ministre délégué aux affaires culturelles internationales, M. Thierry de Beauregard (quatre titulaires des affaires étrangères sur douze manquaient à l'appel lors de cette réunion sans conclusion), « il n'y a plus d'ambiguïté. (...) Nous faisons confiance à M. Willy Brandt pour ne pas négocier avec Saddam Hussein ». L'essentiel pour le délégué français « était de réaffirmer notre solidarité commune envers tous les otages, et c'est ce qui a été fait ».

Au total, les participants à cette « rencontre informelle », selon les termes de M. De Michelis, n'ont rien décidé, pas plus que les représentants allemands, les directeurs politiques de la Communauté, qui doivent se réunir à leur tour lundi prochain, vont étudier la possibilité d'envoyer une mission européenne dans les pays qui peuvent avoir une influence sur Bagdad (Algérie, Tunisie, Jordanie), afin que Saddam Hussein accepte de recevoir une nouvelle mission onusienne. Comme président en exercice du conseil ministériel de la CEE, M. De Michelis a également été chargé de demander une nouvelle fois, mardi, aux Nations unies d'envoyer à Bagdad une mission spéciale pour « exiger » la libération des otages.

PATRICE CLAUDE

Le gouvernement japonais a renoncé, mardi 6 novembre, à demander à la Diète d'envoyer des troupes dans le Golfe. Selon un sondage publié par le quotidien *Asahi*, 78 % des Japonais se déclarent opposés à l'envoi de militaires à l'étranger (15 % y sont favorables). Même l'envoi d'unités civiles et non armées soulève de fortes réticences (54 % des personnes interrogées y résistent). Une nouvelle idée semble, cependant, faire son chemin : la création d'un corps permanent de coopérateurs civils qui serait mis à la disposition des Nations unies.

TOKYO

de notre correspondant

Au carrefour de Ginza, des veuves de guerre recueillent des signatures pour des pétitions contre la guerre. A la Diète, les partis d'opposition sont mobilisés et les conservateurs se divisent tandis que le gouvernement s'enlise dans ses propres arguments avant de renoncer à son projet. Dans les grandes villes se succèdent des manifestations de protestation et, dans la région, les voisins du Japon s'inquiètent de ce qu'ils perçoivent comme un dangereux risque de retour en arrière.

Pourquoi tant d'effort et une telle résistance à un projet de loi qui ne permettrait l'envoi dans le Golfe que de deux mille volontaires, dont des soldats, dans le cadre de missions pacifiques de l'ONU ? Après tout, l'initiative émane d'un parlementaire japonais, et le Japon comme une manifestation logique de sa responsabilité internationale, compte tenu de sa puissance comme de son ambition, sinon avouée du moins ressentie comme telle à l'étranger, de domination économique.

Mais, yu et d'Asie, le problème n'est pas si simple et les stéréotypes japonais ne peuvent être mis au compte de cette absence de leadership inavoué - parfois non sans autocritique - par ses partenaires. La préoccupation que manifestent la Chine, le Corée ou l'ensemble de l'Asie du Sud-Est en témoigne. La révision de l'interprétation de l'article 9 de la Constitution et de la loi sur les forces d'autodéfense pose des problèmes juridiques, politiques et émotionnels en remanant en cause la clé de voûte de l'édifice politique nippon depuis la défaite de 1945 : la renonciation à l'exercice de la force qui a conditionné, depuis, toute la diplomatie japonaise.

Selon les dispositions de la Constitution de 1947, le Japon renonce unilatéralement à la guerre

Le pacifisme ambigu du Japon

Face à l'hostilité de l'opinion nipponne, le gouvernement renonce
à son projet d'envoyer des militaires à l'étranger

(devenant ainsi le premier Etat moderne à abandonner cette expression de la souveraineté), à l'exercice de la menace ou à un usage - même limité - de la force. Il s'engage également à ne plus maintenir d'armée ou tout autre « potentiel de guerre » sur son territoire (1). Ce texte, auquel on a voulu donner un relief particulier puisqu'il fait l'objet d'un chapitre entier de la loi fondamentale, venant juste après celui consacré à l'empereur, est certes le fruit des circonstances : les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, la capitulation, la volonté de l'occupant américain de ne plus jamais avoir à affronter le Japon et l'espoir de voir se réaliser une paix mondiale.

Mais quarante-cinq ans ont passé et d'autres circonstances ont eu raison de son interprétation littérale. Ce sont ces mêmes Américains qui, dans le contexte de la guerre froide, de l'arrivée des communistes au pouvoir en Chine et de conflit en Corée, ont enjoint de réarmer à un Japon ayant recouvré sa souveraineté avec le traité de San-Francisco (signé en 1951) et entré en vigueur un an plus tard. Il s'agissait moins alors pour les Etats-Unis de démocratiser le Japon que d'en faire la clé de leur stratégie dans le Pacifique.

Un budget de la défense
en augmentation

Dès 1948, Washington avait encouragé le développement d'une force paramilitaire nipponne. La « loi de réserve », créée en août 1950 et composée de 75 000 hommes (dont bon nombre étaient d'anciens officiers de l'armée impériale), était destinée à assurer la sécurité intérieure (c'était la période des « purges rouges » dont les communistes étaient la cible). Elle fut transformée en juillet 1952 en « garde de sécurité », chargée de « maintenir la paix et l'ordre de la nation ». En 1954, une loi donnait mission à ce qui devenait les forces d'autodéfense « de défendre la nation contre les agressions ».

Si, au cours des années 60, un fort courant conservateur milita en faveur d'une révision de l'article 9, les « révisionnistes » s'aperçurent vite qu'une réforme de son interprétation, c'est-à-dire un viol en douceur du texte, en jouant sur l'argument du droit légitime d'un pays à sa défense, était plus aisée qu'un amendement requérant un vote favorable des deux tiers du Parlement suivi d'un référendum et, surtout, suscitant une vive opposition populaire.

Bien que demeure ce que l'écrivain Yukio Mishima qualifia un

jour d'« hypocrisie d'Etat », entretenue par le distingué armé, le Japon n'en dispose pas moins discrètement d'une véritable armée placée sous l'autorité d'une Agence de défense dont le directeur a rang de ministre : une armée de métier (la conscription n'existe pas) comptant 246 000 hommes, 1 200 chars, 424 avions de combat et 58 navires, chargés de défendre l'archipel dans un rayon de 2 000 kilomètres.

Avec un budget de 4 400 milliards de yens (soit environ 17,6 milliards de francs), qui a augmenté en moyenne de 6 % par an depuis 1961 et est désormais libéré du seuil psychologique de 1 % du PNB (institué en 1976 et dépassé deux ans après), le Japon se place au troisième rang mondial pour les dépenses militaires, derrière les Etats-Unis et l'URSS mais devant la France (avec cette réserve, cependant, qu'une bonne part des dépenses sont consacrées aux salaires des soldats). Alors que tous les budgets de défense sont généralement en baisse, celui du Japon sera en hausse de 5,8 % en 1991.

Aujourd'hui, Tokyo est convié par les Etats-Unis à aller plus loin dans ce que l'on nomme ici la « fossilisation » de la Constitution. Si l'on confronte les exigences pacifistes de l'article 9 aux engagements internationaux pris par le Japon, à commencer par le traité de sécurité avec les Etats-Unis (signé en 1951 et reconduit après une foule d'oppositions populaires en 1960), on voit qu'il joue comme base arrière de l'effort de guerre américain en Corée puis au Vietnam, force est de constater que les contraintes constitutionnelles semblent avoir une portée pour le moins limitée.

Sous couvert d'un pacifisme et d'un neutralisme affirmés, un Japon-sanctuaire, partiellement déchargé du fardeau militaire incombant aux Grands, s'est lancé avec le succès que l'on sait dans la course internationale à la concurrence économique. Le Japon a appliqué à cela ce qu'il est convenu d'appeler la « doctrine Yoshida » : le « chantage du faible », selon l'expression du professeur de relations internationales Yonosuke Nagai, qui consiste à profiter d'une position stratégique clé et de l'alliance américaine pour se tenir à l'écart du jeu militaire et concentrer ses efforts sur l'expansion économique. Bénéficiant de ce surcroît militaire, le Japon a-t-il pour autant mené une politique extérieure originale ? Sans doute pas, étant donné le suivisme vis-à-vis des Etats-Unis qui le privait de l'indépendance - qui aurait dû en être une composante. Mais cette politique n'en a pas moins largement servi ses intérêts nationaux.

Compte tenu des évolutions, pourquoi aujourd'hui renoncer à en tirer les conséquences logiques et à assumer à part entière des responsabilités de grande puissance ? Par ses tergiversations, le Japon semble même se dérober à ses obligations de membre des Nations unies. Pour la vieille génération d'hommes politiques encore au pouvoir, il n'est pas encore temps de rejeter la « doctrine Yoshida ». « Un seul soldat au Proche-Orient est tenu à l'écart de son pays », estime être une composante. Mais cette politique n'en a pas moins largement servi ses intérêts nationaux.

Un précédent
dangereux

Si ce pas avait été franchi, le Japon aurait été conduit un jour à intervenir aux Philippines ou en Corée. La jeune génération, à laquelle appartient M. Ozawa, secrétaire général du Parti libéral-démocrate (PLD), moins sensible que la précédente à la leçon de la défaite et aux craintes que le Japon suscite dans la région, pense au contraire qu'il faut se dégager des contraintes de l'après-guerre.

Malgré sa confusion, le débat parlementaire sur le projet de loi de création d'un corps de coopération pacifique a permis de dégager certains points de convergence entre conservateurs et opposition quant au rôle du Japon sur la scène internationale : au-delà des événements du Golfe, le Japon doit être en mesure d'apporter une coopération non seulement matérielle et financière mais également humaine au règlement de crises internationales. Il doit donc s'en donner les moyens juridiques. Le point sur lequel, en revanche, les avis divergent reste l'incorporation des militaires dans cet organisme. La question de la participation

du Japon à une force internationale de police s'était déjà posée en 1956 - lors de l'affaire de Suez - et se répète par la suite : chaque fois, les risques d'implication dans des opérations militaires incompatibles avec les principes constitutionnels ont été invoqués pour s'y soustraire. Une évolution de la position nipponne se dessine donc mais l'exclusive sur les militaires demeure. Pourquoi ?

Dans la région, la possibilité de dépêcher des soldats japonais à l'étranger constituerait un précédent dangereux. Les souvenirs se conjuguent au déclin des influences américaines et soviétiques en Asie (créant un vide en matière de sécurité que le Japon sera appelé à combler) pour alimenter les inquiétudes. Chez les Japonais eux-mêmes, la résistance tient à plusieurs facteurs. Tout d'abord, la réserve, voire l'inertie, de Tokyo sur la scène internationale a mal préparé les Japonais à concevoir leur propre sécurité dans un contexte global.

En outre, habilement manipulée comme moyen d'effacer le passé, la tragédie d'Hiroshima a dispensé le Japon d'une réflexion sur la nature de l'ancien régime militaire. Sans Hiroshima, le Japon aurait dû déraciner le totalitarisme comme l'Allemagne le fit avec le nazisme. Ce ne fut le cas que jusqu'à un certain point : avant d'avoir été oppresseurs, les Japonais se sentent le premier peuple atomisé. L'opinion publique, façonnée dans le culte de la mémoire d'Hiroshima, c'est-à-dire du péril universel engendré par la menace nucléaire dans lequel trouve racine son pacifisme, se rebiffe lorsqu'on lui dit que son armée doit être présente dans des zones où elle peut être entraînée dans un conflit.

L'absence d'une réflexion sur le passé conduit aussi les Japonais à se méfier de leurs gouvernements : le régime militaire s'est instauré au Japon sans la moindre modification du cadre constitutionnel de Meiji. Or la loi fondamentale de 1947 institue des protections contre un tel dérapage auxquelles la majorité ne veut pas renoncer. Sans doute la mentalité, sans doute ne doit-on pas craindre une remise en question du principe de contrôle du pouvoir civil sur une armée qui demeure la mal aimée de la nation. Il reste que l'opinion publique a l'impression d'une tricherie (la confusion du débat engagé au Parlement n'a fait que renforcer ce sentiment) et que, demain, on donnerait une nouvelle interprétation à ce qui aurait été concédé aujourd'hui.

Il est toujours dangereux pour un pouvoir d'habituer une opinion publique au mépris de sa Constitution : c'est ce qui s'est clairement passé avec l'article 9. L'écart entre la réalité et l'idéal que représente cet article est tel qu'un légitime sentiment de méfiance peut se manifester. Le gouvernement est aujourd'hui victime d'un retour de bâton : il paye son viol en douceur du texte constitutionnel. Ces appréhensions diffuses se conjuguent d'ailleurs à l'irritation suscitée par l'évidente pression américaine.

PHILIPPE PONS

(1) « Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation, ou à la menace, ou à l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux. »

« Pour atteindre le but fixé au paragraphe précédent, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales et aériennes ou autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'Etat ne sera pas reconnu. »

○ Libération de soixante-dix otages japonais retenus en Irak. - La prochaine libération de soixante-dix otages japonais retenus en Irak a été confirmée, mardi 6 novembre à Bagdad, par l'ancien premier ministre japonais, M. Yasuhiro Nakasone. Les otages, attendus en principe à Tokyo jeudi matin, font partie des trois cent quarante-sept ressortissants japonais retenus en Irak, dont cent trente-neuf avaient été envoyés sur des sites stratégiques pour servir de « boucliers humains ». Sur les soixante-dix otages libérés figurent vingt de ces « boucliers humains », essentiellement des Japonais âgés ou en mauvaise santé. - (AFP)

ASIE

INDE

Scission au sein du parti du premier ministre

NEW-DELHI

de notre correspondant

La crise gouvernementale a pris une nouvelle dimension, lundi 5 novembre, avec la scission intervenue au sein du Janata Dal, le parti du premier ministre, M. V.P. Singh. Les dissidents sont conduits par M. Chandra Shekhar, un adversaire de longue date de M. Singh, et par M. Devi Lal, ex-vice-premier ministre démis de ses fonctions en août dernier. Lors d'une réunion fractionnelle au domicile de M. Devi Lal, 82 parlementaires (dont 68 députés) ont apporté leur soutien à M. Chandra Shekhar. Au même moment, le groupe parlementaire du parti se réunissait sous la présidence de M. Singh et 110 parlementaires (dont 83 députés) réaffirmaient leur allégeance au premier ministre.

Chaque camp, estimant représenter la légitimité, a décidé ensuite d'expulser ses adversaires. Comme prévu, M. Chandra Shekhar a aussitôt annoncé son intention de former le prochain gouvernement, en espérant le soutien du Congrès-I de M. Rajiv Gandhi. L'ancien premier ministre, tout en assurant M. Chandra Shekhar de sa « coopération constructive », s'est abstenu de dévoiler sa stratégie.

Cette crise est l'aboutissement d'un processus de détérioration

depuis de nombreux mois. Elle a été précipitée par la décision du BJP (Bharatiya Janata Party, hindouiste de droite) de retirer son soutien au gouvernement, notamment en raison de la querelle d'Ayodhya. Sans les 86 députés du BJP, le parti de M. Singh, par ailleurs soutenu - de l'extérieur par les communistes, est devenu minoritaire. M. Singh, qui a répété que la survie de son gouvernement importait peu face aux principes qu'il défend (la sécularité de l'Etat indien, c'est-à-dire le refus d'accepter les surenchères hindouistes du BJP), s'obstine à faire la preuve qu'il dispose toujours d'une majorité parlementaire.

Un vote de confiance doit avoir lieu mercredi. M. Singh n'a guère de chance de l'emporter, surtout depuis la scission intervenue au sein de son propre parti. Celle-ci ne clarifie cependant en rien la situation politique, et n'aide pas le chef de l'Etat, M. Venkatarman, à prendre une décision pour la succession. désormais ouverte, de son premier ministre. A qui, le cas échéant, le chef de l'Etat fera-t-il appel pour former le prochain gouvernement ? M. Chandra Shekhar, alors même que celui-ci ne dispose du soutien que d'une fraction de parlementaires du Janata Dal ? M. Rajiv Gandhi, puisque celui-ci demeure le chef du parti le plus important du Parlement ?

Parmi les options figure la possibilité de voir le Congrès soutenir M. Chandra Shekhar sans participation gouvernementale. Le parti de M. Gandhi pourrait ainsi provoquer la chute du gouvernement le jour où il s'estimerait en mesure de remporter des élections générales. Mais il n'est pas sûr qu'il soit de l'intérêt du Congrès de revenir au pouvoir, moins de onze mois après en avoir été écarté. Aucune parti, à l'exception du BJP qui estime être au sommet d'une « vague hindouiste », n'est prêt à retourner devant les électeurs. M. Venkatarman lui-même ne souhaite pas précipiter le pays dans une nouvelle campagne électorale que tout le monde prévoit violente en raison de l'exacerbation des passions.

Sur tous les graves problèmes auxquels l'Inde est confrontée, aucun parti n'est en mesure de présenter un bilan flatteur ou des solutions originales. Les combinaisons d'états-majors auxquelles on assiste actuellement ne pouvant mieux que retarder l'échec. Un gouvernement Chandra Shekhar serait fragile. Si M. Singh restait au pouvoir, sa situation serait identique. Les acteurs de la scène politique sont conscients d'être entrés dans une phase difficile. L'essentiel pour certains est de gagner du temps, rien d'autre.

LAURENT ZECCHINI

abigu du Japon

... le gouvernement japonais ...

... le Japon ...

... le Japon ...

... le Japon ...

... le Japon ...

... le Japon ...

PROCHE-ORIENT

LIBAN

« Le général Aoun ne pourra pas sortir impunément de l'ambassade de France »

nous déclare le président Elias Hraoui

Beyrouth réunifiée, les milices dissoutes avant le 21 mars 1991, les Palestiniens désarmés, l'armée syrienne regroupée dans la Bekaa le 21 septembre 1992 : c'est le « printemps du Liban » tel que le voit - avec un bel optimisme - le président Elias Hraoui au lendemain de l'éviction par la force - libanaise mais surtout syrienne - du général Michel Aoun. Dans un entretien qu'il a accordé à notre correspondant à Beyrouth, M. Hraoui explique aussi pourquoi, à ses yeux, « l'intervention syrienne était indispensable pour rétablir l'autorité de l'Etat face à l'officier rebelle qu'était devenu le général Aoun ».

« Vous avez, finalement, pris - ou commencé à prendre - le pouvoir, près d'un an après votre élection. Quelle va être la prochaine étape ? »

« Le Grand Beyrouth. L'étape suivante sera la constitution d'un gouvernement d'entente nationale dans lequel sont prévus six portefeuilles de ministres d'Etat pour les chefs de milice. »

« Le Grand Beyrouth est une zone territoriale qui, en soi, est loin d'être négligeable puisqu'elle englobe la capitale et un demi-cercle de 15 à 25 kilomètres de rayon : le centre névralgique du pays où vit plus de la moitié de sa population. Je souligne que, au fil des ans, les dimensions du Grand Beyrouth ont varié. Jamais elles n'ont été aussi vastes que celles prévues présentement. »

« C'est aussi un processus pratique et politique. Le Grand Beyrouth nous permettra d'exercer une autorité effective et efficace, qui pourra, graduellement, être étendue. Le Grand Beyrouth doit devenir non seulement un havre de paix, mais constituer une zone de test et de vitrine du Liban rétabli. Nous ne voulons plus de points de passage, mais tout simplement des rues où l'on circule. »

« Je dirai enfin que le Grand Beyrouth est un état d'esprit : si, aujourd'hui, la réunification de la capitale et de ses environs est possible, c'est que les mentalités ont changé. Introduire des soldats musulmans en zone chrétienne et vice versa était hier impossible. Aujourd'hui, personne n'en a cure. Mon espoir, mon espoir, c'est cela. Oui, le Grand Beyrouth verra le jour. »

« Dans deux semaines, comme on le dit ? »

« Avant cela, l'empêcher. Le général Lahoud, le chef de l'armée libanaise, prépare déjà la force qui va entrer à Achrafieh, le cœur du Beyrouth chrétien. »

« Une unité chrétienne, en somme ? »

« Toutes les unités de notre armée seront désormais mixtes : le général Lahoud procède à un mélange. Il a récupéré 12 000 hommes chez le général Aoun - la quasi-totalité des effectifs de celui-ci - qui s'ajoutent aux 24 000 déjà sous ses ordres. Il refond tous ces éléments dans une même armée. Quant au matériel, malheureusement, Aoun a perdu la moitié de son armement et donc du nôtre. »

« Le Grand Beyrouth sera une région sans armes, sauf celles de l'Etat. Il n'y aura que trois gardiens devant les sièges des ex-milices, tous dotés de permis de l'armée libanaise et d'elle seule. Les diplomates pourront cependant garder leurs escortes armées car dans cette phase nous n'aurons pas les moyens de garantir leur sécurité, surtout quand ils sortiront du Grand Beyrouth. »

« Mais dans l'ex-zone soumise, on signale des abus de miliciens, alors que cette zone avait au moins l'avantage d'être débarrassée des milices. »

« Dans la foulée de l'opération militaire du 13 octobre, des milices de sont faufilees, c'est vrai. Mais l'armée, sans créer d'incident, a montré une fermeté totale. Croyez-moi, le problème est déjà résorbé et les intéressés le savent bien. Le Grand Beyrouth sans armes, sauf celles de l'Etat, sera la préfiguration du Liban de demain. »

« Les Syriens entreraient-ils avec l'armée libanaise dans le seul endroit du Grand Beyrouth où ils ne se trouvent toujours pas, Achrafieh ? »

« Non. L'armée syrienne n'est entrée que là où il y a eu nécessité de combattre pour rétablir la légalité. Du moment qu'il n'y a eu ni armée ni bataille à Achrafieh, l'armée syrienne n'aura pas à y intervenir. D'ailleurs, les Syriens, après nous avoir aidés à venir à bout de la rébellion du général Aoun, se sont déjà regroupés et ont fortement allégé leur dispositif. Il est prévu que même à Beyrouth-Ouest, il n'en sera de même : ils y garderont essentiellement des points d'appui, notamment à Jnah, Ouzai, Choueifat, pour intervenir à notre demande. Dans le Grand Beyrouth, le principal problème risque d'être celui de la banlieue sud, malgré l'attitude positive du Hezbollah qui a commencé à en retirer ses armes. La Syrie continuera à en assurer la responsabilité jusqu'à sa complète pacification. »

« Les otages occidentaux du Hezbollah sont-ils encore dans la banlieue sud ? »

« Comment le saurais-je ? La banlieue sud n'est toujours pas complètement sous contrôle et les otages ont pu être déjà retirés et envoyés dans le Sud ou la Bekaa. Lors de ma dernière rencontre avec le président Assad, j'ai soulevé la question des otages de toutes nationalités et demandé l'aide de la Syrie pour les libérer. »

« On reproche au trio Frangé-Chamoun-Gemayel d'avoir introduit l'armée syrienne au Liban. Ne craignez-vous pas que vous colliez à la peau l'accusation de l'avoir ramenée dans le pays chrétien ? »

« Je le dirai sans détour : l'intervention syrienne était indispensable pour rétablir l'autorité de l'Etat face à l'officier rebelle qu'était devenu le général Aoun. L'armée libanaise commandée par le général Lahoud disposait d'effectifs mais pas de matériel : sans chars, sans canons, sans mitrailleuses, sans munitions et presque sans uniformes, que pouvait-elle ? Nous avons, durant des mois, sollicité à gauche et à droite de l'équipement militaire - en Occident et dans les pays arabes, à titre de dons ou d'achat. Nous n'en avons eu que des brouilles. Les Américains, surtout, ont refusé de nous livrer des armes prêtes à être embarquées pour le Liban et déjà payées - pour lesquelles ils nous font verser en plus d'énormes droits d'entreposage - depuis 1986. »

« Cela étant, le président Assad joue franc jeu avec moi. Je serai tout aussi loyal. Il m'a aidé lorsque je l'ai demandé. Et, lorsque ce n'était plus nécessaire, il a regroupé son armée. Les finasseries avec la Syrie de la part des Libanais n'ont mené qu'à des désastres : soyons réalistes et tout simplement sincères. »

« Notre décision de faire appel à l'armée syrienne se base sur l'accord de Taef approuvé par 62 députés dont... coïncidence symbolique, 31 chrétiens et 31 musulmans. Quant aux leaders chrétiens de 1975-1976, avant de leur jeter la pierre, il faut se rappeler combien était précaire, voire désespérée la situation du pays - et des chrétiens à Bickdaya, à Zahle, à Kobayate, etc. - à cette époque. »

« L'élimination du général Aoun »

« Venons-en à l'élimination du général Aoun. »

« Que n'avons-nous pas fait pour éviter la bataille, le sang, les destructions... dix mois à tenter de le convaincre par l'intermédiaire de tout le monde, notamment de la France et du Vatican. A un moment, il a voulu négocier avec la mission arabe tripartite. Même alors, l'ambassadeur de France a poursuivi ses démarches et nous l'avons autorisé à continuer de le faire. En vain. »

« La brise du Golfe a précipité les choses : avec le dollar à 1 200 livres,

l'électricité, l'eau, le téléphone complètement arrêtés, il fallait choisir entre Aoun - ses états d'âme, ses vœux, ses ambitions - et l'Etat. Nous avons choisi l'Etat et, fort heureusement, la Syrie a choisi aussi la sauvegarde de l'Etat libanaise. Le blocus a été une ultime tentative de ramener Aoun et ses supporters à la réalité. Malheureusement, là encore, le résultat fut nul. Jusqu'au vendredi 12 octobre, nous avons essayé d'éviter la bataille et son cortège de morts et de destructions. L'ambassadeur de France, M. Ala, le sait bien, lui à qui le premier ministre, M. Hoss, a répondu ce jour-là à midi et demi, après m'avoir consulté au téléphone : « Même ce soir, si Aoun accepte de remettre l'armée au général Lahoud et qu'il le fait, tout est discutable. »

« Une opération militaire inédite, dites-vous. Soit. Mais pourquoi des massacres ? »

« Il y a eu des exactions, mais furent-elles aussi graves qu'on l'a prétendu ? La bataille fut rude et, même après la reddition radiodiffusée du général Aoun, ses officiers prétendaient ne pas parvenir à communiquer par radio avec leurs unités sur le front, ce qui a pu être à l'origine d'affrontements aussi inutiles que regrettables. Beaucoup de

chiffres de morts ont été avancés à propos des massacres ; aucune preuve n'en a été donnée. L'estime qu'ils sont exagérés. »

« Et le massacre de Dany Chamoun et de sa famille, pouvez-vous révéler quelque chose sur l'identité des assassins et de leurs commanditaires ? »

« Aucune piste n'est malheureusement apparue jusqu'à présent. Trois jours avant son assassinat, Dany Chamoun m'avait envoyé une lettre me remerciant de m'être préoccupé de sa personne. »

« Pourquoi vous en êtes-vous préoccupé ? Aviez-vous quelques indices ? »

« Non. Mais l'expérience m'avait appris que chaque tentative de pacification est accompagnée, au Liban, d'attentats. Dany était le plus en vue des soutiens et j'étais sûr qu'il n'arriverait rien de fâcheux à aucun d'eux. »

« Il existe une autre controverse : sur les circonstances dans lesquelles le général Aoun s'est réfugié à l'ambassade de France. »

« Tout est clair : l'ambassadeur Ala m'a appelé et c'est vrai que j'ai accepté, dans le cadre de la procédure pour la proclamation du cessez-le-feu, que le général Aoun - mais lui seul et non tous ces officiers

qui, finalement, l'ont accompagné - se rende à l'ambassade de France, ce qui lui assurait la vie sauve et supposait, implicitement, l'asile diplomatique. »

« L'asile politique est peut-être la suite logique de l'asile diplomatique ; il n'en est pas la suite automatique. Pour passer du territoire français qu'est l'ambassade au territoire libanais, il faut traverser le territoire libanais. Et là, le général Aoun doit répondre de trois accusations graves : appropriation de fonds publics, déclenchement de guerres, rébellion ! C'est incontestable. A l'intérieur de l'ambassade ou de la résidence de l'ambassadeur, le général Aoun bénéficie de la protection de la France. Il ne peut en sortir impunément. »

« C'est une réponse juridique. Ne faut-il pas une solution politique à un problème politique ? »

« La réponse politique est précisément que la rébellion d'un officier ne doit pas rester impunie. Et si, demain, le commandant de telle brigade se prévalait du précédent Aoun ? Si le commandant de la garnison de Toulon ou de Dijon se rebellait et parvenait à se réfugier à l'ambassade du Liban à Paris ? Imaginez-vous le gouvernement

français autorisant son transfert à Beyrouth ? »

« Quand les milices seront-elles dissoutes et qu'advient-il de leurs armes ? »

« Le 21 mars 1991, les milices auront vécu et les armes encore en leur possession devront être remises à l'Etat. Quant aux miliciens, nous ouvrirons le recrutement au sein des différentes forces de sécurité de l'Etat à leur intention. »

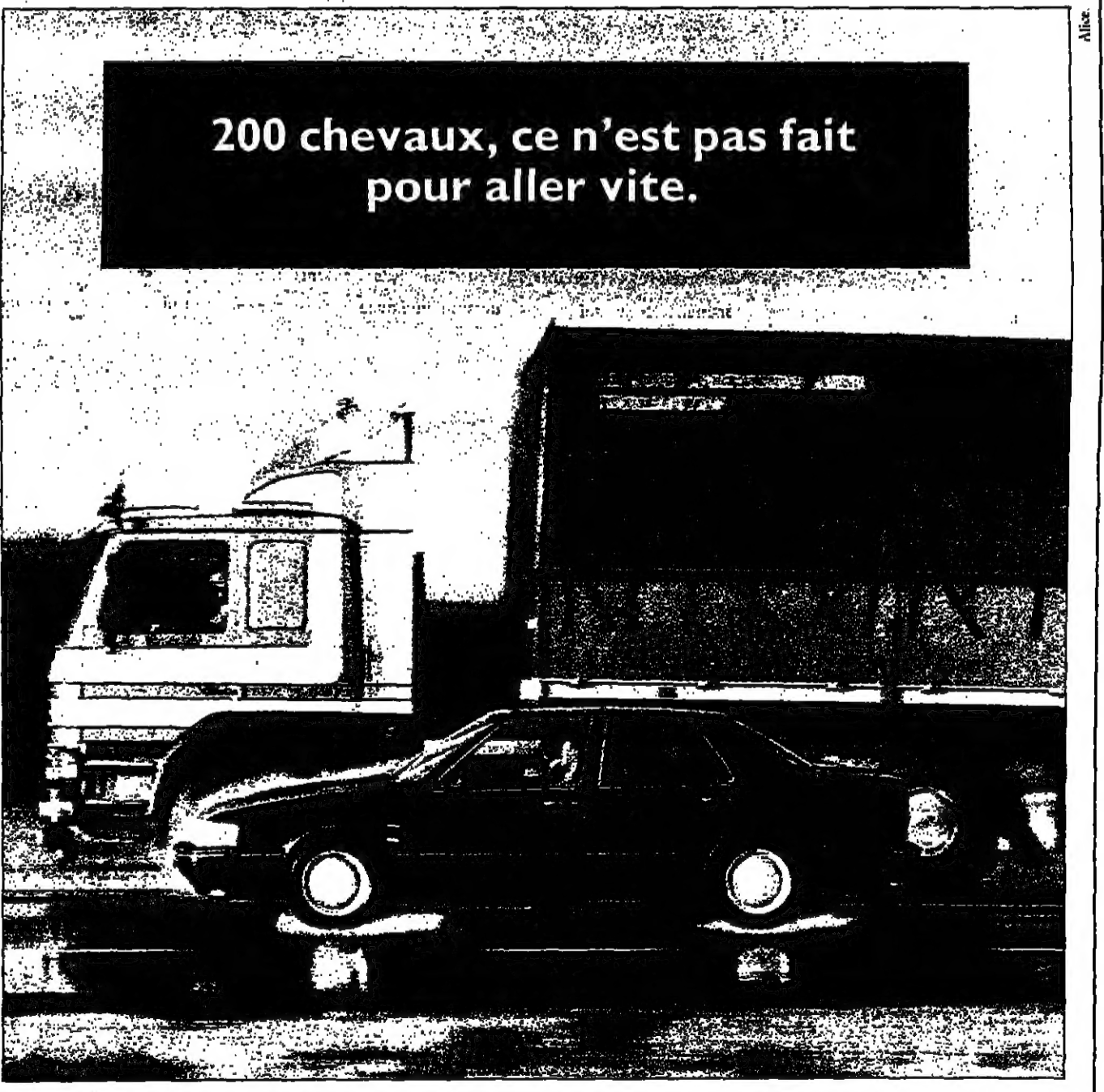
« Les milices libanaises disparues, les organisations armées palestiniennes pourront-elles continuer à exister ? »

« Ni palestiniennes ni autres. Les Palestiniens, en particulier, seront désarmés et placés, comme dans tous les pays arabes, sous la sauvegarde des forces armées de l'Etat. Je suis conscient qu'un problème se posera au Sud, car il est en partie occupé par Israël. Nous nous y attellerons. »

« Quel est l'armée syrienne ? »

« Au 21 septembre 1992 au plus tard, elle sera retirée vers la Bekaa. Je suis persuadé que le président Assad et son gouvernement seront soucieux de tenir leur engagement et que rien ne les en empêchera. »

Propos recueillis par LUCIEN GEORGE



200 chevaux, ce n'est pas fait pour aller vite.

Les ingénieurs de chez Saab n'ont pas inventé un nouveau moteur. 2,3 litres turbo seize soupapes pour donner à la Saab 900 une vitesse de pointe plus élevée. La vraie performance du nouveau Saab 2,3 litres se situe au niveau des reprises. A 2000 tours, même en cinquième, il permet des dépassements efficaces, précis, sans obliger le conducteur à rétrograder. C'est plus sûr et ça pollue moins.

Le nouveau Saab 2,3 litres dispose également d'un couple exceptionnel (33,6 mkg) à seulement 2000 tours. On appelle cela la souplesse. Et la souplesse d'un moteur signifie pour le conducteur confort et sécurité.

Quant à la consommation, celle du Saab 2,3 litres est exceptionnellement modeste puisqu'il ne lui faut que 9 litres d'essence pour rouler à 120 km/heure. Puissance à moyen régime, reprises, souplesse, sobriété, propreté : partout où c'est important, le nouveau moteur Saab 2,3 litres offre des performances uniques au monde.

Nouvelle Saab 900 2.3 Turbo. Tapez 3615 Saab.

Consommations (normes UTAC) : 12,5 l en ville ; 9 l à 120 km/h ; 7 l à 90 km/h.

SAAB

EUROPE

ITALIE : face aux interrogations de l'opinion

M. Andreotti lève le voile sur le passé d'une structure armée parallèle patronnée par l'OTAN et la CIA

La révélation par le gouvernement italien de l'existence depuis quarante ans d'une structure parallèle de renseignement et d'action armée clandestine, pilotée par les services secrets mais « sponsorisée » par l'OTAN et la CIA, a provoqué un choc (le Monde du 25 octobre). A la demande générale, et notamment des magistrats qui enquêtent depuis vingt ans sur plusieurs dizaines d'attentats jamais élucidés, le président du conseil, M. Giulio Andreotti, a promis de lever le secret d'Etat sur cette affaire et de répondre aux questions du Parlement.

ROME

de notre correspondant

Des ministres italiens sous tutelle américaine ? Les services secrets complices et commanditaires du terrorisme péninsulaire ? Des agents occultes payés par l'Etat pour faire exploser des bombes et saboter des trains ? Vingt années de violences et d'attentats inexplicables en partie financés par la CIA ? Trois décennies d'instabilité gouvernementale sponsorisées par l'OTAN pour garantir la pérennité d'un certain parti au pouvoir à Rome ? Vingt années de manipulation de la justice et de désinformation publique ?

Une semaine après que le président du conseil, M. Giulio Andreotti, brisant un lourd secret de la République, ait officiellement reconnu l'existence sur le territoire national d'un vaste « réseau clandestin » de citoyens, soigneusement sélectionnés et entraînés « au sabotage, à la propagande et à la guerre », ce sont quelques-unes des questions, relayées par la presse, que se pose l'opinion italienne. Le scandale est d'une ampleur potentiellement plus dévastatrice encore que celui de la pseudo-loge maçonnique P2 qui avait ébranlé la République au début des années 80. La coalition gouvernementale actuelle risque encore une fois d'écarter.

« Gladio ». Le mot signifie « glorieux ». « Gladio », admet M. Andreotti, dans un document de dix pages frappées du sceau de la République, « c'est le nom de code d'une opération de résistance à une éventuelle occupation étrangère » menée par les services secrets italiens, avec l'aide technique et le soutien financier de l'OTAN et de la CIA américaine. « Mis à l'étude en 1951 », doté d'un commandement et de facilités d'entraînement secrets en 1956, équipé sept ans plus tard de dépôts d'armes souterrains répartis à travers le pays, le « réseau clandestin », formé d'un

millier d'hommes et de femmes, existe toujours, révèle M. Andreotti.

Apparemment, seuls quelques grands seigneurs de la Démocratie chrétienne à commencer par l'actuel chef de l'Etat qui était sous-secrétaire à la Défense de 1966 à 1969 et qui se déclare « admiratif » du fait que le secret ait pu être gardé pendant quatre décennies, étaient jugés assez dignes de confiance pour être informés. Ancien président du conseil, de 1983 à 1987, M. Bettino Craxi, chef du Parti socialiste, affirmait à la veille du week-end d'avoir jamais été mis au courant de Gladio, « ex résidu d'une époque belliqueuse ». Idem pour M. Giovanni Spadolini, Parti républicain, actuel président du Sénat, chef du gouvernement en 1981 et 1982, puis ministre de la Défense dans le cabinet Craxi.

« Plan Gladio » et « plan Solo »

Qui étaient et qui sont aujourd'hui encore les « gladiateurs » ? Ont-ils mis leur dangereux savoir-faire au service de la lutte politique contre la montée communiste ? Contre la gauche italienne en général ? Le « plan Solo » de 1964, piloté par le général De Lorenzo, grand patron des services secrets militaires (SIFAR) et qui consistait justement à déstabiliser le pays pour empêcher la gauche de progresser, n'était-il « rien d'autre », comme l'affirmait lundi 5 novembre dans son journal M. Eugenio Scalfari, directeur de la République, que « la copie conforme de Gladio » ? La mise à mort d'Aldo Moro, architecte d'un épiphénomène historique entre la DC et le PCI, et prisonnier en 1978 de Brigades rouges infiltrées et manipulées par des agents du renseignement, a-t-elle été décidée par une sorte de grand ordonnateur occulte de coups foudroyés liés à la CIA ?

Licio Gelli, ex-vénérable d'une pseudo-loge maçonnique qui avait ses entrées partout, était-il financé lui aussi par les services américains dans le cadre de l'opération Gladio ? Richard Brenneke, ex-agent de la « company » de Langley, affirme cette semaine dans la presse que « la loge P2 était une structure parallèle de l'OTAN » et que « la CIA lui a fourni jusqu'à 10 millions de dollars par mois pour ses activités ». Gladio, Solo, P2, il semble que l'on retrouve derrière ces sigles les mêmes activités, parfois les mêmes hommes. L'opération n'a-t-elle pas également servi de cadre à des hommes de spionnage à l'opération néo-fasciste « Rose des vents », qui visait à un coup d'Etat et qui, découverte en 1974, coûta son poste au général Vito Miceli, membre avéré de la loge P2 et chef suprême des services de renseignement militaires ? Incidemment, le colonel monarchiste Amos Spiazzi, qui fut arrêté

à la suite de l'affaire « Rose des vents » puis blanchi, puis arrêté de nouveau après le sanglant attentat à la gare de Bologne en 1983, puis relâché encore, affirme avoir été longtemps un « gladiateur » patenté.

Aujourd'hui, plusieurs des anciens « gladiateurs » et même quelques officiers de renseignement jurent dans les journaux que tout est fini. Qu'il y ait eu, selon les circonstances, collusion des « gladiateurs » avec le terrorisme « noir » ou « rouge », avec les menées révolutionnaires du colonel Kadhafi en Occident, voire avec le banditisme organisé de la mafia, qui pouvait être parfois utile.

« La stratégie de la tension »

Pour la plupart des observateurs italiens, il ne fait guère de doute que les « gladiateurs », contrôlés depuis le début par le service de renseignement militaire (le SISMI) et ses ancêtres, SIFAR puis SID, ont commandité, manipulé, voire organisé nombre d'attentats inexplicables qui, de 1969 à 1974, ont marqué le début de cette période trouble qu'on a appelé « la stratégie de la tension » (1).

Il y avait eu les événements de 68-69, l'Italie sortait d'un automne social particulièrement chaud, le PCI gagnait du terrain, il fallait empêcher la prise du pouvoir par les communistes et, pour cela, dissuader l'électorat, y compris par la terreur, de lui apporter ses voix. « Selon les cas », raconte un ancien « gladiateur » anonyme, on excitait ou on empêchait le terrorisme d'extrême gauche ou d'extrême droite, on favorisait ou dissuadait une grève, une élection, de militaires ou de policiers. » Sous la houlette de l'OTAN, une structure parallèle s'était mise en place.

Dans ses révélations en deux tomes — la première version écrite, envoyée quarante-huit heures avant la seconde, aurait été brusquement retirée le samedi dernier sur demande du haut commandement de l'OTAN — M. Giulio Andreotti, qui participa à presque tous les gouvernements italiens depuis 1947, affirme que « le gouvernement est en train de revoir toutes les dispositions (de Gladio) et promet dans les instances compétentes alliées, toutes initiatives propres à vérifier (...) la validité d'un tel système clandestin pour la protection du territoire de l'Etat ». Officiellement, l'opération qui a été mise en place « dans le cadre d'un accord — jusqu'ici tenu secret — avec l'OTAN », n'avait qu'un but : « résister à une éventuelle occupation ennemie ». C'est-à-dire soviétique.

Le chef du gouvernement italien affirme que « des réseaux occultes de résistance furent alors organisés en Belgique, en Hollande et en France ». C'est d'ailleurs elle, « la

France, qui, en 1959, écrit M. Andreotti, appelle l'Italie à participer au comité clandestin de planification (CCP) qui opérait dans le cadre du commandement suprême des puissances alliées d'Europe (SHAPE-Supreme Headquarters Allied Powers Europe). Cinq ans plus tard, le service de renseignement italien, « qui avait passé en 1956 un accord avec son homologue américain relatif à l'organisation et à l'activité du réseau clandestin post-occupation (...), fut invité à entrer dans le comité clandestin allié (CCA) ». Celui-ci comprenait notamment la France et la Grande-Bretagne. Les armes, de fabrication soviétique, disposées « dans des conteneurs spécialement étudiés pour garantir un parfait état de conservation » furent fournies par la CIA.

« Le matériel en question, ajoute le président du conseil, comprenait : armes portables, munitions, explosifs, bombes à main, poignards, mortiers de 60 mm, canons de 57 mm, fusils de précision, radio-transmetteurs, jumelles et ustensiles variés. » Les conteneurs furent enterrés à partir de 1963. Dix ans plus tard, des carabiniers italiens tombés par hasard sur un dépôt clandestin, le gouvernement ordonna la récupération de ces dangereux outils. 127 conteneurs sur 139 furent retrouvés et transportés dans des dépôts officiels. Où sont passés les autres ? « Deux d'entre eux ont quasi certainement été emportés par des inconnus », révèle M. Andreotti, huit autres ont été laissés sur les lieux de leur ensevelissement, leur récupération n'étant possible qu'après des démolitions de bâtiments jugés non opportunes et les deux autres conteneurs, qui avaient été entreposés près d'un cimetière qui s'est agrandi-entre-temps, ne sont plus récupérables.

Fin provisoire de la confession gouvernementale. Le président du conseil expliquera certainement au Parlement — qui devait voter mardi 6 novembre une loi définitive et proche pour le débat public sur cette affaire — que ce sont les développements de l'autre côté de l'ancien rideau de fer qui l'ont décidé à parler. Reste à expliquer comment, dans un pays qui se voulait démocratique, un véritable contre-pouvoir occulte a pu se développer au cœur de l'Etat, en marge des institutions et à l'ombre d'une puissance étrangère.

PATRICE CLAUDE.

(1) Entre 1969 et 1980, pendant les années dites « de plomb », il y eut en Italie, plus de six cents attentats terroristes qui ont fait 362 morts et 172 blessés.

Place Rouge dernière...

Suite de la première page

Pourtant, le plus spectaculaire n'est pas toujours sûr. L'hypothèse, fréquemment évoquée, d'une explosion sociale généralisée dans le courant de l'hiver est moins probable que la poursuite de l'agitation rampante constatée jusqu'à aujourd'hui, avec des violences locales et sporadiques. Le peuple russe est patient, et la situation de l'empire et des structures qui maintenaient chacune de ses parties.

Sur le plan politique, la crise du Gorbachev, les nouvelles soviétiques font plus rarement que dans le passé récent la « une » des journaux mondiaux. Les débats parlementaires, déjà contradictoires et encore plus compliqués que ceux du Congrès américain, se sont banalisés, et les interventions de M. Gorbachev font encore moins recette. Même la dernière « sortie » de ses conseillers Chataline et Petrakov, exemple typique de la confusion qui règne au sommet, est à peine surprenante : il y a longtemps que ces hommes conseillent beaucoup moins leur président, beaucoup trop hésitant à leurs yeux, que les médias, y compris étrangers.

Le scénario de l'état d'urgence

Quant aux rumeurs de putsch, elles se sont elles aussi banalisées à force d'être répandues — et tout aussi souvent démenties par les autorités militaires. Pourtant, la « sortie » des conservateurs russes prônant l'élimination physique d'un Mikhail Gorbachev accusé de « sanctionner la guerre civile en Moldavie pour faire plaisir à l'impérialisme mondial », leur menace de créer à leur tour des milices armées pour s'opposer dans les Républiques aux fronts populaires fascistes, leur appel à désigner un « homme de fer » à la tête du ministère de l'Intérieur, tout cela ont fait sensation en d'autres temps. Tout comme le rassemblement tenu samedi dernier à Leningrad par Nina Andropova, la polémique stalinienne de 1988, pour exiger un congrès extraordinaire du PC et l'expulsion des « opportunistes et renégats » qui composent ses instances dirigeantes.

Il est vrai que l'armée soviétique, malgré ses énormes problèmes, est une des rares institutions soviétiques encore debout, avec le KGB et le « noyau dur » des grands ministères fédéraux, essentiellement le complexe militaire-industriel, qui poursuit imperturbablement son activité au milieu du chaos général (9 sous-marins nucléaires, 140 missiles stratégiques intercontinentaux et 1 700 chars sont sortis des usines soviétiques en 1989, beaucoup plus que des arsenaux du Pentagone) et prélève en conséquence, compte tenu de l'affaiblissement des autres productions, une part encore plus importante du gâteau.

Il est vrai encore que l'armée est non seulement la garante ultime de ce qui reste en état d'ordre en URSS, mais, paradoxalement et plus encore que le vieux appareil en plein désarroi, le rempart du Parti communiste : ce sont surtout ses chefs qui ont insisté pour célébrer ce 7 novembre « à l'ancienne », c'est-à-dire par des défilés militaires.

Désarroi occidental.

En même temps, la solution de force à un problème pas nécessairement un putsch de type latino-américain ou africain, dont l'armée russe n'a guère la tradition. L'hypothèse la moins fantaisiste est celle d'un putsch « légal » par lequel les plus hautes autorités du pays, militaires en tête, obviendraient de M. Gorbachev l'imposition de l'état d'urgence sur tout ou partie du territoire : la loi sur l'état d'urgence votée en mars dernier en même temps que le régime présidentiel donne au président soviétique les plus vastes pouvoirs, notamment celui de suspendre les Parlements et les autorités locales, de dissoudre les partis et de censurer la presse, de réquisitionner les salaires, etc.

M. Gorbachev a souvent fait allusion à cette possibilité et la rejette, et l'on voit d'ailleurs mal comment ce coup d'Etat légal entraînerait pas la rébellion de Républiques entières et de graves violences, y compris au sein d'une armée divisée. Mais cela n'est pas une tentation. D'autant que le maintien du président en place serait présenté comme la meilleure garantie de la poursuite, au moins

verbale, de la perestroïka, en même temps que du maintien de la nécessaire compréhension occidentale. Qui pourrait mieux « vendre » un tel événement à M. Bush, Mitterrand et consorts que le lauréat du prix Nobel de la paix ? C'est un fait en tout cas que, si la bonne volonté de l'Occident est toujours là, le désarroi se répand de ce côté-là aussi. Les rapports commandés à la Commission européenne et au Fonds monétaire international par les sommets de Douze et des Sept au premier semestre ont été à plusieurs reprises révisés ou retardés à la lumière des informations contradictoires qui parvenaient de Moscou sur les divers programmes de réforme en cours. Plutôt d'ailleurs que d'une aide à ces réformes, on parle de plus en plus de la nécessité d'une aide alimentaire d'urgence à prévoir pour l'URSS cet hiver, voire d'une vague massive d'émigration vers l'Europe de l'Ouest de Soviétiques sans travail.

En attendant, c'est le problème des fins de mois difficiles et de l'aide purement financière qui prend le dessus : le fait que le numéro un de la « superpuissance socialiste » ait obtenu 1,5 milliard de dollars de l'Espagne naguère « fasciste » et sous-développée en dit long sur l'évolution récente.

On s'interroge aussi sur la possibilité de sauvetage de l'économie soviétique : si l'on songe par exemple que presque personne ne veut des entreprises est-allemandes, alors pourtant que le système économique soviétique « modeste » de la RDA est resté intact jusqu'à la fin, on se demande ce qu'il faut penser de l'appareil industriel soviétique, encore moins performant au départ, maintenant déstabilisé par les improvisations et bouleversements politiques des cinq dernières années.

Parler avec les Républiques

Ajoutons enfin le dilemme que posent aux Occidentaux eux-mêmes l'émergence des Républiques et la décomposition sortante du système fédéral soviétique. Autant il est normal de discuter avec Gorbachev des problèmes du Golfe et des autres dossiers de la « grande politique », autant il paraît douteux maintenant de s'en remettre au seul gouvernement de l'Union pour ce qui concerne la coopération économique.

D'abord parce que l'aide dispensée risque de se perdre dans les méandres de la bureaucratie fédérale, comme le font déjà les produits d'une récolte pourtant record qui n'arrivent pas dans les magasins. Ensuite, parce que certaines Républiques, notamment la Russie, sont beaucoup plus décidées à appliquer de vraies réformes que le gouvernement de M. Rykov. Enfin, parce que le pouvoir des Républiques, bien que battu en brèche par ce gouvernement, est tout à fait affirmé progressivement.

Le Parlement russe n'a-t-il pas décidé d'approuver dorénavant tous les contrats à l'exportation et toutes les activités des investisseurs étrangers sur son territoire ? Venant d'une République qui produit près de 80 % du pétrole et du gaz soviétique et héberge 80 % de son industrie de défense, cette menace, encore théorique, il y a peu, ne peut que gagner en considération avec le temps. Et ce n'est pas être si pessimiste que de penser que l'avenir du pays est dans cette « Union russe » dont parlait Soljenitsyne. Il n'est pas trop tard pour commencer à s'y préparer.

MICHEL TATU

La chute finale de Dzerjinski

Déjà déboussonné en Pologne et dans pratiquement tous les pays de l'ancienne Europe socialiste, Feliks Dzerjinski, le père de la police politique bolchévique, vient de perdre son plus beau fleuron : la place Dzerjinski à Moscou, qui abrite le sinistre bâtiment du KGB, va reprendre son nom traditionnel de Loubianka.

Une trentaine de rues, places ou avenues moscovites, ainsi que dix stations de métro sont ainsi rebaptisées à l'occasion du 7 novembre, anniversaire de la révolution d'Octobre. La station de métro Lénine devient Tseretkino, l'avenue Marx disparaît et les places Charles-de-Gaulle et Martin-Luther-King font leur apparition. (Reuters.)

DIPLOMATIE

A Liège

Cinq pays de l'Est participent à la Conférence des ministres francophones de la culture

LIEGE

de notre envoyé spécial

On parle de francophonie depuis plus d'un quart de siècle la base de ce mouvement est originellement culturelle. Les ministres de la culture des Etats usant du français ne s'étaient pourtant rencontrés jusqu'ici qu'une seule fois, à Cotonou (Bénin) en 1981. Et cette réunion n'avait bénéficié d'aucun suivi.

Réunis de nouveau les 5 et

6 novembre à Liège — où les enseignants wallons en grève leur ont fait une conduite de Grenoble, trouvant excessives les dépenses engagées pour cette conférence par les autorités locales — les responsables du secteur culturel de quarante-cinq pays (dont une trentaine représentés au niveau ministériel) ont manifesté cette fois leur volonté d'adopter un programme pratique centré sur l'aide au film, au livre, et à la muséologie (réactivation de l'unité d'enseignement de la

muséologie à Niamey). L'autre innovation est que cinq pays de l'Est : Roumanie, Bulgarie, Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie, sont présents aux assises de Liège. Les deux premiers avaient demandé à être invités et les trois autres ont été conviés à venir. Il est d'ailleurs question que la Roumanie, où l'empreinte de la culture française est ancienne et vivace, et peut-être même la Bulgarie, où cette empreinte est bien moins évidente, soient bientôt associées aux activités de l'Agence de Coopération culturelle et technique (ACCT), dite « Agence francophone », regroupant à Paris une quarantaine de peuples employant le français.

On a également noté à Liège la présence active de M. Mohamed Benalla, ministre marocain des Affaires culturelles, ce qui est un nouveau signe, après la participation du Maroc à l'inauguration de l'université Senghor à Alexandrie (Le Monde du 6 novembre), de la volonté de Rabat de ne pas se couper du mouvement francophone en dépit de la crise actuelle avec Paris.

La rencontre de Liège fournit donc peut-être l'occasion à M. Jean-Louis Roy (Québec), secrétaire général de l'ACCT, de redonner une crédibilité à un forum qui va fêter ses vingt ans et

n'a pas encore réussi à mettre sur pied une politique permanente ayant des effets concrets pour les « parlant français ». Les deux ministres français venus à Liège, M. Lang et Decaux, ont affirmé que la France soutiendrait toute initiative allant, par le biais de la culture, dans le sens de la relance d'une insitution, parvenue jadis par André Malraux, et qui est restée jusqu'à présent une promesse.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

TAIWAN : reprise des relations diplomatiques avec le Nicaragua. — Le vice-ministre des affaires étrangères de Taiwan, M. Chen Chien-jen, et son homologue nicaraguayen, M. Ernesto Leal, ont signé lundi 5 novembre à Taipei une déclaration commune rétablissant les relations diplomatiques entre les deux pays. Des ambassadeurs seront échangés prochainement, a précisé M. Chen. Les relations avaient été rompues en 1985 lorsque le Nicaragua, alors gouverné par les Sandinistes, avait reconnu la Chine populaire. — (AFP, Reuters.)

M. Gorbatchev se rendra en Allemagne les 9 et 10 novembre

Bonn a confirmé, lundi 5 novembre, la visite du président Mikhail Gorbatchev en Allemagne les 9 et 10 novembre. Le numéro un soviétique arrivera vendredi 9 novembre, jour du premier anniversaire de la chute du mur de Berlin, mais il n'est pas prévu qu'il se rende dans cette ville ni sur le territoire de l'ex-RDA.

Le chancelier Helmut Kohl et le président soviétique doivent signer

vendredi, à Bonn, le traité germano-soviétique « de bon voisinage, partenariat et coopération », paré le 13 septembre à Moscou, qui contient un engagement de non-agression et définit l'ensemble des relations politiques, économiques, scientifiques et culturelles entre les deux pays. M. Gorbatchev devra se rendre samedi au domicile du chancelier Kohl à Oggersheim, dans le Palatinat. — (AFP.)

Place Rouge
dernière...

Le retour de l'ancien
L'ancien ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Le Pen, a été élu député de la première circonscription de la Seine-Saint-Denis. Il a obtenu 15 000 voix, soit 15,5 % des suffrages exprimés. Le Pen a été élu député de la première circonscription de la Seine-Saint-Denis. Il a obtenu 15 000 voix, soit 15,5 % des suffrages exprimés.

Le retour de l'ancien

de l'ancien ministre de l'Intérieur

Le Pen a été élu député de la première circonscription de la Seine-Saint-Denis. Il a obtenu 15 000 voix, soit 15,5 % des suffrages exprimés. Le Pen a été élu député de la première circonscription de la Seine-Saint-Denis. Il a obtenu 15 000 voix, soit 15,5 % des suffrages exprimés.

Dans le

de l'ancien ministre de l'Intérieur

Le Pen a été élu député de la première circonscription de la Seine-Saint-Denis. Il a obtenu 15 000 voix, soit 15,5 % des suffrages exprimés. Le Pen a été élu député de la première circonscription de la Seine-Saint-Denis. Il a obtenu 15 000 voix, soit 15,5 % des suffrages exprimés.

AFRIQUE

Un entretien avec le chef du Front Polisario

M. Abdelaziz rejette sur Rabat la responsabilité du blocage du processus d'autodétermination au Sahara occidental

Dans un entretien au *Monde* en date du 1^{er} novembre, alors que M. Mitterrand n'avait pas encore renoncé officiellement à se rendre à Tindouf, M. Mohamed Abdelaziz, secrétaire général du Front Polisario, rejette sur Rabat la responsabilité du blocage du processus qui devrait mener les Sahraouis à l'autodétermination.

TINDOUF

de notre envoyé spécial

A l'évidence il a lu avec satisfaction le livre de Gilles Perrault consacré au monarque chérifien : à l'évidence aussi, la brouille entre la France et le Maroc ne lui cause pas grand-peine : « Le Maroc, dit-il avec un éclair de malice dans les yeux, aurait été mieux inspiré de donner de véritables réponses aux questions que pose l'avenir, notamment à propos des droits de l'homme, plutôt que de pratiquer la fuite en avant et tenter de faire porter le chapeau à

la France ». A quelque 4 000 kilomètres de la capitale française, dans les sables qui entourent Tindouf, bourgade du Sud-Ouest algérien, Paris a un défenseur résolu en la personne de Mohamed Abdelaziz, quarante et un ans, président d'une frêle République arabe sahraouie démocratique (RASD) et secrétaire général du Front populaire pour la libération du Sahara et du rio del Oro, communément appelé Polisario.

Les « coups de cœur » de M. Mitterrand

Marié et père de quatre enfants, le secrétaire général du Polisario, habillé de vert olive comme Fidel Castro mais la barbe taillée comme celle de Lénine, reçoit de nuit, fume cigarette sur cigarette en sirotant son thé à la menthe, ménage sa voix par des propos à peine audibles. Trois de ses collaborateurs l'entourent d'une efficacité toute révérentielle. L'ambiance est austère, silencieuse, encore par les longueurs de la traduction de l'arabe.

La veille, une caravane de France-Libertés, association que préside M. Danielle Mitterrand, est venue apporter 40 tonnes d'aide en matériel médical et scolaire (le *Monde* daté 4-5 novembre). M. Abdelaziz n'a pas de mots trop chaleureux pour saluer « les coups de cœur » de celle dont « la générosité, le courage, l'attachement aux droits de l'homme » ont permis d'« apporter l'espoir ». Selon les responsables du Polisario installés à Tindouf, les camps établis en Algérie, le long de la frontière de l'ancien Sahara espagnol, compteraient cent soixante-cinq mille réfugiés, parmi lesquels il faut compter quinze mille combattants installés dans des bases. « Là-bas », c'est-à-dire en « territoire libéré » comme il convient de dire pour se conformer à la théorie officielle qui veut que les attaques armées contre les troupes marocaines ne partent pas du sol algérien. Tous, réfugiés paisibles comme combattants armés, dépendent de l'aide extérieure pour leur nourriture et leurs vêtements. C'est dire si le

convoi de France-Libertés, première initiative française de cette ampleur, a été apprécié à Tindouf.

« En avril dernier, le secrétaire général de l'ONU nous a demandé de l'aider en réduisant, entre autres, nos activités militaires. Jusqu'à ce qu'il puisse formuler un plan de paix, explique M. Abdelaziz. Depuis cette date, nous avons décidé une trêve unilatérale et provisoire de nos activités militaires ». De fait, les attaques que menaient les forces sahraouies contre les soldats marocains retranchés derrière les hauts murs qui entourent désormais la presque totalité du territoire contesté ont cessé.

Cette trêve ne semble pourtant pas avoir en les effets escomptés. Officiellement, et depuis longtemps, le Polisario et le Maroc sont d'accord pour régler leur différend par un référendum d'autodétermination. Mais, malgré les rituelles résolutions votées à l'ONU, son organisation traîne. « Entre nous et le Maroc plusieurs points sont acquis, explique

encore M. Abdelaziz. Il y a accord sur le libellé de la question qui pourrait être soumise à référendum : Etes-vous favorable à l'indépendance ou à l'intégration au Maroc ? Il y a accord sur la nature de l'électorat qui sera convoqué aux urnes : ce seront les quelque soixante-quatorze mille Sahraouis recensés par l'Espagne, en 1973 : il y a enfin accord sur la responsabilité de l'organisation du référendum : il sera confié à l'ONU. »

« Une situation régionale positive »

D'où provient alors l'apparent blocage ? « Du fait qu'il y a désaccord sur les effets de l'armée et de l'administration marocaines qui seraient autorisés à rester dans le pays durant le référendum, assure le chef du Polisario. Nous ne pouvons pas accepter que des forces militaires étrangères, plus nombreuses que le corps électoral lui-même, demeurent en place. Ce serait une pression inacceptable sur le vote. »

Si un tel blocage durait, « nous

serions prêts à reprendre le combat immédiatement, jusqu'à l'indépendance », assure encore M. Abdelaziz. Mais, à l'évidence, ce n'est pas le scénario qu'il privilégie : « L'évolution du paysage international est intéressante, juge le président de la RASD. Elle devrait pousser le roi, qui ne peut plus jouer de la confrontation Est-Ouest, à chercher une solution. La situation régionale est également, selon nous, positive. Comment imaginer un conflit de frontières au Sahara occidental, alors que se construit l'unité du Maghreb ? Il faut enfin ajouter le consensus international, qui s'est clairement déterminé en faveur d'une solution pacifique et politique, et non pas militaire. La nécessité dicte la voie à suivre. Nous avons en mémoire l'exemple de la Namibie où la solidarité internationale, couplée aux pressions diplomatiques, a obligé l'Afrique du Sud à organiser ce référendum d'autodétermination que nous demandons nous-mêmes pour le peuple sahraoui. »

GEORGES MARION

PRINTemps

TOUT*
LE MAGASIN A
-10%
AVEC LA CARTE**
JUSQU'AU 30 NOVEMBRE

Avec la Carte Printemps Noël est déjà là !
On peut tout s'offrir à -10% dans tout le magasin jusqu'au 30 novembre, *Sauf librairie, alimentation, services et articles points rouges, non cumulable avec d'autres escomptes.
** Carte gratuite délivrée immédiatement sur présentation d'une pièce d'identité et de votre chèque, après acceptation de votre dossier. Financement Finidis.

AFRIQUE

Fuir l'enfer mozambicain

Tandis que des milliers de réfugiés quittent leur pays ravagé par la guerre civile, l'armée sud-africaine continue d'approvisionner les rebelles de la Renamo

Les rebelles de la résistance nationale mozambicaine (RENAMO) ont rejeté, samedi 3 novembre, la nouvelle Constitution introduisant le pluralisme politique, adoptée la veille par le Parlement de Maputo. Alors que les pourparlers de paix doivent reprendre la semaine prochaine à Rome entre le gouvernement et la RENAMO, la guerre civile continue à jeter sur les routes de l'exil des milliers de réfugiés. Les hommes de la RENAMO, privés officiellement de l'aide de Pretoria, bénéficient sur le terrain de la bienveillance des militaires sud-africains.

ALBERTINECK
(frontière mozambicaine)
de notre envoyé spécial

« See you tomorrow ! » Le rituel semble établi de longue date. Le sous-lieutenant G. de l'armée sud-africaine n'a pas d'états d'âme. C'est un appel. Il est en poste à la frontière mozambicaine depuis une semaine. La présence d'un journaliste à cet endroit - sur la barrière électrique qui peut charrier « jusqu'à 5 000 volts » et sépare l'Afrique du Sud du Mozambique, entre le Swaziland au sud et le parc Kruger au nord - au moment précis où il rompt de l'eau et des vivres à deux hommes de la RENAMO (1), ne lui paraît pas incongrue. Le régime de Pretoria peut jurer ses grands dieux qu'il ne soutient plus du tout le mouvement rebelle mozambicain, le président Chissano, pour des raisons politiques, peut en avoir convenu, il n'en reste pas moins que, sur le terrain, les militaires sud-africains sont en contact direct avec la RENAMO.

« On ne cherche pas à savoir qui ils sont. Ils ont faim et soif. Nous leur donnons à boire et à manger », explique le sous-lieutenant G. après avoir saisi d'un geste de la main les deux Noirs qui s'éloignent lentement dans le bush, de l'autre côté de la clôture mortelle, treillis camouflés et kalachnikov en bandoulière. Le cheveu blond, l'œil bleu, la peau rouge par trop de soleil, engoncé dans son uniforme, le jeune officier n'étudie pas les questions : « Oui, ce sont deux hommes de la RENAMO, les autres sont plus haut sur la colline. » Son fusil semi-automatique est appuyé contre le grillage. Sa radio pend dans un étui de toile accroché près d'un sinistre panneau blanc à tête de mort, tibias croisés et éclats rouges encadrant le mot « Danger » en quatre langues.

Le danger est là. Bien réel. Il serpente à flanc de relief, sur 72 kilomètres, protégeant, du moins théoriquement, l'Afrique du Sud d'un afflux massif de réfugiés mozambicains fuyant l'interminable guerre que les hommes de la RENAMO mènent contre les gouvernements du FRELIMO depuis quinze ans. Une clôture de grillage à larges mailles, un no man's land de 3 mètres, des câbles électriques protégés par plusieurs épaisseurs de razor wires, ce barbelé dont les pointes sont des lames de rasoir, un nouveau no man's land et une autre clôture de grillage : c'est le « serpent de feu », comme l'appellent les Africains, une étonnante frontière électrifiée qui, en quatre ans, a tué près d'une centaine de fois.

L'électricité, les balles des patrouilles sud-africaines, les mines placées par la RENAMO côté mozambicain n'empêchent pas les réfugiés d'affluer. Dans la nuit du 29 au 30 octobre, « nous en avons arrêté trente-huit », confie le sous-lieutenant. « Ils n'ont plus rien à perdre, ils tentent le tout pour le tout ».

explique-t-il. « Cette nuit, une femme et son enfant ont sauté sur une mine à côté d'ici. Leurs corps sont encore là », dit-il en désignant du doigt un coin du bush, à une vingtaine de mètres à peine de l'endroit où le « soldat » de la RENAMO attendait le retour de son lieutenant qui, occupé à tirer de son côté une caisse de munitions militaires, nous proposait en même temps d'acheter une paire de défenses d'éléphant. Rien d'extraordinaire là non plus pour l'officier sud-africain et le soldat noir qui l'accompagne. Le trafic d'ivoire est un commerce lucratif.

Une belle maison,
peinte « comme au pays »

« Il passe environ six cents réfugiés par mois, mais nous en capturons un tiers », dit le jeune officier. Ces chiffres sont loin de correspondre à ceux des registres du camp de transit de Médicos sans frontières, à Mangochi, dans le homelands de KwaZulu, à quelques kilomètres de la frontière. « En moyenne, nous enregistrons huit cents par mois, et tous ne passent pas par chez nous », affirme David, un réfugié arrivé en 1984, deux ans avant que MSF, aujourd'hui responsable du camp, ne soit autorisé à s'installer dans la région. Au matin du 30 octobre, une soixantaine de réfugiés étaient déjà inscrits. Des femmes et des enfants. Pas un homme parmi eux. Tous venaient de traverser le « serpent de feu », souvent après plusieurs jours de marche, pour échapper à l'enfer mozambicain. Soixante quinze pour cent de ceux qui affluent maintenant à Mangochi sont des enfants, dont la moitié sont orphelins.

En quatre ans, MSF a ainsi, au jour le jour, enregistré quelque vingt

milliers de réfugiés. Mais ils sont une cinquantaine de mille dans le seul KwaZulu et plusieurs centaines de milliers en Afrique du Sud, où, en dépit des interdictions, ils sont embauchés dans les mines et par certains fermiers peu scrupuleux qui les exploitent à loisir pour un salaire dérisoire de 5 francs par jour.

Une dizaine de bâtiments en dur, suant de ténacité, dotés jadis par la Croix-Rouge, c'est le camp de transit. Le havre de paix pour des milliers de désespérés, chassés de chez eux par les atrocités commises par la RENAMO. Ils ont tout perdu. Leurs biens. Leurs parents. Boech Maswangane est arrivé avec sa femme et ses trois enfants. Mais il a perdu la notion du temps. « Je suis ici depuis huit mois », affirme-t-il. David, qui connaît son monde, le corrige : « Tu es arrivé fin septembre. La plus ancienne jeune femme (hondanise) est chez nous depuis le 19 août », précise-t-il.

Les réfugiés ne restent guère plus de deux ou trois jours à Mangochi. Ils se fondent rapidement dans la nature et s'intègrent d'autant plus facilement à la population qu'ils parlent la même langue », explique Philippe, responsable de MSF au KwaZulu. Dès qu'ils sont enregistrés, après une sommaire visite médicale, ils reçoivent « une aide de départ », quelques savonnettes, du thé, un peu de nourriture. Ensuite, ils viennent aux distributions organisées dans les villages où ils sont disséminés. MSF distribue quelque cent vingt tonnes de farine chaque mois, une alimentation complémentaire de ce que rapidement les réfugiés arrivent à trouver sur place.

Tous ne sont pas démunis. Tous n'ont pas fui les massacres. Christovo Nicola Caramanolis est de ceux-là. Il a quitté le Mozambique pour échapper aux tracasseries de la police qui l'arrêtaient régulièrement pour l'interroger, car son « frère est



membre de la RENAMO ». Christovo, finalement, ne s'en sort pas si mal. « J'ai franchi la frontière avec mon passeport mozambicain et je l'ai toujours », déclare-t-il fièrement, en expliquant que tous les jours il peut fumer des cigarettes de « éléphant ». Sa femme est sud-africaine. Elle peut donc traverser la frontière tous les jours. Ce qui a des avantages indubitables. Au cœur de Block B, un village accueillant six mille réfugiés, Christovo a la plus belle maison, construite en parpaings et peinte « comme au pays ». Après avoir offert une bière au visiteur, lève-tout dans de telles circonstances, il tire d'un vieux portefeuille deux photos jaunies. Un souvenir des temps heureux d'avant l'indépendance. Maputo s'appelait encore Lourenço-Marques et Christovo paraissait fièrement dans son uniforme de l'armée portugaise.

Patrick n'a pas eu la même histoire. Il pense avoir à peu près dix-neuf ans. Il ne sait plus précisément quand il est arrivé au KwaZulu. Ou, plutôt, il ne veut plus se souvenir. Il a le corps couvert de larges cicatrices et son bras gauche atro-

phité se termine par un moignon. « Quand j'ai passé la frontière, le guide m'a dit qu'il n'y avait pas d'électricité. Il y en avait ! J'ai été pris. Les soldats m'ont emmené à l'hôpital », raconte pudiquement le jeune homme en essayant de dissimuler l'extrémité de son bras gauche, brûlé jusqu'à l'os. Les médecins n'ont pas pu lui sauver la main.

Il n'a aucune envie de retourner un jour au Mozambique. Il n'y avait pas d'école dans son village natal. Aujourd'hui, Patrick est le plus vieux de sa classe dans l'école primaire de Mangochi. Mais l'année prochaine, si tout va bien, il aura terminé. Il saura lire et écrire. Condition nécessaire sinon suffisante à la réalisation de son vœu : « travailler avec David et Philippe », là-bas, de l'autre côté de la route, « dans le camp de transit ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER

(1) Soutenu d'abord par la Rhodésie de Ian Smith puis par l'Afrique du Sud, la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO) se bat depuis une dizaine d'années contre le FRELIMO au pouvoir à Maputo.

SOMALIE

La France va évacuer des ressortissants djiboutiens

L'ambassade de France à Mogadiscio doit évacuer, mercredi 7 novembre, plusieurs dizaines de ressortissants djiboutiens de la Somalie, indique-t-on de source diplomatique. Ces personnes gagneront Djibouti par avion. Le motif de ces départs n'a pas été précisé, mais tout laisse à penser qu'ils sont liés à la défection de trois officiers de l'armée somalienne qui ont demandé l'asile politique à Djibouti la semaine dernière.

Ces mesures d'évacuation interviennent moins de quinze jours après les manifestations qui ont fait, offi-

ciellement, trois morts et une trentaine de blessés à Mogadiscio. La situation reste aussi difficile dans le nord du pays, ravagé par la guerre civile et la famine. Dimanche, environ cent soixante Somaliens ont trouvé refuge à Djibouti, qui abrite déjà près de soixante-quinze mille exilés somaliens. Les rebelles nordistes du Mouvement national somalien (MNS) ont remporté de récents succès contre les forces gouvernementales, isolant le port de Berbera et encerclant la ville d'Hargeisa. - (AFP)

EN BREF

■ ALLEMAGNE : la femme qui avait tenté d'assassiner Oskar Lafontaine jugée « irresponsable ». - Adelheid Streidl, quarante-trois ans, qui avait tenté le 25 avril dernier d'assassiner le leader du Parti social-démocrate allemand (SPD) M. Oskar Lafontaine a été jugée, lundi 5 novembre, irresponsable par le tribunal de Cologne. Elle restera donc internée dans un établissement psychiatrique. Les magistrats ont jugé qu'elle souffrait de « schizophrénie paranoïde ». Adelheid Streidl avait pourtant plaidé coupable, affirmant : « Je suis affreusement désolée qu'Oskar Lafontaine ne soit pas mort ». - (AFP)

■ ANGOLA : un premier convoi d'aide en zone rebelle. - Le premier convoi d'aide spéciale, arrêté par les Nations unies, est arrivé, dimanche 4 novembre, dans la ville de Huambo, contrôlée par les rebelles de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA).

Ce convoi de vingt camions transportait quelque quatre cents tonnes de riz et d'huile. Plus de cent mille tonnes d'aide alimentaire doivent être distribuées, d'ici au 1^{er} avril prochain, à près de deux millions de personnes vivant dans les provinces du centre et du sud du pays, particulièrement affectées par la sécheresse et la guerre. - (AFP)

■ BRÉSIL : guerre des « bandes ». - Cinquante personnes ont été assassinées au cours des trois derniers jours dans la région de Rio-de-Janeiro. Selon la police, ces crimes sont principalement liés à la « guerre » que se livrent des bandes rivales pour le contrôle du trafic de la drogue dans les favelas (bidonvilles). - (AFP)

■ CONGO : fermeture des écoles. - Le gouvernement a décidé, lundi 5 novembre, de fermer les écoles et l'université de Brazzaville, jusqu'à ce que « les conditions d'ordre et de sécurité redeviennent normales ». Selon des témoins, les dernières manifestations de lundi, dans les écoles de la capitale, ont fait deux blessés. Des établissements scolaires avaient déjà été fermés à Pointe-Noire, Loubomo, Mossendjo et Sibiti, où des troubles se sont produits en octobre. Depuis deux mois, le pays est secoué par une vague d'agitation sociale dans la quasi-totalité des secteurs de l'économie. - (Reuters)

■ ÉTATS-UNIS : limogeage de M. Felix Bloch, le diplomate américain soupçonné d'espionnage. - M. Felix Bloch, un diplomate américain soupçonné d'espionnage au profit de l'URSS, mais qui n'avait pas pu être arrêté faute de preuves, a été limogé, lundi 5 novembre, par le secrétaire d'Etat James Baker. Le 8 février 1990, M. Bloch avait été mis à pied et le diplomate avait remis sa démission le 5 juillet suivant. Celle-ci avait été refusée dans l'attente d'une décision du secrétaire d'Etat. Les autorités américaines soupçonnent M. Bloch d'avoir été recruté par l'URSS en 1974, alors qu'il était conseiller économique de l'ambassade américaine en RDA. - (AFP)

■ GABON : sept partis de l'opposition au Parlement. - A l'issue du deuxième tour des élections législatives, dimanche 4 novembre à Mayumba et Moabi (sud du pays), le Parti démocratique gabonais (PDG, ex-parti unique) a gagné un nouveau siège, passant de soixante-deux à soixante-trois députés. Sept autres partis siègeront au Parlement. Le Moreau-bécheron du père Mbe Abessolo, avec vingt députés, conforte sa position de principal mouvement de l'opposition. - (Reuters)

■ PAKISTAN : M. Sharif obtient la confiance de l'Assemblée nationale. - M. Nawaz Sharif, est devenu, mardi 6 novembre, le 11^e premier ministre du Pakistan, en obtenant la confiance de plus des deux tiers de la nouvelle Assemblée nationale. Il a obtenu 153 voix, contre 39 au candidat présenté par le premier ministre déchu Benazir Bhutto, aujourd'hui chef de l'opposition parlementaire. M. Sharif devient également le premier homme politique du Pendjab à diriger le gouvernement central d'Islamabad depuis 32 ans. (AFP)

■ PAYS-BAS : une trentaine d'espions soviétiques ? - Une trentaine d'espions soviétiques opéreraient aux Pays-Bas, a affirmé le directeur du contre-espionnage à la sécurité de l'Etat néerlandais (BVD), M. Onno Koertse, dans une émission de télévision diffusée au cours du week-end. Selon M. Koertse, les « coéquipiers » sont celles de représentants de la compagnie aérienne soviétique Aeroflot, de correspondant du journal la Pravda, d'attaché commercial ou de secrétaire aux affaires politiques à l'ambassade d'URSS. Les activités d'espionnage se situeraient essentiellement dans le domaine de la technologie et de la science. L'ambassadeur d'URSS à La Haye, M. Alexandre Tchivaldze, a démenti ces accusations. Un porte-parole a estimé qu'elles ne comportaient « rien de concret ». - (AFP)

■ POLOGNE : grève d'avertissement des mineurs. - Un mot d'ordre de grève de deux heures dans les mines de charbon de Pologne pour protester contre le niveau des salaires et les conséquences des réformes économiques a été suivi lundi 5 novembre dans 66 mines sur 70, selon le syndicat Solidarité. - (UPI)

■ RWANDA : le ministre français de la coopération attend à Kigali. - Le ministre français de la coopération, M. Jacques Pelletier, devait quitter Bruxelles mardi 6 novembre et gagner Kigali afin d'examiner « quelles sont les chances d'une conférence régionale » pour ramener la paix au Rwanda, où les combats n'ont pas cessé en dépit de l'annonce d'un cessez-le-feu. - (AFP)

SALON DU CUIR

RENAULT 25 BACCARA

VIVRE LE STYLE RENAULT 25

INVITATION A L'ESSAI DANS LE RÉSEAU RENAULT PARIS ÎLE DE FRANCE

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde ARTS et SPECTACLES

POLITIQUE

Mécontent de l'évolution de la « tribune de discussion »

M. Fiterman se retire de la commission chargée de la préparation du congrès du PCF

M. Charles Fiterman, mécontent des conditions dans lesquelles est organisée la discussion préparatoire au vingt-septième congrès du Parti communiste français, prévu du 18 au 23 décembre à Saint-Ouen, a

décidé de ne plus siéger à la commission chargée de la « tribune de discussion » dans les colonnes de l'Humanité et de l'hebdomadaire Révolution.

Il a expliqué sa décision dans une lettre à

laquelle la commission, présidée par M. André Lajoinie, a répondu sur le champ en faisant paraître ce courrier dans l'Humanité datée du mardi 6 novembre (lire ci-dessous).

M. Lajoinie, président de la commission chargée de « veiller » à ce que la « tribune de discussion » préparatoire au prochain congrès du PCF « reflète de manière fidèle », dans toute leur diversité, les échanges en cours chez les militants communistes, se réjouissait, la semaine dernière, de la tenue du débat. « Il y a un choc des idées, le débat est passionné, mais sans violence », disait-il. Nous allons l'élargir. Nous sommes en train de réaliser ce qu'aucun autre parti n'a fait ».

Affichant son souci de pluralisme et d'ouverture, il faisait mine de ne pas comprendre pourquoi le chef de file des « réformateurs », M. Fiterman, avait jugé « insuffisante », le 24 octobre, devant le Club de la presse de Lyon, la discussion organisée dans les journaux du parti. Il s'étonnait qu'une telle critique ait pu surgir en dehors du parti, alors que le fonctionnement de la commission n'avait fait l'objet, jusqu'à l'annonce remarquée de la part d'aucun de ses membres, d'aucune critique. Bref, M. Lajoinie s'employait à démontrer que jamais le Parti communiste n'avait débattu de façon plus démocratique.

Il apparaît, aujourd'hui, que cette tentative de démonstration



est ratée. M. Fiterman vient de la faire capoter, spectaculairement, en décidant de se retirer de la commission, et les explications qu'il donne pour justifier sa décision, dans une lettre datée du 29 octobre, apportent un démenti formel à M. Lajoinie. L'ancien ministre ne veut plus que la direc-

tion du parti continue de prendre prétexte de sa participation formelle à cette instance pour accablait l'idée que le point de vue des contestataires serait parfaitement pris en compte dans la préparation du congrès.

La tonalité de la réponse adressée mardi 6 novembre à M. Fiter-

man, via l'Humanité, par M. Lajoinie, au nom de la commission (moins l'abstention de l'ancien ministre) qui y siège, M. Roland Favaro se veut tellement « fraternelle » qu'elle est en contredite et donne, même, l'impression de chercher à ridiculiser l'ancien ministre. Un encadré, paru le même jour dans le quotidien du PCF, explicite la stratégie de la direction du parti : il s'agit d'amalgamer le comportement de M. Fiterman aux « pratiques politiciennes fondées sur les combats de chefs, les tractions de sommet qui ont cours dans les autres formations politiques » et d'y opposer la priorité donnée à la base militante dans le but d'aboutir à un congrès qui puisse privilégier les préoccupations réelles de celle-ci et non les calculs prêtés aux « réformateurs ».

L'état-major du parti cherche, ainsi, à prendre à contre-pied M. Fiterman, qui s'en est tenu à ces mêmes militants pour « faire bouger les choses ». Ce faisant, elle verse dans la travers « politicienne » qu'elle dénonce. La réplique de l'ancien ministre des transports ne fera qu'accroître une fracture ne fera qu'accroître une fracture entre MM. Marchais, Lajoinie et les autres chefs de la ligne majoritaire s'efforcent, en vain, de minimiser.

ALAIN ROLLAT

La lettre de l'ancien ministre

« Une méthode inacceptable »

Dans sa lettre à M. Lajoinie, M. Fiterman écrit notamment : « Sur cinquante et une contributions publiées à ce jour dans l'Humanité, outre mon texte, on n'en compte que cinq ou six de tonalité critique à l'égard du projet de résolution. Et encore, deux d'entre elles ne sont que des copies de textes extraits, le jour même où trois autres contributions étaient publiées sans coupure. C'est la recette du piège d'oligarchie ».

Ces contributions critiques ont souvent fait l'objet de réponses ou de commentaires importants par lesquels, jour après jour, on a cherché à les réduire à néant. C'est la recette du piège d'oligarchie ».

« Enfin, et surtout, cette tribune ne traduit absolument pas l'effort de dialogue attentif, d'échange constructif, d'approfondissement des grandes questions en débat, que je ne puis que regretter de la part d'un parti qui se dit communiste ».

« On va-on sur ce chemin ? Vers quel congrès ? Sur quoi espère-t-on rassembler les communistes alors que leur discussion dans les cellules est infiniment plus ouverte et plus diversifiée ? »

« Je me pose ces questions, avec une inquiétude grandissante, et je ne puis donc que dire mon désaccord avec les choix qui ont présidé à l'organisation de cette tribune ».

« Comment, dans ces conditions, ne pas réagir aux propos publics que tu tiens, qui tendent à me rendre solidaire de ces choix, au même titre que tous les membres de la commission ? La méthode est tout aussi inacceptable et me pose un sérieux problème ».

« Déjà, dans la phase d'élaboration du projet de résolution, j'avais posé des questions et formulé des appréciations précises, auxquelles il fut répondu par la négative, mais on a néanmoins tenté de me faire porter la responsabilité de l'absence d'accord sur un seul texte ».

« Voilà maintenant que je devrais assumer, dans la publication de cette tribune de discussion, une responsabilité que rien ne justifie, car je ne suis clairement exprimé à ce propos lors de la première réunion de la commission du 4 octobre, et n'aurais manqué de le faire lors de la deuxième du 5 novembre, n'ayant reçu entre-temps aucune copie d'aucun mandat précis dans ce cadre, ni même copie d'aucune des contributions adressées à la commission ».

« Ce jeu, qui ne sert qu'à alimenter des polémiques et détourner des vraies questions, me suffit. Je décide donc, dans l'état actuel des choses, et conformément à ce que j'avais annoncé lors de la réunion du comité central de septembre, de ne plus participer aux travaux de la commission chargée de la tribune de discussion ».

« Je reste disponible jusqu'au congrès pour prendre part à toute discussion et à tout travail sérieux, clair, constructif ».

Statut corse et projets basques

Le RPR dénonce l'« attitude démissionnaire » du pouvoir

Le secrétaire général du RPR a réagi, lundi 5 novembre, aux déclarations de M. Jean Kahn, chargé de mission à l'Elysée, selon lesquelles M. François Mitterrand souhaite « une entité administrative convergente » pour le Pays basque (le Monde du 6 novembre). Le RPR affirme notamment : « Si certains particularismes régionaux appellent des solutions économiques et sociales adaptées, ils ne sauraient en aucun cas justifier l'opération de démantèlement de l'Etat à laquelle nous assistons aujourd'hui. La prise de position du président de la République, affirmée à l'heure même où le gouvernement propose un projet de loi faisant explicitement référence à la notion de « peuple corse », est tristement révélatrice de l'attitude démissionnaire du pouvoir socialiste devant les exigences inadmissibles de groupuscules indépendantistes ».

Le RPR ajoute qu'il est « hautement inquiet » de voir le chef de l'Etat « cautionner (...) des propositions qui constituent une menace réelle pour nos institutions républicaines ». Enfin, le parti de M. Jacques Chirac rend hommage aux membres des forces de l'ordre tombés « victimes d'un terrorisme indépendantiste qui ne doit plus être toléré dans notre pays ».

M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, a ajouté que son groupe s'op-

posera par tous les moyens dont il dispose à toutes les initiatives gouvernementales constituant autant de ferments de division dans la communauté nationale, qu'il s'agisse de la Corse ou du Pays basque. M. Pons estime que la notion de « peuple corse » est « manifestement contraire à l'article 3 de la Constitution » (1) et « ne manquerait pas de susciter des demandes analogues dans d'autres régions françaises », d'autant plus qu'allant au-devant de telles demandes, le président de la République vient, par une déclaration émanant de son cabinet, d'ouvrir le dossier basque ».

M. Pierre-André Wiltzer, député de l'Essonne, secrétaire général des adhérents directs de l'UDF, a affirmé, lundi, que « le projet de statut de la Corse esquive les vrais problèmes de l'île et porte une atteinte inacceptable à l'unité nationale ». M. Wiltzer estime que le gouvernement pratique une « dangereuse fuite en avant », alors que « les actuelles lois de décentralisation, sous réserve de quelques adaptations, permettent parfaitement aux Corses d'administrer librement leurs propres affaires ».

(1) L'article 3 de la Constitution affirme notamment : « La souveraineté nationale appartient au peuple, qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice ».

CORRESPONDANCE

Le Sénat et les « lobbies »

M. Luc Dejoie (RPR), sénateur de la Loire-Atlantique, rapporteur du projet de loi sur les professions judiciaires et juridiques, nous écrit, au sujet d'un commentaire paru dans l'Humanité du 10 octobre :

« Je suis indigné qu'un journaliste qui ne me connaît pas et que je n'ai jamais rencontré puisse prétendre que le Sénat m'a désigné pour rapporter devant ses membres le projet de loi portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques en se prêtant au « vulgaire jeu des groupes de pression », au prétexte que j'ai présidé le Conseil supérieur du notariat. Faudrait-il comprendre que le fait d'avoir présidé sa profession constitue un vice rédhibitoire ? »

Faudrait-il, en outre, que le Sénat désigne, par exemple, un enseignant, un vétérinaire ou un journaliste pour trouver grâce aux yeux de ce journaliste-militant ? Car, enfin, pourquoi ne protestait-il pas lorsque M. Philippe Marchand, avocat, est désigné par l'Assemblée nationale pour rapporter ce texte ? La réponse est, peut-être, que M. Marchand est socialiste,

qu'il est, aujourd'hui, ministre dans le gouvernement de M. Michel Rocard et que l'Assemblée nationale est majoritairement de gauche.

Que M. Jarreau estime, contrairement à la majorité des Français - ainsi que le révèle un récent sondage de la SOFRES -, que le Sénat n'est pas utile, c'est son droit. Qu'il mette en cause l'honnêteté des sénateurs sans apporter le moindre élément probatoire est contraire à la déontologie du journalisme et ne grandit pas son auteur. (...) »

(1) La démocratie veut, en effet, qu'« un enseignant, un vétérinaire ou un journaliste » élus au Parlement sont habilités à légiférer sur l'organisation de la profession de notaire, et vice-versa. 2) M. Philippe Marchand, avant de devenir député, n'avait jamais été désigné par ses pairs pour défendre les intérêts de sa profession. Il était d'ailleurs, à l'Assemblée nationale, de ceux qui critiquaient la pression des lobbies professionnels, parmi lesquels s'est illustré... le Conseil supérieur des notaires (le Monde du 15 juin). 3) Au demeurant, notre remarque ne préjugeait en rien le contenu du rapport de M. Dejoie, mais visait à mettre en évidence sa travers du Sénat.-P. J.]

La réponse de la commission

« Voyons, Charles ! »

Dans sa réponse à M. Fiterman, la commission chargée de la tribune de discussion, présidée par M. Lajoinie, indique notamment :

« Nous te remercions de tout ce que tu as accompli jusqu'à présent par notre commission. Tu es à la suite de décisions unanimes que tu as prises avec nous (...) Nous avons décidé, ensemble d'un groupe de travail, que la commission est d'ailleurs variable, décidant au jour le jour de la parution des contributions dans la tribune : il est évident que tu pourrais que tu ne contribues pas à ce travail quotidien si tu le souhaites. Enfin, nous étions convenus ensemble que toutes les contributions reçues par la commission seraient reproduites et mises en permanence à la disposition de ses membres au secrétariat d'André Lajoinie : il est évident que tu peux aisément consulter ces textes, toi qui travailles quatre étages au-dessus ».

« Tu dénonces le contenu de la tribune de discussion, estimant que la part des contributions « de tonalité critique » est minorée (...) Nous sommes ouverts à toute proposition constructive d'amélioration mais, franchement, cette critique nous semble très sévère (...) Maurice Nils a donné son opinion sur ton texte : on ne peut pas dire que les dimensions de sa contribution étaient plus importantes que celles de la tienne (...) Henri Molberg a mis en cause les textes d'André Lajoinie et de Jean-Pierre Brard et il a lui-même été critiqué par Félix Darnette. Qu'il puisse y avoir dans la tribune la possibilité de réplique, permettant ainsi au débat de « rebondir », nous semble plutôt contribuer au caractère démocratique de celui-ci ».

« De manière générale, il est injuste de laisser entendre que les camarades qui expriment des désaccords avec le

projet de résolution seraient censurés et les autres favorisés. Actuellement, on peut considérer qu'environ 15 % des contributions reçues ont été publiées (...) Cette sélection ne peut satisfaire tous le monde mais il ne faut pas n'apprécier la tribune que lorsqu'elle publie des contributions avec lesquelles on est d'accord (...) »

« Nous ne pensons pas trahir ta pensée en en déduisant que tu juges que les discussions et les travaux qui ont été effectués jusqu'à présent n'ont été que des exercices de style, ni constructifs. Franchement, ne vois-tu pas combien ce reproche est excessif ? Les membres du comité central sont intervenus dans leur grande majorité lors des sessions de juin et de septembre (...) ; notre commission, dont tu es membre, travaille depuis fin juin, d'abord à élaborer le projet de résolution, et depuis septembre, à organiser la tribune de discussion : près de cinq cents communistes ont déjà envoyé leur contribution à cette tribune ; enfin, depuis plusieurs semaines, un immense effort - un effort réellement sans précédent - est effectué dans tout le parti afin de réussir à associer tous les communistes à l'élaboration de la politique de leur parti. Pas sérieux, pas clair, pas constructifs, ces discussions, ce travail ? Voyons, Charles ! »

« Nous avons la conviction que la responsabilité de tout dirigeant communiste n'est actuellement ni de brider ou de censurer ce débat, ni non plus de tenter de l'envenimer : il est de contribuer à son caractère démocratique, ouvert, fraternel, constructif. C'est à cet effort que nous souhaitons te voir contribuer en t'invitant amicalement à reprendre part à nos travaux... »

25 SUR TOUTE LA LIGNE

RENAULT 25 TXI

VIVRE LE STYLE RENAULT 25

INVITATION A L'ESSAI DANS LE RESEAU RENAULT PARIS ILE DE FRANCE

RENAULT LES VOITURES A VIVRE

ENQUÊTE

15-20 ans, les pieds sur terre

II. — La crise de l'engagement politique et religieux

Soumis aux aléas du marché de l'emploi, les jeunes de 15-20 ans digèrent plus ou moins bien leur instabilité dans le travail. Ils refusent la routine. Leur vie s'arrête aux portes de l'entreprise (le Monde du 6 novembre).

En froid aussi avec les partis politiques, les syndicats, les Eglises, les terrains de leur mobilisation se déplacent. Devant la variété des choix possibles, ils hésitent à s'engager. Ils inventent de nouvelles formes de participation à la vie politique et religieuse, notamment à travers des associations.

Ils préfèrent des actions ponctuelles, limitées dans le temps et bien ciblées, à des luttes idéologiques ou politiques à long terme. Plutôt que de refaire le monde, ils militent, à leur manière, dans des concerts ou des manifestations.

Lundi 5 novembre, à Paris. La manifestation des lycéens en colère s'écoule bruyamment. Anne la Parisienne musarde en queue de cortège. Manifester devant l'Assemblée nationale, un acte politique ? « Mais pas du tout, nous, on est là pour essayer de faire changer les choses dans le bon sens, pour que la société se transforme. » Ces messieurs du Palais-Bourbon apprécieront... Quelques mètres plus loin, un jeune banlieusard donne de la voix contre le ministre de l'éducation. Il est tout aussi stupéfait que l'on ose assimiler cette manifestation à un geste politique. Le mot le gêne, comme ce qu'il peut recouvrir : « Je ne suis même pas inscrit sur une liste électorale, parce que je ne vois pas pour qui et pour quoi je pourrais voter. » Existe-t-il une incompatibilité naturelle entre les jeunes et les hommes politiques ? Dans la classe d'âge des 15-24 ans (1), le désintérêt vis-à-vis de la politique est manifeste (69 %). Ce désintérêt est-il cependant particulier aux jeunes ? Avec seulement 36 % de Français qui avouent « s'intéresser » à la politique, l'opinion publique en général ne se montre guère plus passionnée.

Premiers accusés par les jeunes manifestants qui battent le pavé parisien : les partis politiques, « tous pareils et tous nuls ». Leur cote de confiance (15 %) est dramatiquement basse (les syndicats, avec 32 %, ne se portent guère mieux), surtout lorsqu'on la compare à la popularité de l'école (84 % d'opinions favorables), à celle de la police (70 %), voire même à celle des entreprises (70 %). Parmi les 15-24 ans, une écrasante majorité ne fait pas



confiance aux partis. Cette défiance n'est pas pour autant une spécificité liée à l'âge puisque l'opinion publique, une fois de plus, leur est en effet tout aussi défavorable.

Que l'engagement ne fasse pas recette auprès des jeunes, la marginalité d'organisations telles que la FIDL (Fédération indépendante et démocratique des lycéens) ou le MJCF (Jeunes communistes), en témoigne. Un rapide sondage auprès d'une cohorte de jeunes lycéennes regroupées sagement

autour d'une banderole aux couleurs de leur établissement le confirme. Elles se souviennent vaguement du « keupon » (punk en verlan) qui est à la JC... Les chiffres donnés par les formations politiques elles-mêmes, les grands-messes médiatisées à l'excès que sont devenues les universités d'été ne peuvent abuser personne. Il n'y a pratiquement pas de militants chez les 15-24 ans, ce qui n'est pas très étonnant, somme toute : le militantisme politique ne touche que 2 % des Français !

Tolérer, plus que croire

« La religion ? Ben, ce n'est pas pas ça, mais ça nous intéresse pas, mais, enfin... ce n'est pas notre truc ! » A seize ou dix-sept ans, croire ou ne pas croire n'est pas la question. Tolérer, en revanche, est primordial : « On respecte tout le monde. La religion, on ne peut pas y toucher, c'est sacré », explique cet élève de première du lycée Buffon à Paris.

La religion ne provoque pas d'allergie chez les 15-20 ans. Au contraire, elle soulève souvent « une grande curiosité », soulignent plusieurs enseignants. Une curiosité « culturelle », comme si le besoin d'un Quid religieux se faisait pressant : « Que veut dire « manger cachère » ? Qu'y a-t-il derrière le Ramadan ? Qu'est-ce qu'une « annunciation » ? La religion retrouve une image de sérieux, toujours par souci de tolérance. Il semble loin le temps (après 68) où Michel Serres, dans ses cours de philo, devait « parler politique pour intéresser ses étudiants et religion pour les faire rire ».

Génération coups de cœur

Et si, au bac, ils confondent fréquemment croyances et superstition, résurrection et réincarnation, « ils acceptent de parler de ce sujet hier tabou », confie un professeur de philosophie. Il ne faut pas s'y méprendre : cet intérêt, cette soif de savoir, ne veut surtout pas dire que les jeunes s'impliquent. Même si un lycéen sur deux dit croire en Dieu (1), il ne veut surtout pas s'engager sur le long terme. Tout comme en politique, il cherche et veut se forger des degrés de liberté.

Génération du vidéo-clip et du zapping, les 15-20 ans ne veulent pas se laisser « embrigader ». « Les délais de maturité sont plus longs qu'autrefois », explique Tony Anatrella, psychanalyste (2). La vie s'est considérablement allongée. Aussi, il y a aujourd'hui une différence bien plus marquée entre la puberté (12-17 ans) et l'adolescence proprement dite qui se prolonge vers la trentaine. Dans la bouche des 15-20 ans, la traduction est toute trouvée : « on a le temps... », y compris de croire « en quelque chose ».

« Ils découvrent leur propre complexité interne », explique Mgr Michel Dubost, ancien responsable des aumôneries pari-

siennes, devenu évêque aux armées. « Et leur stratégie de l'engagement s'élabore d'abord contre cette complexité. S'il y a une crise de l'engagement, c'est aussi parce qu'il y a eu rupture d'une unité. En 1900, la famille, ou le village, avait le monopole de l'éducation. Aujourd'hui, les enfants ont des parents divorcés, des activités extrascolaires et différentes options à l'école. Ils appartiennent à plusieurs groupes et ne se reconnaissent plus en un seul. D'où leur part de sens de l'engagement. »

Cependant, la prière en fascine beaucoup. La foi des autres, surtout : « Que des gens puissent croire... c'est incroyable ! (3) » La « foi » propre du jeune, c'est son « truc » personnel, qui, comme le walkman, la musique ou les images, permet de s'isoler. En religion comme en sport, l'individualisme triomphe. Mais gare ! La génération des 15-20 ans est aussi solidaire : « Une solidarité à partir d'une fraternité immédiate avec ceux à qui il manque quelque chose », explique Mgr Dubost.

C'est l'émotion, l'affectif qui prime. « Cette génération a besoin de sentir pour adhérer, de s'émouvoir pour comprendre, d'être accrochée pour agir », explique Guy Lescanne, prêtre psychosociologue. C'est la génération des « coups », de la spontanéité. La « génération Jean-Paul II » (qui a compris l'attrait des stades), dont la popularité auprès des jeunes est attachée aux grandes causes qu'il défend, plus qu'à la doctrine morale qu'il propose, surtout à un âge où l'on découvre la contraception. C'est la génération des coups de cœur, modelée par les idoles. « Mais il y a trop d'idoles — intouchables — et pas assez de modèles — à qui ressembler », avance Guy Lescanne. Jean-Paul II, Mère Teresa, l'abbé Pierre...

« Les jeunes ont le sentiment d'habiter un monde compliqué, poursuit Guy Lescanne. Plus compliqué qu'il y a vingt ans. Ils ont le choix entre plusieurs filières éducatives, plusieurs images à la télé, plusieurs sources d'information. Ils sont pris dans les mailles d'une multiplicité de possibles théoriques. Alors que, dans la pratique, tout se réduct à l'image du marché de l'emploi... Comme le monde est compliqué, on a du mal à penser, à choisir et donc à croire. »

Au Mouvement eucharistique des jeunes (60 000 jeunes de 9 à 19 ans) qui vient de tenir ses assises nationales du 1^{er} au 4 novembre à Laval, on identifie facilement les angoisses des 17-19 ans : la peur de l'échec, la manque de confiance en soi, qu'il illustre un taux de suicide en hausse. Les questions se multiplient : quelle paye ? Pour quel job ? C'est l'insécurité qui paralyse et pousse à ne pas croire.

Le succès des sectes

Or, avant de croire en « quelque chose », encore faut-il croire en soi. « L'adolescence est une salle d'attente dans une gare où il n'y a ni quais, ni trains », dit l'un d'eux. On comprend inversement que, dans ce contexte imagé, les sectes n'aient plus qu'à inventer les trains... « On a prédéposé les jeunes aux croyances les plus irrationnelles qui soient », réchète Tony Anatrella. D'où l'attrait pour le spiritisme, la magie, et plus communément, les jeux de rôles.

Devant le vide du lendemain, un puissant besoin de spiritualité se manifeste parallèlement. Fuyant la répétitivité de la messe dominicale, les jeunes croyants sont à la recherche de moments exceptionnels, des nuits de prières en petits groupes aux grands rassemblements médiatisés : à Taizé, bien sûr, à Paray-le-Monial, par dizaines de milliers chaque été, ou encore à La Courneuve, pour l'anniversaire du grand rassemblement de la JOC (60 000 personnes au printemps). Ils ont un pouvoir d'attraction et de conviction. Certains, qui ne croient pas, se laissent facilement convaincre de partager une « fête ». Ferveur d'un jour. Emotion.

D'autant plus que les jeunes n'ont plus peur des images. Celle du pèlerin a recouvré une seconde jeunesse : par dizaines de milliers, en Europe, ils ont marché, en août 1989, sur les chemins de Compostelle. On sait déjà qu'ils préparent activement le pèlerinage de Czestochowa, l'an prochain, autour de Jean-Paul II. En France, chaque année, les étudiants se retrouvent plus nombreux (environ 5 000) sur les routes de Chartres.

C'est un autre aspect de cette génération multiforme. Ceux qui croient n'ont plus peur d'affirmer leur identité religieuse. Certains

en dehors même des structures officielles de l'Eglise. Les Apôtres de l'An 2000 ont tenu leur premier congrès à Versailles voici deux ans. Ils étaient dix mille. Ils ont pour modèles des martyrs et des saints.

Affirmer son identité religieuse, c'est un puissant moyen d'affirmer son identité culturelle. Cela est vrai pour les musulmans ou les juifs. Mais cela est vrai aussi des chrétiens : « C'est une génération qui a besoin de retrouver une « tradition », explique Guy Lescanne, c'est-à-dire un besoin de racines afin d'être solides et non critiques. » Et les anniversaires ne sont jamais autant fêtés : celui du scoutisme, par exemple (soixante-dix ans en France, bon pied bon œil avec 120 000 membres et 60 000 guides féminins).

Attrait pour les « nouvelles » communautés

La participation des jeunes à la vie de l'Eglise se veut plus active, ce qui ne veut pas dire militante. Les jeunes catholiques, par exemple, se retrouvent à part entière aux côtés des adultes dans les synodes diocésains qui repensent la vie locale de l'Eglise. Dans les aumôneries comme dans les synagogues, la demande d'explication de textes bibliques s'accroît.

Et, dans les communautés dites « nouvelles », les mouvements du Renouveau charismatique, les vocations se multiplient comme les pains (4) ... Elles aussi étrangères au militantisme d'hier, ces communautés prônent le retour aux sources de l'Evangile. La fraternité y est chaleureuse. On s'y tutoie et s'y embrasse facilement. Pour ceux-là, qui choisissent de s'engager dès maintenant, Dieu est forcément proche, immédiat, c'est-à-dire sans intermédiaire, nécessairement spontané. Pour répondre à leurs coups de cœur que la raison ne connaît pas.

JEAN-MICHEL DUMAY

- (1) L'Etudiant magazine, février 1988.
- (2) Interminables Adolescents, les 12/30 ans, de Tony Anatrella, le Cerf/Cujas.
- (3) Anne, 16 ans et demi, lycéenne en 15/19 ans, des jeunes à découvrir, de Guy Lescanne et Thierry Vincent. Ed. le Cerf.
- (4) Cf. le dossier spécial « Les jeunes et la foi » de la revue Christus, avril 1990.

Au total, le fossé entre la jeunesse et la politique n'est pas très singulier. En matière de préférence partisane, les jeunes de la tranche 15-24 ans ne se distinguent d'ailleurs pas de leurs aînés. Les extrêmes, Parti communiste et Front national, attirent peu, au profit du centre. Une position d'attente plutôt qu'un choix, « parce qu'entre la gauche et la droite, on ne voit pas bien les différences », dit un punk coiffé de son ironique décalot.

Les inscriptions sur les listes électorales et la participation électorale infirment également la thèse d'une singularité de comportement politique des jeunes. Ceux-ci s'inscrivent moins que la moyenne nationale, mais lorsqu'ils le sont, ils participent plus. Ce que traduit à sa façon Yann, « monté » du Mans pour la manifestation parisienne : « Pour l'instant, je ne sais pas. C'est encore un peu compliqué, mais quand je saurai, alors là je participerai, c'est sûr. »

Déplacement des terrains de mobilisation

C'est bien dans leur comportement, et non dans leur jugement vis-à-vis de la politique que les jeunes se singularisent. M^{me} Anne Muxel, chercheuse au Centre d'études de la vie politique française (CEVPOF) (2), suit depuis cinq ans la classe d'âge ayant atteint la majorité légale en 1986. « On n'entre pas en politique à 18 ans, d'un seul coup, parce qu'on a le droit de s'inscrire et de voter, indique-t-elle. La tranche d'âge 18-24 ans est une phase transitoire au cours de laquelle les jeunes se déterminent politiquement de manière très expérimentale. » Ils ne sont pas dépolitisés, ou moins intéressés que leurs aînés. Au contraire, ils sont surinformés, ce qui multiplie les possibilités de choix », ajoute-t-elle. Première conséquence du passage inéluctable par cette phase expérimentale : une grande mobilité, un désordre apparent, des votes parfois contradictoires, qui masquent en fait un processus de maturation.

(1) Voir l'enquête, réalisée en 1989 par la SORFES, pour l'Observatoire interrégional du politique (OIP). La classe d'âge 15-24 est celle habituellement retenue par les organismes de sondage.

(2) L'élection présidentielle de 1988, les Cahiers du CEVPOF.

(3) « Peut-on encore parler d'héritage politique en 1989 ? », in Idéologies, partis politiques et groupes sociaux, études réunies pour Georges Lévay, FNRP, 1989.

M^{me} Annick Percheron, directrice de l'Observatoire interrégional du politique, insiste pour sa part sur l'importance du facteur familial : « La politique est dédramatisée au sein de la famille. En 1975, 34 % des 16-18 ans héritaient des préférences de leurs parents, ils étaient 49 % en 1989 : mais attention, cet héritage n'est pas pris en charge les yeux fermés. Moins que jamais, la transmission signifie reproduction à l'identique des comportements. Moins que jamais, elle ne garantit stabilité et fidélité des choix électoraux (3). »

Les attitudes des jeunes « ne peuvent être définies comme une forme de retrait, mais devraient plutôt se comprendre comme une nouvelle forme de participation politique », ajoute M. Olivier Galland, de l'Observatoire sociologique du changement (OSC). Il fait observer que cette construction par expérience participe à « un nouvel âge de la vie », qui découle du report de l'entrée dans la vie adulte, du prolongement du parcours scolaire ou de l'existence d'une phase plus ou moins longue de précarité de l'emploi.

Cette nouvelle forme de participation politique, les manifestations de ces derniers jours pourraient en être une illustration. Force est de constater que la jeunesse conserve une étonnante capacité de mobilisation pour des opérations concertées et ponctuelles, comme l'ont montré, dans le passé, le succès des concerts organisés par les « potes » de SOS-Racisme. L'engagement des jeunes Français se déplace de plus en plus sur des terrains moraux, comme la défense des droits de l'homme, la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, pour la paix et le désarmement.

Reste que les jeunes ne sont pas égaux en politique. Ce sont bien sûr les mieux insérés socialement qui s'inscrivent le plus sur les listes électorales. Mais — surtout — le niveau des diplômés s'avère être le principal facteur discriminant. Attraper le bon wagon scolaire ne traduit aussi par une capacité plus grande à comprendre la vie politique, à formuler un discours, des revendications, en un mot à participer.

GILLES PARIS

Prochain article : ZAP, RAP ET VIDEO

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINTEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente au palais de just. de PARIS, le 29 novembre 1990 à 14 h 30
UN APPARTEMENT DE 2 PIÈCES PRINCIPALES
au 1^{er} ét. CAVY - EMPL. pour VOIT. AUTO
16, 16 bis, 18, RUE D'ODESSA - PARIS (14^e)
et **19 bis, 21, 23, RUE DU DÉPART**
M. à P. : 1 500 000 F
S'adresser pour renseignements à M^{re} B.C. LEFÈVRE, avocat à PARIS (75001), 20, quai de la Mégisserie. - Tél. : 40-39-47-39.

Vente au palais de just. de CRÉTEIL (94), le jeudi 22 novembre 1990 à 9 h 30
PAVILLON D'HABITATION
Élevé sur cave - Rez-de-chaussée : entrée, cuisine, salle à manger, grand séjour, salon ; 1^{er} étage : deux chambres, salle de bains, penderie. Garage pour 2 voitures - sur TERRAIN DE 684 m²
VILLENEUVE-LE-ROI (94)
M. à P. : 300 000 F
S'adresser à M^{re} Christian LEIPP, avocat au barreau du Val-de-Marne, 9, rue du Général-de-Lamotte (94000) CRÉTEIL. - Tél. : 49-50-06-90. Et sur Minitel : 3616 JAVEN

Vente sur saisie immobilière, au palais de just. de PARIS, le JEUDI 22 NOVEMBRE 1990 à 14 h 30 - EN UN LOT
UN APPARTEMENT 1 A 2 PIÈCES PRINC.
au 1^{er} ét. - CAVY au 3^e s/sol - Dans tunnel.
9, RUE JEAN-BOUJON - PARIS (8^e)
M. à P. : 600 000 F
S'adresser pour renseignements à M^{re} Jean-Serge LORACHE, avocat à PARIS (75008), 2, avenue Marceau - Tél. : 47-20-48-37. Au greffe des Crises du tribunal de Gde Instance de Paris. Sur place pour visiter.

Vente au palais de justice de Créteil, le jeudi 22 novembre 1990 à 9 h 30.
APP. 6 PIÈCES A CHEVILLY-LARUE
(Val-de-Marne) - 10, allée Marvay-Héliz
Bâtiment F, escalier 2, 6^e étage gauche comprenant : entrée, dégarde, 2 salles de bains, 2 w.c., salle de séjour, 3 chambres, cuisine, rangement, loggia - CAVY - EMPLACEMENT DE GARAGE au 2^e sous-sol. MISE à PRIX : 100 000 F
S'ad. à maître Christian LEIPP, avocat au barreau du Val-de-Marne, 9, rue du général-de-Lamotte (94000) Créteil. - Tél. : 49-50-06-90. Et sur Minitel : 3616 JAVEN

SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION 8

13. Le budget de la défense.
15. Le justice des insolubles.

17. Disque : la difficile gestation de la « major française »
18. Théâtre : Un « Macbeth » insolite.

18. Exposition : justesse de Manet.
24. Echecs : le championnat du monde.

Plus de 100 000 lycéens ont manifesté dans les grandes villes

Un cortège discipliné et quelques « zonards »...

De 15 000 à 20 000 lycéens ont manifesté lundi 5 novembre à Paris à l'occasion de la discussion du budget de l'éducation et 100 000 dans les grandes villes de province : ces chiffres sont comparables à ceux des défilés qui avaient précédé les vacances de la Toussaint. La prochaine étape devrait être une « marche pour l'éducation », prévue pour le lundi 12 novembre, à laquelle pourraient s'associer les principaux syndicats d'enseignants.

Marche vers l'Elysée ou pas ? Les deux principales coordinations Fédération indépendante et démocratique des lycéens (FIDL), proche de SOS-Racisme, d'un côté, Jeunesse communiste et militante de Socialisme et République de l'autre sont en désaccord.

Les élèves des lycées parisiens sont à nouveau restés en marge d'un mouvement qui touche avant tout la banlieue. La manifestation du 5 novembre a été marquée par une série d'incidents opposant pour la première fois des groupes de jeunes inorganisés au service d'ordre lycéen et aux forces de police.

Ouverture du deuxième acte pour le mouvement des lycéens. La pause des vacances n'ayant apparemment pas dissipé leur colère, ils ont poursuivi, lundi 5 novembre, la partie entamée il y a maintenant trois semaines. A l'acte précédent, qui s'était terminé par une manifestation d'environ quinze mille personnes entre la place Saint-Michel et l'hôtel Matignon, puis par une entrevue avec M. Michel Rocard, a succédé un nouveau défilé dans les rues de la capitale.

L'itinéraire, cette fois, partait de la place d'Italie, dans le 13^e arrondissement, pour aboutir à l'Assemblée nationale où se déroulait le débat sur le budget de l'éducation nationale. Jusqu'à l'arrivée du cortège à l'extrémité du boulevard Saint-Germain, près du Palais-Bourbon, où des groupes de jeunes ont pris à partie les forces de l'ordre, le « remake » fut presque parfait.

Même déploiement de manifestants, environ 15 à 20 000, mêmes slogans réclamant « du pognon pour l'éducation » et « des moyens pour étudier », mêmes banderoles, juste un peu défilées, signalant la présence de nombreux lycéens

professionnels des banlieues est et nord de la capitale. Beaucoup de lycéens défilèrent aussi sans étiquette, par petits groupes flottants, lancés dans la rue sans échauffement dans leur retour de vacances, parfois simplement soucieux d'être là, pour le plaisir ou « par solidarité », comme ces quelques centaines de lycéens de Sévres avouant n'avoir, dans leur lycée, « aucun problème particulier »...

Le soutien des profs

Les deux coordinations rivales s'étaient accordées sur un programme commun minimal : elles ont défilé ensemble, en tête de cortège, sous une bannière unique réclamant « des moyens pour étudier ». Quelques lycéens plus loin, un groupe d'une quinzaine de militants du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES), parmi lesquels plusieurs membres du bureau national, proclamaient : « Profs et lycéens ensemble. Des revendications convergentes ». Une forme de soutien assez net malgré la malgrure des troupes. Les professeurs, qui défilèrent pour leur propre compte, marchaient de concert avec leurs élèves, ou observaient le cortège depuis les trottoirs, arborant pour certains des badges syndicaux du SNES ou du FO, étaient néanmoins un peu plus nombreux que lors des précédentes marches.

Quelques enseignants accompagnaient par exemple « leurs » lycéens de Gabriel-Fauré (Paris-13), tandis qu'une vingtaine de professeurs du lycée Jean-Jaures de Montreuil (Seine-Saint-Denis) se mêlaient à une troupe imposante de jeunes gens. Massés derrière une banderole, les élèves de ce dernier lycée, très mobilisés depuis le début du mouvement, réclamaient « du fric, du pognon, de la thune pour l'éducation ». « On commençait à se sentir un peu bêtes de les voir venir se plaindre de choses tellement vitales pour nos lycées. Et obtenir des résultats. C'est pour cela que nous sommes venus », expliquaient deux enseignants d'un collège de Seine-Saint-Denis.

Leur façon de poser les problèmes ? « Un peu court, peut-être, mais c'est leur affaire. Ils s'accrochent à deux ou trois choses sans en déborder. Pour le moment, ils ne déboulonnent pas si mal. » Un sentiment que certains professeurs tempéraient un peu, comme cet enseignant expliquant : « On sent une réflexion à trop court terme, explication à trop court terme, explication à trop court terme. Et qui s'explique en semaine, même s'ils sont encore nombreux dans la rue. J'ai entendu ce matin un lycéen expliquer qu'il fallait donner plus de pouvoir aux professeurs. Ce n'est pas cela que nous voulons. »

« Des sons pour les fics, pas pour la guerre en Irak »

Plus loin, les lycéens marchaient en ordre serré, sans guère se soucier d'espacer les rangs pour élargir le cortège. Main dans la main, sac

à dos et jean de rigueur, ils entonnaient à tour de rôle des chansons de feu de camp, remaniées pour la circonstance. Dans cette ambiance de court de récréation, beaucoup faisaient entendre des revendications directement liées à l'état de leur « bahut ». « Le nôtre est complètement pourri, déclarait une jeune fille de Clichy. Même ma mère est d'accord pour que je manifeste, car il risque de s'écrouler un jour. »

Et tant mieux si leur mécontentement particulier rejoignait celui de la foule, tant pis si l'opinion publique jugeait leur mouvement trop terre à terre. « Ils n'ont qu'à venir voir et ils comprendront », affirmait une élève du lycée Flora-Tristan de Noisy-le-Grand, toujours en Seine-Saint-Denis. Le lycéen qui, à ce moment-là, essayait de lancer un « nous sommes tous des Palestiniens » s'est fait accueillir par des protestations. Les préoccupations se situaient ailleurs, la politique étrangère elle-même était ramenée au niveau de l'éducation nationale, française, aux cris de « des sons pour les fics, pas pour la guerre en Irak », scandés par des étudiants.

La bagarre, comme à Vaux-en-Velin

Sur les flancs de la manifestation, le service d'ordre, organisé au débotté, se plaignait un peu de n'avoir pas aperçu d'uniformes de police le long du cortège. « Ce nous fait plutôt peur », disait une jeune fille. Pourtant, aucun vrai débordement d'importance ne s'est produit avant l'arrivée des premiers manifestants vers l'Assemblée nationale. A 15 heures, aux alentours du Palais-Bourbon, les forces de l'ordre étaient encore discrètes. Gendarmes mobiles et CRS portaient le casque au côté, les accès à l'Assemblée étant filtrés soigneusement, mais sans nervosité.

M. Robert Pandraud, rejoignant la rue de Lille, jugeait la situation « sérieuse », même s'il tenait ses propos d'ingénieur généralement bien regardés. « Ces derniers jours, nous sommes promus au sein de l'inspection générale de l'éducation nationale », expliquait M. Pandraud, membre du Conseil économique et social. « Les lycéens se retrouvent dans l'établissement. »

Puis ce fut la bagarre. La « baston », comme le constataient des lycéens à la fois « ébahis » et fatigués. « Ça devait arriver, soupire l'un d'eux, c'est comme à Vaux-en-Velin. Mais c'est quand même triste pour une manifestation de lycéens. » Parvenus à la hauteur des gendarmes mobiles qui fermaient le boulevard Saint-Germain, une bande d'environ deux cents jeunes, dont beaucoup étaient des fous-furieux en guise de masque, entreprirent d'enlever les barrières métalliques qui les séparaient des forces de l'ordre.

En face d'eux, juste devant les gendarmes mobiles figés comme des statues, une maigre fraction du service d'ordre lycéen tentait de

« interposer en maintenant les barrières. A 16 h 45, une partie d'entre elles était mise à bas, tandis que des objets variés — pierres, cannettes de bière, perches de bois, plaques de fer — volaient au-dessus de la foule. »

Un peu en retrait du premier rang, un feu fut bientôt allumé au milieu de la chaussée. Observant la scène, M. François d'Aubert, député UDF-PR de la Mayenne, reprochait au préfet son attitude « irresponsable ». « En voulant avoir une image libérale, expliquait-il, il a donné l'impression que les casseurs bénéficieraient d'une sorte d'impunité. »

Les forces de l'ordre dépassées

Peu avant 17 heures, l'arrivée d'un canon à eau provoqua un regain de tension. Trois journalistes, qui se tenaient à proximité des forces de l'ordre, se trouvaient blessés au visage par des projectiles, tandis que des caméras ou appareils photographiques étaient endommagés. S'éloignant enfin des gendarmes mobiles, dont deux étaient évacués pour cause de blessures, les éléments les plus virulents s'en sont allés aux vitres des appartements voisins, après que certains eurent entonné une vigoureuse salve de « CRS-SS ».

Dans la même effervescence dévastatrice qui les avait poussés, peu avant, à détruire la vitrine d'une boutique Lacoste, entre l'Odéon et Saint-Germain-des-Prés, certains d'entre eux se sont attaqués à un kiosque à journaux, dont ils ont dispersé le contenu sur le trottoir. Puis vint le tour de la brasserie La Dauphine dont les vitres furent entièrement brisées à coups de barres de fer et les chaises projetées dans toutes les directions, jusque sur l'avenue de l'établissement.

Au grand dam d'un service d'ordre totalement dépassé, les plus audacieux iront même jusqu'à essayer, sans grand succès, d'incendier l'intérieur du restaurant. Indigné, manifestement désemparé de leur mouvement, des lycéens s'efforçaient de faire savoir aux journaux et aux passants que les casseurs n'étaient pas des leurs. « Ce sont des zonards qui n'ont rien d'un air désespéré. Ils sont venus en virée à Paris et c'est tout ! » D'autres tentaient de se démarquer en scandant : « Pas de provocations, on n'est pas des voyous » ou « lycéens pacifistes ».

Entretiens avec les parlementaires

Au même moment, des délégations étaient reçues par les groupes parlementaires à l'intérieur du Palais-Bourbon. M. Bruno Bourg-Broc (RPR, Marne) avait demandé et obtenu un peu plus tôt une suspension de séance « pour recevoir les lycéens ». Les socialistes faisaient de même, le président du groupe PS, M. Jean Auroux, ayant annoncé, « dans un esprit de concertation », qu'il voulait rece-

voir une délégation de manifestants.

Tous les groupes ont suivi le mouvement. Au groupe UDF, quatre lycéens et deux lycéennes rencontraient trois députés (MM. Pierre Lequiller, André Rossi et Francis Saint-Etienne), des rigidités budgétaires, des sureffectifs, des inégalités scolaires — « 13 % seulement des enfants d'ouvriers entrent à l'université, c'est scandaleux ! ». Mais le message urgent, c'est une lycéenne, Cécile Chaignot, qui l'a fait passer à la fin de cette entrevue, plutôt cordiale et sérieuse : « Il y a un problème de communication entre les lycéens et les partis politiques, les collectivités. C'est très important. Il faut nous écouter. Nous ne voulons pas être pris pour des fantoches... »

La délégation lycéenne a ensuite demandé au groupe UDF d'envoyer l'un de ses représentants à la marche pour l'éducation du 12 novembre. « Nous le faisons pour tous les groupes. On veut le soutien de tous les partis. Il faut que tout le monde nous aide », expliquait un lycéen à la sortie de l'entretien, tandis qu'un autre ajoutait : « Oui, nous on salue Jospin, Rocard et Mitterrand ! » Et le premier de reprendre : « Nous faisons une différence entre le PS et le gouvernement... » Une rencontre feutrée, mais ouverte à la presse, à eu lieu aussi à l'initiative du groupe RPR, au nom duquel M. Bernard Pons, son président, a insisté sur la nécessité de répondre aux demandes de dialogue et de concertation des lycéens. En outre, il s'est engagé à « venir rencontrer, avec d'autres députés, les lycéens dans leurs établissements, afin de prendre la mesure concrète des problèmes qui se posent dans certains établissements ».

Parallèlement, entretiens à huis clos avec plusieurs députés socialistes, dont M. Jean Auroux. « Je leur ai fait observer, commentait le président du groupe socialiste après l'entretien, que la décentralisation exigeait que tous les parlementaires conjuguent leurs efforts pour améliorer la formation. Si chaque collectivité metait, comme l'a fait l'Etat, l'éducation au premier rang de ses priorités, on réglerait le problème en deux ou trois ans. »

A l'extérieur, les échauffourées se sont calmées progressivement, les lycéens regagnant, qui son foyer, qui la coordination organisée le soir même par les Jeunesses communistes, les trotskistes et les militants de Socialisme et République. Les sympathisants de la Fédération indépendante et démocratique des lycéens attendront mercredi 7 novembre pour se retrouver. Reste à déterminer, pour les organisateurs, quelle ampleur peut prendre un mouvement dont les revendications n'évoquent pas, face à un gouvernement qui ne peut indéfiniment lâcher du lest.

CHRISTINE GARIN
RAPHAËLE RÉOLLE
PIERRE SERVANT

La répétition

par Gérard Courtois

A l'heure du 5 novembre devait être un « test » pour tout le monde. Pour les lycéens soucieux de se remobiliser après la coupure des congés de la Toussaint. Pour le gouvernement, et en particulier pour le ministre de l'éducation nationale, contraint d'engager sous la pression, et une semaine plus tôt que prévu, la discussion parlementaire sur son projet de budget pour 1991.

Le test aura été concluant sur un point au moins. Chacun semble, pour l'instant, enfoncé dans la répétition. Pour la quatrième fois en deux semaines, les lycéens des banlieues nord de Paris ont retrouvé leur nouveau terrain d'aventure du quartier latin. Avec, en prime, un début de « baston » pour quelques dizaines d'irréductibles qui révalent, depuis le 22 octobre, d'en découdre avec les forces de l'ordre.

Pour la quatrième fois en deux semaines, les lycéens ont répété leurs slogans au point de les réduire à une revendication brutale, élémentaire et qui laisse peu de place au débat : « Du pognon pour l'éducation ». Bref, ce mouvement qui ne peut se mobiliser contre un projet de loi honni, comme en 1986, ne parvient pas (encore ?) à se construire autour d'une véritable plate-forme de revendications.

Dès lors, il donne l'impression de tourner en rond, répétant à l'identique des manifestations sans objet précis et laissant le champ libre à l'exaspération profonde des jeunes des banlieues les plus défavorisées.

Le sentiment de répétition, pour ne pas dire de rabâchage, est plus sen-

sible encore du côté des responsables politiques. La discussion sur le projet de budget pour l'éducation en offre une étonnante, et peu équilibrée illustration. De même que les lycéens ont usé leurs mots d'ordre jusqu'à la corde, de même les députés de tous bords ont réduit le débat à une batterie de questions-réponses et partiellement correctes, connues et prévisibles. Partisanes fatiguées dont personne ne s'est échappé, sauf à braver sans trop s'y attarder l'insaisissable « malaise » de la jeunesse.

Refusant la « démagogie facile », le ministre de l'éducation, devant un hémicycle presque vide, s'est appliqué à être le plus plat possible, s'écartant peu d'un texte rédigé depuis deux ans. Empêtrée dans ses contradictions, l'opposition s'est efforcée en même temps de dénoncer la corruption des Danatides du budget de l'éducation et de réclamer plus de profs, plus de pions et plus de locaux. Même la proposition provocatrice de M. Milon de réorganiser lycées et universités n'a pas réussi à réveiller les parlementaires. Là encore, le débat était pour la galerie.

Cette répétition générale est à la fois inquiétante et rassurante. Par ce qu'elle exprime d'amerume insaisissable, elle peut conduire la majorité des lycéens — comme l'espère M. Jospin — à s'engager dans un dialogue sérieux. Le mouvement lycéen reste une pièce en quête d'auteur.

Presses de la Fondation Nationale



SIRIUS FACE À L'HISTOIRE
MORALE ET POLITIQUE CHEZ HUBERT BEUVRE-MERY

BRUNO REMOND
préface d'André Fontaine

27, RUE SAINT-GUILLAUME, PARIS 7^e - TEL. : 45.49.50.21

La mobilisation est restée forte en province

En province, on estime à environ 100 000 le nombre de jeunes lycéens qui ont défilé dans les grandes villes. Les plus importantes manifestations ont eu lieu à Toulouse, Grenoble et Lyon (7 000 participants), à Strasbourg, Montpellier, Rennes, Brest, Clermont-Ferrand, Lille, Lens, Nancy, Marseille, Bordeaux, Saint-Etienne et Lorient (de 2 000 à 3 000).

Strasbourg. — Ils ont été 2 000 environ à scander leurs slogans dans les rues de Strasbourg, depuis les marches de l'opéra jusqu'au rectorat d'académie. Une étape, prévue à la Région Alsace, a été au dernier moment annulée.

Aux lycéens strasbourgeois, s'étaient joints des contingents de plusieurs villes alsaciennes. Ainsi, un groupe important de Wissembourg, qui avait manifesté le matin même dans le nord de l'Alsace, a embarqué dans le train pour renforcer le défilé strasbourgeois. En revanche, un groupe de Sélestat, venu des lycées Schwilgué, Koebert et Schweighuth, n'a pas réussi à convaincre la SNCF de l'emmenage gratuitement à Strasbourg. D'où quelques busculades sur les quais

de gare bloqués pendant une demi-heure.

Une délégation a déposé les cahiers de doléances rédigés par des lycéens, établissement par établissement, au rectorat où elle a été longuement reçue par M. Robert Loye, chef de cabinet, puis par le recteur, M. Pierre Deyon. (Corresp.)

Montpellier. — Près de 2 500 lycéens ont manifesté, lundi 5 novembre, dans les rues de la ville scandant des slogans hostiles au ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, et exigeant l'amélioration de leurs conditions d'études. Les manifestants ont surtout insisté sur la situation du lycée technique et professionnel Jean Mermoz de Montpellier, le plus gros établissement de ce type en France avec 4 715 élèves inscrits cette année. Ce lycée souffre de voir son internat et ses salles de classe se dégrader de manière spectaculaire. Les enseignants réunis en assemblée générale, mardi 6 novembre, devaient se prononcer sur leur éventuelle participation aux prochains défilés des lycéens.

Le conseil régional du Languedoc

Roussillon se défend pourtant de laisser l'établissement à l'abandon. Il a mis à l'étude un plan de reconstruction des locaux qui devrait démarrer pour 1991 par la réfection de l'internat de 250 places. Au total la région investira 10 millions de francs dans ce programme qui devrait être achevé d'ici cinq ans.

Mais on a aussi vu dans le cortège des jeunes scolarisés au tout nouveau lycée Jean Monnet de Montpellier, pourtant considéré comme une « perle » en la matière, avec sa géométrie. L'établissement, qui a coûté 120 millions de francs, a accueilli ses 800 premiers élèves à la rentrée dernière. (Corresp.)

Bordeaux et Pau. — Plusieurs centaines de lycéens ont défilé, lundi 5 novembre, dans les rues de Pau et de Bordeaux. Dans ces deux villes, c'était la première manifestation lycéenne depuis le début du mouvement. Cinq cents d'entre eux se sont rendus au rectorat de Bordeaux où une délégation a été reçue. Les établissements les plus cotés de Bordeaux (les lycées Camille Julien et Montaigne) sont touchés par le mouvement. La mobilisation semble

la plus forte à Mont-de-Marsan (Landes), dont le lycée est actuellement en très mauvais état.

La région Aquitaine a accompli un effort de constructions neuves pour répondre à l'afflux des nouveaux lycéens. Le prochain pic d'affluence ne se situera qu'en 1998, où l'on attend 500 000 élèves supplémentaires. « En attendant, soulignent au rectorat, il importe d'investir dans la rénovation des établissements ». Lundi 5 novembre, le recteur a adressé un courrier aux professeurs en leur demandant de hâter le processus de création de structures de dialogue dans leur établissement, en particulier la création de conseils de délégués d'élèves. (Corresp.)

Lyon. — Près de 7 000 lycéens ont défilé pendant une heure environ, lundi 5 novembre, dans l'avenue de la place Carnot jusqu'au rectorat. Trente délégués de la coordination lycéenne lyonnaise, créée pendant les vacances et indépendante des deux coordinations nationales, ont été reçus par le recteur, M. Maurice Niveau. Quelques incidents mineurs, tels que jets de pierre, se sont produits, alors que les manifestants se dispersaient

SOCIÉTÉ

Les manifestations de lycéens

La tolérance des forces de l'ordre

Rarement le slogan « CRS-SS » sonna aussi creux. Comme si le syndrome Malik Oussekine, du nom de cet étudiant tué à la suite d'une charge policière lors du mouvement lycéen de décembre 1986, avait conditionné le comportement des forces de l'ordre pendant tout le défilé. Comme s'il fallait admettre quelques saccages de vitrines et quelques blessés dans les rangs policiers, afin d'éviter que la manifestation ne dégénère en bataille rangée et ne donne lieu à des poursuites dans le Quartier latin.

Le préfet de police de Paris, M. Pierre Verougne, avait appelé les forces de l'ordre à « la modération, la tolérance et la patience ». Et ces consignes furent respectées par les douze Compagnies républicaines de sécurité (CRS), les sept escadrons de gendarmerie mobile et les deux compagnies de district de la préfecture qui ont assuré le maintien de l'ordre. Pour ne pas « provoquer » les adolescents en colère, les CRS avaient dû laisser leurs casques et leurs fusils lancés au fond de leurs matraques. Moins confiants, plusieurs escadrons de gendarmes avaient conservé leurs masques à gaz, leurs casques et leurs fusils. Chacun fut pourtant obligé de coiffer son casque au moment de la manifestation se soulevant à 15 heures. Trois heures durant, au carrefour du boulevard Saint-Germain et de

la rue de Lille, il fallut tenir bon sous les assauts de quelques dizaines de trublions, noyés et protégés dans la foule lycéenne.

Sous une pluie de bouteilles et de cailloux, gendarmes mobiles et CRS demeurèrent impassibles. Quand un policier se baissa pour ramasser une coquille en provenance de la foule, son chef lui fit discrètement signe de la relâcher. Aucune grenade lacrymogène ne fut tirée, aucune charge ne dispersa les rangs lycéens. Mais cinq policiers et gendarmes furent blessés, ainsi que huit journalistes et photographes touchés par des projectiles. Et une dizaine de vitrines furent démolies sur le passage du défilé.

Vitrines brisées, kiosque incendié

« Quand on a des adolescents en face de soi, il faut savoir tolérer des comportements qui seraient inadmissibles chez des adultes », a déclaré le préfet de police après la manifestation. Des poignées de jeunes gens surent profiter de cette tolérance, débordant rapidement un service d'ordre lycéen peu expérimenté. Dès 15 heures, les policiers signalaient, sur leur fréquence radio, la présence en tête du cortège d'une « nébuleuse » de quelques centaines d'inconnus - dont les organisations de la manifestation se sont aussitôt désolidarisées. Des « louards » venus de banlieue

s'essayeront au pillage de quelques magasins. Un policier en civil sera frappé d'un coup de nunchaku (batons japonais) sur la tête; un autre fonctionnaire, qui finit des jeunes avec son « caméscope » administratif, sera malmené et devra trouver refuge dans un immeuble. Six délinquants seront interpellés par la police.

Aux abords de l'Assemblée nationale, d'autres jeunes casseront et dévaliseront un kiosque à journaux, sous l'œil flegmatique de la gendarmerie. La terrasse d'un restaurant sera saccagée, sous le regard incrédule des badauds et des habitants du quartier. Au bruit des vitres dégringolant sous les coups de bottes, on crut un moment à un début d'insulte. Peut-être eut-il alors suffi d'une intervention musclée des forces de l'ordre pour mettre le feu au poudre. Mais leur stoïcisme était décemment à l'épreuve. Aussi les plus échauffés des manifestants se contentèrent-ils d'allumer un brasier au milieu du boulevard Saint-Germain, alimenté par les journaux et les magazines en provenance du kiosque saccagé.

Vers 19 heures, la scène frôla le grotesque quand une poignée de jeunes irréductibles poursuivaient leur marche sous les flots de journalistes bien supérieurs en nombre. Alors, et alors seulement, le dernier carré d'irréductibles fut mollement dispersé.

ERICH INCIVAN

M. Lionel Jospin « réserve » le vote du budget de l'éducation à l'Assemblée nationale

« Au temps de la protestation doit succéder celui du dialogue »

Faute d'une majorité en sa faveur, le gouvernement a été contraint, dans la nuit du lundi 5 au mardi 6 novembre, de demander la réserve sur le vote des crédits de l'éducation nationale, présentés par le ministre, M. Lionel Jospin, et par M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique. Pendant la discussion budgétaire, lycéens et collégiens manifestaient aux abords de l'Assemblée nationale pour demander des moyens accrus en faveur de l'éducation.

Le scénario est désormais classique : le RPR tonne, l'UDF vitupère, les centristes maugréent, les communistes pestent; les socialistes, eux, soutiennent... et le gouvernement « réserve ». Comme plusieurs autres ministères avant lui, M. Jospin a dû se résoudre à demander la réserve du vote des députés sur les crédits de son ministère. Ce budget de l'éducation nationale, « premier budget de l'Etat », avait pourtant fière allure, mais il ne lui a pas permis, comme l'an passé, d'amaïoriser les députés communistes et d'obtenir leur abstention. Le ministre l'a d'ailleurs vivement regretté. « Vous, vous refusez tout, a-t-il indiqué à leur adresse. Au lieu de vous associer à nos efforts, vous vous isolez et, progressivement, vous vous étiolez. »

Compte tenu des manifestations de lycéens qui se tenaient simultanément dans tout le pays, il ne pouvait s'agir, de toute façon, pour M. Jospin, d'un jour « sans ». L'opposition et les communistes ne se sont pas privés de faire écho aux slogans des manifestants, ni de dénoncer la tentative avortée du gouvernement d'avancer la discussion du budget d'un sémestre dans le but, non avoué, de « court-circuiter » le grand rassemblement prévu pour le 12 novembre, date initiale de cette discussion budgétaire.

Nationale ou pas ?

M. Georges Hage (PC, Nord) y a vu un « coup de la Toussaint », et M. Bruno Bourg-Broc (RPR, Marne), un « aveu de faiblesse ». Sur ce terrain difficile, M. Jospin s'est montré particulièrement ferme. « Au temps de la protestation et de la revendication doit succéder celui du dialogue et de la concertation. C'est avec les lycéens qu'il nous faut trouver des solutions », a-t-il indiqué, avant d'inviter les manifestants à lui présenter des revendications précises, concrètes, et à utiliser, à cet effet, les instances de dialogue existantes : les conseils de délégués d'élèves et les conseils de la vie lycéenne.

Du fait de l'actualité, l'augmentation spectaculaire des crédits de l'éducation nationale a presque glissé au second plan. M. Hage a fait la fine bouche : « Avec 247 milliards de crédits, le budget augmente de 8,5 % au lieu de 8,6 % l'année dernière, a-t-il dit. D'ailleurs, en 1985, la part du PIB consacrée aux enseignements scolaires était de 3,4 %, au lieu de 3,1 % en 1980. » M. Bourg-Broc a observé que la France dépense chaque année 26 000 francs par élève.

« Ce n'est pas rien, a-t-il admis, mais l'éducation doit cesser d'être un tonneau des Danaïdes budgétaires. » M. François Bayrou (UDC, Pyrénées-Atlantiques) s'est montré tout aussi critique. « Je vous donne acte des efforts importants réalisés, cette année encore, pour accroître les moyens, mais les crédits ne sont pas tous », a-t-il déclaré. M. Yves Fréville (UDC, Ille-et-Vilaine) a convenu, à propos du budget, de l'enseignement supérieur, qu'une réponse aux problèmes était esquisée.

Les députés de l'opposition se sont montrés plus durs sur les difficultés de l'enseignement privé, sur la situation des personnels administratifs et sur celle des élèves boursiers, mais la discussion a porté, pour l'essentiel, sur le rôle de l'Etat en matière d'éducation. Elle a montré les limites des clivages traditionnels. M. Jean-Paul Planchou (PS, Seine-et-Marne), rapporteur spécial de la commission des finances, a ouvert ce débat. « La crise lycéenne semble avoir débité les langues de ceux qui étaient depuis deux ans sur la réserve », a-t-il dit. « On entend dire, maintenant, a-t-il continué, que l'éducation ne devrait plus être nationale. Certains ne veulent plus de ministères, certains veulent complètement décentraliser l'enseignement scolaire en termes administratifs et financiers, a-t-il poursuivi, (...) mais les mesures contenues dans la loi d'orientation vont, précisément, dans le sens d'une décentralisation de la vie des établissements et de leur adaptation à l'environnement. »

Egalement députés socialistes, MM. Bernard Derostier (Nord) et Jean-Pierre Bequet (Val-d'Oise) ont plaidé pour la décentralisation. « Les collectivités territoriales ont prouvé leur capacité et leur enthousiasme pour exercer de nouvelles responsabilités en matière d'éducation. Les communes ont à leur charge les personnels de service dans les écoles maternelles et élémentaires », a indiqué M. Derostier. « L'heure n'est-elle pas venue de réfléchir à une meilleure articulation entre le département et le collège, la région et le lycée ? », a-t-il

suggéré, en précisant que « cela ne remèterait pas en cause l'importance de ces personnels au service public ».

Prompt à dénoncer l'impéritie de « la grande entreprise nationale de l'éducation », M. Bourg-Broc n'a estimé pas moins que « l'Etat a un rôle de garant à jouer pour les examens et diplômes, et pour le recrutement des enseignants ». Personnellement, il se désolait de la « centralisme jacobin », ne s'est d'ailleurs risqué sur le terrain de la gestion du corps enseignant, qui absorbe pourtant 95 % des crédits consacrés à l'éducation nationale.

« Je ne suis pas de ceux qui croient que la décentralisation est la panacée », a enfin avancé M. Bayrou. « Il faut dire consentir de ce que cela représente de faire déléguer le service public pour s'en remettre à d'autres initiatives », a renchérit M. Jospin. « Plus de diplômes nationaux, plus de programmes nationaux, plus d'obligation d'assurer l'égalité entre établissements : cela même tout droit à la privatisation et à l'écroulement de l'offre d'éducation, à la disparition de toute égalité des chances ! », s'est exclamé le ministre en illustrant son propos de l'exemple des nominations de professeurs.

GILLES PARIS

PICARD
LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS
REGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens
Catalogue bimestriel
Envoi sur simple demande

STERN
GRAVEUR
depuis 1848

Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité

Le prestige
d'une gravure traditionnelle

Anilines et Bouteilles
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. 47.36.04.05 - 47.00.06.45

FAITS DIVERS

Quatre détenus se sont évadés de la centrale de Lannemezan à l'aide d'un hélicoptère

Moins d'un an après l'évasion réussie de neuf détenus de la centrale de Lannemezan (Hautes-Pyrénées) en décembre 1989 - les prisonniers étaient parvenus à s'échapper en faisant sauter la porte d'un mirador à l'explosif (le Monde du 3 décembre 1989) - quatre prisonniers se sont à nouveau évadés de la même prison le 5 novembre, cette fois grâce à un hélicoptère. Deux des quatre hommes avaient déjà participé à la première évasion : Frédéric Boulay, vingt-huit ans, qui avait été condamné à vingt ans de réclusion criminelle pour avoir tué deux émirats turcs dans un café de Châteaubriant (Loire-Atlantique) en 1984, et Gilbert Ghislain, vingt-sept ans. Les deux autres, José Dos Santos, trente-trois ans, et Hamid Mazouz, trente-sept ans, sont condamnés à vingt ans de réclusion criminelle et à la réclusion à perpétuité.

Considérés comme des détenus très dangereux, les quatre hommes, selon les premiers éléments de l'enquête, ont simulé un mouvement de protestation pour gagner les toits, après avoir délesté un surveillant de ses clés, sous la menace d'un couteau. Ils prétendaient vouloir dialoguer avec le

directeur de l'établissement, alors qu'en réalité ils attendaient, sur un toit, l'arrivée d'un hélicoptère. Celui-ci avait été détourné par une femme - vraisemblablement la compagne de l'un des détenus - qui l'avait loué pour un « baptême de l'air ».

Les forces de l'ordre avaient pris place autour de la prison lorsque l'hélicoptère est arrivé. Impuissants, les gendarmes ont vu les évadés grimper dans l'appareil grâce à un filin, puis prendre la fuite, sans pouvoir intervenir. L'hélicoptère a été retrouvé quelques heures plus tard dans le nord de l'Espagne, près de Saragosse : le pilote, qui avait été pris en otage, est sain et sauf.

Tôt dans la matinée du 6 novembre, trois des évadés ont été arrêtés en Espagne : José Dos Santos a été interpellé, en compagnie d'une femme, par la garde civile espagnole, à Huesca. Frédéric Boulay et Gilbert Ghislain ont été repris à la suite d'une fusillade avec la police à Saragosse. C'est la quatrième évasion réussie par hélicoptère en dix ans. La centrale de Lannemezan, ultra-moderne, avait été équipée de filins anti-hélicoptère au-dessus des cours de promenade.

IMMIGRATION

Le flux en augmentation

Suite de la première page

Le parti adopté est « qu'on peut tout dire sur l'immigration, si on l'annonce avec rigueur ». Avec rigueur, mais sans commentaires : rendant publiques l'ensemble des données disponibles, le rapport établi par M. André Léon (et qui sera publié à la mi-novembre par la Documentation française) ne suggère pas d'orientations politiques, à la différence du rapport que doit présenter avant la fin de l'année le Haut Conseil à l'Intégration.

En pourcentages, les augmentations d'une année sur l'autre peuvent apparaître spectaculaires : + 23 % de travailleurs permanents, + 18 % de parents admis au titre du regroupement

depuis la dernière réforme du code de la nationalité en 1973. En comptant les étrangers qui obtiennent la nationalité française par mariage et les enfants qui deviennent automatiquement français à la naissance ou à dix-huit ans, la population française s'enrichit de quelque cent mille personnes d'origine étrangère chaque année.

D'autres indicateurs (comme l'augmentation des mariages mixtes ou la baisse du taux de fécondité des immigrés) témoignent d'une intégration progressive. Cela n'empêche pas la population étrangère de rencontrer des difficultés économiques croissantes. Si le chômage des Français a reculé de 3,2 % en 1989, celui des

L'évolution des entrées en France

Année	Immigrants actifs		Membres des familles		Demandeurs d'asile
	Travailleurs permanents	Bénéficiaires autorisation provisoire de travail	Travailleurs saisonniers	Membres des familles	
1987	10 709	1 522	76 647	26 769	27 568
1988	12 705	1 889	70 547	29 343	34 233
1989	15 592	3 054	61 868	34 594	61 372

Différence 1989-1988

+ 2 887 (+ 22,7 %)	+ 1 165 (+ 61,7 %)	- 8 679 (- 12,3 %)	+ 5 249 (+ 17,9 %)	+ 27 119 (+ 79,2 %)
-----------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------	------------------------

étrangers a augmenté de 4,8 %. Cela est dû, entre autres, au fait qu'un nombre croissant de femmes et de jeunes filles non françaises cherchent à travailler.

Pour évaluer exactement la taille de la population immigrée, il faudrait, bien sûr, pouvoir connaître le nombre des clandestins. Or celui-ci est - par définition - non mesurable. M. Gérard Moreau, se contente de remarquer : « L'immigration clandestine qui se poursuit inévitablement se trouve néanmoins limitée par les possibilités mêmes de légalisation et par la répression constamment agissante ».

Il faut rappeler, en effet, que les années 1989 et 1990 ont été marquées par une série de nouvelles réglementations, tendant notamment à décourager le travail clandestin et à limiter le nombre des demandeurs d'asile qui, même déboutés, restent en France.

Clandestins mis à part, et malgré la politique de transparence adoptée par la direction de la population et des migrations, il est impossible d'évaluer avec précision le solde migratoire annuel. On l'estime à plusieurs dizaines de milliers de personnes. Mais ce chiffre ne se confond pas avec celui de quelque cent mille personnes ayant au moins un parent étranger qui deviennent françaises chaque année.

Malgré leurs lacunes, les statistiques publiées mardi permettent d'écarter deux idées simplistes : celle d'une arrivée massive, incontrôlée, d'immigrés; et celle d'une France qui, par décret, aurait cessé en 1974 d'être terre d'immigration.

ROBERT SOLÉ

Autodéfense trappiste

L'ordre des cisterciens réformés est connu pour sa rigidité. Des cambrioleurs l'ont appris à leurs dépens dans la nuit du dimanche 4 au lundi 5 novembre, confrontés à la détermination des moines trappistes de l'abbaye de Notre-Dame-des-Neiges, en Ardèche, qui, pour l'occasion, oublièrent leurs vœux de silence et de prière.

Réveillés par leur système d'alarme, trois de ces vigiliants religieux se sont rendus dans l'un des bâtiments de l'abbaye, l'un d'eux ayant pris le soin de s'armer d'un fusil de chasse. Les moines ont alors surpris un groupe de trois ou quatre hommes cagoules et armés.

Pas moins de dix-huit coups de feu furent tirés de part et d'autre, l'un des moines étant touché d'une décharge dans les jambes tandis que les cambrioleurs prenaient la fuite. Depuis, entre moines et cambrioleurs, les moines sont revenus à leur besogne quotidienne, vente de vin et hôtellerie.

Un mort lors d'une altercation entre adolescents. - Un adolescent âgé de dix-sept ans devait être présenté, mardi 6 novembre, au parquet d'Annecy, après la mort d'un garçon de seize ans, dimanche 4 novembre, à Seynod (Haute-Savoie). La victime aurait été tuée de coups de couteau au cours d'une altercation dans les caves d'une ZUP où habitent les deux jeunes. La mère du meurtrier présumé, qui avait regagné son domicile en état de choc, a prévenu les gendarmes une heure après les faits.

Deux appels sanctionnés. - Pour avoir participé en uniforme, le 20 octobre dernier, à Paris, à un défilé contre la « guerre dans le Golfe », deux appelés du contingent, MM. Pascal Bidaux et Frédéric Poncez, ont été punis de vingt jours d'arrêt par le commandement militaire. A l'origine, la sanction avait été fixée à quarante jours, mais elle a été réduite de moitié dans un deuxième temps. La loi qui porte « code » du service national interdit toute participation d'un militaire en uniforme à une manifestation publique de caractère politique ou syndical.

SPORTS

Athlétisme : deux Américains suspendus pour dopage. - Deux athlètes américains, Randy Barnes (défenseur du record du monde du 100 m) et Harry « Butch » Reynolds (défenseur du record du monde du 400 m) ont été suspendus pour deux ans lundi 5 novembre par la Fédération internationale d'athlétisme (FIAA) à la suite de contrôles antidopage positifs. Barnes avait été contrôlé le 7 août lors de la réunion de Malmö (Suède). Quant à Reynolds, l'un des plus grandes vedettes de l'athlétisme mondial, il avait été contrôlé à l'issue de la réunion de Monaco, le 12 août.

BIBLIOGRAPHIE

L'« Atlas des pêches dans le monde »

Deux cent cinquante pages de cartes, tableaux, graphiques, en couleur, un glossaire, des schémas explicatifs, une bibliographie exhaustive : tel se présente l'Atlas des pêches et des cultures marines en France en Europe et dans le monde que viennent de réaliser Jean Chausse et Jean-Pierre Corlay, deux universitaires nantais. Cet ouvrage constitue non seulement une exceptionnelle source de renseignements sur des sujets les plus variés (depuis la production de poissons par province, jusqu'aux gisements de coquilles Saint-Jacques dans la baie de Saint-Brieuc) mais aussi une contribution très intéressante à la géographie humaine et économique régionale.

► Atlas des pêches et des cultures marines, de Jean Chausse et Jean-Pierre Corlay : Ed. Ouest-France-Le Marin, Edilarge 56, 13, rue du Brél, BP 6339, 93063 Rennes - Cedex. 250 pages, 550 F.



Un temps mort dans le débat stratégique

JULES II

le pape terrible



400 p.
140 F.

Dans le bouillonnement artistique et intellectuel de la Renaissance, Jules II occupe une place capitale. Homme de caractère, bon vivant, violent et coléreux, il devient, sous la plume talentueuse de Ivan Cloula, le pape qui remodela le visage de l'Europe et provoqua le déchirement de l'Eglise.

Anne Muratori Phillo. *Le Figaro*

l'Histoire
chez

FAYARD

* BAC + 3 minimum
obtenu courant 1991

**Sur Europe 1
un indice par jour
au journal de 20 h
pendant toute
la durée
de la Bourse
Retrouvez ces indices
sur Minitel :
3615 LEMONDE**

AVEC LA PARTICIPATION DE
GROUPE
ESCP

ARTICLE 1
- La SARL LE MONDE, capital social 620 000 F, RC 8 692 010151, 15, rue Faigière, 75015 Paris, éditeur du quotidien LE MONDE, organise une bourse aux stages intitulée « LA BOURSE AUX STAGES MONDIAUX ».

ARTICLE 1
- La SARL LE MONDE, capital social 620 000 F, RC 8 692 010151, 15, rue Faigière, 75015 Paris, éditeur du quotidien LE MONDE, organise une bourse aux stages intitulée « LA BOURSE AUX STAGES MONDIAUX ».

ARTICLE 2
— Cette bourse est ouverte à toute personne désireux d'y participer (1) ayant en juin 1981 au minimum le niveau baccalauréat plus 3 ans d'études, au minimum âgée de 25 ans et résidant en France métropolitaine (Corse comprise), à l'exception des collaborateurs du journal LE MONDE, de la

ARTICLE 3
— Cette manifestation est ouverte du 13 novembre au 20 novembre 1990 inclus. Il s'agit d'une offre gratuite et sans obligation d'achat.

Enfin le mardi 13 novembre et le lundi 16 novembre 1990 inclus, LE MONDE (dont le 14 novembre est 20 novembre) publie au total 24 informations concernant 24 entreprises. Le jeu consiste à associer la bonne information à chaque entreprise. 4 informations seront diffusées par jour pendant 6 jours.

ARTICLE 5
— Le mardi 20 novembre 1980, « LE MONDE » (dont 21 novembre), LE MONDE publie le bulletin de participation comprenant les 24 entreprises et les 24 informations qui doivent leurs sites associés le concours subsidiaire (notre MOTIVATIONS), une demande de renseignements.

- à reformuler le couple parfait (information / anticipation)
- à répondre à la question subsidiaire (le couple **MOTIVATIONS**)
- à remplir la demande de renseignements
- à fournir une attestation de scolarité.

ARTICLE 6
 « Dès le démarrage de l'opération, soit le mardi 13 novembre 1990, des bulletins de participation sont disponibles auprès des délégués de la bourse aux stages dans les universités ainsi que dans tous les centres d'information et d'orientation des universités et universités des sciences de la vie. En outre, il sera possible de demander un bulletin de participation par voie postale en écrivant à :

La BOURSE AUX STAGES DU MONDE CAMPUS, BP n° 154 83201 LES LAUNES, entre le 12 novembre et le 20 novembre 1990 inclus, le cachet de la poste faisant foi (dépense remboursée sur site d'origine).

Il ne sera communiqué aucun renseignement par téléphone. Les bulletins de participation ainsi que la circulation gratuite sont envoyés :

à tous les étudiants : 34 exemplaires cartonnés ;

- les interprétations pour former une « 2^e version » par exemple :
- les 24 logos
- la question auto-critique
- la demande de renseignements
- l'extraire des renseignements.

ARTICLE 7
Les bulletins de participation doivent être complétés, scellés et expédiés à :
LA BOURSE AUX STAGES DU MONDE CAMPUS, BP n° 154 93281 LES ULIS CEDEX, avant le 10 décembre 1990 inclus, le cachet de la poste faisant foi.

ARTICLE 8
— Une même personne peut participer plusieurs fois, à condition d'observer des délais de participation différents, chacun de ces délais étant indépendamment rempli.

ARTICLE 10
- La sélection sera tout d'abord effectuée en tenant compte du nombre de « couples parfaits »

Les évaluateurs en regard seront dirigés par la question subsidiaire intitulée « **MOTIVATIONS** » car les éléments fournis par la demande de renseignements.

ARTICLE 11
- La question subsidiaire et la demande de renseignements : Les candidats doivent répondre dans l'espace prévu à cet effet à la question suivante :
« Classez-vous en un stage à vocation internationale pour votre avenir professionnel ? »
Les critères de sélection pour cette question subsidiaire sont : l'originalité, la créativité, le style

Les candidats devront répondre dans l'espace prévu à cet effet à une demande de renseignements concernant. Ils auront à fournir tous les éléments demandés.

En application de la loi du 6 janvier 1978, les bénéficiaires d'un droit d'accès et de rectification.

Le chèque retenu, lors de l'examen des éléments fournis sur la demande de renseignements, sera déduit du montant des éléments accordés à l'un des profils recherchés pour les différents stages.

Le jury pour cette sélection sera composé de :

- représentants du MONDE
- représentants du MONDE PUBLICITÉ

A ce stade, au moins 200 candidatures seront retenues.
 Ils seront convoqués à Paris, sans indemnité, jeudi 7 février 1991 en vue de désigner

ARTICLE 12

Le déplacement des sélectionnés, hors Ile-de-France, pour la journée du 7 février 1991, sera pris en charge par LE MONDE, leur billet SNCF (aller-retour domicile Paris) sera remboursé sur la base du 2^e classe sur demande du candidat.

— La bourse aux stages du MONDE CAMPUS est dotée d'une centaine de stages à vocation internationale.

ARTICLE 14
— Il ne sera pas possible d'échanger un stage dans une entreprise contre un autre stage ou contre des espèces.
Les dates des stages seront fixées par les sociétés et ne pourront être changées. En aucun cas, les stagiaires ne pourront interrompre ou suspendre le stage prévu à un certificat sélectionné.

ARTICLE 15

— Les gagnants attribuent par avance les organismes à utiliser leurs noms, prénom, adresse et

ARTICLE 16
- La société organisatrice se réserve le droit d'écarter, de proroger, de modifier ou d'annuler toutes les épreuves ou certaines d'entre elles, en raison des circonstances extérieures, sans que cela constitue une faute de sa part.

ARTICLE 17
— Toutes les difficultés pratiques d'application ou d'interprétation du présent règlement seront traitées séparément par les organisateurs. La participation à ces heures implique l'acceptation pleine et entière du présent règlement.

ARTICLE 18
- Le règlement complet ainsi que les moyens et modèles de contrôle sont déposés chez M^{re} VIG
ZIA, Inspecteur de justice à Nogent-sur-Seine.

Le Mo

INITIALS

CAMP

AWEC

 **EUROPE**

13

Le Monde
INITIATIVES
CAMPUS
Avec
EUROPE 1

CINÉMA

Le temps des colonies

A Pessac (Gironde), le public a fait un succès au premier Festival du film d'histoire

PESSAC

de notre envoyée spéciale

En 1968, la Rivière de Pessac a révélé Jean Eustache et fait découvrir Pessac, dans la banlieue bordelaise. Au printemps de cette année, la mairie a repris le Trianon, seul cinéma de cette ville de 50 000 habitants, universitaire et viticole à la fois, et l'a rebaptisé « le Jean Eustache ». C'est là, dans les trois salles de ce cinéma fraîchement rénové, et sous une vaste tente plantée sur l'esplanade de l'hôtel de ville, que s'est tenu du 24 au 28 octobre le Festival international du film d'histoire. Pour cette première édition, Alain Roussel, maire de Pessac, et Jean Lacouture — qui ont imaginé ce festival — avaient choisi « le temps des colonies », thème très sensible dans une région qui a construit une bonne part de sa richesse sur le commerce des esclaves, puis des matières premières coloniales.

Pierre-Henri Delsau, délégué général de la Quinzaine des réalisateurs de Cannes, s'est occupé de la programmation. Il a proposé un large panorama de la colonisation française et anglaise où les très connus (les *Trois lanciers du Bengale*, Henry Hathaway, 1935) côtoient le rarissime et l'introuvable. On a ainsi pu voir la superbe *Atlantide* de Georges Wilkhem (1932) — mais pas celle de Jacques Feyder (1921) dont il ne semble malheureusement plus y avoir aucune copie — et *Sous le ciel d'Orléans*, de Lory-Granville et Grantham-Hayes (1927), reconstitué pour la circonstance à partir d'un négatif incomplet qui n'avait pas vu le jour depuis cinquante ans.

On a découvert un Renoir inattendu, film de commande que le cinéaste réalisa en 1929, après l'échec commercial de *Maia*. Production de la Société des films historiques, le film devait contribuer à la célébration du centenaire de la présence française



« Tabu-Tabu », de Raymond Rajsonarivelo

en Algérie. Mais Renoir en a fait un film d'aventures, une sorte de western humoristique avec amours contrariées, méchants cousins détournés d'héritage et course-poursuite dans le désert, en automobile et à dos de chameau. Un extraordinaire épisode répond cependant à la commande : la vision onirique du débarquement des troupes françaises sur la plage de Sidi-Furuch qui se transforment en armée de tracteurs et de puissantes machines agricoles.

La plupart des films de cette période exploient les clichés et les fantasmes de l'aventure coloniale.

Seul *Tabu-Tabu*, surprenant mélodrame ambivalent réalisé par Jean-Benoît Levy et Mary Epstein en 1934, montre comment peut naître, en pleine période de pacification du Maroc, un contact entre colonisateurs et population locale qui mène à la découverte et au respect réciproque. Il faudra attendre la décolonisation pour que le point de vue de « l'autre » trouve droit de cité sur les écrans. La *Divinité Image* de Mohamed Lakhdar-Hamila (Algérie, 1986), *Sarrasina* de Med Hondo (Mauritanie, 1988) et *Tabu-Tabu* de Raymond Rajsonarivelo (Madagascar, 1988) témoi-

gnent, à Pessac, de ce nouveau regard.

Les projections, mais aussi le colloque organisé par Stéphane Khémis et Jean-Pierre Rioux, ont attiré un public nombreux. Un seul regret : les animateurs des débats, historiens plutôt qu'hommes d'images, ont surtout insisté sur le rétablissement de la vérité historique de la colonisation, au détriment de sa représentation cinématographique.

L'année prochaine, le deuxième Festival de Pessac se penchera sur « le temps de la guerre froide ».

THÉRÈSE-MARIE DEFFONTAINES

La clôture du Festival de Montpellier

MONTPELLIER

correspondance

Le douzième Festival international du cinéma européen de Montpellier s'est achevé dimanche 4 novembre avec l'attribution de l'Antigone d'or à *Portes ouvertes* de l'italien Giovanni Amelio, tandis que le Prix du public allait au film espagnol *Letras d'Alou*, réalisé par Montxo Armendáriz. Le premier film mis en scène par Bernard Giraudon, *L'Amie*, adapté d'un roman d'André Chénid, a également reçu un accueil enthousiaste des spectateurs. Le jury a aussi décerné l'absence de celui qui devait le présider, Ismaïl Kadare, après son exil volontaire, ne s'est pas rendu à Montpellier.

La découverte du cinéma albanais aura pourtant été un des moments forts de la manifestation, qui a également rendu hommage à Pagnol, Bertolucci, Saura ainsi qu'au géorgien Chengolava.

En marge du Festival, un colloque avait évoqué les difficultés de la diffusion des films « du Sud ». On y annonça la création d'une Fondation Montpellier pour le cinéma, qui dotera les films primés au Festival pour aider à leur distribution et constituera des archives de l'ensemble des films originaires des pays de la bordure méditerranéenne.

THIERRY LAURENTIN

Les 12^{es} Journées cinématographiques d'Orléans. — La 12^e édition des Journées d'Orléans qui se tiennent du 7 au 13 novembre, présente une rétrospective du cinéma polonais des années 80, ainsi que des hommages à deux réalisateurs tadeusz Konwicki et Filip Bajon et dix-huit films consacrés au cirque. La Tchecoslovaquie, la Bulgarie, Taiwan, la Finlande, la Hongrie, l'Irlande du Nord, l'Espagne et la Suisse participent à la compétition.

Mort de l'actrice américaine Mary Martin

Mary Martin, vedette de Broadway de la fin des années 30 au début des années 60 et de la télévision jusqu'au milieu des années 80, est morte samedi 3 novembre à Rancho Mirage (Californie) des suites d'un cancer.

Le nom de Mary Martin reste associé au personnage de Peter Pan qu'elle avait interprété, sur scène et à la télévision, dans la comédie musicale adaptée du roman de John Barry. Elle avait connu la célébrité en 1938 grâce à la chanson *My Heart Belongs To Daddy* de Cole Porter. Vedette des classiques de la comédie musicale, *South Pacific* ou *One Touch Of Venus*, elle a été à l'origine, en 1959, de la création à Broadway de *The Sound Of Music* (la Mélodie du Bonheur).

Palmarès des Journées cinématographiques de Carthage. — Les treizièmes Journées cinématographiques de Carthage, festival qui, en alternance avec le FESPACO de Ouagadougou, réunit tous les deux ans le meilleur du cinéma africain, se sont achevées samedi soir. Elles ont consacré *Haïfane*, l'enfant des terrasses de Ferid Bouhedir, qui cumule le Taïbi d'or (récompense suprême) et le Prix d'interprétation masculine. Le Taïbi d'argent a été attribué à *Louise* (Roses des sables), de l'Algérien Mohamed Rachid Ben Hadj, et le Taïbi de bronze au film de Guinée-Bissau *Moru Nega* (l'enfant de l'espoir), réalisé par Flora Gomes.

Le Monde

Édité par le SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine

Directeur de la publication

André Fontaine (1944-1989)

Jacques Fauriol (1959-1982)

André Laurens (1982-1986)

Directeur de la rédaction :

Daniel Vernet

Administrateurs délégués :

Annette Grégoire, Mely Piarret

Rédactrice en chef :

Bruno Freppet

Jacques Amalric

Jean-Marie Colombani

Philippe Herremann

Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

18, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY

94000 IVRY-SEINE-SAINT-DENIS

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-30-10

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

ÉGLISE SAINT-EUSTACHE Mardi 6 novembre 20 h 18 FRAC VIRGIN 503 Théâtres 73 CH-ELYSEES Agence Perrault 4, place de la Madeleine (s.a. Valmalle)	SAUVONS VENISE RECHERCHES D'ORQUE JEAN GUILLOU MICHELANGELO ROSSI D. SCARLATTI VIVALDI-BACH GUILLOU MOUSSORGSKY D'après un texte de COMITÉ FRANÇAIS pour LA SAUVEGARDE DE VENISE	SAULE ST-LOUIS EN L'ILE Mardi 6 novembre 20 h 30 Lac. TIL 40-30-10-13 (s.a. Valmalle)	Le Conseil Régional d'Ile-de-France présente Quatuor VIA NOVA HAYDN, RAVEL SCHUBERT
THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 6 novembre 20 h 30 Lac. TIL 40-30-10-13 (s.a. Valmalle)	ORCHESTRE DE L'OPERA DE LYON Dir. : Kent NAGANO Sol. : José VAN DAM MARTIN, RAVEL STRAVINSKI	THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 6 novembre 20 h 30 (s.a. Valmalle)	DEBUSSY par KRISTIAN ZIMMERMAN Gala National de la Société d'Entente des membres de la LESON PIONNIER BRAHMS ISAC STERN Violon YO YO MA Violoncelle EMANUEL AX Piano
THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 6 novembre 20 h 30 (s.a. Valmalle)	DUMAY Violon Maria Joso PIRES BRAHMS, MOZART BEETHOVEN L.A. HUBERT FERRARI	CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS Lundi 19 novembre 20 h 30 (s.a. Valmalle)	ENGLISH CHAMBER ORCHESTRA Dir. : Jeffrey TATE Sol. : M. UCHIDA BEETHOVEN
SALE GAVEAU Mardi 6 novembre 20 h 30 (s.a. Valmalle)	« CHAMPS-ÉLYSÉES » Piano : RAFAEL OROZCO MOZART, SCHUMANN LISZT	CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS Lundi 19 novembre 20 h 30 (s.a. Valmalle)	MIDIS MUSICAUX Michèle COMMAND Soprano IRINA KATAEVA Piano CANTELOUBE « Chants d'Auvergne »
CHATELET THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS Mardi 14 novembre 20 h 30 (s.a. Valmalle)	MIDIS MUSICAUX Quatuor KODALY le 14 : HAYDN le 16 : KODALY BARTOK	THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 6 novembre 20 h 30 (s.a. Valmalle)	GEORGES FLIEDERMAIER SCHUBERT CHOPIN
UNIVERSITÉ DE DAUPHINE Pia Dauphine Mardi 6 novembre 20 h 30 Lac. TIL 40-30-10-13 (s.a. Valmalle)	NOUVEAUX VIRTUOSSES Alan GAMPEL SCARLATTI BEETHOVEN STRAVINSKI CHOPIN avec le soutien de L.V.M.H.	SALE GAVEAU Mardi 6 novembre 20 h 30 (s.a. Valmalle)	ORCHESTRE SYMPHONIQUE FRANÇAIS Dir. : Laurent PETITPERRARD Sol. : Hélène GRIMAUD BRAHMS, BIZET

SEMAINE NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde ARTS et SPECTACLES

Maison de la Poésie subventionnée par la Ville de Paris
101, rue Rambuteau, M^e Hallès, 42362753
Jeudi 8 novembre à 20 h 30
JAN SKACEL
présenté par Sabine BOLLACK et Bernard FABRE

ENSEMBLE INTER-CONTEMPORAIN
ARTURO TAMAYO
Mikn Aouba
Thomas Femes
Gedärga pour deux instruments
Beat Furer
In der (S)traße des Hauses wohnt ein Ion
Wolfgang Rihm
Lundi 19 novembre - 19 h
Auditorium / Châtelet
Location 40 28 28 40
En coproduction avec le Châtelet

NOVEMBRE
90
Concerts Radio France

ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE Jeudi 8 - 20 h 30 Théâtre des Champs-Élysées Schumann - Rachmaninov Schnittke - Tchaikovsky Piano : Bruno-Léonard Gelber Direction : Christoph Eschenbach	NOUVEAUX INTERPRÈTES Dimanche 11 - 10 h 45 12h : bruch et rencontres avec l'artiste Salle Gaveau Chopin au fil des mazurkas Piano : Jean-Marc Laisada	ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE Jeudi 15 - 20 h 30 Théâtre des Champs-Élysées Pärt - Schnittke - Sibelius Violon : Gidon Kremer Direction : Neeme Järvi	PERSPECTIVES Vendredi 16 - 20 h 30 Grand Auditorium de Radio France Zimmermann Carter - Maxwell Davies Récitants : Daniel Mesguich et Serge Maggiani Beynon : François Le Roux Violon : Ole Böhmer Orchestre Philharmonique de Radio France Direction : Marek Janowski
4 ^e CONCOQUE INTERNATIONAL DE VIOLONCELLE ROSTROPOVITCH du 16 au 25 Studio 106 de Radio France Théâtre des Champs-Élysées	ORGUE Mercredi 21 - 20 h 30 Église de la Madeleine Franch - Saint-Saëns - Liszt Chœur de Radio France Direction : Hermann Engels Orgue : Olivier Latry	LOCATION Radio France 42 30 23 08 Théâtre des Champs-Élysées 47 20 36 37	Salle Gaveau 49 53 05 07 Église vente sur place le soir du concert

COMEDIE DE CAEN
Dialogues d'exilés
BERTOLT BRECHT
THÉÂTRE D'HEROUVILLE
Tél. 31.95.70.79
EN TOURNÉE :
Alençon - Angers - Dijon -
Lyon - Strasbourg - Bruxelles -
Malakoff - Evry

FOLK MUSIC
DU 6 AU 10 NOV. 18H30
KASHTIN
Québec
les Indiens Innu chantent
une tornade musicale
PRX 65 F
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4^e

SOLO FERRARI
VENTE EXCLUSIVE A MONTE CARLO
SAMEDI 10 NOVEMBRE 1990 A 21 HEURES
Espace Fontvieille "Chapiteau"
Exposition à Monte Carlo, les jours précédant la vente
VENTE AUX ENCHÈRES DE MONTRES-BRACELETS
ET DE MONTRES DE POCHES - MONTE CARLO
Dimanche 11 Novembre 1990 - 14H30 - Hôtel de Paris
Exposition à Monte Carlo à l'HOTEL DE PARIS les 8 - 9 - 10 novembre

ORION
Exposition à Monte Carlo, les jours précédant la vente
VENTE AUX ENCHÈRES DE MONTRES-BRACELETS
ET DE MONTRES DE POCHES - MONTE CARLO
Dimanche 11 Novembre 1990 - 14H30 - Hôtel de Paris
Exposition à Monte Carlo à l'HOTEL DE PARIS les 8 - 9 - 10 novembre

Deux faces
de révol

CULTURE

MUSIQUES

Disque : la difficile gestation de la « major française »

L'entrée de la FNAC dans le domaine de la production phonographique se fait dans la confusion

Avant même son baptême, la « maison de disque de la FNAC » connaît une enfance difficile. Sans nom, sans organisation officielle, le nouveau label, en qui beaucoup voient la dernière chance de développer une industrie phonographique française indépendante des majors anglo-saxonnes, se débat dans des difficultés héritées des petites compagnies que le groupe GMF-FNAC a décidé de fédérer à la hussarde.

Licenciement sans indemnité de l'ex-président de Just'in - le distributeur indépendant, pièce maîtresse du nouveau dispositif - relations tendues avec les artistes venant des labels repris par la FNAC, les débuts de la major française que voudrait être la nouvelle compagnie sont tumultueux.

Le 12 septembre, Jean-Louis Pétriat, président du groupe GMF-FNAC, annonçait, au cours d'une conférence de presse, la naissance d'une compagnie phonographique « à vocation généraliste » dont l'activité concernerait aussi bien « l'édition, la production que la distribution ».

Il s'agissait en fait d'un brusque coup d'accélérateur donné à un processus entamé à l'automne 1989. C'est à ce moment que la FNAC était entrée en force dans le capital de Just'in. Cette société de distribution avait été créée en 1987 par un groupe de professionnels de la musique dont Francis Kertész, producteur, ancien manager de Fela Anikulapo Kuti. La création de Just'in reposait sur un « fantasme » : une force française de distribution, le chaînon manquant selon Francis Kertész dans le développement d'une industrie locale.

Eviction et lutte pour le pouvoir

Tout en se développant rapidement, « Just'in » ne parvint jamais au cours de sa brève existence à entrevoir l'équilibre financier. Et c'est par l'intermédiaire de son banquier, la BCCM, filiale du groupe GMF, que des contacts furent établis avec la FNAC.

Ces contacts aboutirent à l'accord d'octobre 1989 qui consacrait l'entrée de la FNAC dans le capital de Just'in et de ses filiales, le label Eurobond - consacré au rock français, avec les Wampas, Oui Oui, Kat Onoma - et l'éditeur Yaba Musique qui avait en la bonne forme de composites Mory Kanté parmi ses auteurs. La FNAC devait augmenter progressivement sa participation pour devenir majoritaire en 1992 ou 1993, et la direction de Just'in (la holding qui regroupait les trois sociétés) devait rester à ses fondateurs.

Il semblerait que le résultat des audits commandés par la FNAC au sein de Just'in ait révélé un déficit beaucoup plus important que prévu. Du coup, le 25 juillet, la FNAC rachetait la totalité du capital de Just'in, tout en prévoyant de laisser Francis Kertész à son poste. A la rentrée, celui-ci apprenait son licenciement sans indemnité pour faute grave : l'affaire est en cours d'expertise.

Selon plusieurs sources proches de la nouvelle société, cette éviction est le résultat d'une lutte pour le pouvoir engagée entre Francis Kertész et Laurent Treille, le directeur de la FNAC. Cette société d'import-export de disques, qui s'était diversifiée dans la distribution, était une filiale à 100 % de la FNAC. De plus elle était basée à Niort, le fief de la GMF, et son directeur est le fils du sénateur de la ville. Francis Kertész était sans doute une figure reconnue du milieu artistique, le créateur de Just'in et l'interlocuteur des artistes (dont de nombreux groupes issus de la scène alternative), mais ce n'était pas un enfant de chœur.

Quelles qu'aient été les raisons de cette révolution de palais, elle a débouché sur une situation paradoxale : alors que la FNAC se refuse à parler de sa nouvelle maison de disques avant son lancement officiel, elle est contrainte d'assurer la fonction de structures déjà existantes, les disques continuent de sortir, les labels sous contrats d'être distribués.

Une seule « tête »

Mis à part un très bref entretien avec Laurent Treille, la firme a refusé de répondre à nos questions, tant sur les modalités à venir de sa nouvelle maison de disques que sur les raisons de sa prise de participation à 100 % dans Just'in et de l'éviction de Francis Kertész.

Peut-être parce que l'équipe dirigeante est plus difficile à constituer que prévu. Alors que la situation est extrêmement mobile dans les grandes sociétés phonographiques (à des niveaux divers, les directions d'EMI, Polygram ou CBS viennent de connaître d'importantes mutations), le nouveau label n'a réussi pour l'instant qu'à recruter une tête, Gérard Lefond, ancien directeur commercial de WEA.

Et même si le directeur artistique de Just'in est resté en place, certains artistes sont déorientés par le flou des structures et l'expérience de l'équipe pour l'instant en place. Au-delà de l'antagonisme classique entre artistes et maison de disques, l'impression qui domine est celle d'une grande incertitude.

Après quelques maladresses (refus de rendez-vous, discussions budgétaires serrées sur des problèmes aussi anodins que la réalisation de tracts à distribuer à la sortie des concerts) qui ont failli sérieusement écorner le

catalogue - encore modeste - du label, il semblerait qu'un *modus vivendi* commence à s'établir entre artistes et gestionnaires en attendant la mise en place des structures définitives.

L'ambition du nouveau label est de « produire et développer des artistes français ». Non seulement il lui reste à faire ses preuves, mais il lui faut déjà surmonter une certaine défiance suscitée par ses méthodes et son goût du secret.

THOMAS SOTINEL

L'ambition de Paddy

Prefab Sprouts : Jordan, The Comeback. Album, cassette, CD. Kitchenware/CSS.

Paddy McAloon, guide suprême des Prefab Sprouts, se cogne aux limites du rock avec une constance qui est tout à son honneur. Il a tenté de choses à chanter que les trois autres, les complices et le refrain, la guitare électrique lui suffisent à peine. Et en même temps, il n'est pas du genre à torturer son synthétiseur ou à embaucher un joueur de baléon.

Jordan The Comeback, gros disque, ambitieux, est une espèce de voyage autour du studio. Les limites du genre, McAloon voudrait les franchir sur les traces de Cole Porter ou des frères Gershwin, son ambition manque de la perdre, mais il parvient à la sauver. De l'ouverture (*Looking for Atlantis*, rockabilly fantomatique, mélodie sensuelle que l'on aura épluchée l'occasion de retrouver dans l'album qui suit) au final (*Doo Wop in Harlem*, traces de gospel et toujours la même voix à l'égérie indifférente), on a le temps de sombrer dans l'ennui, s'émouvoir devant les trouvailles poétiques, se réveiller à quelques titres d'une perfection éblouissante.

T. S.

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

DIAGONALES

C'EST très différent d'écrire un roman et d'écrire en vue d'un spectacle. Ce n'est pas le contraire, puisqu'on tire toujours de son imagination des époques, des endroits, des situations, des gens, des idées, des sentiments, des actes, des propos. Cela ressemble par la liberté dont l'auteur dispose, le caprice qu'il s'offre, par l'envie qu'il éprouve de faire partager son rêve à d'autres.

La parenté s'arrête là. Dans un livre, l'écrivain peut tout se permettre : entrer dans le cœur des personnages, partir sur Mars, raconter soudain un souvenir personnel, se regarder écrire. Le spectacle, lui, impose des contraintes et des règles que ne connaissent pas les pages imprimées. La scène et l'écran ne peuvent nous transporter partout, en même temps, et dans l'immédiat. Les producteurs obligent, l'auteur à modérer ses élucubrations.

Chaque genre spectaculaire a ses lois, qu'on dirait naturelles. Il existe des moyens répertoriés d'émouvoir ou d'amuser une collectivité d'humains réunis pour cela. La curiosité, cela se ménage. Il existe aussi des moyens radicaux de vider une salle ; l'ennui, par exemple. Plaire relève presque de la mécanique ; une mécanique qui se modifie avec les époques, qui s'inverse parfois, qui change assez pour qu'aucune recette ne vaille absolument, mais une mécanique ; et bienfaisante, au fond.

Rappelons-nous que si les actes de la tragédie classique duraient un certain temps, vingt minutes environ, c'était pour permettre de renouveler les bougies de la rampe. L'alexandrin, qui peut nier que sa contrainte fût féconde ? Y compris quand un Rostand lui fait féconder le son du mirilton. Les contingences matérielles et les canons esthétiques stimulent l'invention, dans la mesure où l'auteur brûle de tourner l'obstacle. Il y a une morale du travelling, disait Jean-Luc Godard : en tout cas, une beauté induite par la technique. Si les romanciers avaient à craindre d'autres dépenses que leurs cartouches d'encre, à respecter le souffle de l'acteur ou l'optique d'une caméra, s'ils entendaient aussi distinctement les roulements de leurs lecteurs que le dramaturge ceux du balcon, la littérature ferait l'économie de bien des « tunnels », lesquels ne valent pas tous ceux de Balzac, Proust ou Joyce.

Deux façons de rêver

La solitude n'est pas forcément mauvaise conseillère. Elle demeure le lot du scénariste. Mais ce dernier ne restera pas maître d'œuvre, ni maître du jeu. A l'inverse du romancier, dont le rendu littéraire, le charme de la phrase, tiendront lieu de spectacle, d'objet d'art, l'auteur de film se contente de ménager des effets pour poser une équipe qui les traduira en images, en sons, en émotions variées. Il travaille pour d'autres, dont il a appris les besoins et les ressources, pour qui il escompte des braves, un peu comme le compositeur pressent déjà les coups d'archet et les applaudissements en notant des notes sur portées musicales. Ce rôle de coulisse, ce soulèvement l'écritain de l'égoïsme au carcéral auquel le condamne la pure littérature.

Que l'image repose de la parole exclusive, on en veut pour preuve la vocation de peintre qui saisi, sur le tard, beaucoup de maîtres de mots. A Marie-Claude Hubert, qui lui demande pourquoi il s'est mis à dessiner, Eugène Ionesco répond, avec un entrain qui ne trompe pas sur son soulagement profond : « Parce que j'en avais marre de la parole, marre des mots, et j'avais besoin d'un art du silence... On raconte dans une image beaucoup plus que dans trois ou quatre pages d'un livre... C'est tellement synthétique, tellement ramassé... Essayez de décrire une image, et vous verrez comme c'est long ! » (Ionesco, Collection « Les Contemporains », Le Seuil, p. 252).

J'ignore si c'est si long que cela, de décrire une image, mais je sais la jubilation qu'il y a à voir se matérialiser les songeries qu'on a caressées de la plume sur une page blanche. Vous écrivez, un soir : « Nos amants se retrouvent à Venise » ; ou encore : « La générale de Gaulle descend les Champs-Élysées », et quelques mois plus tard, si tout se passe bien, si les banquiers y consentent, des groupes électrogènes ronflent sur la lagune ou le terre-plein de l'Étoile, des habilleuses recroient les pils des costumes dont vous rêviez, des maquilleuses poudrent les fronts lausants, et « moteur ! », votre fantaisie se marie à jamais dans la pellicule.

Un vrai conte de fées, dont le débutant est

ébloui et qui le rend bientôt mégalo-mane, prodigue, tyrannique !

Bon courage d'écrivains se disent trahis, après-coup ou dès avant le tournage, par ce changement de nature de leur imaginaire. Je suis de ceux que cette métamorphose enchante. Collaborer avec les comédiens ajoute au bonheur d'écrire pour eux. On se sent démiurge sur un plateau. J'entends encore l'acteur Fernando Rey, jouant un général de mon cru, et regardant passer une sourette (dans le champ) : « Dites-voir, l'autre, je l'ai baisée, la bonne, ou je ne l'ai pas baisée ? » Je n'en savais fichtre rien. Le célèbre interprète espagnol avait besoin de connaître ce non-dit pour tourner la scène et poser son regard. « Mettons que je l'ai baisée », décide-t-il. (Il prononçait inénarrablement : *baisée*, comme si le verbe prenait deux s).

S'il l'auteur s'amuse volontiers de ces incantations, le lecteur, dans les cas de romans adaptés, se montre souvent plus pointilleux, et défendeur chevronné de l'œuvre originale. L'image imposée du film lui vole celle qu'il s'était formée dans le secret du rêve de la lecture. Lire, en somme, c'est se faire son propre cinéma, et ne laisser ce privilège à personne. « Pourquoi avoir laissé jouer tel personnage par une blonde, m'a écrit un lecteur indigné, alors qu'elle était brune ? » Vérification faite, le livre ne précisait pas la couleur de cheveux de l'héroïne...

Rien ne remplace cette coaction des imaginations de l'auteur et du lecteur. Aucune communication ne va aussi loin, aussi finement, aucune n'autorise autant les révisions de la postérité. Le sens des livres est une des figures les plus frappantes de l'impensable. La réception collective d'une œuvre par une salle ou par le public immense du petit écran offre d'autres joies, moins subtiles mais fortes comme des alcools. S'il n'a jamais entendu un groupe de gens rire ou retenir son souffle au même instant, l'auteur de livres ne peut pas deviner ce qu'il perd !

On a beau savoir que l'attention des télé-spectateurs ne vaut pas celle des amateurs de romans, de théâtre ou de cinéma, on a beau compter avec sa distraction en prévoyant des plans pour rien, pour laisser à la vie domestique le temps de poursuivre son train, imaginer que votre envie de faire voir et entendre telle ou telle chose atteint, à la même seconde, des millions de personnes, cela a quelque chose de vertigineux.

Pour un peu, on croirait qu'un soupçon d'universalité et de fraternité passe, dans ces chimères en liberté.

DYNASTEURS

Le mensuel des Echos

Quelle Europe ? Pour quelles entreprises ?

La place réelle de l'Europe dans la stratégie des entreprises. Un dossier complet de 36 pages.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Et aussi :

- Sidérurgie : la fin des privilèges
- Le portrait du mois

- 40% Si vous vous abonnez en téléphonant au (1) 49.53.65.05 (198 F par an)

DERNIÈRES

THEATRE OUVERT JARDIN D'HIVER 4262 59 49

TONKIN-ALGER

d'Eugène Durif mise en scène de Charles Tordjman

MUSIQUE HONGROIE

THEATRE DES BOULEVARD DU NORD
MUSIQUE POPULAIRE HONGROISE
ZSIGMOND KARSAI ET FERENC SEBO
MUSIQUE DES TSIGANES HONGROIS
KALY JAG

AUDITORIUM DU CHATELET
JAZZ
GYÖRGY SZABADOS MIHÁLY DRESCH
ENSEMBLE DE PERCUSSIONS
AMADINDA
LIGETI - CAGE - KOCIS - VIDOVSKY - MARTA - STOCKHAUSEN - SÁRY

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
ORCHESTRE DU FESTIVAL DE BUDAPEST
CHOEUR NATIONAL DE HONGROIE

VENREDI 9 NOVEMBRE
LISZT - KODÁLY
SAMEDI 10 NOVEMBRE
SZÖLLÖSY - BARTÓK - BALASSA
LUNDI 12 NOVEMBRE
MUSIQUE DE CHAMBRE
ZOLTÁN KOCIS - MIKLÓS FERÉNYI
QUATUOR KELLER
DVORAK - SCHUBERT - KODÁLY - RACHMANINOV - MAHLER - SIBELIUS - DEBUSSY - LISZT - BARTÓK

LOCATION DANS LES THEATRES et 42.96.96.94

GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ÉCRIT (G.A.M.E.)

Christiane Tricoit

280 F chez l'éditeur et à la FNAC 320 F par correspondance, franco de port à l'ordre des Éditions François-Robert

COFORMA et les Éditions François-Robert 18, rue Théodore-Deck, 75015 PARIS Tél. : 48-68-05-01 Fax : 45-57-39-41

CULTURE

THEATRE

De l'assassinat politique

« Jules César » de Shakespeare, monté par Claude Stratz, à la Comédie de Genève. Portrait d'un homme pur : Brutus

GENÈVE

de notre envoyée spéciale

Un homme en tue un autre, sur une simple présomption : ainsi Brutus soupçonnant César de vouloir brader la République romaine l'assassine-t-il. Il l'aimait pourtant, comme un père. C'est l'une des histoires que raconte Shakespeare dans son *Jules César*. César est-il ou non un tyran ? L'auteur ne tranche pas, mais fait, sans ambiguïté, de Brutus un homme pur et ardent confronté à un dilemme : rester passif ou agir et risquer l'inconnu, car l'avenir est opaque. L'assassinat de César plonge Rome dans la guerre civile, y précipite l'Empire. Et Brutus en mourra.

Shakespeare pose des questions qui n'ont pas pris une ride sur la justification de l'assassinat politique, sur la vox populi et la démocratie – mais il montre un peuple malléable et versatile, – sur la marche inexorable du temps vers la mort, sur les liens du sang. Brutus n'est pas loin de Macbeth, ou d'Hamlet... Enfin il traite de la violence, de la crise du sacré : c'est en vain que Brutus se revendique le sacrifice et non le boucher de César. Dans cette vaste trame, Shakespeare tisse encore quelques fils d'ordre privé : en deux scènes qui se répondent, deux couples mettent leur amour à l'épreuve.

La liberté comme une formule

Claude Stratz ne manque ni d'audace ni de talent. Il a été l'assistant de Chéreau aux Amandiers de Nanterre, et depuis un an remplace Benno Besson à la direction de la Comédie de Genève. Il n'impose pas de lecture monolithique, fait chatoyer le rouge sang et le bleu nuit, l'intime et l'épique.

Son décor (imaginé avec Terence Proust) est à l'aune de cette phrase prononcée avant de mourir par

Cassius, ami de Brutus : « Le temps a refermé sa bourse ». Tous les lieux – rues, Sénat, demeures, champ de bataille, tentes de soldats – sont condensés en un seul : une haute et lourde boîte occupe la presque totalité du plateau, fortement en pente. Cette forme sphérique est un assemblage de panneaux de bois qui s'ouvrent à volonté, tandis que l'ensemble du dispositif pivote sur lui-même, ouvrant ou se fermant selon les besoins de l'action.

Claude Stratz traite la violence avec efficacité : l'acharnement des coups répétés des conjurés, en temps réel, sur César qui peu à peu s'affaisse, est autrement efficace que l'hémoglobine. Plus tard, les mêmes baigneront leurs mains dans le sang de leur victime pour souder leur coalition, et ils les présenteront au public, paumes ouvertes, criant le mot liberté comme une formule, sans conviction.

Les scènes où le peuple manifeste se jouent entre plateau et salle. La foule romaine de Stratz est celle d'aujourd'hui : bérêts, vestes de tweed (tous les costumes et accessoires sont d'un historicisme bétérolite, en cela fidèles à Shakespeare). Les comédiens sont peu nombreux, mais le mouvement, la passion de la foule, est bien là, et quand quelqu'un commente le discours d'Antoine – « Si tu veux mon avis, y'a du vrai », c'est l'homme de la rue d'aujourd'hui qui s'exprime, impressionné par la harangue d'un acteur politique.

Le plus bel acteur, dans la pièce et sur la scène, est Antoine : Patrick Catalifo. Il apparaît aux côtés de César dans un peignoir blanc de sport, avec une allure de petite frappe sans envergure, et se révèle peu à peu maître de chacun de ses coups, mais avec toujours une sorte de fragilité des nerfs.

Laurent Arsal est un Cassius

étrange, un peu maladif, avec une diction belle, décalée. Hervé Lochemol joue un Brutus honorable, un peu trop élogique, malgré sa scène avec Portia (Caroline Casser, magnifique) où il donne une violence insoupçonnée, laissant ainsi deviner quelques ombres à sa pureté. Nicolas Silberg est un César bonhomme, direct, imbu de lui-même. Ils sont dix-sept comédiens à prendre une bonne trentaine de rôles, plus quelques silhouettes fugitives, ainsi celle de Cinna, le poète, première victime de la guerre civile.

Claude Stratz n'a pas étudié les scènes de bataille finale : on y lutte donc sans rien s'épargner, sans virer pour autant du côté du péplum. Le texte français de Michel Vinaver (paru aux éditions Actes Sud/Papiers) est rapide, incisif, concret. Bien sûr, il y a des chutes de tesard dans *Jules César*, des imperfections de jeu, mais Stratz nous propose un parcours simple et lumineux.

ODILE QUIROT

Comédie de Genève. Jusqu'au 10 novembre. Tél. : 19/41 22. 20-50-01.

Deux meurtriers à leur insu

Un « Macbeth » insolite, par Régis Santon, dans l'adaptation de Maeterlinck

« Si vous pouviez, docteur, faire l'analyse d'urine de mon royaume », dit Macbeth au médecin venu au chevet de la reine. A cette image de Shakespeare, Maurice Maeterlinck fait écho lorsqu'il observe que la nature épargne aux arbres « l'horrible système digestif et intestinal » des animaux, des humains – pensait-il alors, aux arbres de la forêt qui montent vers les chevaux du roi ?

C'est la traduction de Maeterlinck qu'a retenue Régis Santon pour sa mise en scène de *Macbeth* au Théâtre Paris-Plaine, et cela va presque de soi, car aucun poète, jamais, ne fut aussi proche que le poète de ce qui fait la substance de cette œuvre. Nombre de ses pensées obsessionnelles recourent le « bain de conscience » de Macbeth : « Nous ne sommes que des morts qui remuent... La naissance est plus dangereuse que la mort... L'invisible est roi de tout ce que nous voyons ».

Maeterlinck remarque que les seules situations ajoutées à la légende par Shakespeare sont le somnambulisme de la reine et les hallucinations qui, pendant le banquet, égarent le roi. Il discerne au long des scènes la

saisie de « tout ce que sont les âmes à leur insu ».

Maeterlinck a traduit *Macbeth* en 1900. Auparavant et jusqu'à sa mort, il a soudain des phrases qui sont comme des rappels des « environnements » de la pièce : « Il y avait des figures de cire dans une forêt d'été, il y avait une musique de salimbanque autour de la prison ». Ou bien c'est cette visite qu'il fit à un très vieux couple retiré dans « un îlot à l'embouchure de l'Escaut et de la Meuse », et tout autour de la maison, ce n'est que stèles dressées d'un cimetière, et vous croyez entendre les ombres du roi et de la reine qui disent : « Vraiment, vous n'avez pas soif ? Ce n'est pas l'eau des morts, c'est l'eau de la pluie, nous n'en avons pas d'autre ».

« Danger de vie »

Un trait marquant du spectacle de Régis Santon est, sous l'éclairage à la fois diffus et soutenu de ce texte, l'interprétation de Marie-France Santon et François Lalonde. Le couple Macbeth, en effet, pose un problème de jeu inhabituel. Maeterlinck note que

tous les dramaturges ont toujours fait apparaître le tragique du crime, indirectement, par la présentation insistante des victimes. Et que Shakespeare s'interdit cela dans *Macbeth* : les victimes passent très rapidement, et sont sans envergure. Tout repose donc sur le jeu du roi et de la reine, et tout repose sur la mesure, la liberté, l'imagination de ce jeu. Ici les Macbeth sont comme « en danger de vie » (Maeterlinck), et nous dirions presque qu'ils agissent par entraînement. Ils ont comme des clartés d'absence, des lueurs de démoniaque. Il semble que l'élan donné par les sorcières a gardé une grimace de clown, en sourdine.

Autour du couple, l'Histoire, la vie, la guerre, la famille, les générations vues par Santon, vont de l'avant sous un soleil, dans des kites, au son des cornemuses, outrageusement écossais. Rideau, et comme dit encore Maeterlinck, « tout s'arrange toujours aux dépens de ceux qui ne sont pas heureux ».

MICHEL COURNOT

Paris-Plaine, du mardi au samedi à 20 h 30, dimanche à 17 h. Tél. : 42-50-15-05.

EXPOSITIONS

L'académisme obsessionnel de Pierre Klossowski

Le CNAP présente la première grande rétrospective parisienne de l'œuvre dessinée de l'écrivain

Lorsque Pierre Klossowski, au début des années 70, pose sa plume d'écrivain au profit – et il n'est pas injurieux de souligner ce terme – de la mise de plomb et des crayons de couleur, il n'abandonne la littérature qu'en apparence. Rien en effet de moins étranger à la minutieuse dramaturgie de l'auteur des *Lois de l'hospitalité* et du *Baphomet* que son œuvre picturale. Rien de plus proprement littéraire que cette volonté narrative et illustrative dont Klossowski fait le moteur et le motif de son art.

Les dessins de Pierre Klossowski entretiennent donc plus qu'une proximité avec son œuvre littéraire. Ils en sont le prolongement explicite,

mieux, son développement, sa quasi-incarnation. A cet égard, la grande sculpture, *Roberte aux barres parallèles*, trônant au milieu de l'exposition rétrospective qui se tient au Centre national des arts plastiques, est un spectacle à la fois agressif et symbolique. Le « stimulant », dont Klossowski s'est inspiré le héros, apparaît ici, comme l'écrit Bernard Bistène dans l'une des préfaces de l'album publié à l'occasion de cette exposition par les éditions La Différence (1), sa « perfection ».

Mais contournons, s'il se peut, distayons-nous un instant de la stupeur amusée que procure cette représentation en volume, pesante et cocasse

(de ce point de vue, la langue du Monsieur Hébert, un pied levé, la panache de la Dame, est du meilleur effet...), pour parcourir les grandes salles lumineuses du Centre national des arts plastiques (CNAP).

Cette rétrospective présente un choix conséquent des dessins de Klossowski, de 1950 à aujourd'hui. Au cours de ces quarante années, la manière et la thématique de l'artiste n'ont guère évolué ; elles se sont même affirmées avec une notable constance.

Si cette thématique n'est en fil des temps développée et compliquée, elle puise toujours aux mêmes sources : littéraires ; les propres livres de Klossowski, autour surtout de la figure centrale de Roberte (dans la trilogie des *Lois de l'hospitalité*) et de celles d'Ogier, du Grand Maître ou de Frère Damien (dans le *Baphomet*), historiques et mythologiques : Gilles de Rais, Sade, Gulliver, l'Androgyne, Ganymède, Diane et Actéon...

Ces différentes sources n'en forment, en fait, qu'une seule, obsessionnelle, commandée par une unique pensée : celle de mettre en scène, de mettre toujours sur la même scène, l'image indéfiniment déclinée, inlassablement reproduite selon des postures et des schémas singuliers, de cette obsession. Cette démarche, dont il faut souligner la parfaite, la minutieuse cohérence, aboutit à la constitution d'un univers réduit à la dimension d'un fantasme, d'une hantise, d'une manie. L'écrivain – dans ses composantes radicales, masochistes, pédérastiques, hétérosexuelles et théâtrales – y tient toute la place. Il faut y ajouter l'humour et l'ironie qui donnent un peu d'air à cet univers saturé.

Pierre Klossowski ne fuit pas le poncif et le cliché, il les recherche, les exploite. Ce faisant, et soit dit en passant, il fournit ainsi une inépuisable matière aux innombrables glossaires qui se pressent autour de son œuvre (2). On ne s'étonnera pas que cette exploitation des stéréotypes condense l'artiste à ne pas remettre en question l'académisme, manifeste dans son trait et ses compositions. Le caractère conventionnel de sa manière est partie intégrante, obligée, de son art ; il en dessine les limites. De ces limites cependant, Klossowski se dégage lorsqu'il s'essaie au portrait ou aux figures simples, libérées de leurs mises en scène. Ainsi des dessins représentant Georges Bataille, Michel Butor, Gilbert Lely ou son frère Balhaus.

PATRICK KÉCHICHIAN

(1) *Pierre Klossowski*, contenant, outre des textes critiques, une anthologie des écrits de P. Klossowski sur l'art et un catalogue complet (hors une vingtaine d'œuvres) de ses dessins, *La Différence / Centre national des arts plastiques*, 286p., 180 F (poché : 250 F).

(2) Il faut mettre à part l'ouvrage d'Alain Anselme, *Pierre Klossowski, pour cette année au sein de la collection « Les Contemporains »*, qui fournit la meilleure et la plus claire introduction à cette œuvre (voir le *Monde des livres* du 2 mars).

► Pierre Klossowski/Rétrospective 1950-1990, Centre national des arts plastiques, 11, rue Barye, 75008 Paris. Jusqu'au 2 décembre, de 11 heures à 18 heures, sauf mardi.

PALAIS DES SPORTS (PORTE DE VERSAILLES)

LE CIRQUE DE MOSCOU



DU 10 NOVEMBRE 1990 AU 13 JANVIER 1991
LOCATION : 48 28 40 90 ET 48 78 75 00

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde ARTS et SPECTACLES

Justesse de Manet

A Orsay, deux expositions reparlent du peintre et de son insuccès

Il est des expositions discrètes, peu spectaculaires, mises en scène sans artifices, et très efficaces cependant parce qu'elles traitent d'un événement symptomatique. Celle qui se nomme « Il y a cent ans, ils ont donné l'Olympia » appartient à cette espèce. L'argument en est simple : à l'hiver 1889-1890, une souscription s'ouvre, organisée par Monet. Il s'agit de réunir les vingt mille francs nécessaires à l'achat de l'Olympia, demeurée dans la famille de Manet depuis la mort du peintre en 1883, afin d'en faire don au Louvre. Or le Louvre n'en veut pas : il ne veut ni payer – ni accepter et encore moins accrocher le tableau. Tous les prétextes servent, juridiques, politiques, moraux.

Manet n'est pas mort depuis assez longtemps, suggèrent les uns. Pourquoi troubler la paix civile et offusquer la pudeur publique ? continuent les autres. *Olympia* est mal peinte, Manet a fait mieux, des toiles moins scandaleuses. Pourquoi ne pas offrir plutôt au Louvre un bouquet de fleurs ? Ce serait tellement plus simple...

La souscription tourne à l'affaire d'Etat, admirable de clarté. D'un côté, Mallarmé, Mirbeau, Huysmans, Zola, Degas, Caillebotte, Pissarro, Carrière, Rodin, Chabrier, Duret, Gallimard, écrivains,

peintres, sculpteurs, musiciens et collectionneurs. Les plus fortunés donnent mille francs, les moins riches vingt-cinq. De l'autre, le comité des conservateurs, l'administration, les anonymes « gens de bien » ligés pour la défense du bon goût.

Tout l'hiver et jusqu'au printemps 1890, ces derniers inventent des prétextes et cherchent des compromis : on pourrait montrer l'Olympia dans un musée de province par exemple. Monet, maître de manœuvre entêté, exige, à défaut de Louvre, le Luxembourg, musée de l'art du XIX^e siècle, et finit par l'obtenir le 2 novembre 1890.

Triomphe ? On en est loin. L'œuvre stationne dix-sept ans au Luxembourg et n'entre au Louvre qu'en 1907. Et encore est-ce grâce au retour au pouvoir de Clemenceau, ancien ami de Manet.

A Orsay, cette querelle symbolique est évoquée par des photos et des lettres, qui méritent d'être examinées en détail. L'Olympia est au fond de la salle, sur un fond rouge qui la défend contre la froideur de la pierre des murs. Et l'on reste confondu. « Ils » ne voyaient donc pas qu'ils repoussaient une œuvre admirable ? « Ils » ne ressentent-ils ni trouble ni plaisir ? « Ils » ne comprennent pas qu'on leur offrait un Titien moderne ? Non,

sans doute. Prodigeux aveuglement, dégenérant en méchanceté à la longue. Une telle erreur ne serait plus possible de nos jours ; promet-on partout désormais, la main sur le cœur. Les musées d'aujourd'hui ont rompu avec les erreurs des musées d'autrefois. La preuve : ils vont à la vindicte des visiteurs les conservateurs d'il y a un siècle, dans un beau mouvement de masochisme et d'exorcisme rétrospectif.

Pour aggraver le cas de ceux qui ont refusé *Olympia*, une seconde exposition, admirable quoique logée dans deux corridors sinistres, réunit dessins et pastels de Manet pris dans les fonds d'Orsay. Des croquis de voyages en Italie de 1853, copies d'après Ghirlandaio, aux pastels sur toile des dernières années, la manière varie peu.

C'est à peine si elle gagne en vivacité et adresse, tant le talent de l'artiste se révèle dès ses débuts. Le trait est sans cesse juste, que Manet esquisse un escargot ou tire le portrait de Madame Zola. Or la justesse se dérobe au commentaire, elle ne peut que se vérifier, devant chaque image. Tout y est vrai, sans manque ni lourdeur.

PHILIPPE DAGEN

Musée d'Orsay, 62, rue de Lille. Tél. : 40-49-48-14. Jusqu'au 13 janvier.

Location ouverte

Les Mutiles
Hermann Ungar

MUSEE DE L'ART MODERNE

THEATRE

NANTERRE
du 20 novembre
au 22 décembre 1990
Tél : 47 21 18 81
ou 3 FNAC

AMANDIERS

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

La Terre, chaud devant

La menace d'un réchauffement rapide du climat va obliger l'humanité à changer ses habitudes

GENÈVE

de notre envoyée spéciale

La première semaine de la deuxième conférence mondiale sur le climat, qui est réunie à Genève depuis le 29 octobre, a été consacrée aux exposés scientifiques et à la présentation des résultats des travaux du Groupe d'experts intergouvernemental pour l'étude des changements climatiques (IPCC). Ainsi les premiers ministres, ministres et autres représentants des pouvoirs politiques de quelque soixante-dix États, qui se retrouvent à Genève les 6 et 7 novembre pour la seconde partie de la conférence, vont-ils avoir les éléments disponibles en l'état actuel des connaissances, sans lesquels ne peut être esquissée la politique, à l'échelon national aussi bien qu'à l'échelon mondial, indispensable à la vie future de l'humanité (le Monde du 31 octobre).

Tous les scientifiques sérieux sont d'accord : pour la première fois de son histoire, l'humanité met en danger sa propre survie. Ses activités rejettent dans l'atmosphère des quantités croissantes de gaz carbonique, de méthane, d'oxyde nitreux, de chlorofluorocarbones (pour ne citer que les principaux) qui, tous, contribuent à l'effet de serre et qui, de plus, contribuent à provoquer un réchauffement général rapide de la planète.

Certes, l'effet de serre a pour principal agent la vapeur d'eau contenue dans l'atmosphère. Mais l'homme n'est pour rien dans l'évaporation de l'eau. A ceci près qu'un réchauffement général dû aux activités humaines pourra augmenter la teneur de l'air en vapeur d'eau. Ce qui renforcera l'effet de serre.

Certes, l'effet de serre est indispensable. Sans lui, la température moyenne de la Terre serait de -18°C. Il n'y aurait plus d'eau liquide à la surface du globe et la vie serait impossible. Grâce à l'effet de serre, la température moyenne de la Terre est de +15°C, ce qui a permis à la vie de se développer d'abord dans les océans, puis sur les continents. Même si, au cours des âges géologiques, la température moyenne de la Terre a connu d'amples fluctuations naturelles, on sait ainsi que de -65 millions d'années, la température moyenne était supérieure de 5°C à 10°C à ce qu'elle est actuellement.

Plus près de nous, au cours des trois derniers millions d'années, la



Pour la première fois de son histoire, l'humanité met en danger sa propre survie.

Terre a subi toute une série de périodes glaciaires alternant avec des épisodes plus chauds. Ce qui n'a pas empêché d'abord l'évolution de la lignée humaine des premiers représentants - *Homo habilis* - sont apparus en Afrique tropicale de l'Est il y a quelques trois millions d'années. Ce qui n'a pas empêché non plus les successeurs - *Homo erectus* - de se répandre dans toutes les zones d'Europe et d'Asie qui sont actuellement tempérées, mais qui étaient fraîches pendant les périodes glaciaires. Quant à *Homo sapiens* (c'est-à-dire nous-mêmes), il s'est installé partout, même dans les zones froides de l'Eurasie et des Amériques. Il est vrai qu'il y a probablement plus de quatre cent mille ans, *Homo erectus* avait réalisé le premier progrès technique capital : il avait acquis la maîtrise du feu qui lui permettait de se chauffer et de cuire ses aliments.

La «révolution néolithique»

Le maximum de la dernière période glaciaire s'est produit il y a environ dix-huit mille ans. Le réchauffement qui l'a suivi - et dont nous bénéficions encore actuellement - s'est fait en quelques milliers d'années. Il a permis à *Homo sapiens* de prospérer sur les cinq continents, tout en continuant à vivre de chasse (éventuellement de pêche) et de cueillette.

Vers 6000 avant notre ère, le réchauffement a été à son maximum. Les conditions climatiques

étaient différentes de ce qu'elles sont actuellement : ainsi les pluies étaient-elles plus abondantes sur certaines régions jusqu'à vers 3000 avant Jésus-Christ. Le Sahara, par exemple, à l'exception de petites zones désertiques, était une steppe où les bœufs et les moutons étaient nombreux et où vivaient des éléphants, des rhinocéros, des hippopotames, des girafes, des grandes antilopes, tous gros mangeurs de matière végétale.

An même moment, l'homme a mis à profit cet optimum climatique pour inventer un mode de vie tout différent de celui qu'il avait pratiqué pendant trois millions d'années. D'abord au Proche-Orient, puis en Europe, il a commencé à cultiver le blé et à élever le bétail. Cette «révolution néolithique» a été le point de départ d'une accélération toujours plus rapide des progrès techniques. Ceux-ci ont abouti, il y a cent cinquante ans, à la «révolution industrielle».

Grâce à celle-ci, 25 % des 5,2 milliards d'habitants actuels de la planète bénéficient d'un confort, d'agréments, d'un niveau et d'une espérance de vie tels que l'humanité n'en avait jamais connus auparavant. Mais tous ces progrès nécessitent l'emploi massif d'énergie dont la plus grande partie est fournie par les combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel), gros producteurs de gaz carbonique. Ces 25 % privilégiés sont ainsi responsables de

75 % des émissions actuelles de gaz carbonique.

Il ne faut pas oublier qu'à côté de ces privilégiés les pays en voie de développement sont encore écrasés sous des conditions de vie où prévalent une pauvreté extrême, une agriculture archaïque et une industrie embryonnaire. Ainsi, les trois quarts de l'humanité n'envoient-ils dans l'atmosphère que le quart des émissions totales de gaz carbonique.

La démographie galopante

L'humanité, en fait, est confrontée à deux problèmes inséparables : d'une part l'élévation plus ou moins proche, plus ou moins rapide des températures à cause de l'utilisation des combustibles fossiles est due en grande partie au gaz carbonique, à l'extension des rizières et à la multiplication du bétail qui sont des sources importantes d'émissions de méthane; d'autre part, la population humaine, surtout celle des pays en voie de développement, augmente à un rythme accéléré (1,6 milliard d'habitants en 1950, 2,5 milliards en 1990, 3,2 milliards actuellement, probablement 9 milliards en 2050). Cette explosion démographique ayant pour corollaire la création de monstrueuses mégapoles (1) ingérables, faites trop souvent de bidonvilles misérables, polluées à un niveau insoutenable (au sens littéral du terme) et la concentration d'hommes et d'activités variées sur les zones littorales où vit déjà la moitié de l'humanité.

Pendant les deux ou trois dernières décennies, personne n'osait parler ouvertement du problème démographique. L'actuelle conférence de Genève marque enfin la levée de ce tabou sur un problème qui est aussi grave que l'accroissement de l'effet de serre.

L'ampleur, la rapidité et les conséquences de cet accroissement sont encore assez mal connues. Tous les scientifiques en conviennent. Tout

comme ils sont d'accord sur la nécessité et l'urgence de «faire quelque chose». Et d'autant plus que les fluctuations naturelles des climats se sont produites dans le passé au rythme des siècles ou des millénaires, ce qui a laissé aux espèces végétales et animales aussi bien qu'à l'homme le temps de s'adapter à des conditions nouvelles. Alors que le réchauffement attendu risque de se produire en quelques décennies, c'est-à-dire dans un laps de temps trop court pour que ces adaptations soient possibles. L'accord est acquis sur le besoin impérieux d'intensifier dans de multiples domaines des recherches, forcément interdisciplinaires, et d'y associer de plus en plus les pays en voie de développement.

En revanche, l'unanimité est loin d'être acquise sur les mesures concrètes à prendre dès maintenant.

YVONNE REBEYROL

Lire la suite page 20

(1) Même sans être des mégapoles, les villes attirent irrésistiblement les populations rurales. En 1990, on estime que 43,6 % des 5,2 milliards d'habitants de la planète habitent dans les villes.

Le mauvais génie des biotechnologies

Malgré quelques percées, les pays du tiers-monde maîtrisent peu les sciences du vivant qui, pourtant, marqueront profondément leurs économies

AGRICULTURE, élevage, santé : dans tous ces secteurs clés de l'économie, la décennie à venir sera marquée par la mise sur le marché d'un nombre croissant de produits issus des biotechnologies. Cet état de fait que plus personne, désormais, ne songe à contester pourrait-il contribuer à résoudre les problèmes de développement des pays du tiers-monde ? Ou va-t-il, au contraire, aggraver les disparités existant entre ces pays et ceux du monde industrialisé ?

La question était au cœur des débats menés à Vézelay (Yonne) du 28 au 31 octobre, sous l'égide de l'UNESCO, par une vingtaine de spécialistes internationaux. Centres sur les conséquences économiques et socioculturelles des biotechnologies, leurs réflexions, pour l'essentiel, soulèvent encore plus d'incertitudes qu'elles n'apportent de réponses.

De moins ont-elles eu le mérite de faire le point sur les applications actuelles des biotechnologies dans les pays en développement et de dégager quelques lignes de conduite visant à amplifier les conséquences positives de cette révolution technologique.

Il y eut d'abord la culture de cellules in vitro, les anticorps monoclonaux et les médicaments produits par génie génétique. Virent ensuite les transgènes d'embryons et les premières plantes génétiquement manipulées. Dix ans à peine après le boom des biotechnologies, la maîtrise du vivant est passée au stade industriel. Aux pays occiden-

taux, elle propose de puissants intérêts économiques, d'importants marchés que les États et les multinationales se disputent ardemment. Aux pays en développement, elle offre les promesses d'une augmentation de la production des denrées agroalimentaires, d'une meilleure médecine préventive grâce à la mise au point de vaccins spécifiques.

Mais les biotechnologies menacent aussi, et peut-être surtout, d'élargir le fossé existant entre le Nord et le Sud, notamment dans le secteur agricole et agroalimentaire où les atouts issus des bio-industries occidentales sont amassés à remplacer les denrées produites par les pays en développement, dont elles représentent le plus souvent la principale source de revenus à l'exportation.

Du sucre au café

«De 1978 à 1987, 42 % du sucre utilisé aux États-Unis a été remplacé par des sirops de fructose produits grâce à de nouvelles techniques enzymatiques à partir de l'amidon de maïs. Cette évolution a gravement porté préjudice aux Caraïbes et aux Philippines, dont une grande partie des échanges extérieurs provenait de l'exportation de sucre vers les États-Unis», rappelle ainsi M. Gerardo Otero, sociologue au département d'études latino-américaines de l'université Simon-Fraser de Burnaby (Canada). De la même manière, qu'advient-il de l'économie des pays sud-américains

lorsque arrivent sur le marché un substitut du café sur lequel travaillent déjà plusieurs laboratoires occidentaux ? Ou de celle des pays africains producteurs de cacao quand aboutiront les recherches menées par les firmes Nestlé et Hershey, ainsi que par l'université américaine Cornell, pour fournir aux chocolatiers du beurre de cacao directement issu de cultures de tissus végétaux ?

Pour les pays en développement exportateurs de ces denrées d'origine végétale, la résine sans doute le principal danger des biotechnologies. «Une fois surmontées les difficultés techniques et établis les avantages économiques des cultures de cellules ou de tissus végétaux, le recours systématique à ces cultures pour produire des substances variées constituera une grave menace pour les procédés traditionnels de culture ou de récolte» (1), confirme M. Albert Sasson, directeur du bureau des études de la programmation et de l'évaluation de l'UNESCO.

Avec un secteur agricole qui emploie souvent plus de 80 % de la population active, ces pays à forte croissance démographique parviendront-ils à compenser les graves effets sur l'emploi et le revenu qu'entraînera tôt ou tard cette évolution ?

«Les pays en développement constituent, au regard des pays industrialisés, un groupe extraordinairement hétérogène. Toute généralisation serait, dans ce domaine, hasardeuse, voire dangereuse», souligne avec prudence le professeur Bhargava, du Centre de biologie cel-

lulaire et moléculaire d'Hyderabad (Inde). Il parait, en effet, indécrot de comparer les capacités d'adaptation technologique et sociale de pays comme la Thaïlande et l'Argentine à celles des pays subsahariens, dont la population, dans sa grande majorité, vit au-dessous du seuil de pauvreté absolue.

Mais les spécialistes ne s'accordent pas moins à penser que le moindre mal, dans la plupart des régions en développement, consistera précisément, autant que faire se peut, à prendre en marche le train des biotechnologies. En tenant compte, avant tout, de leurs ressources locales, ainsi que de leur spécificité économique, sociale et culturelle.

«Les biotechnologies mettent à la disposition des chercheurs une gamme d'outils extrêmement variés dont chaque pays pourrait apprendre à tirer profit», affirme M. Albert Sasson. Mais, pour lutter contre les effets négatifs de la concurrence industrielle, les pays du tiers-monde auront-ils pour autant les moyens, comme il le préconise, de donner priorité «aux biotechnologies destinées à améliorer leur production agroalimentaire et à transformer leurs matières premières en produits à haute valeur ajoutée et compétitifs sur les marchés internationaux» ?

Plusieurs pays, il est vrai, commencent désormais à tirer profit des biotechnologies pour redresser leur économie agricole.

CATHERINE VINCENT

Lire la suite page 20

MÉDECINE LA RÉVOLUTION EN MARCHÉ

Madame Figaro



Trente années de progrès médicaux en termes clairs et accessibles à tous.

Le Quotidien du Médecin

Un livre majeur à la portée de tous, pour gagner du temps et s'armer de courage.

Télé Star

Un véritable tour d'horizon de l'univers médical contemporain.

Le Provençal

500 p.

J. Clottes

140 F

Nat
du 20 novembre
22 décembre
Tel 47 21 18
ou 3 FNAC

Poignée de main sous la Manche

La rencontre de deux tunneliers à 50 mètres sous le fond de la mer

C'EST aux alentours du 1^{er} décembre que les ouvriers français et britanniques qui percent le tunnel de service sous la Manche se terront la main à 50 mètres sous le fond du détroit du Pas-de-Calais. Un trou de 100 mètres de long et de 5 centimètres de diamètre foré entre les deux tunneliers leur a permis, le 30 octobre à 20 h 30, de s'assurer qu'ils ne se rateraient pas.

Il vient de Grande-Bretagne. Il a foré 22,201 kilomètres dans la craie bleue. C'est un tunnelier classique de 5,74 mètres de diamètre assisté par un train technique de 250 mètres de long, où se trouvent groupes électrogènes et systèmes de pose de voussoirs. Il ronge la roche à l'aide de ses trepanis rotatifs tungstène et l'évacue sous forme de boue vers les petits trains de wagons qui l'emportent à la surface.

Brigitte vient de France. Il a foré 15,600 kilomètres, ce qui peut sembler une médiocre performance, en comparaison de celle de B1. Il a pourtant bien du mérite, car il a, lui, rencontré sur sa trajectoire des poches d'eau sous pression. Il a été conçu pour se comporter comme un véritable sous-marin et pour devenir instantanément étanche, tout en demeurant capable de travailler

avec une pression de 12 atmosphères. Brigitte est donc très sophistiquée et a montré au début du chantier, en 1988, quelques faiblesses, notamment en milieu aquatique. La vis sans fin, qui récupère les débris de craie sur le front de taille et les achemine vers l'arrière par un sas où ils trouvent l'atmosphère terrestre, n'a pas résisté immédiatement à cette différence de pression.

Les conducteurs de B1 et Brigitte sont guidés par un rayon laser qui leur indique la direction et la pente à suivre. Ce rayon est lui-même calé, grâce à des ordinateurs, sur un satellite, car, sur une distance de 50 kilomètres, les effets de la courbure de la terre sont perturbants. Il était spécifié par les constructeurs que serait acceptable pour chaque tunnelier une marge d'erreur de 30 centimètres, en hauteur et en largeur, soit 1 mètre au total. Le sondage de repérage effectué le 30 octobre a permis de s'assurer que la dérive par rapport à la trajectoire idéale n'excédait pas 50 centimètres en largeur et 3 centimètres en hauteur. Une belle performance pour cette période à l'aveuglette.

B1 et Brigitte se font actuellement face à 50 mètres sous le fond de la mer (figure 1). Brigitte n'avancera plus, il est, en effet, arrivé au point de jonction. Il reculera pour dégager une chambre de 1,40 mètre. Son train technique sera démonté, puis lui-même subira le même sort, à l'exception de sa carcasse qui sera intégrée aux parois du tunnel à côté des voussoirs en béton et en fonte. B1 reprendra sa marche en avant, mais en déviant sa trajectoire pour venir se placer à côté de Brigitte (figure 2) au point de jonction. Une petite galerie de quelques mètres sera alors percée entre les deux tunneliers (figure 3), afin d'offrir aux équipes britanniques, plus éloignées de leur base, une issue de secours vers le continent. Cette rencontre historique devrait avoir lieu vers le 1^{er} décembre.

L'épreuve de M^{re} Thatcher

Les Britanniques démontreront à leur tour le train technique de B1, puis bétonneront le tunnelier, ainsi que son tunnel en courbe, car il est moins coûteux de l'abandonner sur place que de le ramener à la surface. Les dernières dizaines de mètres de roche seront attaquées avec des engins à chenilles classiques équipés de foreuses à boue (figure 4).

Quand il ne restera plus que quelques centimètres entre les équipes française et britannique de TML

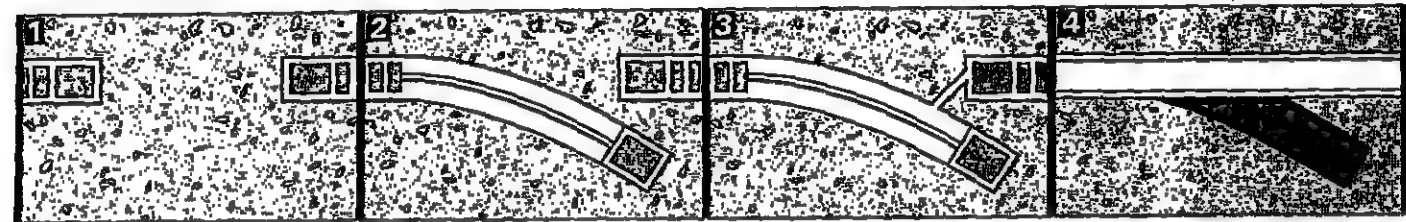
(Trans Manche Link), c'est-à-dire vers la mi-janvier 1991, le premier ministre de Sa Majesté et le président de la République française seront conviés à assister à la naissance officielle du premier des trois tunnels que comprendra l'ouvrage.

Il faudra une endurance certaine à ces hôtes de marque pour se rendre au front de taille, car M^{re} Thatcher devra emprunter pendant trois quarts d'heure une draine lente, bruyante, et inconfortable. Le voyage de M. Mitterrand sous la mer durera une demi-heure.

Dans les deux autres tunnels principaux (7,6 mètres de diamètre), où circuleront les navettes ferroviaires et les TGV, le chantier avance normalement au rythme de 50 mètres par jour, et la rencontre des équipes est prévue pour la fin du printemps 1991. Il reste moins de 35 kilomètres à construire sur les 150 que comptera l'ouvrage.

Encore quelques mois et une frontière immatérielle aura remplacé la craie bleue entre la France et la Grande-Bretagne. Le port du casque deviendra moins nécessaire que celui du passeport pour les ouvriers qui pourvoiront l'équipement des tunnels, dont la mise en service est fixée au 15 juin 1993.

ALAIN FAUJAS



1) Les deux machines prennent leur progression l'une vers l'autre ; 2) Point sûr pour s'arrêter à côté de la machine française ; 3) Il reste encore à dégager quelques dizaines de mètres et le tunnelier français ; 4) Début 1991 on peut alors abaisser la dernière paroi pour réaliser la jonction définitive sous la Manche entre la France et la Grande-Bretagne.

Le mauvais génie des biotechnologies

Suite de la page 19

En Asie, notamment, où la greffe de la « révolution verte » avait pris de façon spectaculaire dans les années 60-70, certaines applications sont d'ores et déjà rentables. En Chine et en Inde, où sont menés depuis quelques années des politiques gouvernementales très volontaristes en matière d'agriculture, mais aussi en Corée du Sud, en Thaïlande, et en Malaisie, pays dans lesquels la transformation du riz, du tapioca et du caoutchouc a largement bénéficié des biotechnologies.

Au Vietnam, où l'autosuffisance alimentaire est loin d'être atteinte, certains petits cultivateurs commencent à appliquer la culture de pommes de terre par multiplication in vitro.

Au Mexique, au Brésil et même dans une moindre mesure dans certains pays africains, comme le Zimbabwe, le Congo ou le Gabon, quelques belles réussites – souvent locales, parfois industrielles – témoignent également que les biotechnologies peuvent porter leurs fruits.

Mais la réalité, dans son ensemble, reste très sombre. Confrontés à un déficit alimentaire chronique, la plupart des pays du tiers-monde ne voient guère les biotechnologies franchir les portes des laboratoires de recherche – quand laboratoire il y a. Et leur production agricole continue de stagner, voire de régresser.

Au Maghreb, et dans la région sud-méditerranéenne (2), « l'approvisionnement en denrées alimentaires repose ainsi désormais sur les importations qui contribuent en moyenne pour plus de la moitié des besoins », rappelle M. Moncef Bensaid, professeur d'économie agricole à l'Institut national agronomique de Tunis. Pour l'ensemble de ces pays, la facture se monte chaque année à plus de 10 milliards de dollars (50 milliards de francs), dont plus de la moitié pour l'Égypte (3,7 milliards de dollars) et l'Algérie (2 milliards de dollars). « Si l'on ajoute à cela l'intégration de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté européenne, qui écarte toute perspective de redistribution des activités agricoles dans le bassin méditerranéen, la seule marge de manœuvre dont disposent ces pays pour affirmer leur économie agricole réside, une fois encore, dans les biotechnologies, ajoute

M. Bensaid. Mais le pari, une fois encore, est loin d'être gagné. »

Absence d'une réelle politique scientifique, faiblesse des infrastructures, manque de moyens financiers et humains : dans tous les pays qui peinent encore à prendre le virage des biotechnologies,

en étroite concertation entre le secteur public et les grandes firmes de la chimie, de la pharmacie, des industries alimentaires et des semences.

Rien de tel, en revanche, dans la plupart des pays en développement, où les problèmes de financement et de gestion scientifique limitent considérablement la portée de la recherche publique. Or, comme le souligne le professeur Sotillo Filho (université Estadual de Campinas, Brésil), la mise en œuvre d'une attitude offensive se fonde précisément sur la capacité du secteur public de construire une

base solide de recherche fondamentale et appliquée, d'établir des normes qui facilitent la poursuite des objectifs proposés, d'instituer des mécanismes plus dynamiques d'articulation avec le secteur privé.

La formation d'un personnel spécialisé et de haut niveau, la diffusion de l'information en microbiologie et la constitution de collections de micro-organismes compétitives deviennent ainsi autant de mesures d'urgence pour les pays du tiers-monde, sans lesquelles leur dépendance technologique vis-à-vis des biotechnologies occidentales risque de s'aggraver de manière irréversible.

Outre les actions menées par les institutions des Nations unies, telle l'UNESCO, et par les organisations non gouvernementales compétentes, la situation actuelle laisse espérer dans les années à venir une légère accélération de la coopération internationale en matière de biotechnologies. Les centres internationaux de recherche agro-nomi-



Niger : batteuse du riz à Toulo.

ou retrouve les mêmes handicaps. Partout surtout se pose le problème du secteur public, trop faible pour devenir un interlocuteur réellement solide face aux multinationales détentrices des brevets et des ressources génétiques.

Des mesures d'urgence

« Les biotechnologies, pour la première fois dans l'histoire des techniques, ont été entièrement développées dans des laboratoires de recherche universitaires rappelle M. Martin Kenney, sociologue à l'université de Californie de Davis. Aux États-Unis (d'où tout est parti dans les années 70), cette particularité a permis d'instaurer de nouvelles relations entre l'université et l'industrie, relations qui eurent à leur tour d'importantes conséquences sur l'éthique et la recherche publique. » En Europe, au Japon, le fantastique essor des biotechnologies auquel on assiste depuis une dizaine d'années se fait également

viduellement ou collectivement, à la maîtrise du vivant ? Il y aura des gagnants et des perdants, admet M. Albert Sasson. Mais aucun pays ni aucune communauté n'est condamné à perdre. Cela dépendra des politiques qu'adopteront une communauté, un pays ou un groupe de pays pour recueillir leur part légitime des profits des biotechnologies. Dans la mesure où la révolution biotechnologique affectera même les sociétés les plus isolées, il n'est ni raisonnable ni justifié de ne pas participer à cette révolution et de ne pas s'efforcer d'en tirer avantage. » En tout état de cause, les pays en développement ont-ils une alternative ?

CATHERINE VINCENT

(1) « Quelles biotechnologies pour les pays en développement ? » (Éditions Bio-futur, UNESCO).

(2) Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte, Syrie, Liban, Jordanie.

La Terre, chaud devant

Suite de la page 19

Les pays pauvres ont le réflexe naturel de dire aux pays riches : vous êtes la source majeure des émissions de gaz à effet de serre, réduisez-les chez vous ; nous, nous avons besoin en priorité de nous développer, donc d'augmenter notre consommation d'énergie.

Les États industrialisés sont divisés. Ceux qui sont dépourvus de matières premières énergétiques et qui ont appris à économiser leur consommation (2) lors des deux chocs pétroliers de 1973 et de 1978 se disent prêts à stabiliser ou à réduire leurs émissions de gaz carbonique.

Tels sont notamment les douze pays de la CEE qui se sont engagés le 29 octobre à prendre d'urgence les mesures nécessaires et le Japon, au sujet duquel on peut noter que l'énergie chère n'a pas empêché le fantastique développement.

L'URSS, grande consommatrice d'énergie et énorme « pollueuse », pense qu'elle a des problèmes plus urgents à régler. En outre, quelques Soviétiques espèrent – sans aucune preuve – qu'un réchauffement global permettra de transformer les immensités sibériennes en riches terres agri-

coles. Quant aux États-Unis, à la pointe de la lutte contre les gaz à effet de serre il y a deux ou trois ans, ils viennent de découvrir que les mesures nécessaires seront forcément impopulaires chez des consommateurs habitués à gaspiller une énergie bon marché et qu'elles coûteront cher en investissements ou en impôts. Ils s'appuient donc sur les incertitudes très réelles pour préférer ne pas prendre ces mesures avant que les recherches aient fait progresser les connaissances.

Ces divergences permettent de penser que les négociations sur une éventuelle convention destinée à limiter le réchauffement global seront difficiles. Mais, comme le dit M. Jean Ripert, diplomate et chef de la délégation française à l'IPCC : « Pour la première fois, l'humanité doit faire face à un danger global, même s'il est diffus. La réponse à ce danger ne peut être que concertée et mondiale. Elle implique la révision de modes de vie : c'est le début d'une grande aventure. »

YVONNE REBEYROL

(2) Ramené au seul carbone, la consommation annuelle d'énergie des Douze et du Japon est de l'ordre de 2 tonnes par habitant. Celle des États-Unis atteint les 5 tonnes.

Les gaz à effet de serre

La teneur des gaz à effet de serre ne cesse d'augmenter. Avant le début de l'ère industrielle, l'atmosphère contenait 280 parties par million en volume (ppmv) de gaz carbonique, 0,9 ppmv de méthane, 0,28 ppmv d'oxyde nitreux. On en est actuellement à 353 ppmv de gaz carbonique, soit une augmentation de 26 % et celle-ci continue au rythme annuel de 0,5 %. Pour le méthane, la teneur en 1990 est de 1,72 ppmv ; elle a donc augmenté de 115 % et poursuit sa progression au rythme annuel de 0,9 %. Quant à l'oxyde nitreux, l'air actuel en contient 0,3 ppmv, soit une augmentation de 7,6 % qui continue au rythme annuel de 0,25 %.

Aujourd'hui, on estime que 65 % de l'effet de serre est dû au gaz carbonique, 15 % au méthane, 6 % à l'oxyde nitreux, les 24 % restants étant dus, selon les études de l'IPCC, à deux chlorofluorocarbones (qui n'existaient pas pratiquement avant la seconde guerre mondiale) et dont les teneurs actuelles sont 280 parties par milliard en volume (ppbv) pour le chlorofluorocarbène 11 et 484 ppbv pour le chlorofluorocarbène 12.

En outre, il faut garder en mémoire la durée de vie de chacun de ces gaz une fois qu'ils ont été lâchés dans l'atmosphère : 50 à 200 ans pour le gaz carbo-

nique, 10 ans pour le méthane, 150 ans pour l'oxyde nitreux, 65 à 130 ans respectivement pour les chlorofluorocarbènes 11 et 12 (les plus utilisés). Même si on limite (ou on arrête pour les CFC) les émissions de ces gaz, leur effet de serre continuera donc pendant longtemps.

Les responsables des émissions de ces gaz sont à peu près connus (1) : l'utilisation des combustibles fossiles envoie chaque année dans l'atmosphère 5 338 millions de tonnes de gaz carbonique (sur un total estimé entre 6 300 et 7 300 millions de tonnes). Pour le méthane, les chiffres sont plus incertains : sur un total de 170 à 620 millions de tonnes annuelles, 65 à 170 millions de tonnes sont imputables au bétail (2), 25 à 170 millions de tonnes aux rizières, 20 à 80 millions de tonnes au brûlage de matières végétales, 40 à 100 millions de tonnes aux fuites naturelles de gaz et des mines et 10 à 100 millions de tonnes aux termites.

Y. R.

(1) Les chiffres suivants sont extraits du livre de Florentin Krause, Wilfried Bach et Jos Koomen, *From Warming Fate to Warming Limit, Energy Policy in the Greenhouse* publié en 1990 par Earthscan Publications Ltd, Londres.

(2) Les processus de digestion des ruminants et des termites permettent d'assimiler la cellulose mais font rejeter beaucoup de méthane.

LE MONDE

Novembre 1990

LE SAUVETAGE DES ÉCONOMIES AFRICAINES.

Par ACHILLE MBEMBE. Les tentatives pour instaurer le multipartisme autorisent bien des espoirs en Afrique, car le régime du parti unique avait largement contribué à stériliser les esprits. Des voies sont ouvertes à un développement qui n'a nul besoin d'être calqué sur d'autres modèles des tiers-monde.

L'AMÉRIQUE DES MIRAGES ÉVANOUISS.

Par INGRID CARLANDER. Où sont les valeurs traditionnelles de l'Amérique ? Au terme d'une enquête, Ingrid Carlander constate que les dix années de réaganisme ont aussi produit des effets destructeurs sur la pensée, et pas seulement sur l'économie. Mais on chercherait vainement l'esquisse d'un autre projet de société.

Également au sommaire :

- INDE : L'entrée en scène massive des laissés-pour-compte, par Francis R. Frankel.
- L'agriculture européenne en retard d'une bataille, par Laurence Tubiana.
- La reconstruction du complexe militaro-industriel allemand, par Laurent Carroué.

En vente chez votre marchand de journaux

Les cuis



plus belles appo

rez co-propriétaires des du monde, con

PERMENT A PARTIR DE 250000

DE 21 000

DE 32

TRANSABLE SUR 8 ANS

LE GARANT

SCIENCES • MEDECINE

Les cuisines de la déraison

Dans un restaurant de l'Essonne les malades mentaux servent les repas.
Une expérience réussie de psychiatrie ouverte.

A première vue, Le Littoral à La Ville-du-Bois (Essonne), est un restaurant de poissons comme les autres. Plutôt même d'un meilleur rapport qualité-prix. Service irréprochable. Le client attentif surprendra peut-être une légère crispation, un regard inquiet, un geste un peu lent, chez les serveurs. Rien, toutefois, qui puisse lui laisser deviner que le personnel de l'établissement est composé de malades mentaux, dont certains ont un lourd passé institutionnel.

La terreur des débuts, les moments de panique, les crises d'angoisse, ont laissé la place à une réserve empreinte du souci de bien faire. Ici, sont le cuisinier et le chef de rang sont de vrais professionnels. Les autres, venus de services psychiatriques, de foyers éducatifs ou d'instituts médicaux pédagogiques divers, sans connaissances solides, sachant parfois à peine lire, avaient peu d'espoir de réinsertion.

Difficile, quand on a perdu le fil de la raison, enfant, de trouver sa place dans le monde des grands. Une fatalité que l'équipe du docteur Tony Lainé, pédopsychiatre (centre hospitalier spécialisé Barthélemy-Durand, Etampes) a voulu combattre.

« Nous nous sommes posé la question du suivi de notre travail, explique-t-il. Tout l'effort que ces enfants avaient pu consentir les menait à quoi ? L'équipe avait beaucoup de mal à accepter qu'après toutes ces années d'enfance un peu gâchées par la vie institutionnelle, les adolescents n'aient d'autres perspectives que le foyer éducatif ou le service psychiatrique. » Après un an de fonctionnement, Le Littoral représente à la fois un lieu thérapeutique et de réinsertion pour une dizaine de jeunes gens en proie à des troubles sérieux de la personnalité.

Les débuts n'ont pas été faciles. Les candidats à la plonge se bousculaient tandis que personne ne voulait affronter le client en salle. Au départ, Jean-Paul osait à peine mettre le con-



De gauche à droite et de haut en bas : la cuisine ; au bar ; la commande est prête ; dans la salle de restaurant.

vert et Jean-Marie, vingt-deux ans, acceptait pour toute responsabilité celle de couper le pain. Aujourd'hui, le premier prend les commandes, sert les vins sans trembler. Tout juste si son poing serré et son regard troublé trahissent un malaise intérieur.

Atelier thérapeutique

Dans la cuisine, Olivier a trouvé sa voie. Finis les moments de cafard dont son travail de menuisier, dans un atelier thérapeutique, n'arrivait pas à le distraire. « Dans l'alimentation, je suis plus dans mon métier », explique-t-il simplement. A vingt-six ans, il a pu quitter le domicile familial et trouver un studio, à quelques kilomètres du restaurant. Il lui arrive même de faire des sorties avec le chef cuisinier.

Pourtant, la mise en place du projet ne s'est pas faite sans mal. D'abord, il a fallu trouver une commune d'accueil. La municipalité de La Ville-du-Bois a mis une ferme communale à la disposition de l'équipe. Ensuite, il restait à trouver de l'argent. Le lancement du projet a pu se faire sur la base de subventions des ministères du travail et de la santé, s'élevant respectivement à 410 000 francs et 880 000 francs, et dans une moindre mesure, du conseil général de l'Essonne et de l'Association pour adultes et jeunes handicapés (AAJH). D'un montant total de 1 635 000 francs, ces subventions ont été complétées par des emprunts s'élevant à 1 750 000 francs contractés par l'AIPS, l'Association pour l'insertion professionnelle et sociale, créée pour gérer le projet.

Pour bénéficier de subventions ministérielles, le restaurant a dû être classé comme atelier protégé et les jeunes reconnus comme travailleurs handicapés par la COTOREP (commission technique d'orientation et de reclassement professionnel).

Aujourd'hui, si l'expérience de réinsertion est réussie, le projet bute sur des difficultés financières. Une clientèle insuffisante, l'absence de publicité, des retards dans le verse-

ment d'une partie des subventions émanant du ministère du travail augmentent les dettes. « Sur un an d'activité, notre compte d'exploitation révèle un déficit de 1,2 million de francs, soit un manque à gagner d'environ 100 000 francs par mois », explique M. Vincent Granier, le trésorier de l'association.

Cependant, l'intérêt d'entreprises françaises, comme EDF-GDF, Air France, le groupe Accor ou encore la SNECMA, pour cette expérience, apporte de nouvelles perspectives. Tenues par la loi du 10 juillet 1987 d'employer 6 % de travailleurs handicapés à partir de 1991, les sociétés peuvent toutefois substituer à cette obligation des accords plus souples prévoyant notamment des programmes annuels ou pluri-annuels d'embauche, d'insertion et de formation.

Ainsi, EDF-GDF, qui devrait, dans le cadre des 6 %, compter 9 000 travailleurs handicapés dès 1991 contre 3 500 actuellement reconnus par l'administration, a-t-elle préféré passer un accord. La contribution à l'entreprise de réinsertion menée à La Ville-du-Bois, à travers la création d'un GIE (groupe d'intérêt économique), pourrait entrer dans le cadre des actions prévues. « Nous envisageons d'adopter au restaurant un centre de formation, avec hébergement, à destination des entreprises, où seraient organisés des séminaires ou des réunions de service. L'ensemble du projet, équipement des salles de réunion compris, est estimé à environ 15 millions de francs », explique M. Dominique Kassow, responsable de la mission handicapés à EDF-GDF.

Parmi les entreprises intéressées par le projet, le groupe Accor pourrait apporter son expérience de spécialiste de l'hôtellerie et constituer un débouché pour le personnel formé. Des perspectives, ouvertes par la loi de 1987, qui devraient amener les entreprises à devenir de véritables acteurs de la réinsertion.

MARTINE LARONCHE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LE CLUB MED 2

L'une des plus belles opportunités qui puissent vous être proposées cette année

Devenez co-propriétaire de l'un des plus prestigieux paquebots à voiles du monde, construit en France.

INVESTISSEMENT A PARTIR DE 25 000 F

La co-propriété du navire CLUB MED 2 est constituée de 36 000 "quirts" (parts) d'une valeur unitaire de 25 000 F. Vous pouvez acquérir autant de quirts que vous le souhaitez.

DÉDUCTIBLE À 82 %

Dès cette année, vous pouvez déduire de votre revenu imposable 80 % de vos parts et 100 % des frais administratifs et commerciaux, soit au total 82 % de la somme investie.

AMORTISSABLE SUR 8 ANS

Chaque quirtaire peut amortir ses quirts sur 8 ans suivant le mode dégressif et cela, dès 1991 (amortissement déductible du bénéfice annuel réalisé).

RACHAT GARANTI

STCL2 (50% Club Méditerranée, 50% Société de Transports) vous garantit le rachat de vos parts à partir de 1996 à un prix convenu à la souscription dans les conditions prévues dans le document d'information enregistré à la C.O.B. sous le numéro B 90-1.

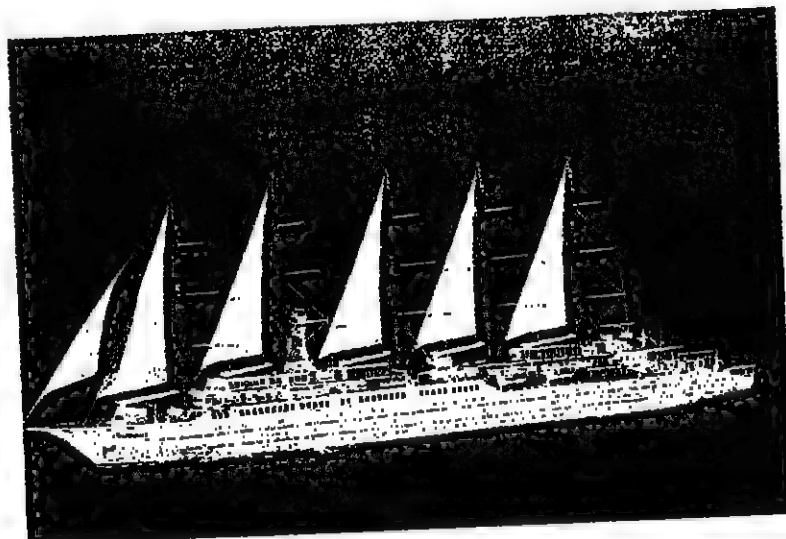
Possibilité de financement de votre investissement par emprunt avec déduction des intérêts du revenu BIC imposable**

ATTENTION

Doit être en date au 31 décembre 1990*

Appelez dès aujourd'hui le (1) 47.45.32.45 pour recevoir et examiner librement, sans aucun engagement de votre part, le document d'information sur le navire CLUB MED 2, enregistré à la C.O.B. sous le numéro B 90-1

* Pour pouvoir pratiquer la première déduction, soit 82% de la somme investie, en 1990.
** Pour un prêt en ligne de 100 000 F, les caractéristiques sont les suivantes : taux d'intérêt (hors assurance) : 11,50% ; incidence en taux de l'assurance : 0,47% ; frais de dossier (forfaitaires) : 1.000 F — Taux effectif global : 12,14%.



Si vous ne pouvez pas appeler le (1) 47.45.32.45, découpez et renvoyez dès maintenant le coupon-réponse ci-dessous pour examiner en priorité le document d'information sur le navire CLUB MED 2.

Bon pour un examen libre et sans engagement du document d'information sur le navire CLUB MED 2.

A retourner dès aujourd'hui à : La Banque de l'Eurafric, 31 avenue de l'Opéra, 75008 Paris

OUI, je souhaite examiner librement, et sans que cela représente un quelconque engagement de ma part, les avantages liés à la co-propriété du navire CLUB MED 2.

NOM
PRENOM
PROFESSION
ADRESSE
TELEPHONE
VILLE CODE POSTAL

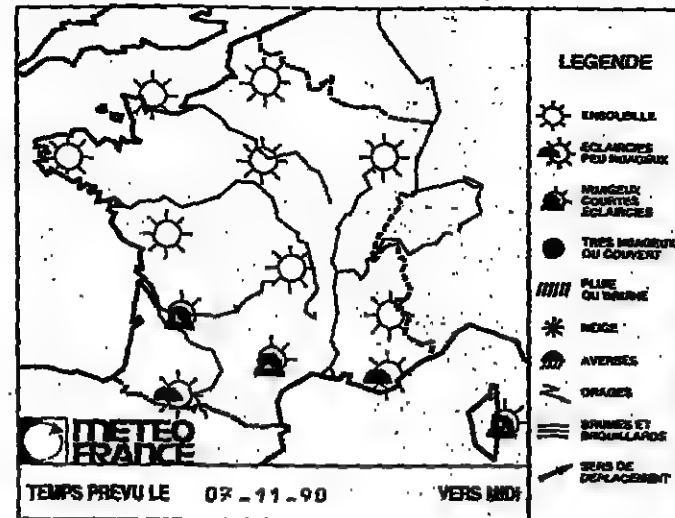
BANQUE DE L'EURAFRIQUE

Agence : Compagnie Financière d'Assurance et de Réassurance

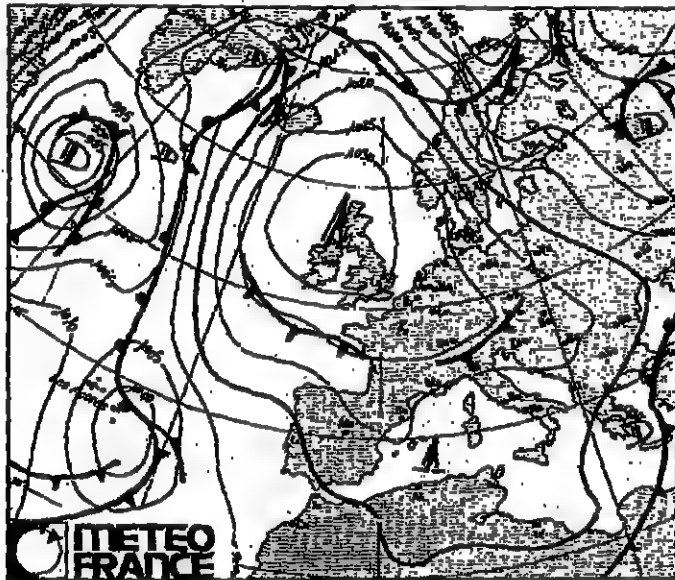
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 7 novembre
Beau temps froid.



SITUATION LE 6 NOVEMBRE 1990 À 6 HEURES TU



Les nuages et les pluies venant de l'Atlantique gagneront lentement l'ensemble de la France. Ils s'accompagneront de températures plus douces et le vent de sud-est soufflera par moments sur les côtes.

Jeu : Météo, pluie et vent sur le Sud-Ouest et l'Ouest. Du sud de la Bretagne à la Vendée, aux Charentes à l'Aquitaine, à Midi-Pyrénées ainsi que sur la Langue d'oc et le Roussillon le ciel sera très nuageux ou couvert. Les pluies ou les averses qui tomberont le matin près des Pyrénées s'étendront à l'ensemble de ces régions l'après-midi. Le vent de sud-est soufflera fort sur les côtes, de même que le vent d'ouest en vallée de la Garonne.

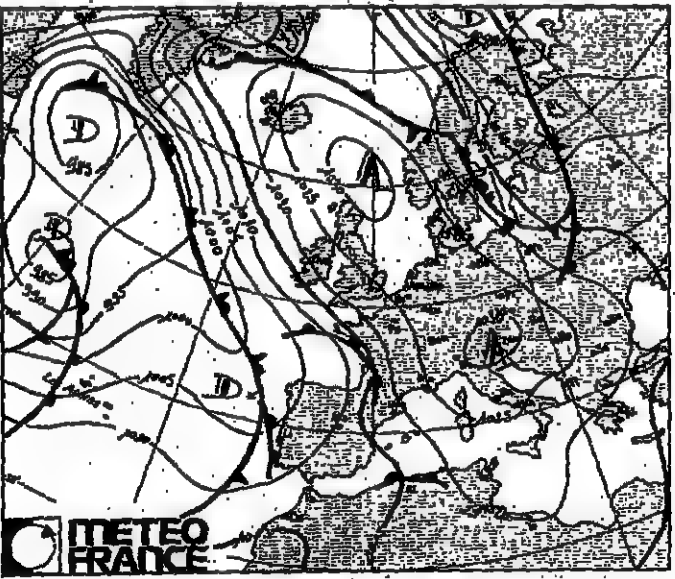
De la Normandie à l'Île-de-France, au Centre, au Val de Loire et au Massif central, après un début de journée ensoleillé, le ciel se voilera l'après-midi.

Sur le Nord, Champagne-Ardenne, la Lorraine, l'Alsace, la Bourgogne, la Franche-Comté, Rhône-Alpes ainsi que sur la Provence, la Côte d'Azur et la Corse la journée sera ensoleillée jusqu'à 13 heures. Par contre, sur le Nord-Est le thermomètre ne dépassera guère 7 degrés à 8 degrés tandis qu'il atteindra 15 degrés à 17 degrés près de la Méditerranée.

Les températures du matin seront de 3 degrés à 6 degrés de la côte atlantique au Sud-Ouest et aux côtes méditerranéennes. Ailleurs elles seront de 2 degrés à 2 degrés et même -3 degrés à 4 degrés sur la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté.

L'après-midi, le thermomètre s'élève de 13 degrés en général. Par contre, sur le Nord-Est le thermomètre ne dépassera guère 7 degrés à 8 degrés tandis qu'il atteindra 15 degrés à 17 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 8 NOVEMBRE À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
le 05-11-90 à 6 heures TU et le 06-11-90 à 6 heures TU

FRANCE		TOURS		LOANDES		T. D.	
AVIGNON	17	11	10	10	10	10	10
BARCELONE	17	11	10	10	10	10	10
BORDAUX	17	11	10	10	10	10	10
BREIST	17	11	10	10	10	10	10
CABEN	17	11	10	10	10	10	10
CHEBOURG	17	11	10	10	10	10	10
CLEMONTE-FEL	17	11	10	10	10	10	10
DUON	17	11	10	10	10	10	10
GRENOBLE-SAH	17	11	10	10	10	10	10
LILLE	17	11	10	10	10	10	10
LYON	17	11	10	10	10	10	10
MARSEILLE-MAR	17	11	10	10	10	10	10
NANCY	17	11	10	10	10	10	10
NANTES	17	11	10	10	10	10	10
NICE	17	11	10	10	10	10	10
PARIS-MONTS	17	11	10	10	10	10	10
PERPIGNAN	17	11	10	10	10	10	10
RENNES	17	11	10	10	10	10	10
STRASBOURG	17	11	10	10	10	10	10

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
▷ signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

TF 1

20.00 Journal, Météo et Tapis vert.

QUE CHOISIR SANTÉ N° 2 EST PARU



20.35 Sport : Football, Coupe d'Europe de l'UEFA : Bordeaux-Magdebourg.
22.40 Magazine : Ciel, mon mardi !.
0.30 Journal, Météo et Bourse.
0.50 TF 1 nuit. Reportages (rediff.).

A 2

20.40 Cinéma : Le tatoué. □ Film français de Denys de La Patellière (1981).
22.10 Magazine : Cinéma, Chénas 2. D'Anne Androu, Michel Boulton et Claude Ventura. Vitali Kanevski : Robert De Niro ; Jack Nicholson fait de la photo ; Bernardo Bertolucci : Une lettre de cinéaste de Patricia Lacombe ; A la recherche de Gérard Philipe.
23.10 Journal et Météo.
23.30 Documentaire : Expédition Transantarctique. De Jean-Louis Etienne.

FR 3

20.40 Magazine : Audit.
21.35 Journal : Hors sujet.
22.30 Journal et Météo.

TF 1

13.35 Sport : Football, Coupe d'Europe de l'UEFA : Bucarest-Montpellier, en direct de Bucarest.
15.40 Club Dorothée.
17.25 Série : Starsky et Hutch.
18.15 Jeu : Une famille en or.
18.45 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.13 Tirage du Tac-O-Tac.
19.15 Jeu : La roue de la fortune.
19.45 Divertissement : Pas folles, les bêtes !
20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto.
20.40 Variétés : Soirée animée. Spécial Julio Iglesias.
22.40 Magazine : En quête de vérité.
23.45 Journal, Météo et Bourse.

A 2

17.05 Magazine : Eva raconte. Eva Peron (8 parties).
17.30 Jeu : Des chiffres et des lettres junior.
17.55 Magazine : Giga.
18.25 Magazine : Une fois par jour.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Feuilleton : Le mari de l'ambassadeur (8 épisodes).
21.35 Série : Hôtel de police.
22.25 Documentaire : De Gaulle au fil des mots.
23.20 Journal et Météo.

FR 3

14.50 Questions au gouvernement. En direct de l'Assemblée nationale.
17.05 Magazine : Graines d'infos (rediff.).
17.30 Allô Bibiz.
18.15 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 De 19-20 de l'information.
20.10 Jeux : La classe.
20.40 Magazine : La marche du siècle. Reportage : Les enfants en misères.
22.20 Journal.
22.40 Sport : Voile, La Route du rhum.
22.50 Magazine : Faut pas rêver.

CANAL PLUS

15.30 Téléfilm : Roxanne, le dossier Pulitzer.
17.00 Les Nuits... l'émission (rediff.).
18.00 Cabou cadin.
En clair jusqu'à 19.15
18.30 Dessins animés : Ça cartoon.
18.50 Top albums.
19.05 Sport : Football, Coupe d'Europe de l'UEFA : Monaco-Odessa (URSS).
21.00 Sport : Football, Coupe d'Europe des clubs champions : Marseille-Lech Poznan.
23.05 Flash d'informations.

LA 5

16.25 Dessins animés.
18.30 Série : Happy days.
19.00 Journal images.

Mardi 6 novembre

22.50 Sport : Voile, La Route du rhum.
23.05 Télévision régionale.
23.45 Traverses.
Une cortina idea de la Franco (rediff.).
0.35 Musique : Carnet de notes.

PROTHÈSES : LA MINE D'OR DES DENTISTES

CE MOIS-CI DANS QUE CHOISIR SANTÉ

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Le fils de Beverly Hills 2. □ Film américain de Tony Scott (1987).
22.05 Flash d'informations.
22.15 Cinéma : Beetle juice. ■■ Film américain de Tim Burton (1988).
23.45 Cinéma : Evil dead 2. □ Film américain de Sam Raimi (1987).

LA 5

20.40 Cinéma : Un filic. ■ Film français de Jean-Pierre Melville (1972). Avec Alain Delon, Catherine Deneuve, Richard Crenna.
22.30 Magazine : Gool.
0.00 Journal de minuit.
0.10 Rediffusions.

Mercredi 7 novembre

19.10 Jeu : Télé-contact.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Histoires vraies.
Soirée galante, téléfilm de Lou Antonio.
22.20 Débat : Sexy-business.
0.00 Journal de minuit.

M 6

16.40 Série : Les têtes brûlées.
17.35 Variétés : Tungstène.
Emission présentée par Fatine.
18.00 Série : Campus show.
18.25 Jeu : Zygomusic.
18.54 Six minutes d'informations.
19.00 Série : Magnum.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm : Tu récolteras la tempête.
22.20 Série : Brigade de nuit.
23.15 Magazine : La graine et la balance.
0.05 Six minutes d'informations.

LA SEPT

14.30 Documentaire : Histoire parallèle.
15.30 Magazine : Mégamix.
16.30 Documentaire : Mr et Mrs Shaw sur la route de la soie (2). De Lawrence Shaw.
17.45 Cinéma d'animation : Images.
17.50 Documentaire : Les documents interdits.
17.55 Cinéma : Dimanche d'août. ■■ Film italien de Luciano Emmer (1960). De Pier Paolo Pasolini.
19.15 Moyen métrage : La Ricotta.
20.00 Documentaire : Musiques de l'Afrique noire (Musique du Mali).
20.59 Une minute pour une image.
21.00 Documentaire : Les patients.
22.20 Cinéma d'animation : Images.

M 6

20.35 Cinéma : C'est dans la poche. □ Film américain de Daniel Mann (1978).
22.25 Téléfilm : Le vent de la colère.
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Magazine : Dazibno.

LA SEPT

20.00 Documentaire : Mariana Romblon, une femme et la mafia. D'Irene Richard.
20.50 Documentaire : Quietus ya I De Guillermo Torres.
20.59 Une minute pour une image.
21.00 Magazine : Mégamix. De Martin Meissonnier.
22.00 Magazine : Dynamo.
22.30 Téléfilm : Trois amours (3 parties).

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison. Verdi a mobile. 2. L'orchestre.
20.30 Archipel sciences. Le Japon à la conquête de l'espace.
21.30 De F comme féministe à F comme femme. Avec Monique Remy.
22.40 Les nuits magnétiques. Les petites ondes.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Inde : La génération des aventuriers.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Opéra (donné le 30 mai 1989 à la Scala de Milan) : Adrienne Lecouvreur, opéra en quatre actes de Cilea, par le chœur et l'Orchestre de la Scala de Milan, dir. Gianandrea Gavazzeni ; sol. : Peter Dvorak, Ernesto Gavazzi, Otavio Di Credico, Savaria Porziano, Irena, Alessandro Cassis, baryton, Ivo Vinco, Giuseppe Riva, basses, Fiorina Cosacchi, Sara Mingardo, mezzo-soprano.
23.07 Poussières d'étoiles.

22.30 Documentaire : Les documents interdits.
22.35 Cinéma : Bellissima. ■■■ Film italien de Luchino Visconti (1951).

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison. Verdi a mobile. 3. Le personnage.
20.30 Tire ta langue. Les accents des Français.
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française.
22.40 Les nuits magnétiques. Jazz, musique de nuit.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Inde : La génération des aventuriers.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 24 octobre lors du Festival d'automne de Paris) : Chinese opera, de Eotvos ; Nonsense madrigals, de Ligeti ; Trois pièces pour piano, huit pièces pour piano op. 3, Trois inscriptions antiques op. 25, Quatre capricios op. 5, Quasi una fantasia op. 27, de Kurtág, par l'ensemble InterContemporain, dir. Peter Eotvos ; sol. : Phyllis Bryn-Julson, soprano, Zoltan Kocsis, piano.
23.07 Poussières d'étoiles. Jazz club en direct de l'Entrepôt à Paris.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER
« ZAPPING »
Une émission de GILBERT DÉNOYAN avec JIMICK COJEAN et la collaboration de « Le Monde ».

Audience TV du 5 novembre 1990

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	58,2	Santa Barbara	Une fois...	Act. rég.	Bande ann.	Télé contact	Magnam
		22,1	6,4	21,0	1,8	2,1	3,8
19 h 45	60,5	Roue fortune	Une fois...	19-20 Info	Nulle part	Journal	Magnam
		28,2	2,2	13,7	3,4	2,8	5,2
20 h 16	73,2	Journal	Journal	La classe	Nulle part	Journal	Madame...
		28,9	20,4	8,3	3,9	4,3	7,1
20 h 55	69,7	Clara...	Lorsque...	La femme...	Phonons	Pourrait...	Soleil rouge
		25,8	15,7	10,3	2,9	6,7	9,5
22 h 08	62,3	Clara...	Lorsque...	La femme...	Phonons	Pourrait...	Soleil rouge
		18,2	16,8	10,8	2,9	7,4	7,9
22 h 44	38,2	Santé à la une	Lorsque...	Sor 3	Myst. Egypte	Jack Kilian	Brigade...
		8,9	18,2	4,6	1,7	2,7	2,4

COMMUNICATION

Accord entre une station TV et des radios américaines

Des images à écouter

Pour capter les téléspectateurs qui, de plus en plus nombreux, manquent à l'appel de son journal du soir diffusé entre 18 heures et 19 heures, une chaîne d'Atlanta, WSB-TV, a décidé d'aller les chercher, là où, pense-t-elle, ils se cachent : dans leur voiture.

Soudaine donc de rattraper les infidèles et les retardataires, WSB a passé un accord avec vingt-trois radios locales situées dans sa zone de diffusion ; chaque jour désormais, celles-ci transmettent en direct pendant une heure le journal du soir - tout au moins sa bande sonore.

Le bulletin est livré gratuitement - la télévision finance même le relais de transmission - à charge pour les radios de doubler les espaces publicitaires (quinze minutes dans l'heure) en y glissant des informations de leur cru ou de la publicité locale et de dif-

fuser chaque semaine vingt et une annonces promotionnelles pour l'opération.

WSB, quant à elle, rappelle, au cours de son bulletin l'existence de ce relais radiophonique. De nouvelles chaînes locales étendent la possibilité de nouer de semblables accords avec les radios. «Epatant, dit un habitant, on se fait nous-mêmes notre propre cinéma en imaginant les images qui collent au son. En visualisant les présentateurs qu'on connaît et en ayant l'impression, en arrivant à la maison au cours du journal, d'être déjà dans le bain.»

L'idée mérite assurément d'être creusée... voire étendue à la fiction. Qui ne connaît des scénarios de Santa-Barbara qui s'opèrent en direct pendant une heure leur feuilleton au volant de leur voiture?

ANNICK COJEAN

Video : forte hausse des ventes de cassettes. Les ventes de cassettes vidéo ont atteint 462 millions de francs au premier semestre de 1990, soit une progression de 88,2 % sur la même période de 1989, selon la Chambre syndicale de l'édition audiovisuelle. Le marché de la vidéo en France, à l'instar de celui des autres pays, se tourne ainsi de plus en plus vers la vente directe au consommateur (le Monde du 10 avril). Ces ventes

supplémentent largement les recettes dérivées des cassettes destinées à la location, qui atteignent 143 millions de francs soit «une faible progression qui semble confirmer la fin de la récession constatée depuis plusieurs années sur le marché local», note la CSEA. Parmi ses adhérents, la chambre syndicale enregistre une augmentation globale de 57,55 % du chiffre d'affaires au premier semestre

Lucarnes d'Europe

Suite de la première page

D'autres - professionnels, créateurs ou sociologues - se montrent plus sceptiques, se méfient d'une «culture patchwork», s'interrogent sur l'identité européenne et sur la fonction d'intégration qu'on assigne, soudain sans scrupules, à la télévision. Mais personne n'a encore vu cette Europe des petites lucarnes tant pèse encore le poids historique des monopoles nationaux, tant sont encore étanches les frontières audiovisuelles. Nul ne sait si TF 1, Canale Cinque, Life-style, Kindert, Landscape Channel, Eus Plus, SV 2, TRT 3, RTL 4 ou Kanal 5 ont quelque chose en commun, un avenir à partager.

En organisant la rencontre des images, la collision des génériques, speakerines, feuilletons, clips et séries, la BPI tente, plutôt qu'une exposition, une passionnante expérience de laboratoire. De cette Europe électronique in vitro, quelques grands traits se dégagent au premier regard sur les écrans et, plus nettement encore, grâce aux images filmées par le remarquable catalogue conçu par Alain Le Diberder.

On voit, de Londres à Varsovie, de Madrid à Bratislava, le même sérieux pontifiant du journal télévisé, la sacralisation de son dispositif. On sourit devant les apparitions multi-langues des mêmes dessins animés japonais ou les habillages nationaux de «La route de la fortune», concept américain

vendu à la quasi-totalité des chaînes européennes. Mais ces ressemblances immédiates tiennent plus à la logique du média qu'à la culture européenne. Plus riches d'enseignements sont les différences de représentation de l'Europe qu'offrent les cartes météo ou les subtiles variations dans la mise en scène des plateaux de variétés. Le spectacle télévisuel que l'on croyait homogène et banalisé, trahit soudain les spécificités nationales. D'où l'intérêt de l'exploration systématique des programmes proposée par la BPI.

Ce voyage original commence avec les différentes versions de la chute du mur de Berlin et se poursuit jusqu'au 5 février par des programmations thématiques hebdomadaires : génération télé, le design, la culture, la jeunesse, la découverte du monde, etc.

Mais les premières surprises de cette initiation commencent avec les autoportraits demandés par le Centre Pompidou à plus de soixante télévisions du continent. Figure imposée de quatre minutes où chaque chaîne est libre de résumer sa vision du monde. De la parade commerciale à l'hymne nationaliste en passant par le défilant touristique ou le clin d'œil ironique, l'éventail des réponses offre une vision découpée de la mosaïque audiovisuelle - et un avant goût des difficultés qui attendent la construction culturelle de l'Europe.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

L'agence UPI menacée de liquidation

L'agence de presse américaine UPI est une nouvelle fois au bord de la liquidation. La direction a demandé lundi 5 novembre aux 3000 salariés de l'agence - répartis dans 180 bureaux - d'accepter une réduction de 35 % de leurs salaires, faute de quoi la société fermerait ses portes. La même réduction a déjà été annoncée à l'encadrement de UPI vendredi. Le syndicat de l'agence refuse ces propositions, qui seront cependant soumises au vote des salariés, à une date non spécifiée.

Deuxième agence de presse internationale des Etats-Unis après Associated Press, UPI connaît des difficultés financières récurrentes. La société a changé trois fois de propriétaires en huit ans, et est actuellement détenue par la société Infoteknology. L'agence avait déjà annoncé en septembre la fermeture de ses bureaux dans cinq Etats des Etats-Unis.

A Lyon

Le périodique diocésain «l'Essor» doit être cédé au groupe Hersant

Les diocèses de Lyon et de Saint-Etienne vont sans doute céder au quotidien lyonnais le Progrès, partie intégrante du groupe Hersant, le périodique «l'Essor», diffusé à 16 000-18 000 exemplaires chaque semaine grâce à plusieurs éditions : trois dans la Loire, une dans le Rhône et une dernière dans l'Ardèche. La transaction sera réalisée «dans les prochains jours», le conseil épiscopal du diocèse de Lyon, composé de 18 membres, ayant donné le 26 octobre son accord pour une «cession pure et simple du périodique, qui cesserait alors d'être un hebdomadaire diocésain, dans la mesure où cette solution présenterait une meilleure garantie pour l'emploi des salariés actuels» (une dizaine de personnes). Selon un porte-parole de l'évêché, les négociations avec le Progrès ont été engagées à la demande de la rédaction de «l'Essor» (l'Essor régional).

Quand l'herbe ne fait plus vendre de papier...

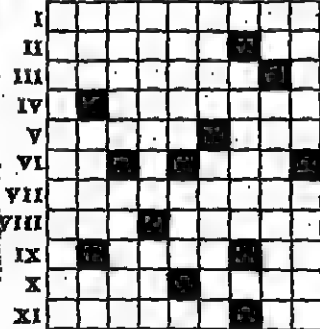
Siennella Tips ne paraîtra plus. Cette revue trimestrielle américaine, qui devait son titre à une variété très appréciée de marijuana, distille depuis dix ans ses conseils aux cultivateurs d'«herbe» des Etats-Unis, en les accompagnant de nouvelles générales sur la question de la drogue.

Même si les Etats-Unis restent considérés comme les premiers producteurs mondiaux de marijuana, les lecteurs se faisaient rares. De 20 000 exemplaires jusqu'à l'année dernière, le tirage de la revue publiée à Covello (Oregon) était tombé à 4000 exemplaires. Ses responsables expliquent la fermeture par «l'hystérie et la paranoïa anti-droge» qui règnent aux Etats-Unis.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5385

- XI. Sont nuisibles à l'atmosphère. Réfléch.



HORIZONTALEMENT

1. A de très nombreux titres. - 2. Fit souvent quelqu'un sur ses pas. Visibles en «volière». - 3. Ce qui peut trouver celui qui cherche des poux à saur. - 4. Certains sont condamnés. - 5. Apportera une réponse négative. Plaine que l'on admet. - 6. Note. Fort très longtemps de l'ordre. - 7. Qui ne perd donc pas. - 8. A droite sur la carte de France. Fera savoir qu'il est là. - 9. Est bavarois. Pronom. - 10. S'exprimait souvent en mugissant. Fait sortir.

VERTICALEMENT

1. Agissent proprement. - 2. Ennemi de la paix. Porteurs de charge. Fut longtemps la réponse à bien des questions. - 3. On le dit vain. Qui ne saurait être privé d'emploi. - 4. Ont des cornes. Mot japonais. - 5. Mit au parfum. Bel amplifié. - 6. Connu des heures tragiques. Ont pu bâtir des châteaux en Espagne. - 7. Laisse des traces. - 8. N'aurait pu regarder passer les trains. Qui ont de bons mots. - 9. Facile l'occe. N'a plus les pieds sur terre.

Solution du problème n° 5384

Horizontalement

1. Désuétude. - 2. Ecarteler. - 3. Solé. - 4. Hue. Raton. - 5. Et Ramené. - 6. Révisé. - 7. Amant. - 8. Telé. Dar. - 9. Epi. Prou. - 10. Erreur. Su. - 11. Sés. Somes.

Verticalement

1. Désuétude. - 2. Ecoute. Apr. - 3. Sés. Velle. - 4. Uro. Rime. - 5. Ecart. Pas. - 6. Télécom. Rue. - 7. Ule. Do. - 8. Dé. Onéreuse. - 9. Erres. Reus.

GUY BROU

CONSTRUIRE, C'EST UN DON...



Et ce don, nous le revendiquons. Allié à notre savoir-faire et notre puissance financière,

il nous place parmi les tout premiers promoteurs immobiliers en France. Il nous permet désormais d'agir au-delà des frontières, en Europe.

Plus que jamais à l'écoute de nos partenaires, nous sommes prêts à accompagner leurs projets des plus modestes aux plus ambitieux.

Pour construire, le génie des lieux s'impose.

SINVIM
COMPAGNIE BANCAIRE

le génie des lieux

5, Avenue Kléber 75116 Paris
Tél : (1) 40 67 31 86

Le Monde

INITIATIVES

CAMPUS • EMPLOI

VIEILLIR DANS L'ENTREPRISE

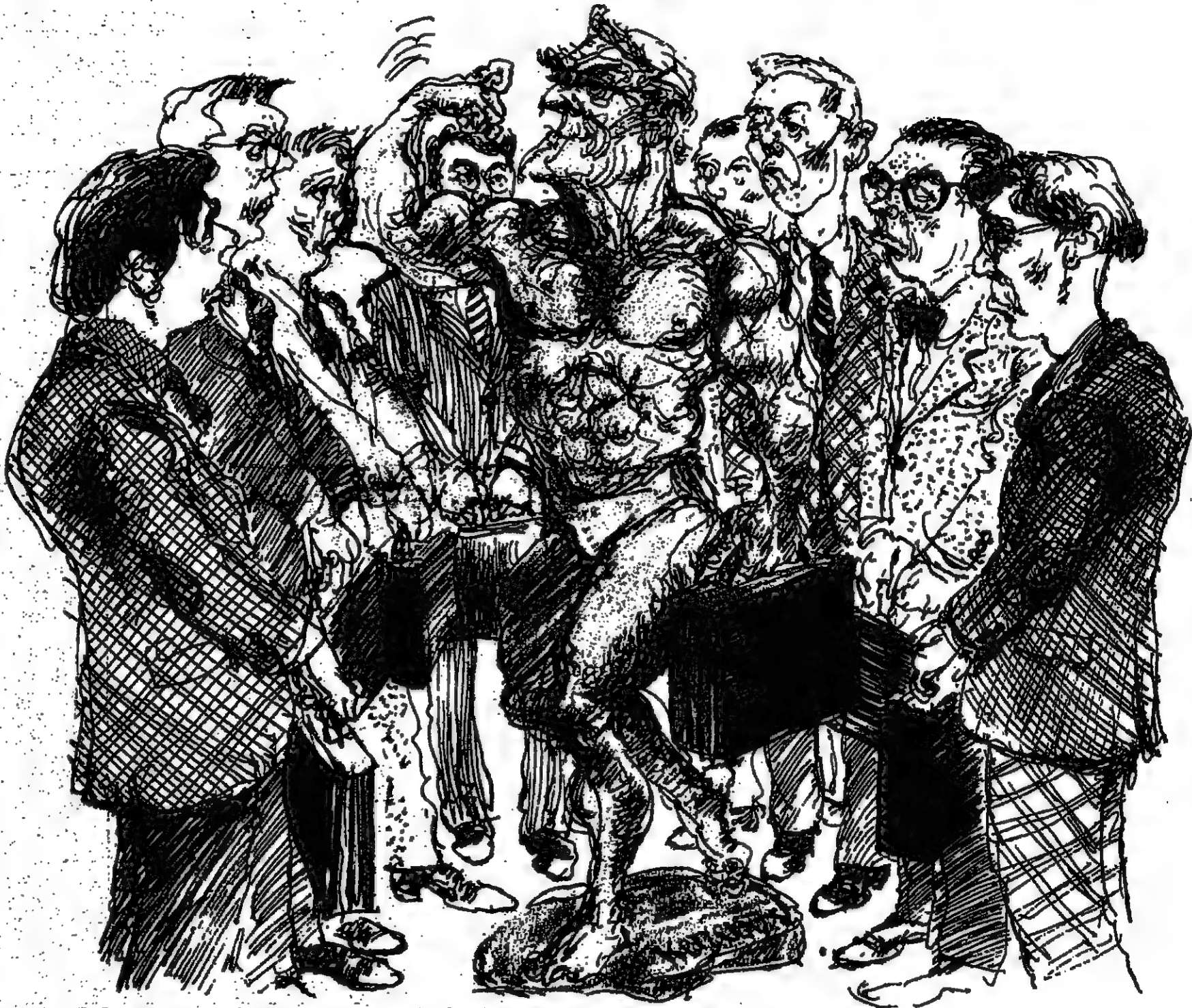
Après les excès de la préretraite, les entreprises se préoccupent du sort de leurs salariés âgés. Avec l'idée de prolonger leurs carrières et de faire évoluer leurs fonctions. Pages V et VI

D'IMPERCEPTIBLES, les signes se confirment. Les entreprises commencent à s'intéresser au sort de leurs salariés les plus âgés. Elles cherchent à les garder et, progressivement, se préoccupent de les former. Pas seulement pour les adapter aux nouvelles technologies, mais aussi pour prolonger leur carrière et trouver les moyens de faire évoluer leurs fonctions. Thomson et aussi l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) pour la formation des plus de quarante-cinq ans ont conclu des accords.

À l'origine de ce changement d'attitude, il y a bien sûr le constat douloureux des ravages causés par les cessations anticipées d'activité — les préretraites — pendant les années de crise et de restructuration. Nombre de chefs d'entreprise se lamentent sur les trésors de savoir-faire qui ont été perdus, dans la tourmente et le mépris, mais un peu tard, le caractère irremplaçable de l'expérience. Mais il y a aussi d'autres explications, plus prosaïques, qui ne se limitent pas à la déformation de la pyramide des âges, souvent source de difficultés pour l'entreprise. Le nombre des jeunes arrivant sur le marché du travail va peu à peu se tarir, pour des raisons démographiques. Déjà inquiétante, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée va se doubler d'un manque de nouveaux diplômés. Il faut, dès à présent, prévoir que les anciens devront rester à leurs postes.

M. Pierre Guillen, vice-président délégué de l'UIMM, a averti les dirigeants de ces menaces depuis deux ans. De même que M. José Bidegain, actuellement conseiller du ministre de l'Industrie et ancien directeur général adjoint de Saint-Gobain, qui évoquait le risque social des « licenciements de permutation », un jeune formé étant censé remplacer un plus âgé. Depuis, tout le monde a pris conscience des dangers, et le développement de la gestion prévisionnelle de l'emploi, chère à M. Jean-Pierre Sussan, ministre du travail, n'est pas sans rapport avec le souhait qui se manifeste d'anticiper les évolutions.

Suite page V



(Publicité)

SOMMAIRE

Des langues étrangères très utiles

Non seulement les langues étrangères sont utiles pour l'emploi, mais elles sont aussi utiles pour la formation. L'UIMM et l'Union des industries métallurgiques et minières ont conclu des accords pour la formation des salariés âgés.

Les langues de l'Europe

Depuis l'entrée en vigueur du traité de Maastricht, les langues de l'Europe sont devenues des langues de travail. Elles sont donc devenues des langues utiles pour l'emploi.

Des linguistes convertis à l'informatique

On se plaindrait souvent de l'absence de débouchés pour les étudiants en langues. Il est une voie qui mérite le détour, celle de la linguistique liée à l'informatique. La traduction assistée par ordinateur et les banques de données multilingues devraient se développer.

L'université de Liège au service de l'industrie locale

Au moment où les régions de vieille industrie recherchent les moyens d'un nouveau déploiement économique, l'université de Liège met ses laboratoires au service des petites entreprises.

STAGES EN ENTREPRISES II

12 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

CESMA MBA européen en un an

CRANFIELD SCHOOL
OF MANAGEMENT
Bedford MK 43 0AL - England
Tél. : (44) 234 75 1122

Cranfield
School of Management

- Programme de management bilingue développé par le CESMA du Groupe ESC Lyon (F) et la Cranfield School of Management (GB), permettant d'obtenir le MBA des deux institutions.
- Pour diplômés de l'enseignement supérieur de préférence avec expérience professionnelle.

CESMA INFORMATION
BP 174
69132 Ecully Cedex - France
Tél. : (33) 72 20 25 30

Groupe ESC Lyon
Lyon Graduate School of Business

STAGES

« Le Monde initiatives » publie chaque semaine des offres de stages en entreprises pour les étudiants. Les personnes intéressées doivent contacter directement le CDTE, association responsable de ce service, lundi en collaboration avec la MNEF, en téléphonant au 47-35-43-43 ou en s'inscrivant sur Minitel 36-15 JOBSTAGE. Les frais annuels d'inscription sont de 149 F.

Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au (1) 47-35-43-43.

Gestion

Lieu : Saint-Hilaire-de-Riez. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : gestion des stocks en fonction des achats, 11675.

Lieu : Paris. Date : novembre. Durée : 3 mois. Ind. : 8 000 F. Profil : bac + 3 mini. gestion du personnel, info. (Lotus + Stats). Mission : analyse statistique et réalisation de simulation dans le cadre d'une étude salariale liée à l'élaboration d'un accord entreprise, 11674.

Lieu : Ivry. Date : immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : 1 500 F ou plus. Profil : bac + 2 ou plus. Mission : travaux comptables analyse et rapprochement de comptes, 11673.

Comptabilité

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois ou plus. Ind. : 1 500 F à 4 000 F. Profil : bac + 2. Mission : comptabilité générale, travaux comptables jusqu'au bilan, 12620.

Lieu : Paris. Date : novembre. Durée : 2 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 2 mini. Mission : comptabilité clientèle et fournisseur, établir les fiches de pûtes et déclarations URSSAF, TVA, 12619.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2 ou 3. Mission :

comptabilité fournisseur-client, saisie informatique, 12617.

Personnel

Lieu : La Défense. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 5 000 F. Profil : bac + 3 info. Mission : accompagner les différents projets en cours de mise en place (paie et gestion personnel), 13597.

Lieu : Montigny. Date : immédiat. Durée : 4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3 ou 4 droit social. Mission : recrutement de candidatures handicapées et formation, 13596.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : base SMIC + intéressement. Profil : bac + 4 ingénieur BTP. Mission : amélioration des installations de repos du personnel roulant de la banlieue Paris-Saint-Lazare (audit auprès du personnel et proposition de projet), 13594.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : 4 000 F à 6 000 F. Profil : bac + 4 droit. Mission : étude sur le rôle et l'organisation d'un service sécurité (responsabilité de l'employeur, délégation de pouvoir, mise en place CHSCT), 13583.

Marketing

Lieu : Les Ulis. Date : immédiat. Durée : 3 à 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3 ou plus école d'ingénieur ou commerce. Mission : réalisation d'études de marché, de la conception d'argumentaire de vente et de stratégie de vente (prix et canaux de vente) résultant de cette étude, 14908.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 12 mois. Ind. : 40 F. Profil : bac + 1. Mission : marketing téléphonique, 14989.

Commerce

Lieu : Paris. Date : novembre. Durée : à définir. Ind. : fixe + commission. Profil : bac + 2 BTS ou MIAGE info. Mission : technico-commercial en micro-informa-

tique professionnelle, bonne connaissance du PC compatible ou Apple Macintosh, 15684.

Lieu : H Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 mini BTS ou école de commerce. Mission : suivi de clientèle, expérience de la vente, 15681.

Lieu : Levallois. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Profil : bac + 2 à 5. Ind. : Fixe 3 000 F + % sur CA. Mission : développement du secteur commercial, recherche et gestion de clientèle, 15677.

Lieu : Cergy-Pontoise. Date : immédiat. Durée : 3 mois et +. Ind. : carte PTT + 10 % sur CA. Mission : création et développement d'une clientèle tout secteur (vente d'espace publicitaire ayant comme support l'affichage mobile en buggy), 15631.

Vente

Lieu : Paris. Date : novembre. Durée : 5 mois. Ind. : fixe + commissions. Profil : bac + 2 BTS ou DUT (action commerciale ou info). Mission : vendeur micro-informatique en magasin ayant la pratique des micro-ordinateurs Amstrad, 15743.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois renouvelables. Profil : bac vente et commerce. Mission : vente par téléphone excellente, 16702.

Informatique

Lieu : Neuilly-sur-Seine. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : 2 000 F + 2 000 F fin de stage + tickets restaurant. Mission : assistant chef de produit, test de produit, 17841.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 semaines ou 1 mois. Ind. : 5 000 F. Profil : bac + 1. Mission : connaissance efficace de Framework III saisi étude de marché, 17840.

Lieu : Ivry. Date : immédiat. Durée : 6 mois embauche possible. Ind. : 4 000 F. Profil : bac + 2. Mission : bureau langage C, Cobol, 17839.

Lieu : Les Ulis. Date : immé-

diat. Durée : 2 mois. Ind. : 3 500 F. Profil : bac. Mission : support technique de logiciels sur IBM-PC, 17837.

Lieu : Neuilly-sur-Seine. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4. Mission : analyse sur les clients à partir de données informatiques, 17836.

Lieu : Roissy. Date : novembre. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac connaissance Quick Basic et Base IV. Mission : programmation statistique, 17835.

Droit

Lieu : Saint-Cloud. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : SMIC. Profil : bac + 4 ou 5 droit des affaires. Mission : droit des sociétés des affaires, environnement, contrats, Assistant du juriste, 23574.

Lieu : La Défense. Date : indéterminée. Durée : 2 mois. Ind. : transport et repas. Profil : bac + 4. Mission : suivi des contentieux sociaux et commerciaux, 23573.

Secrétariat

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois ou plus. Ind. : 1 500 F à 4 000 F. Profil : bac + 2. Mission : secrétaire commerciale et administrative, correspondance et contacts clientèle, 24740.

Lieu : Viroflay. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : aider la personne responsable de la fabrication, des achats, de la planification, 24736.

Lieu : Paris. Date : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 à 3 mois. Ind. : 1 500 F. Profil : bac. Mission : emploi de bureau avec petit secrétariat plus formation sur micro-informatique, 24733.

Lieu : Levallois. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : secrétaire attachée au service communication interne, 24715.

Et de nombreux autres stages sur le 36-15 JOBSTAGE. Pour tous renseignements, contacter le CDTE au 47-35-43-43.

LA LIBRAIRIE DES ÉTUDIANTS

Cette rubrique recense les dernières parutions de livres plus spécialement destinés aux étudiants et aux enseignants.

« Septentrion », le dialogue permanent

Anthologie d'articles parus dans *Septentrion*, revue de culture néerlandaise lancée en 1972, qui se veut une passerelle avec la culture française, et plus particulièrement française. Des peintres, Gear et Bron van Veld, à l'écrivain Hugo Claus, de l'expressionnisme du mouvement Cobra à la poésie de van Oostayen, ces trente-deux articles de fond, soigneusement illustrés, témoignent de la richesse passée présente des Pays-Bas et de la Flandre dans les domaines de la littérature, du cinéma, des arts plastiques, du théâtre, de l'histoire ou de la politique culturelle. Une rubrique est consacrée aux « échanges », traitant par exemple de l'amitié personnelle et littéraire entre André Gide et Jef Last ou de l'influence picturale de l'école française de Barbizon sur celle de La Haye.

► Fondation franco-néerlandaise « Stichting Ons Erfdeel », Belgique, 208 p., 120 F.

Les domaines de la psychologie sociale : le champ social

Gustave-Nicolas Fischer
Ce manuel fait partie d'une présentation générale des domaines d'intervention de la psychologie sociale qui a déjà donné lieu à la publication de *Concepts fondamentaux de la psychologie sociale*. Y sont expo-

sés les grandes théories relatives aux niveaux d'articulation du champ social (groupes, institutions, environnement social) et aux répertoires de base à partir desquels il est appréhendé par l'individu (culture et cognition sociale). A l'usage des étudiants de premier cycle en sciences sociales.

► Dunod, collection « Sciences humaines », 288 p., 120 F.

Macroéconomie keynésienne, le projet économique de John Maynard Keynes

Alain Barrère
L'ambition de ce manuel est d'exposer les enseignements contenus dans *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936) et de les actualiser au regard des éléments nouveaux apportés par la publication des œuvres complètes de Keynes entre 1971 et 1979 ; et des analyses, interprétations et controverses auxquelles elle a donné lieu. L'auteur, professeur émérite à Paris-I, consacre une partie aux travaux des économistes qui cherchent à élaborer une synthèse des systèmes néo-classique et keynésien, et à ses propres recherches, qui tendent à interpréter la *Théorie générale* comme l'avant-projet d'une théorie de l'économie monétaire de production. Paru dans la même collection : *Finances publiques, une approche économique*, par Alain Luxaby et Marie-Louise Mersched.

► Dunod, collection « Économie Moderne », 380 p., 175 F.

Les investissements étrangers aux États-Unis

Michel Roinelli
Les États-Unis sont devenus, dans les années 80, le premier pays de destination des investissements européens et japonais à l'étranger. Spécialiste en économie internationale, l'auteur propose un bilan des travaux consacrés au développement de ces investissements, complété par des vérifications empiriques. Trois aspects sont plus précisément traités : la mesure des investissements (origine des investisseurs, modalités d'implantation, secteurs économiques concernés...); les théories relatives à la position internationale de l'économie nord-américaine dans les années 80 ; l'impact des investissements étrangers sur l'économie des États-Unis et la réaction des pouvoirs publics. Cet ouvrage est issu d'un enseignement dispensé en DEA d'économie et finance internationale.

► Economica, Bibliothèque d'économie internationale, 129 p., 65 F.

Cent ans de théorie française de la traduction De Batteux à Littré (1748-1847)

Lieven d'Hulst
Une contribution à l'histoire des théories de la traduction en France, de l'Epicurisme à la fin de l'époque romantique. L'ouvrage réunit trente textes (ou extraits) théoriques ou critiques publiés pendant cette période. Écrits par des journalistes, des traducteurs ou des écrivains, comme Vigny ou M^{me} de Staël, ils sont introduits chacun par une notice situant l'auteur et son apport.

► Presses universitaires de Lille, 256 p., 100 F.

L'environnement européen de l'entreprise

Philippe Laurant
En format de poche, une étude sur le droit de la Communauté économique européenne et son impact pour les entreprises, qu'il s'agisse des relations entre employeurs et salariés ou de la fixation des prix. Trois grandes parties sont développées : les sources du droit communautaire (traités et droits dérivés) ; l'application du droit et ses relations avec le droit national et international ; les différents recours pouvant être présentés à la Cour de justice des Communautés européennes.

► Vuibert, collection « Vuibert Entreprise », 182 p., 95 F.

NOVEMBRE 1990

Le Monde diplomatique

LE RISQUE ET LA RAISON.

Un monde sans boussole affronte la crise du Golfe et les menaces de récession.

L'AMÉRIQUE DES MIRAGES ÉVANOUIS.

LA PERESTROÏKA « NEW LOOK » EN QUÊTE DE POUVOIR FORT.

Le Monde L'ÉDUCATION

ENQUÊTE

LES LYCÉES DANS L'ŒIL DU CYCLONE.

INTERVIEW

MONIQUE VUAILLAT, LE SNES DE A À Z.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

LE PÉTROLE SOUS LE CHOC.

Les mécanismes et les enjeux d'un marché que la crise du Golfe a une nouvelle fois bouleversé.

LES VIOLENCES RACISTES ET LA LOI.

Xénophobie au quotidien, actes de violence, révisionnisme... Les législations françaises et européennes face aux multiples visages du racisme.

Le Monde PHILATÉLISTES

l'Officiel de la philatélie

THÉMATIQUE : LA VIGNE ET LE VIN.

HENRI CHEFFER : GRAVEUR SUPERSTAR.

REPORTAGE : LE TGV POSTAL.

En vente chez votre marchand de journaux

LA BOURSE LE 1 AUX STAGES ÉTUDIANTS* GAGNEZ DES STAGES A VOCATION INTERNATIONALE

Participez à la Bourse aux stages dans *Le Monde* du 13 au 20 novembre 1990 (datés du 14 au 21-11-1990)

Le Monde INITIATIVES CAMPUS



BAC + 3 minimum obtenu courant 1991

AVEC LA PARTICIPATION DE
GROUPE
ESCP

ESCP EUROPEAN SCHOOL OF MANAGEMENT

le marché
Les LEA 80

esprit de s

1000 V
Le Monde • Mercredi 7 novembre 1990 III

INITIATIVES
CAMPUS

Le marché des langues vivantes

Les entreprises ont de plus en plus besoin de spécialistes de langues vivantes.
Des formations se mettent en place pour répondre à cette demande

Les LEA se rebiffent

La filière « langues étrangères appliquées » est peu connue des entreprises et souvent mal adaptée à leurs besoins. Enseignants et étudiants se mobilisent pour redresser la situation

On ne passe pas aisément du monde de l'université à celui de l'entreprise et de la production. Créée en 1973, la filière langues étrangères appliquées (LEA) a mis quinze ans à se trouver une identité. Maurice-Paul Gautier, directeur des LEA de la Sorbonne, se souvient de l'émotion de ses confrères à l'annonce de la création de cette nouvelle voie de l'enseignement supérieur, à cheval entre les lettres et le commerce : « Certains professeurs nous disaient : « Vous êtes à la limite du capital ». C'est le déclin de l'université !... Mais avec le temps, ils se sont aperçus que nous étions des gens sérieux ».

Sérieux ? Pleins de bonne volonté, sans aucun doute, mais avec des résultats longtemps médiocres, pour une formule bâtarde. Langues étrangères appliquées, c'est d'abord un curieux mélange entre l'enseignement, à niveau égal, de deux langues (essentiellement anglais/espagnol) et anglais/allemand, mais aussi italien, portugais, russe... auquel s'ajoute une multitude de disciplines : droit, économie, gestion, comptabilité, informatique, secrétariat... On pourrait croire que

l'on a cru... qu'il s'agissait là d'une potion magique pour entrer dans le commerce international et l'import-export. Hélas, comme l'affirme sans détour Patrice Pognan, directeur du Centre de recherche en traitement automatique des langues (CERTAL), dépendant des Langues O : « La pluridisciplinarité ne se fait pas au rabais ».

EMPLOYÉS. Le jugement est sévère, mais il semble en partie confirmé par la mauvaise insertion professionnelle des diplômés de LEA dans les années 80. Selon une étude du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ) sur l'emploi des diplômés de l'université, plus de la moitié des étudiants (51 %) titulaires d'un deuxième cycle de LEA en 1984, occupaient une fonction d'employé en 1987, tandis que 38 % exerçaient une profession intermédiaire : instituteurs, enseignants non certifiés ni agréés, fonctionnaires, techniciens... Seulement 11 % étaient devenus des cadres supérieurs, trois ans après leur sortie de l'université. Alors que cette filière avait été créée dans un but professionnel, elle restait moins prise des entreprises que la voie littéraire/traditionnelle de Langues et civilisations étrangères (LCE),

destinée à l'enseignement et à la recherche.

Pourtant, la demande des entreprises en linguistes se confirme de jour en jour. Il y a de plus en plus de doubles diplômés, des ingénieurs également titulaires d'un Master of Business Administration (MBA). Mais nous manquons de cadres qui connaissent la langue et la culture des pays où nous aimerions développer nos activités...», affirme André Orhon, directeur de l'organisation et des ressources humaines du groupe Lafarge-Coppée. D'autres responsables du personnel font le même constat.

RÉAGIR. Il fallait donc réagir. Et d'abord se faire connaître. Une étude de l'association Université et Entreprise auprès des banques et entreprises interrogées ne connaissait pas cette filière. Par facilité, par lobbying aussi, les responsables du recrutement de cadres des grandes entreprises préfèrent s'en tenir aux grandes écoles qui ont pignon sur rue depuis des années, et aux quelques maîtrises de sciences et techniques (MST) rigoureuses, qu'il s'agit de faire de la recherche. Il est vrai que la filière LEA n'était pas toujours connue au sein même de l'université... C'est pourquoi les enseignants

ont décidé de s'unir, en fondant une fédération des UFR de LEA (1).

Les étudiants ne sont pas en reste : « Une fédération des associations d'étudiants en LEA de la région parisienne devrait être constituée avant Noël ! », annonce triomphalement Anne-Valérie Barthe, présidente de l'Association de langues et commerce appliquées (ALCA), sorte de junior entreprise de la Sorbonne. Son inscription professionnelle est assurée : elle n'a pas terminé sa maîtrise qu'elle est déjà embauchée dans une entreprise textile, comme responsable export vers les pays de l'Est, à 135 000 francs par an.

« Nous demandons une unité de programmes à travers toute la France, en économie, droit et gestion, les spécialisations n'intervenant qu'au niveau de la maîtrise, explique-t-elle. C'est la meilleure façon de promouvoir notre diplôme. Il est vrai que, pendant longtemps, les professeurs d'université ne se sont pas tenus au courant de la vie des entreprises. Mais nous avons de plus en plus d'enseignants extérieurs à la faculté. Et il est anormal que notre formation soit aussi dévalorisée par rapport à celle des écoles de commerce. Dans mon entreprise, je pense que je vaudrais mieux que les étudiants de l'université, qui doivent souvent se débrouiller seuls, ont acquis leur curiosité durant leurs études, au lieu d'apprendre bêtement ».

mière année : ils sont encore une centaine en maîtrise, quatre ans plus tard. Grâce à ce nombre déterminé d'étudiants, nous pouvons leur trouver des débouchés. Autrement, ce n'est plus possible... Il est décourageant pour l'enseignant de former des bac + 5 ou des bac + 6 qui ne gagneront que 8 000 francs par mois ».

Officier de réserve dans la marine, Charles-Albert Jézéquel n'est pas un tendre. Mais il ne dit tout haut, finalement, que ce que les étudiants qui ont eu au moins 10/20 aux deux langues au bac, et en priorité ceux qui ont passé leur bac en Ile-de-France, dit Robert Perret, directeur des LEA de Paris-VII (Jussieu). Il faut cependant faire attention, car la sélection est rendue illégale par la loi Savary, confirmée par la décision du tribunal administratif de Paris, à la suite d'une plainte d'une fille qui avait été refusée à Nanterre...

SÉLECTION. Après l'union, la sélection. Les responsables des UFR de LEA de la région parisienne n'acceptent pas tous les étudiants désireux de s'inscrire en premier cycle, qu'ils le déclarent ouvertement, comme à Nanterre, ou qu'ils l'avouent simplement du bout des lèvres, comme à la Sorbonne ou à Paris-VII. « Un groupe homogène est plus facile à gérer », affirme nettement Charles-Albert Jézéquel, directeur des LEA de Nanterre. Nous opérons des tests de langues avant le bac, en avril/mai. Sur trois mille candidats, nous en avons pris deux cents cette année. Depuis que nous opérons cette sélection, nous avons moins de déchets en fin de pre-

mière année : ils sont encore une centaine en maîtrise, quatre ans plus tard. Grâce à ce nombre déterminé d'étudiants, nous pouvons leur trouver des débouchés. Autrement, ce n'est plus possible... Il est décourageant pour l'enseignant de former des bac + 5 ou des bac + 6 qui ne gagneront que 8 000 francs par mois ».

Officier de réserve dans la marine, Charles-Albert Jézéquel n'est pas un tendre. Mais il ne dit tout haut, finalement, que ce que les étudiants qui ont eu au moins 10/20 aux deux langues au bac, et en priorité ceux qui ont passé leur bac en Ile-de-France, dit Robert Perret, directeur des LEA de Paris-VII (Jussieu). Il faut cependant faire attention, car la sélection est rendue illégale par la loi Savary, confirmée par la décision du tribunal administratif de Paris, à la suite d'une plainte d'une fille qui avait été refusée à Nanterre...

Pour preuve, le temple de la recherche. « La bastion des humanités », Paris-IV a ouvert, en octobre 1987, un DESS (diplôme d'études supérieures spécialisées) de commerce international. Sur 160 demandes, 20 étudiants ont été sélectionnés cette année. Au programme : des cours de marketing, finance, droit des affaires internationales... Le cursus comporte un stage de trois mois en entreprise. Sur les 22 sortants du DESS l'an dernier, 17 avaient trouvé un emploi, un mois après l'obtention de leur diplôme, essentiellement dans des PME, certains chez EDF ou Citroën.

La Sorbonne nouvelle n'est pas en reste, qui ouvre à cette rentrée un DESS de négociations commerciales internationales (en cours d'habilitation), en partenariat avec la Fédération nationale des dirigeants commerciaux de France, qui manque de vendeurs. Celle-ci s'engage, dans une convention passée avec l'université, à fournir des enseignants et à aider à la constitution d'une junior-entreprise. Projet plus ambitieux encore, il est également prévu de créer, dans le cadre d'une fondation, un centre de recherche sur les échanges internationaux.

« Il a fallu négocier fermement avec le syndicat étudiant UNEF-ID, qui se montrait hostile à cette convention au départ. Mais nous avons élaboré un code de bonne conduite, afin de ne pas confondre collaboration avec soumission de l'université aux entreprises », affirme Carlos Quesada, coordinateur général des LEA de Paris-III.



L'esprit de synthèse

Des publications, pour aller à l'essentiel, pour compléter votre formation, pour gagner du temps, pour approfondir vos connaissances

documentation

Rentable* !

9450 F.T.T.C. Micro-ordinateur, 5 minutes, vous êtes dans le coup !

Bureautique DURIEZ Informatique

* Rentables les prix. Rentable le choix. Rentable le service. Rentable le conseil. Rentable DURIEZ.

1. 47.42.91.49	2. 46.33.20.43	3. 43.29.05.60	4. 43.29.05.60
----------------	----------------	----------------	----------------

L'université de Liège au service des PME

L'université de Liège sort de sa tour d'ivoire. Au moment où les régions de vieille industrie recherchent les moyens d'un nouveau développement économique, elle veut avoir un rôle de stimulateur et se mettre à la disposition de la collectivité. « L'université de Liège ne sera attractive, souligne le vice-recteur Willy Legros, que si la région est florissante. » En l'espace de dix ans, quinze sociétés ont été créées dans la foulée des recherches universitaires et l'atma master est partenaire à part entière dans huit d'entre elles.

C'est dans ce but que fut créée la Cellule Interface entreprises-université, qui doit aider les entreprises à trouver au sein de l'université les moyens de valoriser leur potentiel.

« Nous sortons du Moyen Âge, souligne Henri Gillis, représentant de l'Institut de la fabrication métallique. A la suite des malheurs de la région, on avait renoncé à croire à ses potentialités (1). On avait oublié qu'il s'y fait des choses exceptionnelles. »

Le problème liégeois est de s'être spécialisé dans la production des semi-fins. Il manque des maillons dans les filières des produits finis. Les investissements seraient beaucoup trop lourds. Par contre nous pouvons nous maintenir dans notre rôle de sous-traitants, à condition d'orienter notre production vers la sous-traitance noble, à haute valeur ajoutée. L'université et son potentiel matériel et intellectuel constituent l'un des atouts de ce renouveau.

« Un autre problème, fait remarquer Joseph Nisane, de l'Union wallonne des entreprises, c'est que notre tissu industriel est composé essentiellement de petites et moyennes entreprises familiales. Or les PME aujourd'hui doivent également tenir compte de l'environnement, du développement du marché au niveau européen et même mondial. Malheureusement, la plupart d'entre elles n'ont pas les moyens de s'offrir un département en recherche et développement. L'objectif de l'interface est d'ouvrir les portes. Les gestionnaires des PME connaissent mal l'université. Les chercheurs ont toujours l'image de savants insaisissables. Il faut susciter, concrètement, la rencontre entre ces deux univers. »

Afin de susciter ce rapprochement et de mettre en confiance les dirigeants des PME, un centre de recherche et de documentation PME a été créé à l'université. Il a pour but d'aider et de conseiller les patrons des PME. L'objectif du centre de documentation est de mettre à la disposition des dirigeants des études, des banques de données, des ouvrages, mais aussi d'organiser des ateliers de formation, de recyclage et de réflexion.

« La Cellule Interface entreprises-université est un outil qui aide les entreprises, souligne le vice-recteur Willy Legros, à trouver au sein de l'université de Liège les moyens de valoriser leur potentiel. »

Ces initiatives, créées sous l'égide de l'Union wallonne des entreprises, ont obtenu le soutien financier de banques et d'industries. Il est financé, pour moitié, par l'université et par ses partenaires, et couvre l'éventail des besoins financiers, logistiques, et infrastructurels de l'entrepreneur. Cet interface est donc au service des industries qui souhaitent innover.

« En cinq ans le chiffre d'affaires de cette collaboration université-entreprises a doublé, souligne le vice-recteur. Cette valorisation des ressources n'est nullement négative pour l'université de Liège. C'est aussi un mode de financement vital pour la recherche. En 1990, les retombées financières des contrats de recherche extérieurs sont évaluées à 1,9 milliard de francs belges. »

Julien Moës

(1) Revue Liège Université, 1990.

Quand les Langues-O font du commerce

Le centre de préparation aux échanges internationaux forme avec succès des étudiants en russe, chinois, japonais, arabe, hindi... au monde des affaires

P REMIÈRE tentative du vénérable Institut de langues orientales (INALCO) pour s'ouvrir aux enseignements économiques, le Centre de préparation aux échanges internationaux a été fondé en 1971. Il a formé, depuis, quelque cinq cents cadres commerciaux aptes à s'imposer sur des marchés réputés difficiles, grâce à leur connaissance du japonais, du chinois, du russe, de l'hindi ou de l'indonésien, l'une des huit langues d'accès au centre.

Mais attention, « il faut une certaine volonté pour assimiler les techniques de la comptabilité ou du marketing lors des années préparatoires (pré-CPEI) », prévient Gisèle Sauter, directrice adjointe du centre et professeur de japonais. « Car il ne suffit pas d'apprendre le chinois par amour de l'archéologie ou le japonais pour le zen ! » En clair, l'exotisme est une chose, les affaires en sont une autre.

Chaque année, le CPEI forme une promotion d'une quarantaine d'étudiants, dont la majorité sont titulaires du DULCO (DEUG en trois ans de Langues-O). Sont également admis sept ou huit licenciés de LEA (Langues étrangères appliquées) maîtrisant l'une des huit langues orientales d'accès.

EXPORTATION. Pour être sélectionnés, il faut d'abord avoir suivi, parallèlement à ses études, les enseignements des deux années préparatoires, puis passer un test d'anglais et un entretien de motivation. Les quelques élus repoussés alors, pendant deux ans, des enseignements en échanges internationaux, droit des affaires, marketing, analyse financière, techniques de l'exportation, communication... Tous les cours sont dispensés par des professionnels, qu'ils soient avocats, inspecteurs des douanes, prestataires de service, président de la Fédération des transports ou journaliste (Patrice Louis, de Franco-Inter).

Car, contrairement à la formation traditionnelle littéraire de Langues-O, le CPEI est délibérément tourné vers le monde de l'entreprise, à la manière d'une école de commerce. Une association d'élèves de type junior entreprise a d'ailleurs été constituée, Linguexport, qui a récemment préparé une mission export à Leningrad.

JAPON ET CORÉE. En termes d'emploi, les principaux débouchés se situent au Japon, en Chine et en Union soviétique. Sans oublier la Corée, une zone d'exportation pour laquelle Gisèle Sauter affirme recevoir beaucoup de demandes des entreprises, mais que, paradoxalement, elle ne peut pas toujours satisfaire par manque d'étudiants en coréen. Globalement, 60 % des anciens élèves travaillent en France, 40 % à l'étranger.

Sans être totalement assurée, l'insertion professionnelle de ces linguistes reconvertis aux affaires est nettement facilitée. La moitié d'entre eux sont dans des entreprises (majorité PME, moitié grandes sociétés), et occupent des fonctions export, administratives ou commerciales. Les autres rejoignent l'administration, le secteur bancaire, les institutions internationales, ou occupent des professions indépendantes. Toutefois, environ 20 % des étudiants de chaque promotion poursuivent leurs études après le CPEI, en s'inscrivant dans des DESS d'affaires internationales.

Un réseau d'entreprises est en train d'être constitué autour du centre, afin, notamment, d'accroître ses « pauvres » moyens. Gisèle Sauter attend beaucoup aussi du prochain démarrage, dans deux ans, de l'INALCO dans un nouveau bâtiment situé boulevard Jourdan, dans le quatorzième arrondissement, à Paris, pour pouvoir se sentir plus à son aise que dans les locaux exiguës du centre Dauphine, où le CPEI est actuellement installé.

L. M.

contrats de qualification de douze mois signés par les étudiants dans des entreprises telles que Bull, Aérospatiale, Hachette, Larousse...

Les vingt-cinq étudiants sélectionnés seront bien rémunérés pour des bac + 5, à hauteur de 65 % du SMIC mais ils engageront considérablement leurs chances de trouver un emploi intéressant. « Nous avons demandé aux entreprises de choisir les étudiants, car nous voulons que ces contrats soient conçus comme une pré-embauche, et non comme un stage bide », explique Robert Perrot.

De son côté, l'association « Université et Entreprises » met les bouchées doubles en faveur des LEA : « On remet en cause des secteurs d'activité comme celui de la chimie, des banques et des assurances, qui manquent de linguistes. Les étudiants de LEA savent faire, mais ils ne savent pas se vendre. C'est dommage, parce qu'ils sont polyvalents, mobiles, et souvent plus ouverts que ceux des grandes écoles. »

Louise Marcollo

(1) Un congrès national des LEA aura lieu les 24, 25 et 26 janvier 1991, sur le thème : « Châtellerie de la dimension internationale dans le monde du travail : langues, cultures, valeurs ». Organisé par la filière LEA de l'université Paris-VII, il se tiendra à l'Institut de mode ambo.

CONTRATS DE QUALIFICATION. Un peu partout, des initiatives sont prises en direction des entreprises de la région et des habitations de DESS sont demandées au ministère. Paris-VII (Jussieu) a ouvert, le 8 octobre, un DESSU (diplôme d'études supérieures d'université, l'équivalent d'un DESS mais sans la reconnaissance nationale du diplôme), option « industries des langues et traduction spécialisée », conçu comme une formation en alternance, dans le cadre de

plus grandes sociétés françaises et étrangères. Certaines, et parmi elles 2 des leaders de l'assurance en France, ont d'ores et déjà passé des accords pour recruter les informaticiens formés par l'Institut des Techniques Informatiques.

Vous souhaitez obtenir des informations sur les conditions d'accès à cette formation ? Téléphonez dès maintenant au (1) 48 37 02 90 ou écrivez à : Institut des Techniques Informatiques Tour Gallieni II - 36, avenue du Général de Gaulle - 93170 Bagnolet.

Début de la prochaine session le 07 Janvier 1991. * Crédit formation total

INSTITUT DES TECHNIQUES INFORMATIQUES

UN DIPLOME POUR VOTRE DIPLOME

Titulaire d'un DEUG, d'une licence, d'une maîtrise ou plus, vous vous posez des questions sur votre avenir ?

En 5 MOIS de formation intensive, théorique et pratique, à l'informatique de gestion sur grande systèmes IBM, vous deviendrez l'un de ces informaticiens activement recherchés par les

plus grandes sociétés françaises et étrangères. Certaines, et parmi elles 2 des leaders de l'assurance en France, ont d'ores et déjà passé des accords pour recruter les informaticiens formés par l'Institut des Techniques Informatiques.

Vous souhaitez obtenir des informations sur les conditions d'accès à cette formation ? Téléphonez dès maintenant au (1) 48 37 02 90 ou écrivez à : Institut des Techniques Informatiques Tour Gallieni II - 36, avenue du Général de Gaulle - 93170 Bagnolet.

Début de la prochaine session le 07 Janvier 1991. * Crédit formation total

INSTITUT DES TECHNIQUES INFORMATIQUES

UN DIPLOME POUR VOTRE DIPLOME

Linguistique et informatique

Des débouchés nouveaux s'ouvrent aux linguistes qui se convertissent à l'informatique

« Il est relativement facile de trouver des linguistes et des informaticiens. Mais j'ai besoin de gens qui ont une double compétence : des linguistes capables de programmer. Or c'est une denrée rare aujourd'hui », affirme Anne-Marie Derouault, chef du département « industries de la langue » au centre scientifique d'IBM France à Paris. Si les débouchés professionnels des étudiants en langues ne sont pas toujours assurés, il est une voie qui mérite attention : celle de la linguistique associée à l'informatique.

MACHINES A TRADUIRE. Deux applications sont appelées à se développer rapidement : l'enseignement assisté par ordinateur (EAO), et la traduction assistée par ordinateur (TAO). « Il y a un gros marché en traduction technique », explique Anne-Marie Derouault. Les entreprises ont l'obligation de traduire les brochures des qu'elles exportent un produit. Nous avons chez IBM des centres de traduction dans chaque pays où nous sommes implantés. Et puis il y a la veille technologique, qui a besoin de traducteurs scientifiques et techniques.

Les recherches en traduction automatique ont repris avec vigueur ces dernières années, après une phase de découragement devant la complexité des logiciels à mettre en œuvre. Il est certes trop tôt pour parler d'outils performants de traduction automatique, car les chercheurs se heurtent à la difficulté de créer des systèmes de synthèse et de reconstruction de phrases.

La « machine à traduire » travaille par étapes : il y a d'abord une phase d'analyse du texte, en syntaxe et en sémantique ; puis une phase de transfert du vocabulaire d'une langue à une autre. Reste alors l'étape la plus délicate : celle de la synthèse, pour retrouver les accords, les conjugaisons et, surtout, le bon ordre des mots. Ce processus est d'une grande richesse d'une langue réside aussi dans ses ambiguïtés (les différents sens d'un même mot), qu'il est nécessaire de lever pour éviter contre-sens et non-sens.

LANGUE DE DONNÉES. Une grande partie du travail des chercheurs en linguistique et informatique porte sur le développement de ces capacités de synthèse, que ce soit pour l'enseignement de dictionnaires électroniques (IBM a défini un dictionnaire des synonymes de trente mille entrées), mais aussi pour l'interrogation des bases de connaissances (systèmes experts, documentation d'entreprise) ou pour la traduction automatique.

Il existe toutefois des outils de traduction assistée par ordinateur qui font gagner du temps aux traducteurs, comme l'accès à l'écran des dictionnaires bilingues, et qui leur permettent de se consacrer à la tâche la plus noble de la traduction : la recherche de sens.

Une chose est certaine : « La maîtrise de l'information est un enjeu majeur des années à venir », explique Peter Stockinger, co-responsable du Centre de

recherche en ingénierie multilingue (CRIM), dépendant de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO), qui délivre un DESS. Le traitement du langage se développe dans des perspectives de tri, de stockage, de réadaptation des informations vers telle ou telle autre cible. Il s'agit de traduire, mais aussi de passer d'une langue de spécialité à une langue vulgarisée... tout cela par la voie de l'informatique. L'enjeu n'est pas proprement linguistique, il est aussi sémantique. Les entreprises sont très intéressées par l'accès rapide à des banques de données spécialisées. »

Bien que l'on soit là dans un domaine plus proche encore de la recherche que de l'industrie, les vingt titulaires du DESS Ingénierie multilingue du CRIM ont pour la plupart trouvé un emploi, dans des entreprises de communication, chez IBM ou chez France Télécom, affirme Peter Stockinger.

De son côté, Patrice Pognan, directeur du Centre de recherche en traitement automatique des langues (CERTAL) à l'INALCO, affirme que l'on se dirige « vers des systèmes de documentation multilingue », notamment pour les banques de données scientifiques et techniques. « Et puis, ajoute-t-il, l'Europe a besoin de logiciels de formation à des langues étrangères. Les langues s'apprennent autant par disquettes que par cassettes audio ! »

Le doctorat de traitement automatique des langues a été créé en 1982. Seuls cinq étudiants sont admis, chaque année, à suivre le DEA de cette filière à l'enseignement pluridisciplinaire : programmation structurée, sémantique formelle, analyse automatique en français et en anglais, recherche de documentation (1)...

Il existe d'autres formations semblables, comme la maîtrise « informatique et linguistique » de l'université Paris-VII. Il faut bien sûr maîtriser parfaitement les langues avant de se lancer dans ces disciplines. Comme l'affirme Patrice Pognan, « former des gens aux circuits intégrés sans qu'ils connaissent très bien les langues est ridicule ».

Pour ces titulaires reconvertis à l'informatique, les débouchés semblent assurés : « Il n'y a pas de chômage chez moi... », affirme le directeur du CERTAL, qui regrette cependant que les industriels français ne soient « pas encore sensibilisés au traitement automatique des langues, comme c'est le cas en Allemagne et en Grande-Bretagne depuis le début des années 70. Mais cette discipline est appelée à se développer : la société d'aviation Dassault a monté récemment une section de traitement des langues et compte recruter en deux ans soixante diplômés. »

L. M.

(1) Voir également l'enquête sur le DEA « linguistique et informatique » de l'université Saint-Pascal de Clermont-Ferrand, dans le supplément spécial « Campus » publié dans le Monde du 16 octobre.

LA FORMATION CONTINUE DANS LES ECOLES DE COMMERCE ET D'INGENIEURS (HORS SERIE du Mensuel FORMATION FRANCE)

L'organisation, les réponses aux attentes des entreprises, les formations diplômantes. Prix public: 110 F (frais de port compris).

Pour commander: FORMATION FRANCE, Brigitte BILLIARD 27, rue du Chemin-Vert, 75011 PARIS - (1) 48.07.42.21

BBC ENGLISH

L'ANGLAIS DE LA BBC

manuels, audio-cassettes, vidéo-cassettes

1 livre + 2 cassettes C80 = 189 F

Documentation gratuite: EDITIONS-DISQUES BBC (M) 8, rue de Belfort, 75008 PARIS

Tél.: (1) 45-62-44-24

Cours par correspondance cours oraux et conférences à Paris Sessions de formation

ECOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE

ORGANISME PRIVE FONDE EN 1953

Coordonné par l'Education Nationale

B. 3 - Dép. LM 12, villa Saint-Pierre 94220 CHARENTON

Tél.: (1) 43-76-72-01

Préparation à la profession de psychologue

Convention de formation continue

Immédiatement reçues toutes les années

Documentations gratuites

(1) Consulter l'annuaire électronique

Analyses, sélections, bilans de personnalité

100150

INITIATIVES
EMPLOI

... Le Monde • Mercredi 7 novembre 1990 V

VIEILLIR DANS L'ENTREPRISE

Ils ont trente ans d'expérience, sont toujours en poste... et ont l'avenir devant eux

La barrière de l'âge

Les salariés de plus de quarante-cinq ans représentent tout au plus 5 % des personnes envoyées en formation.

Une exclusion qui a de multiples raisons

LES chiffres sont implacables : alors qu'ils constituent environ 40 % des effectifs, les salariés de plus de quarante-cinq ans représentent tout au plus 5 % des personnes envoyées en formation. Cette information, puisée dans le rapport sur la modernisation et la gestion des âges que Xavier Gauthier et Claude Thomas ont remis au printemps dernier à Jean-Pierre Soisson, a des causes multiples. En période de croissance, les entreprises n'hésitent pas à embaucher des jeunes, plus diplômés que leurs aînés, pour occuper les postes techniques. En période de crise, elles ont d'autant moins de raisons de former les salariés de plus de quarante-cinq ans qu'elles ont bien l'intention de s'en séparer le plus rapidement possible.

De plus, comme le reconnaît Claude Thomas, qui fut directeur des affaires sociales de Renault avant d'être aujourd'hui pré-

dent de l'AFPA : « Dans la plupart des entreprises, à quarante-cinq ans les jeux sont déjà faits. » Si la carrière des salariés a pu jusqu'à évoluer rapidement, elle suivra désormais son petit bonhomme de chemin.

CRAINTE DE L'ÉCHEC.

Comme hier, le rythme des changements techniques était relativement lent, les salariés avaient le temps de s'y habituer progressivement sans être réellement formés. Dans ce contexte, le patronat avait d'autant moins de raisons de se préoccuper de la formation de ces salariés que les principaux intéressés étaient eux-mêmes les plus réticents à suivre une formation. « Envoyer un cadre en stage équivalait à ses yeux à un début d'exclusion », se souvient Claude Thomas. Cette période n'est pas totalement révolue. Comme le constate Yves Lasfargue, directeur d'IFG Technolo-

Suite page 71

VERS cinquante-cinq ans, je me suis interrogé sur mon avenir et je me suis dit que je travaillerais jusqu'au bout. Parce que mon métier me passionne. Aujourd'hui, Mario a soixante-cinq ans. Il est toujours en poste et en forme pour décrocher des contrats et parcourir le monde à raison d'une trentaine de déplacements par an. Entré dans cette entreprise métallurgique en 1961, en tant qu'ingénieur d'études, il s'est vu confier, il y a dix ans, la responsabilité commerciale d'un produit très minoritaire dans le groupe. De quoi combler son goût

du challenge et des contacts humains.

« J'aurais pu faire de la vente assis derrière mon bureau, raconte Mario. J'ai préféré, en accord avec la direction, orienter mon poste vers ce qui m'intéresse le plus : prospecter, communiquer avec l'extérieur. » Une stratégie qui a permis de développer l'activité. Et pas question pour ce globe-trotter en costume-cravate de changer de rythme. « Si on se dit : je ralentis, on va vers la fin. Ma stratégie a été de continuer à prendre des risques. »

Récemment, la direction et lui-même se sont mis d'accord

pour qu'il ne quitte l'entreprise que dans deux ou trois ans, échéance à laquelle l'avenir du produit pourrait être remis en cause. Ce qui n'a pas entamé son énergie. « Je continue à faire mon travail comme s'il devait durer éternellement. Cela fait partie de ma motivation. » Quoi qu'il arrive, l'avenir de Mario se trouve devant lui. Depuis quatre ans, il prépare sa prochaine carrière : conseil en formation et en soutien psychologique.

UNE CERTAINE ROUTINE.

Sylvain a opté pour la même démarche : son activité associative lui permettra, à la retraite, de passer en douceur de l'entreprise au conseil. Un avenir auquel il pense rarement tant il se sent motivé et encouragé par son président. A cinquante-neuf ans, Sylvain est l'un des directeurs généraux d'un groupe pharmaceutique. Aucun médicament n'est présenté à l'administration sans son aval. La société lui a proposé le poste il y a dix ans alors qu'il dirigeait un autre laboratoire. Il a accepté le défi. « J'aurais pu déprimer au bout de trois mois. J'ai préféré en prendre le risque car je me sensais prisonnier d'une certaine routine. En entrant dans cette société très différente, je me suis senti débarrassé. »

Un débutant clair, car c'est bien sa réputation de négociateur avec les ministères et son expérience qui ont séduit l'entreprise. Aussi Sylvain estime n'avoir rien à craindre des jeunes loups. « J'aime m'entourer de collaborateurs talentueux. Ils m'apportent une richesse et renforcent ma position. Et s'ils sont compétents, ambitieux et fiables, je suis le premier à les encourager et à les

aider à trouver un poste à leur mesure. » Christian, cinquante-quatre ans, responsable qualité carburants chez un pétrolier et délégué du personnel CFDT, ne se sent pas non plus menacé par les jeunes. Et pour cause : « On n'en voit pas beaucoup. » Dans cette société où il travaille depuis 1963, les deux tiers des effectifs se sont évaporés en préretraites depuis le premier choc pétrolier et peu de jeunes ont été embauchés. Aujourd'hui, alors qu'une nouvelle restructuration est annoncée, la direction semble avoir modifié ses habitudes : le plan social ne touche que quelques personnes de plus de cinquante-cinq ans. Un encouragement pour Christian.

« Mon travail me passionne, raconte Christian, et j'ai envie de rester jusqu'à la retraite. Mais pas dans n'importe quelles conditions. » Car, déjà, une nouvelle politique, cette fois décidée au niveau européen, se dessine. « D'ici quelques années, une partie de mes activités pourrait être reprise au niveau européen et je serai peut-être trop vieux pour que l'on me confie de telles responsabilités. En France, les responsabilités ne seront sans doute que des exécutants. Et cela ne me dit rien ! »

Francine Alzicovici

Des politiques d'insertion bien timides

Certaines entreprises prennent conscience de la valeur des personnels âgés. Les banques restent à part

EN période de restructuration, les industriels ont longtemps licencié en priorité les salariés les plus âgés. « Les préretraites étaient des mesures populaires et réclamées par le personnel », nous explique-t-on chez Peugeot. Aujourd'hui, alors que la croissance et l'emploi ont repris dans l'industrie, il semblerait que les plus de cinquante ans reviennent en grâce. « On s'est aperçu que les départs massifs des salariés anciens ont entraîné une perte de savoir-faire dans les ateliers, et qu'en conséquence les gains de productivité attendus de la mécanisation des tâches sont moins élevés qu'on ne l'aurait », affirme René Chélin, chargé de mission de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT).

Pour sa part, Pierre Guillen, vice-président de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) et du CNPF, se déclare « opposé à une systématisation des mesures d'âges » (« le Monde-Emploi », du 4 avril 1990). Transformant ses intentions en actes, l'UIMM vient de signer avec FO et la CGC un accord sur la formation des salariés de plus de quarante-cinq ans.

L'EXPERIENCE. C'est le signe d'une certaine évolution des mentalités en la matière. « On s'interroge davantage aujourd'hui sur la conservation du savoir-faire dans le cadre de la gestion prévisionnelle des emplois (GPE) », affirme René Chélin, qui constate toutefois que cette prise de conscience est « plus forte dans les PME que dans les grandes entreprises ». Normal : ce sont les petites structures qui manquent le plus de main-d'œuvre qualifiée. Il ne faut pas croire pour autant que tous les grands groupes se désintéressent des salariés âgés. Ainsi, chez Lafarge-Coppée, qui compte une part importante de quinquagénaires dans sa pyramide d'âges,

« on va transférer leur expérience aux jeunes », selon André Othon, directeur des ressources humaines. « Par exemple, les anciens coupeurs des jours de production de ciment ont acquis des réflexes. Ils savent à la couleur du flamme que la température du four est de 1 500 degrés Celsius et four est de 1 450 degrés ! Nous essayons aujourd'hui d'informer sur le procédé de fabrication. Pour cela, leur expérience est précieuse. »

Le secteur automobile a, dans un passé récent, fortement encouragé les départs en préretraite des salariés de cinquante-six ans et l'âge de cinquante-cinq ans est devenu un âge d'or. Mais l'on affirme désormais, au siège parisien de Peugeot, qu'il est « intéressant de garder un peu d'expérience au milieu de tous les jeunes que l'on a embauchés. »

DÉSABUSÉS. Le discours est plus volontariste chez Bull où René Bannier, directeur de l'emploi, se plaint de l'état d'esprit « démissionnaire » qu'ont entraîné les recours massifs aux mesures de préretraite. « On peut mesurer de préretraites trois ans et être jeune à cinquante-trois ans et vieux à trente-cinq », s'exclame-t-il. Nous voulons faire passer ce message auprès des ouvriers et techniciens. Car, dès qu'ils atteignent la cinquantaine, beaucoup se disent qu'il ne leur reste plus qu'à tenir encore six ans avant de partir, quel que soit le poste qu'ils occupent ! »

Ces bonnes paroles seront-elles suivies d'effets ? En effet, Bull n'a pas encore digéré son dernier plan social que d'autres suppressions d'emplois se profilent à l'horizon. Les salariés de cinquante ans et plus, qui forment 17,5 % des effectifs du groupe informatique, feront-ils ou non les frais d'éventuels dégrais-

Car, si l'on se sépare moins aujourd'hui des salariés âgés, c'est aussi parce que l'Etat se montre moins généreux pour

financer les préretraites. « Depuis trois ans, nous ne songons plus à faire partir en premier les personnels âgés car ce n'est plus possible : on a restreint le nombre de conventions FNE (Fonds national pour l'emploi) », déclare Jean-Marc Devaud, responsable du développement des organisations chez Pechiney. Il ne se fait guère d'illusions sur les facilités d'adaptation des ouvriers et techniciens âgés. « Nous maintenons une parcelle des tâches là où les gens ne veulent pas évoluer, dit-il. Les plus âgés sont affectés aux productions en petites séries, effectuées sur des machines anciennes. Mais nous formons aussi aux nouvelles technologies ceux qui veulent et peuvent se former. »

Chez Renault non plus, il n'existe pas de mesures spécifiques de formation aux nouvelles technologies à l'intention des salariés âgés. « Nous sommes toujours dans un climat de réduction d'effectifs et nous avons un plan FNE pour accompagner la fermeture de l'usine de Billancourt », affirme-t-on au siège du constructeur automobile, qui compte 10 569 salariés âgés de cinquante à cinquante-quatre ans et seulement 1 782 salariés de cinquante-cinq ans et plus, sur un effectif total de 70 720 en 1989.

Dans les banques et les assurances, qui ont entamé leur restructuration bien après l'industrie, la situation des anciens employés n'est pas, à non plus, très enviable. « Au Crédit du Nord, où 60 % du personnel ont été renouvelés en dix ans, la direction explique aux plus de cinquante ans que le travail actuel ne correspond plus à ce qu'ils savent faire », affirme Jocelyne Potvin, de la Fédération CGT des banques. Il reste donc beaucoup à faire pour que les entreprises aient plus de considération à l'égard de leurs anciens.

Laurent Marcollou

PROCTER & GAMBLE INVITES TOP ENGINEERING STUDENTS ACROSS EUROPE TO THE 1st EURO TECHNICAL MANAGEMENT SEMINAR



Procter & Gamble invites top engineering students across Europe to the 1st Euro Technical Management Seminar. Executives through case studies drawn from their experience.

Applicants should have the following pre-requisites:

- Qualities of leadership
- Outstanding academic record
- Graduate in 1991 or 1992
- Good knowledge of English

The Euro Technical Management Seminar will be held in English at Procter & Gamble's Italian headquarters in Rome from March 17-22, 1991.

Travel and accommodation expenses will be paid for those students selected.

Please send résumé with academic qualifications in English by December 15, 1990 to:



EURO TECHNICAL MANAGEMENT SEMINAR
PROCTER & GAMBLE
EUROPEAN TECHNICAL CENTER
P.O. BOX 46, 1850 GRIMBERGEN BELGIUM

PROCTER & GAMBLE INVITE LES FUTURS INGÉNIEURS D'EUROPE AU 1er SÉMINAIRE EUROPÉEN DE MANAGEMENT TECHNIQUE.

Nous offrons la possibilité à 25 étudiants d'entrer dans le vrai monde des affaires et de développer leurs qualités en management en travaillant avec des dirigeants de Procter & Gamble sur des cas concrets. Nous exigeons des candidats : des qualités de leadership ; d'excellentes résultats académiques ; d'être diplômé en 1991 ou 1992 ; de bonnes connaissances de la langue anglaise. Le séminaire européen de management technique se tiendra en anglais au siège de Procter & Gamble à Rome, du 17 au 22 mars 1991. Les frais de voyage et de logement seront remboursés aux candidats sélectionnés. Veuillez envoyer vos diplômes et votre cv, en anglais avant le 15 décembre 1990 à l'adresse mentionnée ci-dessus.

La barrière de l'âge

Suite de la page V

gés, « les cadres les plus âgés viennent peu en formation, car ils occupent des postes de responsabilité. Or on sait très bien que les dirigeants dédaignent la formation. On peut même dire que dans une entreprise les cadres qui sont au-dessus du chef de formation ne se forment pas ». A l'autre bout de l'échelle, la situation est comparable. De l'avis de tous, envoyer en stage un ouvrier qui a quitté sans diplôme les bancs de l'école trente ans plus tôt est voué à l'échec. Nombreux sont ceux qui préfèrent même partir en préretraite qu'en formation.

Y aurait-il donc une fatalité de l'exclusion ? Faudrait-il se résoudre à ne s'intéresser qu'à la formation des plus jeunes ? Evidemment non. La preuve en est que cette discrimination par l'âge est typiquement française. Aux Etats-Unis, de nombreux stages ne concernent que les salariés de plus de cinquante ans. La raison est double : les lacunes du système de protection sociale les incitent à travailler le plus longtemps possible et, face à la pénurie de main-d'œuvre, les entreprises n'hésitent pas à consacrer des sommes importantes à la formation des salariés proches de la retraite.

UTILISATION RÉGULIÈRE. L'adaptation des plus âgés aux nouvelles technologies constitue-t-elle une autre bonne raison ? Pas vraiment. Yves Lasfargue n'a jamais constaté de réels problèmes d'âge : « Les tout jeunes ont un accès plus rapide aux nouvelles technologies. La casure ne se produit pas à cinquante-cinq ans, mais dès vingt-cinq ans ». Si la formation initiale a été maintenue, l'âge n'est pas un handicap. Le tout est de « maintenir la vitalité technique des gens », pour

repréparer l'expression de Jacques Hérodote, directeur de l'éducation chez IBM France. Dans cette entreprise où l'ensemble des employés ont droit à onze jours de formation par an et où il est fortement déconseillé à un manager de ne pas suivre les quarante heures de formation annuelle quasi obligatoire, Jacques Hérodote constate que, « quand une formation technique pourrait les dépasser, les plus âgés arrivent à tenir la route en se référant à leur passé et à leur expérience ».

En sera-t-il de même à Uzinor-Sacilor ? Dans cette entreprise où, pour cause de CGPS (convention générale de protection sociale), aucun ouvrier n'a aujourd'hui plus de cinquante ans, l'âge des départs en retraite redeviendra « normal » l'an prochain. Il faudra alors de nouveau se pencher sur la formation des sidérurgistes les plus âgés. La direction tente donc d'introduire la notion de « formation intégrée » au travail. « Tout devra être occasion de formation », indique-t-on. Il faudra alors surmonter deux obstacles : convaincre la maîtrise de remplir cette tâche et persuader des ouvriers qu'ils ne sont pas usés à cinquante ans, mais que tout est encore possible.

Cette idée ne se propage que lentement : dans l'accord qu'ils viennent de conclure sur les problèmes généraux de l'emploi et qui s'inscrit dans la droite ligne d'une loi de 1989, les partenaires sociaux de la métallurgie insistent constamment sur l'attention particulière qui doit être réservée aux plus de quarante-cinq ans. C'est bien la preuve que les problèmes sont désormais perçus par chacun... mais que tout reste à faire.

Frédéric Lemaître

Thomson limite le « gâchis »

La direction du groupe vient de signer un accord avec quatre syndicats sur la gestion prévisionnelle et préventive de l'emploi

MA préoccupation, c'est qu'il n'y ait pas de licenciements à partir de cinquante ans», assure Paul Calandra, directeur des affaires sociales du groupe Thomson, tout en étant conscient que c'est un objectif difficile à atteindre. « Je trouve, explique-t-il, que c'est un contresens économique de mettre hors circuit des cinquante-cinquante-cinq ans, d'utiliser la préretraite pour gérer les effectifs alors qu'il y a une pénurie d'ingénieurs ou tout simplement de compétences ».

Pour essayer d'éviter ce « gâchis », et en dernière instance, de gérer au mieux l'aspect social lorsque aucune solution n'aura pu être trouvée pour les salariés âgés ou déqualifiés, la direction du groupe Thomson et les syndicats CFDT, CFE-CGC, CFTC et FO ont signé le 26 septembre, un accord-cadre sur la gestion prévisionnelle et préventive de l'emploi et des qualifications. D'une durée de cinq mois, cet accord, qui concerne quelque 50 000 salariés des sociétés françaises dont le capital est détenu à plus de 50 % par le groupe, fixe les grandes orientations. A charge pour chaque société d'entamer des négociations pendant ce laps de temps afin de l'aménager en fonction de ses spécificités.

REORIENTER LES SALARIÉS. L'accord-cadre comprend trois phases. Une phase prévisionnelle qui applique, en concertation avec les partenaires sociaux, une analyse des évolutions des métiers. Une phase préventive qui devrait permettre de détecter les difficultés prévisibles et de mettre en place des mesures pour y faire face : reorienter les salariés, leur donner des formations qualifiantes, entreprendre « des actions de gestion préventive pour tenter de pallier le risque d'exclusion du fait de l'âge des salariés ». Pour cela, l'accord-cadre prévoit un bilan professionnel pour tout salarié n'ayant pas bénéficié d'une évolution et/ou d'une formation depuis plus de cinq ans ainsi que pour tout salarié se trouvant aux deux tiers de sa carrière.

Troisième phase, enfin, pour les salariés qui n'auront pu évoluer suffisamment et dont l'emploi se trouve menacé : un volet social est prévu visant à les

reclasser dans les meilleures conditions ; en priorité en interne et, le cas échéant, en externe avec l'assurance de retrouver au moins 85 % de la rémunération qu'ils avaient dans le groupe.

Bizarrement, cet accord, qui semble offrir quelques garanties aux salariés, ne suscite pas énormément d'enthousiasme chez les syndicats. Ce qui pourrait être normal pour la CGT puisqu'elle ne l'a pas signé ; estimant qu'il s'agit essentiellement d'un « outil mis au service d'une stratégie industrielle élaborée en dehors des salariés ». Mais, la tête de la CFDT ou de la CFE-CGC étonne quelque peu.

En fait, les syndicats ne sont pas du tout persuadés que les directions des sociétés aient réellement envie de négocier. Et ils ont pu constater les effets pervers de l'accord sur la prévision des difficultés de l'emploi signé le 16 février 1989 pour deux ans entre Thomson CSF par la CFE-CGC et FO.

« Les employés qui savent que les salariés de cinquante-cinq ans étaient protégés par une clause de non-licenciement les ont simplement mis sur la touche. Certains étaient payés à ne rien faire en attendant que la cellule emploi s'occupe de leur trouver une solution », déplore Robert Viellard, secrétaire général de l'inter CFDT du groupe. Il est vrai, ajoute-t-il cependant, que l'accord-cadre est un « plus » par rapport à celui de Thomson-CSF puisqu'il suggère de repérer les « métiers à risque » avant même l'arrivée des problèmes et de proposer une formation. « L'idée est bonne mais il faudra voir dans les faits comment cela se passera dans les entreprises ».

« L'accord CSF a eu des effets pervers, reconnaît Paul Calandra, mais, même si un accord ne produit pas l'objet pour lequel il est signé, il a des vertus pédagogiques pour l'entreprise. La preuve c'est que la CFDT a signé le deuxième accord. Peut-être constaterons-nous dans cinq mois que personne n'en a voulu. On verra alors avec les partenaires sociaux ce qu'il convient de faire. Mais l'entreprise ne sera plus la même. Elle aura bougé ».

Catherine Leroy

Une panoplie contre le dépérissement du savoir-faire

Les sociétés qui gèrent les carrières sur la durée apparaissent comme des oiseaux rares.

Rhône-Poulenc et Kodak sortent du lot

CE sont des oiseaux rares. La gestion des carrières sur la durée est le fait de peu d'entreprises. La liste est longue, en revanche, de celles qui ne prêtent plus guère attention aux salariés une fois dépassés les quarante-cinq ans. Rhône-Poulenc et Kodak agissent différemment. Toutes deux présentant des indices révélateurs : un turnover très faible — moins de 3 % chez le chimiste, 1,5 % pour le géant de la photo —, peu de départs, deux réalités qui se combinent ici avec une forte fidélité à l'entreprise. On entre chez Rhône-Poulenc pour y rester en moyenne vingt-cinq ans, dix-sept ans chez Kodak. Rien d'étonnant, donc, à ce que l'âge moyen des salariés soit, dans les deux cas, supérieur à quarante ans.

Pourtant, la crise du pétrole et la concurrence internationale ont touché l'une comme l'autre : fermetures d'usines et de sites avec souvent sur la liste des plans sociaux les cinquante ans et plus. Cette utilisation jugée « classique » des préretraites ne reflète pas pour autant à en croire les responsables, les politiques maison. Autant commun, d'abord : des entreprises qui ont une forte culture susceptible d'attirer, et ce pour longtemps.

« Rhône-Poulenc a une excellente image de marque, confirme Bernard Chambon, directeur du développement des ressources humaines. C'est un groupe vaste qui offre des métiers variés et d'importantes possibilités d'évolution. Les



ingénieurs chimistes qui se tournent vers nous ont donc vraiment envie de construire leur carrière ».

« **MERCENAIRES.** De son côté, Kodak met surtout en avant le savoir-faire de l'entreprise qui décourage « les mercenaires », selon Bernard Cochet, de la direction des relations sociales. Des plus, qui, malgré tout, ne suffisent pas. D'où la mise en place depuis plusieurs années d'outils de gestion des carrières, dont la mission essentielle est d'éviter l'isolement des salariés à des postes sans perspective.

La panoplie de Rhône-Poulenc est très élaborée. Le groupe chimique travaille ainsi par familles professionnelles. « Vous avez la finance, la production, etc. », commente Bernard Chambon. Chaque groupe est animé par un parrain, tout simplement le directeur de la fonction qui gère la mobilité transversale. Quatre cents à cinq cents cadres changent en moyenne de secteur chaque année. D'ailleurs, la méthode de recrutement, une méthodologie arrêtée confidentiellement par la direction des ressources humaines

et qui détermine, pour les responsables les plus élevés, des postes-jokers au cas où les intéressés craignent de voir leur avenir bouché.

Enfin, il y a « l'homme cadre », responsable des trois cents à quatre cents de ses confrères et qui, au cours d'entretiens annuels d'évaluation, évoque avec chacun d'entre eux les perspectives de carrière et de formation. « Cela nous permet de réguler les phénomènes », constate Bernard Chambon.

Formation, c'est aussi le mot-clé chez Kodak, qui y consacre 4,5 % de sa masse salariale. Mais la firme ne veut pas la dissocier d'une progression des carrières « qu'il faut à tout prix » prolonger en âge, affirme Marie-José Montalèsco, de la direction des relations sociales. D'où, par exemple, la signature, il y a cinq ans, d'un accord d'entreprise qui a ouvert des possibilités nouvelles pour les opérateurs de production. « Nous avons créé, explique Bernard Cochet, un système de fonction réparti sur plusieurs coefficients. Les salariés savent donc qu'ils peuvent progresser sur un même poste en classification et donc en salaire. L'opération se poursuit cette année avec la mise en place d'une formation-soie (1 500 heures à plein temps) qui concernera, à terme, plusieurs centaines d'opérateurs de production, afin d'actualiser leurs connaissances techniques. « Ne pas laisser les plus anciens voir leur savoir-faire dépérir, c'est surtout cela, la gestion des carrières sur la durée ».

Marie-Béatrice Boudot

Communication, formation, évolution

Pour s'accrocher à son siège dans une entreprise, le cadre doit s'intéresser à tout ce qui s'y passe, se former et... bouger

A partir de 45-50 ans, un cadre a que 2 à 3 % de chances de retrouver un emploi si par malheur il vient à perdre le sien, affirme-t-on à l'Association pour l'emploi des cadres (APEC). C'est un constat ! Et plus âgé qu'un simple cadre, vous devez imprégner tellement d'une culture d'entreprise qu'il est très difficile de se réadapter.

Bref, on a intérêt à s'accrocher à son siège. Pour cela, quelle stratégie adopter ? Pour Jean-Pierre Caron, délégué général de l'Association nationale des directeurs et cadres de la fonction personnel (ANDCP), le salarié n'a guère le choix et subit passivement son sort. Beaucoup de représentants d'entreprises ont des politiques impitoyables telles que licencier systématiquement tous les gestionnaires, fussent-ils excellents. La seule précaution que les cadres puissent prendre c'est de veiller, dès le début de leur carrière, à faire partie d'une équipe équilibrée et bien panachée.

Il est important aussi de veiller à un déroulement logique de sa carrière en trois temps. Jeune débutant frais émoulu de ses études, on utilise son savoir. Dans une deuxième phase, on met en avant son savoir-faire. Enfin, l'expérience aidant, on délégué la technique pour la gestion et les fonctions de généraliste.

BRANS DE CARRIÈRE. Xavier Van Eeckhout est chef d'unité à l'APEC. Il a créé en 1982 les bilans de carrière pour les cadres de quarante ans désireux de faire le point. Pour lui, le salarié, sauf exception, est menacé dès lors qu'il ne base pas toute sa stratégie sur trois points : la communication, la formation et l'évolution.

Communication parce qu'il doit sortir de sa spécialité, pour s'intéresser à tout ce qui se passe dans l'entreprise et le faire savoir. Rien de pire que l'isolement, surtout si une compétence technique très pointue lui donne l'impression de se suffire à lui-même et d'être sa propre justification. Participer à la vie de l'entreprise, être ouvert, écouter.

Formation parce que le cadre doit être constamment à l'affût de ses propres besoins pour pouvoir maîtriser une fonction managériale. Il doit mener une réflexion continue sur ce qu'il lui faut acquiescer pour être toujours au top niveau des connaissances. Certains sont bloqués par les nouvelles technologies, comme l'informatique, d'autres ont de vagues souvenirs de langues qui remontent péniblement à l'époque lointaine de leur baccalauréat. L'internationalisation croissante des échanges rend indispensable la pratique courante des langues vivantes. Par exemple, certains départements d'Alcatel utilisent même en France l'anglais comme langue véhiculaire. Il ne s'agit pas d'être performant dans tous les domaines mais il faut éviter de donner à son entreprise des alibis pour se débarrasser de vous.

Evolution enfin, parce que rester dans la même entreprise ne doit pas être synonyme d'immobilité. Il faut bouger latéralement autant que verticalement et multiplier les fonctions : passer du bureau des méthodes à une unité de fabrication, du technique au commercial, du siège à une filiale, varier les expériences, ne plus s'enfermer.

Certaines entreprises ont eu à cœur d'aider les cadres à faire le point en prévision d'un changement de responsabilités. BSN, des trente-huit-quarante ans, demande systématiquement à ses salariés de faire des bilans de carrière. Pour le responsable d'une grosse holding financière, « les PME sont les lieux qui reconnaissent le plus volontiers la valeur des gens confirmés. C'est là qu'on a le plus de chances de finir sa carrière, à condition d'en rejoindre une à temps ».

Liliane Delwasse

L'effet pervers le plus grave

Pour José Bidegain, conseiller auprès du ministre de l'industrie, modifier la pyramide des âges peut être lourd de conséquences

« Quinze ans durant, on a « mal » vieilli dans l'entreprise. Quel regard portez-vous sur cette situation, dont on dit qu'elle s'atténue aujourd'hui ?

— On a longtemps pensé, en effet, globalement, qu'il valait mieux un jeune retraité qu'un jeune cadre. Ce jugement s'est révélé faux. La crise économique des années 70 et les restructurations ont entraîné une autre conséquence : on a « fabriqué » de jeunes retraités sans diminuer le nombre de chômeurs.

— Quelles ont été les conséquences de ce que vous estimez être un « effet pervers », et laquelle d'entre elles vous paraît être aujourd'hui la plus grave ?

— L'arrivée du préretraité, qui a perduré pendant dix à quinze ans, et cela parce qu'on a voulu éviter des choix difficiles, a eu de nombreux effets pervers. On les connaît bien. Ce fut la perte du savoir-faire, si nuisible dans le monde de l'entreprise, perte de productivité aussi. Quant aux jeunes, ils n'ont pas été embauchés, comme on le croyait, et sont restés chômeurs. La pyramide des âges surtout a été bouleversée. Nous en vivons pleinement les conséquences aujourd'hui. En d'autres termes, pour éviter d'avoir à faire des choix douloureux, à tous les niveaux de la hiérarchie, on a opté pour la solution de facilité : celle de la sélection par la date de naissance.

« Il s'est fait, sans doute, se montre plus sélectif et, face aux restructurations, choisit en fonction des qualifications, de la date d'arrivée dans l'entreprise, etc. Il s'agit en fait d'un problème de gestion prévisionnelle des ressources humaines, laquelle est de la responsabilité sociale de l'entreprise.

— Considérez-vous aujourd'hui qu'il y a eu carence de cette gestion prévisionnelle ?

— Oui. La modification dans la pyramide des âges est sans doute l'effet pervers le plus grave. Aujourd'hui, la pyramide, prise globalement dans l'industrie, est devenue, si l'on peut dire, un rectangle. Après les longues années de crise, les embauches de jeunes ayant été stoppées, la majorité des

entreprises disposent de peu de personnes en dessous de la tranches d'âge de trente ans, et plus au-dessus de cinquante-cinq ans.

Dans ce contexte, il est difficile d'intégrer des jeunes. Ceux-ci considèrent qu'ils travaillent dans des usines de vieux. Ce qui explique, pour partie, leur turnover.

« Nous nous sommes rendu compte aujourd'hui qu'il ne peut pas y avoir de bon climat social sans une bonne pyramide des âges, aussi sommes-nous devenus plus prudents. Fréquemment se créent des équipes mixtes, un « papy » et trois jeunes par exemple. Cependant, il ne faut pas se bercer d'illusions. Malgré bien des incitations sociales spécifiques, il sera toujours très difficile à un salarié ayant dépassé la cinquantaine de se reclasser, bien que l'on parle de plus en plus du maintien, voire du retour des « anciens » dans l'entreprise.

— Quelle était votre méthode lorsque vous étiez directeur général adjoint de la Compagnie de Saint-Gobain ?

— Nous préférons nous montrer très sélectifs dans l'embauche de

jeunes cadres. Deux années après, ils étaient testés : 5 à 10 % d'entre eux se déplaçaient alors de nous. Entre trente-cinq et trente-huit ans, leurs connaissances, leur niveau, leurs aptitudes étaient de nouveau vérifiées. Il est humainement impensable de dire à un cadre au-delà de quarante-cinq ans qu'il ne donne plus satisfaction après vingt ans de présence. En résumé, pour éviter les erreurs du passé, les choses doivent être dites à temps.

« Quant à savoir s'il y a un « bon » âge pour diriger, je répondrai qu'il y a un âge pour tout, mais que, d'une manière générale, à quarante ans, on doit s'orienter soit vers une direction générale, soit vers une expertise : la finance, les achats, l'informatique, par exemple. Aux alentours de soixante-cinq ans, il faut alors réfléchir à sa succession et permettre à des hommes de cinquante à cinquante-cinq ans d'être aux commandes, afin d'assurer le renouvellement des générations. La pyramide des âges est un élément capital de la stabilité des entreprises ».

Propos recueillis par
Jean Monantou

Contre savoir-faire

Le Monde

ESIS
UN
MAGNET

Le Monde

ation, évolution

Le Monde

plus grave

Le Monde

DIRECTEURS DE PROJETS ET CHEFS DE PROJETS : VENEZ VIVRE LA PASSION DU CONSEIL EN MANAGEMENT

Price Waterhouse...

Nous sommes une grande firme mondiale de conseil avec :

- 2 500 consultants en Europe,
- une forte implantation dans la communauté financière française,
- l'opportunité de travailler au sein d'équipes pluridisciplinaires.

Recherche...

Vous avez :

- un diplôme d'une Grande Ecole ou d'une Université,
- entre 4 et 8 ans d'expérience dans de grandes entreprises et institutions, SSII réputées ou cabinets en organisation informatique,
- la maîtrise de l'environnement IBM, DEC, BULL.

Pour ses missions :

Vous voulez intervenir dans des secteurs variés, pour des clients de premier plan :

- développement de stratégies informatiques,
- études de performance des systèmes d'information,
- études de faisabilité,
- implantation de progiciels...

Si vous voulez vivre la passion du conseil, merci d'adresser votre dossier de candidature à
Carole Leprette, sous la référence M 944 11
113 rue de l'Université - 75007 PARIS.

Price Waterhouse Management Consultants



Amsterdam - Athènes - Berlin - Bruxelles - Budapest - Dublin - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Helsinki - Copenhague - Lisbonne - Londres - Luxembourg - Madrid - Oslo - Paris - Prague - Stockholm - Munich - Stuttgart - Vienne

Ingénieur d'études

T E M P S R E E L

Situé à Nantes, notre Centre de Recherche et de Développement poursuit sa croissance.

Nous vous proposons de participer à des projets high-tech dans les domaines suivants :

- systèmes temps réel VX-WORKS, VRTX, PSOS,
- système Unix,
- interface graphique X-Window,
- réseau type Ethernet sous TCP ou UDP.

Au sein d'une équipe de taille humaine, vous valoriserez votre potentiel technique (grande école avec spécialité informatique et/ou électronique) et développerez votre première expérience professionnelle acquise dans le domaine du temps réel.

Merci d'envoyer votre dossier (lettre manuscrite, CV et photo), sous réf. TR/44/OF, à notre conseil :

Inter Régions Consultants
10 rue de la Villa-Maria, 44000 Nantes

INGÉNIEUR COMMERCIAL EXPÉRIMENTÉ (LYON)

A 30/35 ans environ, de formation supérieure, vous avez acquis chez un constructeur ou dans une SSII, une solide expérience des environnements IBM, BULL et DIGITAL.

Autonome et passé maître dans la négociation de haut niveau, vous développerez une clientèle grands-comptes sur la région Rhône-Alpes. (réf. ICL/LM)

INGÉNIEURS COMMERCIAUX EXPÉRIMENTÉS (PARIS)

A 30 ans environ, de formation supérieure, vous alliez à une bonne expérience commerciale des connaissances

BULL GCOS 7-8 ou DEC VAX/VMS (réf. ICB/LM) (réf. ICD/LM)

Venez valoriser votre professionnalisme en rejoignant une équipe en plein développement. Vous gèrerez et développerez une clientèle grands-comptes. Pour ces trois postes, rattaché au Directeur Commercial France, vous travaillerez en étroite collaboration avec nos consultants. Vous disposerez de tous les atouts nécessaires pour réussir votre mission et faire évoluer votre carrière dans un contexte professionnel pluridisciplinaire et de grande qualité.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, et photo) sous la référence du poste choisi à Isabelle MANGEOT ARTHUR ANDERSEN INFORMATIQUE - Tour GAN - CEDEX 13 - 92082 PARIS LA DEFENSE 2.

ARTHUR ANDERSEN
— INFORMATIQUE —

Donnez une

INGÉNIEUR SYSTEME ENVIRONNEMENT MVS/ESA

Au sein d'une équipe dynamique de 7 personnes, votre première mission portera sur le perfectionnement de nos CICS (évolution, performances, supports).

Vous évoluerez dans un environnement relationnel (DB2), vidéo, de réseaux locaux.

Vous avez une formation supérieure et une expérience d'environ 3 ans.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 5075/O à RSCG CARRIERS, 2/4, rue Rouget de Lisle 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX, qui transmettra.

Nous sommes une importante filiale (22000 personnes en France) d'un groupe pétrochimique français.

INGÉNIEUR GRANDE ECOLE (option informatique) LE SYSTEME VOUS PASSIONNE ET VOUS AVEZ LE GOUT DES CONTACTS

L'informatique est pour nous un axe stratégique particulièrement dans les secteurs scientifiques et industriels. Participez à son essor en rejoignant une équipe jeune et motivée. Nous avons les moyens d'assurer votre réussite.

devenez notre

SUPPORT-SYSTEME INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE et INDUSTRIELLE

- Débutant ou première expérience, vous souhaitez intégrer un grand groupe susceptible de vous offrir des opportunités de carrières diversifiées.
- Dans un premier temps et après formation, vous serez chargé de supporter les clients internes sur le plan système.
- Professionnel efficace, vous saurez faire reconnaître votre compétence.
- Des opportunités diversifiées et prometteuses vous sont offertes dans notre groupe à moyen terme.

Déplacements de courte durée à prévoir. Poste basé à Lyon.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) en précisant la référence AS/ISI à notre conseil : Anna STAROSWIECKI - INFORAMA Carrières - 50, rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE

BORDEAUX - LILLE - MARSEILLE - PARIS - PAU - TOULOUSE - SOPHIA-ANTIPOLIS

INFORAMA
carrières
la technologie pour les hommes

Le Monde

de l'
Informatique**Partageons notre passion
de la technique**

Dataid (1500 personnes, 700 MF de CA), SSII spécialisée dans les prestations intellectuelles en ingénierie informatique crée au sein de sa branche **informatique de gestion** deux postes de responsable technique.

**RESPONSABLE TECHNIQUE
IBM - BULL**

En fonction de votre domaine de spécialisation (IBM ou BULL), vous participez aux réponses des appels d'offres : étude détaillée du cahier des charges fonctionnelles et techniques, calcul des charges de développement, établissement du planning et définition des équipes d'intervention, participation à la rédaction finale de la proposition client.

Vous êtes responsable également du contrôle qualité des projets en cours : préparation et participation à la réalisation des plans qualité, conduite des réunions de revue et d'audit, recommandations d'amélioration de la qualité des prestations.

A 30 ans environ, vous avez acquis 5 à 7 ans d'expérience dans la réalisation et la gestion de projets. Vous maîtrisez également les méthodes AXIAL, MERISE ou SDM/S.

Votre autonomie, votre capacité à convaincre, vos qualités de contact vous amèneront naturellement à créer et développer un poste à votre mesure où vous pourrez valoriser vos compétences techniques et relationnelles.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence RT/10 à Elisabeth Farel, Dataid, 158 av. de Verdun, 92130 Issy les Moulineaux.



S Y S T E M E S D E G E S T I O N

FILIALE D'UN GROUPE PRESTIGIEUX RECHERCHE

**CHEFS DE PROJET
ETRANGER ET SWIFT**

Rattaché au Responsable des Etudes, vous prendrez en charge et mettrez en place les études techniques et informatiques dans ces domaines. Vous participerez aux évolutions du système d'information de la banque.

Agé de 30 ans environ, votre formation supérieure et votre expérience bancaire de 5 ans dans ces domaines vous ont permis d'acquérir une bonne connaissance de l'environnement IBM (MVS, CICS et DB2), le sens de la décision et l'aptitude à l'animation de petites équipes.

Notre taille humaine vous offrira un milieu de travail responsabilisant et motivant.

Merci d'adresser C.V., photo et rémunération sous la référence LM-24 à OCBF Services 66, rue de la Chaussée d'Antin - 75008 PARIS.

**CHEFS DE PROJETS**

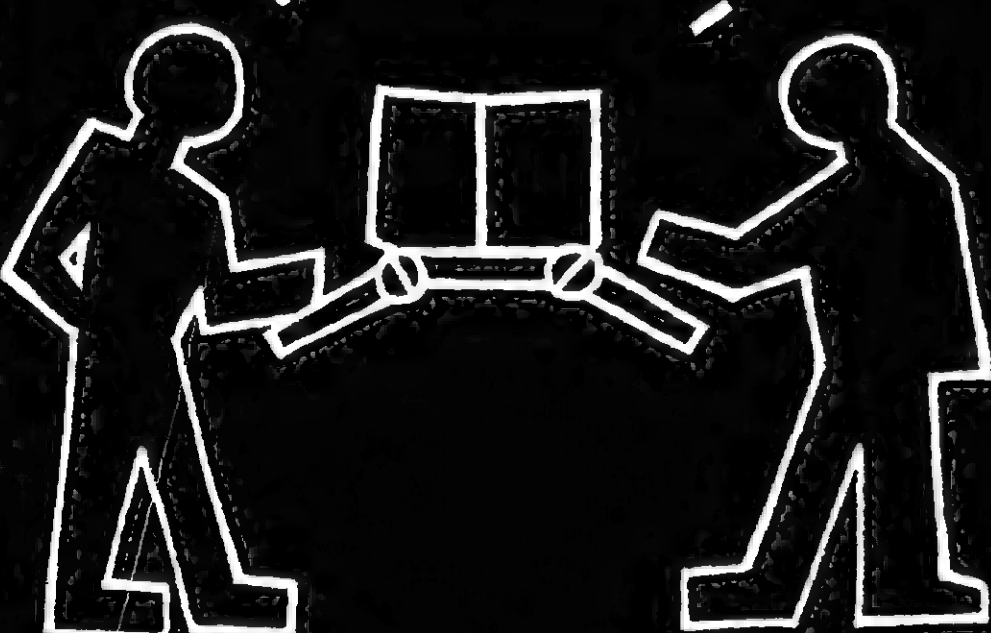
**A la hiérarchie
des titres,
nous préférons
celle des compétences.**



TECHLOG Versailles a besoin de Chefs de Projets en Informatique Technique, capables d'être près de tous les membres d'une équipe, de les stimuler, d'en optimiser l'organisation, tout en collaborant directement aux projets. De formation supérieure (Bac + 4, + 5), vous justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans dans nos environnements (UNIX, C, ADA). Votre aisance relationnelle vous permettra d'assurer efficacement l'interface client et la mise en œuvre de nos méthodes. Vous évoluerez dans l'univers TECHLOG : conception de Systèmes Logiciels complexes (Temps Réel, SGSD, Interfaces Homme-Machine, IA, Génie Logiciel) dans un environnement industriel de haut niveau : Aéronautique, Electronique, Télécoms. Détail d'importance, TECHLOG associe à toute cette réflexion technique, celle d'une bonne gestion des hommes.

Envoyez votre candidature à Martine FUYBRAS, Direction des Ressources Humaines : TECHLOG 43 bis, rue des Chanvres 78000 Versailles.

Maintenant, vous pouvez répondre
immédiatement aux entreprises
qui recherchent votre profil



Maintenant, 36.15 LM vous permet de répondre immédiatement à l'offre d'emploi de votre vie. 36.15 LM, conserve également dans une Boîte aux lettres confidentielle la réponse de votre futur employeur. 36.15 LM, c'est aussi, un mois

**36 15
LM**

d'annonces parues dans le Monde consultées en quelques minutes et la sélection de toutes les offres d'emploi correspondant à votre C.V. Avec 36.15 LM, vous êtes assuré d'être informé de tous les postes importants pour votre carrière.

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

CAP SESA FORMATION, filiale de CAP GEMINI SOGETI
- 1^{er} groupe européen de services et conseil en
informatique et télécommunications - spécialisée
dans la formation informatique, crée le poste de :

Consultant en formation

PARIS - GARE DE LYON

Dans le cadre du développement d'une méthodologie de formation originale (EXPERT FORMATION), il sera chargé de concevoir des plans de formation informatique spécifiques aux besoins de la clientèle et d'en assurer la mise en œuvre à l'aide d'outils et de méthodes. Nous recherchons un candidat de formation supérieure, pouvant justifier d'une expérience de 5 ans environ en conduite de projets informatiques qui lui a permis d'acquérir une forte compétence en méthodologie

(MERISE, SDMS...), en suivi de budget et de planning ainsi qu'une grande aisance dans ses contacts utilisateurs.

Il possède, par ailleurs, une expérience significative de la formation (animation et conception d'outils de formation).

Un candidat rigoureux mais imaginaire, témoignant d'un très bon pouvoir de communication pourra évoluer dans un secteur en pleine expansion.

Merci d'adresser votre candidature à Aline KONOP en précisant la référence KFF11.



Notre GROUPE BANCAIRE de taille humaine (600 personnes) a une activité diversifiée (déposits, crédits immobiliers, crédits d'équipement, crédit bail) connaît une forte expansion, cherche à renforcer sa Direction Informatique (équipée de 2 VAX en Cluster, VMS).

GROUPE UIC SOFAL

Chef de projet débutant

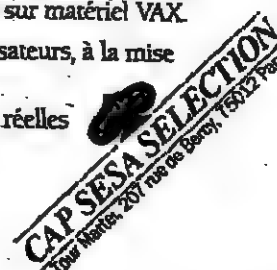
PARIS

De formation supérieure (MAGE, INIG, ESSID...), il a déjà su éprouver son dynamisme et son adaptabilité dans des stages effectués en milieu bancaire et sur matériel VAX.

Après une formation, il participera, en étroite liaison avec les utilisateurs, à la mise en place de projets d'envergure.

Ce poste est à pourvoir dans un organisme performant offrant de réelles perspectives d'épanouissement professionnel.

Merci d'adresser votre dossier à notre Conseil Aline KONOP, sous réf. KUB 10.



Jeudi 150

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

de l'

Informatique

... Le Monde • Mercredi 7 novembre 1990 IX

PARIS 8e

PROJET ET SWIFT

PROJET ET SWIFT

PROJET ET SWIFT

PROJET ET SWIFT

PROJET ET SWIFT

PROJET ET SWIFT

formation

formation

formation

projet débutant

formation

formation

formation

formation

formation

formation

formation

formation

formation

formation

formation

formation

PARIS CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES :

PRENEZ LA DIRECTION DE NOTRE FILIALE

Notre groupe de conseil en ressources humaines connaît aujourd'hui un fort développement, qui le conduit à créer une filiale de recherche de cadres dans le domaine informatique.

Notre activité se développera grâce à une synergie avec le groupe, qui apportera appui, moyens logistiques et commerciaux à son directeur de filiale.

Pour ce challenge ambitieux, nous recherchons un cadre confirmé, justifiant d'une expérience commerciale réussie, ou d'une expérience de direction de centre de profit sur le marché informatique : SSTI, Diplôme de l'enseignement supérieur (Ingénieur, Université ou Sup de CO), il possède un vrai tempérament d'entrepreneur.

Les conditions offertes sont naturellement très attractives.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération sous la référence 4266 M à JONCTION
32, avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLY SUR SEINE qui transmettra.

Savez-vous combien l'assurance recrute chaque année de cadres et de jeunes diplômés ?

Quelle que soit votre formation, vous devez vous informer sur les nombreux débouchés offerts par le monde très diversifié de l'Assurance. Chaque année, les Sociétés d'Assurance recrutent des juristes, des statisticiens, des comptables, des commerciaux, des médecins, des ingénieurs, des architectes et de nombreux diplômés d'autres filières.

Si vous aimez les contacts, le dialogue, vous pouvez développer et enrichir vos connaissances actuelles en devenant un spécialiste de pointe, intégré à une équipe pluridisciplinaire de haut niveau, en évolution permanente. Des responsabilités importantes vous attendent à terme.

Découvrez les 50 Métiers porteurs de l'Assurance. Pour un Risk Manager, un Audit, un Assureur International, un Souscripteur, un Courtier, un Agent Général, un Rédacteur Gestionnaire, quelles sont les perspectives de carrière ? Quels sont les métiers de l'Assurance dans l'Assurance ? Venez vous renseigner et rencontrer les Responsables des plus grandes sociétés : GAN, CNP, Groupe Victoire, AGF, AXA, GPA, PFA, La France, Les Mutuelles du Mans, Groupama, Eagle Star Vie, FFSA, Lloyd Continental.

"PASSEPORT POUR L'ASSURANCE"

LE PREMIER FORUM

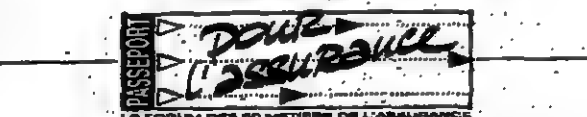
DES 50 MÉTIERS DE L'ASSURANCE

LE 23 NOVEMBRE 1990 DE 10 H A 21 H

LE 24 NOVEMBRE 1990 DE 10 H A 17 H

AU CNIT - PARIS LA DÉFENSE
REN LIGNE A - ARRÊT LA DÉFENSE - PARKING CNIT

ENTRÉE GRATUITE



ALCANTARA
L'ARGUS
Le Monde

INSEAD

INSTITUT EUROPEEN
D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES

recherche

Ingénieur Réseau / Télécommunications

Dans un environnement DIGITAL Cluster VAX 8600, 6310, 3600, 400 postes de travail (VT, PC, MAC, ...) et au sein de l'équipe système, vous aurez pour mission de participer à la conception globale du réseau, d'assurer sa mise en place et sa maintenance, de gérer les configurations DECNET (Ethernet), X.25, EARN et d'assurer sa sécurité. Formation BAC + 4.

Débutant ou 1ère expérience sur matériel DIGITAL (VMS, DECNET). Anglais apprécié.

Envoyer CV, photo à Service du Personnel - INSEAD
bd de Constance - 77305 FONTAINEBLEAU Cedex

DIVISION TELECOM

NOUS VOLONS DE NOS PROPRES AILES POUR QUE CHACUN

SE SENTE COMME UN POISSON DANS L'EAU

Vous êtes autonome, professionnel, évoluez au sein de SYSECA (1700 personnes, 80% d'ingénieurs) participez à la réussite de nos projets de haute technologie, notamment en ADA, pour des clients prestigieux : France Telecom, Alcatel, Matra, Thomson, en France et à l'étranger.

Nous intervenons dans une grande variété de domaines : radiocommunication, gestion de réseaux, messagerie, bureautique, conseil.

INGÉNIEURS LOGICIELS : Débutants ou première expérience dans le domaine des Télécoms ou de l'Informatique, votre profil est recherché. Des connaissances en ADA ou protocoles de communication sont appréciées.

CHEFS DE PROJET : Vous avez cinq ans d'expérience en télécommunications, vous encadrez une équipe de 5 à 20 personnes de la conception à la réalisation, en gérant votre projet sous les aspects technique, économique et humain, et assurez les relations clients.

CONSULTANTS : Expert en télécommunications, votre implication et votre maîtrise des contacts de haut niveau vous permettent de conseiller nos clients civils et militaires, dans leur stratégie en intégrant les critères techniques, économiques et organisationnels.

Postes offerts en région parisienne.

De formation supérieure Grande Ecole ou Universitaire, adressez votre candidature sous référence 1231 à SYSECA : 315, bureaux de la Colline 92213 Saint Cloud Cedex.

SYSECA

MICRO PORTABLE VIVEZ LA TECHNOLOGIE TOSHIBA



Des portatifs ultra-légers aux portables de bureau les plus puissants, nous offrons aux entreprises les solutions les plus adaptées à leurs besoins. Notre position de leader incontesté dans le domaine de la micro portable est le résultat des compétences et du dynamisme de nos équipes. Nous vous proposons de vivre notre développement au sein de nos Directions Techniques :

INGÉNIEURS SUPPORT COM/TELECOM (cartes de communication / réseaux)

Diplômés Grandes Ecoles, 2 à 4 ans d'expérience de préférence chez un constructeur, en SSTI ou en entreprise, font de vous les experts en conceptions et télécommunications asynchrones que nous recherchons. Outre l'aspect conseil, formation des équipes techniques et contrôle des documentations, vous testerez et référencerez les nouveaux produits du marché pour bâtir des solutions performantes autour de nos gammes.

RESPONSABLE DE LA FORMATION TECHNIQUE

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs ou équivalent, 3 à 5 ans d'expérience. Vous avez déjà réussi dans un poste de formateur technique et possédez de solides connaissances micro, hard et soft.

Vous serez chargé d'encadrer l'équipe des supports techniques régionaux (formation des distributeurs) et de coordonner leurs interventions. Vous définirez les priorités et animerez certains séminaires.

Vous voulez évoluer dans un environnement technologique de haut niveau et partager les ambitions d'un groupe performant ?

Merci d'adresser vos motivations et un résumé de votre itinéraire professionnel en précisant le poste choisi à notre Conseil : Laurence CORJON - TRIANGLE, 4, rue de la Pyramide 92100 BOULOGNE

L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

FERMA

groupe SIEMENS/NIXDORF
N 1 des Serveurs
Vocaux Interactifs

Ecrire avec CV à FERMA,
60, rue Eternité-Dolet,
92240 MALAKOFF

Vous êtes passionnés par l'informatique de pointe, pour une première expérience ou une confirmation. Vous aimez l'ambiance "constructeur". Pour le développement de notre nouvelle génération de mega serveurs vocaux, nous recherchons :

INGÉNIEURS TRAITEMENT DU SIGNAL

Traitement de parole, reconnaissance, synthèse
Développement et programmation algorithmes sur TMS 320

INGÉNIEURS LOGICIEL SYSTEME

C, UNIX, génie logiciel, télécommunications

Le Monde des Secteurs de Pointe

AVEC CGI, DEVEZ-EXPERT DES GRANDS SYSTEMES D'INFORMATION DE L'ASSURANCE

Ouverture des marchés, diversification des services et des produits... face aux grands enjeux de demain, les grandes compagnies d'Assurance mettent en œuvre d'importantes stratégies informatiques. Au cœur de ces mutations, le Groupe CGI, l'un des premiers mondiaux dans le Conseil et l'Ingénierie Informatique, recherche pour participer à de grands projets de gestion dans tous les domaines de l'Assurance, des

INGENIEURS OU UNIVERSITAIRES DE FORMATION SCIENTIFIQUE OU TECHNIQUE
Débutants ou première expérience.

Nous vous proposons : une FORMATION aux techniques de base de l'informatique, aux méthodes et aux outils de CGI (MERISE, PACBASE...) et aux applications spécifiques de l'Assurance.

des responsabilités opérationnelles croissantes dans le cadre de missions où vous développerez vos qualités personnelles et votre technicité.

Toutes les perspectives de carrière, qu'offre un Groupe de dimension internationale (3000 collaborateurs dans 9 pays) en croissance régulière de 30% par an et présent dans tous les métiers du Conseil et de l'Ingénierie.

Rencontrons-nous, nos responsables vous parleront de leur métier et de la carrière que vous pourrez mener avec nous.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et photo) sous la référence 46/VB/1190, à Madame D. JAMET.

PACBASE est une marque déposée CGI.

CGI INFORMATIQUE

30, rue du Château des Rentiers
75640 Paris cedex 13 ou directement sur minitel
3614 code CGI INF, tapez Avenir



La technique au service de la vie.

Plus de 2000 personnes au sein d'un groupe mondial nous offrent le pôle d'excellence de la technique. Nous recherchons des ingénieurs et techniciens expérimentés et nous faisons appel à de nombreuses personnes. Nous recherchons un

Jeune ingénieur méthodes

Votre mission :
Vous prendrez en charge progressivement, après une période de formation à nos produits, le leadership de la fonction méthodes : amélioration de la productivité et des techniques de fabrication, analyse de la valeur et industrialisation des produits. Vous aurez à animer une petite équipe.

Votre profil :
Ingénieur généraliste avec des connaissances en mécanique et automatisme, vous êtes créatif, dynamique et avez à cœur de mener à bien un projet. Débutant ou avec une première expérience, vous souhaitez prendre des responsabilités dans une société en pleine croissance. La pratique de l'anglais est indispensable.

La réussite dans ce poste vous permettra d'évoluer au sein de notre groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV en précisant la référence IM/M au Service Recrutement, CGR MeV, 551 rue de la Minière, 78530 BUC.



CGR MeV

Le Monde de l'Informatique

Schlumberger

Services Pétroliers

Partout dans le monde, Schlumberger offre aux compagnies pétrolières une palette de services allant de l'exploration à la mise en exploitation des puits. L'un des centres de R&D du Groupe, situé en Rhône-Alpes, développe des technologies et des produits innovants utilisés pour "cimentier" et "stimuler" les puits.

INGENIEUR LOGICIEL

Vous intégrerez une équipe pluridisciplinaire d'ingénieurs travaillant à la modélisation d'injections et d'écoulements de fluides dans les puits.

Vos compétences techniques vous positionnent d'emblée au sein de ce groupe : vous développerez, en ADA sous VMS, des logiciels qui seront utilisés sur les champs pétroliers du monde entier.

Ingénieur informaticien de formation (ENSIMAG, INSA...), maîtrisant l'anglais, débutant ou première expérience, cette mission vous permet de découvrir nos technologies et nos produits tout en affirmant votre compétence "Logiciel". Elle constitue un excellent tremplin pour une carrière à l'échelle des possibilités très diverses offertes par notre Groupe, tant en France qu'à l'étranger.

Pour un premier contact, adressez un dossier de candidature complet (lettre-CV et prétentions), sous référence 3079/M, à Vocation Média, 6 passage Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.



Jeune chimiste alliez technique et commercial.

Société à taille humaine - CA 60 MF, 100 personnes -, nous extrayons, produisons et commercialisons des matières premières minérales pour l'industrie céramique, en France et en Europe. Notre stratégie de diversification passe par de nouveaux marchés, comme ceux du papier, de la peinture et du caoutchouc.

Rattaché à notre Directeur Commercial, vous bénéficierez de son appui pour explorer ces secteurs. Un contrôle qualité extrêmement strict et reconnu sur le plan européen, ainsi que la coopération étroite du service Recherche et Développement assureront votre succès.

Jeune ingénieur débutant ou avec une première expérience, vous maîtrisez la chimie minérale. Vous voulez rester proche de la technique, mais votre ouverture et votre dynamisme vous portent vers un rôle plus commercial. Pour ce poste à Paris, écrivez à notre conseil Anne Cousin, Sirca, 140 Bd Haussmann, 75008 Paris, sous la référence 232 432 LM.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

JEUNES INGENIEURS DE PRODUCTION

Filiale d'un important groupe industriel, nous produisons des verres techniques dans notre usine de 700 personnes située dans le sud de la Seine-et-Marne. Le contexte en croissance et largement international de nos produits nous conduit à des développements techniques de haut niveau.

Nous recherchons des jeunes ingénieurs diplômés d'une G.E. (Mines, A&M, IDN...). Après une formation à notre technologie, nous leur confierons la responsabilité humaine, technique et de gestion d'un de nos ateliers. "Solide débutant" ou disposant d'une première expérience, vous pourrez vous exprimer pleinement dans un poste opérationnel.

Nous sommes persuadés que seules les qualités de management de nos ingénieurs nous permettront de gagner le pari du futur. C'est ce potentiel qui vous permettra d'évoluer dans notre groupe (France ou international).

Pour en savoir plus sur les postes à pourvoir et l'entreprise, appelez "Notre Numéro" au (01) 42 27 40 27 du lundi au vendredi de 9h à 19h et le samedi de 10h à 13h, sinon merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 6862 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Proche Banlieue Ouest.
Nous sommes un des tout Premiers Groupes Industriels Européens.
Nous renforçons nos équipes de Support Technique dans le cadre d'un développement important de nos équipements informatiques avec

Supercalculateur CRAY XMP 216, Gros systèmes IBM
Stations de travail sous Unix. Réseaux SNA, ETHERNET...

Nous recrutons :

INGENIEUR SYSTEME CRAY (Réf. 981/M)

Diplômé de Grande Ecole ou de Formation Universitaire équivalente, vous avez acquis plusieurs années d'expérience comme Ingénieur Système ou Analyste d'Exploitation en environnement UNICOS. Vous maîtrisez les problèmes liés aux calculs scientifiques ainsi que les langages FORTRAN et C. Vous prendrez en charge le Support Technique 2^{ème} niveau auprès des ingénieurs chargés des Calculs Scientifiques et de l'équipe d'Exploitation. Vous participerez à l'ensemble des études touchant à l'environnement CRAY, aux tests, à la mise en place et à l'évolution du matériel, des configurations et des logiciels. Vous exercerez un rôle de veille technologique dans ce domaine.

INGENIEUR SYSTEME et RESEAUX (Réf. 980/M)

Diplômé de Grande Ecole ou de Formation Universitaire équivalente, vous avez acquis plusieurs années d'expérience dans un environnement Gros Système IBM - IMS - DB2 - SNA. En relation avec les Chefs de Projets Etudes et les Responsables Exploitation, vous prendrez en charge la totalité des procédures concernant la recherche et la mise en place de nouvelles solutions techniques (définition des besoins, appels d'offres, tests et analyses de performances, homologation et définition des normes d'utilisation, installation des nouveaux produits, formation du personnel).

Ces postes, très ouverts sur les plans technique et relationnel, impliquent de nombreux contacts et une importante autonomie. Ils requièrent une bonne connaissance de l'anglais.

L'importance du groupe garantit un haut niveau d'évolution technologique et de larges possibilités de carrière.



Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence choisie, à notre Conseil, SOCIÉTÉ ANNE MILCENT, 5 rue de Turbigo, 75001 Paris. Garantie de confidentialité.

Jeune chimiste

Le Monde des Secteurs de Pointe

... Le Monde • Mercredi 7 novembre 1990 XI

technique
service de la vie.

une ingénieur
méthodes

Jeune chimiste
technique et commercial

JEUNES
INGENIEURS
DE PRODUCTION

Griotte ?

Ingénieurs

RESEAUX : X 25, X 400
TEMPS REEL : ADA, 680X0, 80X86

ORDINA, filiale du Groupe SG 2, c'est une équipe de 300 collaborateurs motivés et une expansion constante. Vous participerez au développement de logiciels de haute technologie auprès de nos clients (grandes entreprises dans les secteurs de l'industrie, l'aéronautique et les télécommunications). Nous vous proposons une formation sérieuse aux nouvelles technologies ainsi qu'à la méthodologie de notre groupe et vous assurons ainsi une réelle évolution.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence LM/08 à
ORDINA - 70, av. du Président Wilson -
92058 PARIS LA DEFENSE CEDEX 59



INGENIEUR DEVELOPPEMENT

DIJON

VIA GTI

VIA TRANSEKEL (AS associée, 12 000 personnes) est le premier spécialiste français du transport public urbain de voyageurs. Le réseau de l'agglomération de Dijon (460 personnes) veut développer la qualité du service offert au public sur les lignes, en s'appuyant sur des technologies de pointe en matière d'information et de communication, dans le cadre d'un partenariat étroit avec les collectivités locales.

Après du Directeur, en liaison étroite avec la direction Marketing et les services spécialisés de TRANSEKEL, vous êtes responsable de la recherche, l'étude et la mise en place de produits technologiquement innovants, adaptés au réseau (billettique, monétique, télé-informations et aide à l'exploitation).
Ingénieur (électricité, électronique, automatisation...) la technique, vous avez une pratique significative de ce type de produits. A la recherche de solutions d'avenir cohérentes, forces de propositions, à l'écoute des hommes et interne comme en externe, vous avez un rôle moteur en matière d'innovation.

Ecrivez s/réf. C/798 à CONCORDANCES
129, rue Servant - 69431 LYON Cedex 03
Tél. 78.63.65.60 - Fax 78.63.65.59



LE CENTRE TECHNIQUE DES INDUSTRIES MÉCANIQUES



Notre LABORATOIRE de MESURES PHYSIQUES recherche un

VOUS AVEZ : 25-30 ans, une formation de base mécanique avec de bonnes connaissances en Optique, un esprit créatif et le goût pour la réalisation de montages délicats.

VOTRE MISSION : concevoir, réaliser et mettre au point des capteurs et systèmes de mesure. Ces travaux auront pour but l'amélioration des performances des entreprises de la mécanique.

ETUDES - RECHERCHE

Merci d'adresser CV, photo et présentations à :
CETIM, PERSONNEL ET RELATIONS SOCIALES, B.P. 67 - 63004 SENLIS

CONSEIL-TRANSFERT

COTIERE

13 300 85 87

THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS POUR LES METIERS D'AVENIR

QUAND LES TECHNOLOGIES NOUVELLES COMMUNIQUENT ENTRE ELLES, LES OPPORTUNITES SE MULTIPLIENT !



FUTURS DIPLOMES ET JEUNES INGENIEURS, découvrez la division RGS du groupe Thomson :

Notre vocation : concevoir et réaliser des équipements et systèmes de télécommunications intégrés aux dispositifs de défense des plus Grandes Nations
Notre position : un savoir-faire mondialement reconnu et une politique de coopération internationale ont fait de nous le leader européen des télécommunications militaires
Notre ambition : accroître notre potentiel technique bien sûr mais surtout humain en proposant différentes formules (contrat, pré-contrat, stage...) à nos futurs collaborateurs pour faire face aux défis du XXIème siècle

Ainsi, RGS développe chaque jour son avance dans des activités de haute technologie :
- informatique temps réel : systèmes multitâches, systèmes distribués, SGBD, protocoles, réseaux
- informatique avancée : génie logiciel, IA, SGBD objet, graphique interactif, réseaux de neurones
- traitement numérique du signal : traitement de la parole, codage, modems
- logique rapide : micro-électronique, VLSI, ASIC
- mathématiques appliquées : simulation, algorithmique
- propagation radio, électromagnétisme, antennes adaptatives...

Partie prenante de notre croissance, intégrés dans une équipe d'ingénieurs confirmés, vous disposerez de moyens puissants : réseau de 200 stations de travail (SUN, HP), s'appuyant sur les standards du marché (UNIX, ETHERNET) pour des développements logiciels C++ et ADA, sur machines cibles Motorola, TMS ou stations UNIX.

Votre évolution, placée sous le signe de la diversité, s'effectuera dans des fonctions d'études si vous souhaitez accroître votre niveau d'expertise, dans la conduite de projets ou d'affaires pour acquérir des compétences managériales, à moins que vous ne souhaitiez évoluer vers des fonctions marketing, commerciales... et toujours dans un environnement international.

Contact : THOMSON Division RGS
Jérôme GABREAU - 66, Rue du Fossé Blanc - 92331 Gennevilliers Cedex



INGÉNIEUR QUALITÉ



MICHELIN
Les moyens de se passionner.

Aujourd'hui, la maîtrise de la qualité dans un contexte d'innovation permanente est un défi que nos ingénieurs relient quotidiennement.

Pour participer à ce travail d'équipe, nous recherchons un ingénieur ayant de bonnes connaissances dans le domaine des matériaux ou de la chimie.

Après une formation aux techniques de production et après avoir acquis une expérience du produit, vous devrez confier la responsabilité de la garantie qualité de l'un de nos 70 sites industriels en Europe, en Amérique ou en Asie.

A la tête d'une équipe importante de personnel qualifié, en prise directe avec l'ensemble du processus de fabrication et en vous appuyant sur une infrastructure performante d'analyse et de mesure, votre mission couvrira :

- la qualification des produits et procédés nouveaux,
- le contrôle qualité,
- l'assistance technique aux services de fabrication,
- la promotion de l'assurance qualité.

Débutants, 1^{re} expérience.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. LM/38 à MICHELIN
Service du Personnel - Bertrand de LABAREYRE
63040 CLERMONT FERRAND CEDEX.

Le Monde des Secteurs de Pointe



INTERNET est spécialisée dans la réalisation de systèmes intégrés destinés aux banques et permettant d'assurer, en temps réel, la gestion de leurs activités sur les différents marchés financiers internationaux.

Le succès de nos logiciels ATLAS/MERCURY, CAPITAL MARKET déjà installés sur plus de 50 sites, nous conduit à renforcer nos équipes, notamment dans les grandes villes européennes.

UNE REUSSITE INTERNATIONALE CHEFS DE PROJET

Vous serez responsable de la mise en place et de la conduite de projets d'envergure. Vous avez une expérience de 10 ans ou moins en informatique et avez déjà pris la responsabilité d'un projet (stratégie, recrutement, management). (Réf. 827)

CONSULTANTS BANCAIRES

Interlocuteur privilégié de nos clients européens, vous leur apporterez votre savoir-faire et les conseillerez dans l'utilisation de nos logiciels. Vous avez une solide expérience des marchés financiers et des opérations bancaires dans leur ensemble. Une pratique des outils informatiques serait vivement souhaitée. (Réf. 828)

Pour ces postes, nous offrons de réelles perspectives de carrière et des salaires directement liés à vos compétences et à votre expérience. Nous vous proposons de rejoindre une société à vocation internationale et leader sur son marché. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence du poste choisi, à Hervé LEFEVRE - INTERNET - 34, bd Haussmann 75009 PARIS.

J'AI CHOISI LES RESPONSABILITÉS

La DGA, c'est l'ensemble des intelligences et des énergies réunies dans près de 60 sites industriels, services techniques, laboratoires ou centres d'essais. C'est le quart de la recherche-développement en France pour garantir à long terme la défense du pays. Ce sont 6 000 ingénieurs et un point de vue exceptionnel sur un des secteurs industriels les plus innovants.

Au sein de la DGA, la Section d'études et fabrications des télécommunications (SEFT) pilote en tant que maître d'œuvre la réalisation d'équipements et de systèmes d'armes électroniques/informatiques/télécoms.

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES UNIVERSITAIRES 3^e CYCLE SCIENTIFIQUE H/F

Débutants ou possédant une 1^{re} expérience, vous souhaitez orienter votre carrière vers une fonction à caractère juridico-économique où vous pourrez exprimer votre sens des contacts et vos capacités d'analyse et de synthèse...

Nous vous proposons après une phase d'intégration/formation de devenir négociateur - rédacteur juridique de marchés publics.

En contacts étroits avec nos services techniques et les industriels sous traitants, vous serez chargé de la négociation exclusivement juridique et économique de marchés publics, de la rédaction de ces marchés sous forme de contrats.



Merci d'adresser votre candidature manuscrite avec C.V. détaillé s/réf. NEG/01/LM à Thierry HURET Responsable de Recrutement de la SEFT - 16, rue du Docteur Zamenhoff - 92131 ISSY LES MOULINEAUX.

INGENIEURS

Leader mondial en matière de systèmes ferroviaires, GEC ALSTHOM vous propose de faire carrière au sein de la Direction Technique, dans un environnement de très haute technologie à forte orientation "Génie logiciel" utilisant des méthodes de conception et de développement en Ada et C, autour d'un atout logiciel UNIC.

- CHEFS DE PROJETS ELECTRONIQUES
- QUALITE MATERIEL

Aux portes de l'avenir, l'enjeu technologique à relever vous permettra d'exprimer vos idées et vos ambitions à travers des projets de grande envergure vers des réalisations de systèmes ferroviaires complexes (Trains et Métros) dans le monde entier : Centre de Contrôle du Tunnel sous la Manche.

GECALSTHOM

DIVISION TRANSPORT

- INFORMATIENS
- SECURITE
- QUALITE LOGICIEL

ASTREE, SACEM, MAGGALY, RER, TGV Atlantique, Métros Los Angeles, Calcutta, Mexico, etc. Pour développer ensemble votre potentiel, écrivez sur le site, à votre potentiel, GEC ALSTHOM, Direction Hiène Depot, GECALSTHOM, Direction des Systèmes de Signalisation 33, rue des Bacheliers, 93404 ST-OUEN, en joignant à votre lettre manuscrite CV, prétentions et photo, sous réf. 6530.

La technique au service de la vie.

En réponse à vos besoins Médicaux, nous réalisons, avec nos équipes de trois pôles : européen, américain, japonais, une gamme d'équipements de radiologie médicale.

Chef de projet

Votre mission : Au sein de notre Direction des Etudes, nous mettons en place un système informatisé de gestion des dossiers techniques pour vous piloter la réalisation en relation avec nos services informatiques au site. Vous développerez ensuite ce projet en Europe. Vous aurez également la responsabilité opérationnelle de l'équipe de reprographie.

Votre profil : Vous êtes ingénieur généraliste et avez des connaissances en informatique (méthode Merise) avec une première expérience professionnelle, si possible de mise en place d'un système d'information.

La pratique de l'anglais est indispensable. La réussite dans ce poste vous permettra d'évoluer au sein de notre groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV en précisant la référence CP/M au Service Recrutement, GE CGR, 283 rue de la Minère, 78530 BUC.



General Electric

L'IDATE recrute

POSTE DE RESPONSABILITE

Assurer sur le champ européen le développement de son activité «analyse des marchés».

Profil :

- un économiste avec une très bonne connaissance des marchés des télécommunications et de l'informatique;
- maîtrise des techniques d'enquête et de modélisation;
- aptitude à négocier des contrats d'étude;
- pratique de l'anglais indispensable.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à : Institut de l'Audiotext et des Télécommunications en Europe Bureaux du Polygone - 34000 Montpellier Confidentialité assurée

Importante société française d'Ingénierie recherche pour compléter ses équipes en charge de projets en Asie

DES INGENIEURS GENIE CIVIL CONFIRMES, FREE LANCE

- spécialistes des terrassements généraux,
- spécialistes des terrassements en rivière.

Les missions ne devraient pas, en principe, durer plus d'un an. Une bonne maîtrise de la langue anglaise est indispensable. Une bonne expérience du travail outre-mer, si possible en Asie, serait appréciée.

Adresser C.V. (avec photo) et prétentions, sous n° 8087 au Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

groupe cesi

IMPORTANT OPERATEUR PUBLIC recrute :

CADRES INFORMATIENS

spécialisés en transmissions de données et réseaux d'entreprise.

Fort d'une expérience de 3 ans minimum en entreprise, vous souhaitez partager le développement d'un groupe diversifié et performant, vous investissez dans une fonction de conseil en assistance technico-commerciale auprès de la clientèle d'entreprise, en collaboration avec les forces de vente.

Cette opportunité se présente en LANGUEDOC ROUSSILLON :

- un poste à MONTPELLIER,
- un poste à NARBONNE.

Avec des possibilités de carrières diversifiées. Une définition de fonction est adressée aux candidats présélectionnés.

Envoyez C.V. + photo sous référence LV08T au : CESI-MEDITERRANEE Département Recrutement - 501, Métairie de Sayssat 34000 MONTPELLIER

SEXTANT AVIONIQUE

Pilotez l'Aéronautique du futur NEGOCIATEUR

Au sein de l'équipe des ventes de la Division Conduite de Vol, vous serez responsable de la gestion contractuelle et commerciale de projets du secteur aviation civile (AIRBUS). Vous négociez avec les aviateurs et les coopérez toutes les évolutions apportées au contrat initial. Vous prendrez en charge l'élaboration des propositions commerciales en étroite collaboration avec les équipes techniques.

Chaque étape et évolution dans la vie des projets vous permettront de révéler vos talents de négociateur, tant auprès de nos clients, qu'auprès des entreprises maîtres d'œuvre ou des partenaires.

De votre efficacité dépendra le réel succès de toute une équipe. Diplômé d'une école d'ingénieur, votre première expérience (2 à 5 ans) dans le domaine aéronautique ou haute technologie vous a permis de développer votre sens de la diplomatie mais aussi rigueur et méthode.

Bilingue anglais. Déplacements France et Etranger.

Pour ce poste basé à Vélizy, merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions, en précisant la référence LM7110, à notre conseil : Marie-Christine Le Garff, Temps Dense, 3 rue de Liège, 75009 Paris.

L'ELECTRONIQUE DE VOL PUISSANCE 4

(Vertical text on the right edge of the page, partially cut off)

Le Monde ?

ELECTRO DE LA MER

DEVELOPPEMENT

AMSON

PROJETS

INGENIEUR

EQUIPE

TECHNIQUE

ENSAIS

DE

RECRUTEMENT

Recrutement

Journal 150

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Secteurs de Pointe

... La Monde • Mercredi 7 novembre 1990 XIII

Technique
service de la vie.

chef de projet

General Electric

IDATE

DATE DE RESPONSABILITE

INDICATEURS

INDICATEURS

INDICATEURS

INDICATEURS

INDICATEURS

INDICATEURS

INDICATEURS

INDICATEURS

INDICATEURS

INDICATEURS

INDICATEURS

INDICATEURS

INDICATEURS

INDICATEURS

INDICATEURS

INDICATEURS

INDICATEURS

INDICATEURS

INDICATEURS

Corolle ?

THOMSON RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

DETECTEZ L'ECHO DE LA MER

THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES

Nous concevons et développons des systèmes complexes de détection sous-marine. Notre activité dans ce domaine de technologies avancées s'inscrit dans un contexte international. Nous recherchons pour notre Direction des Services Acoustiques :

JEUNE INGENIEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Vous assurez les études : acoustique, guidage, traitement du signal, dans le cadre d'une assistance technique auprès de notre client français.

Ingenieur (ECL, ECAM, ICPI, UTC Compiègne), vous êtes débutant ou avec une première expérience d'un ou deux ans dans le domaine acoustique, traitement du signal. Vous êtes intéressé par la recherche et la mise en pratique au sein d'une équipe performante.

Ce poste évolutif est basé à SOPHIA ANTIPOLIS (06) ; un détachement est prévu à TOULON.

La dimension de notre groupe ouvre de larges perspectives d'évolution à des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. AS/MI à : THOMSON SINTRA ASM - P. REDELSPERGER 525 route des Dolines - BP 58 - 06561 Valbonne Cedex.

THOMSON

Grands projets (Paris, Toulouse, Valence)
Rejoignez une équipe de pointe !

INGENIEURS GRANDES ECOLES
(débutants ou première expérience)

- Etudes, modélisation, simulation ARIANE 5 / HERMES
- Développement de systèmes embarqués, en ADA
- Informatique Industrielle et Robotique

DATATRAPE ingénierie
Tour Neptune - 92088 PARIS LA DEFENSE, Cedex 20

PILOTEZ NOS PROJETS VERS LA REUSSITE...

Dans le cadre du développement de ses activités, notre Direction Technique souhaite s'adjoindre les compétences de 2 Ingénieurs

INGENIEUR "STRUCTURES"
ECP, Mines, TP, ENSAM ou équivalent + CHEC
RÉF. 270

INGENIEUR "EQUIPEMENTS TECHNIQUES"
ENSAIS ou équivalent
RÉF. 271

Dynamique, imaginaire, soucieux d'actualiser vos connaissances en permanence, vous participerez à la conception d'une politique générale de la Recherche dans le Bâtiment et serez amené à coordonner des projets de développements et de recherches.

An sein d'une équipe pluridisciplinaire, jeune et motivée, vous aurez ainsi une vision globale de l'évolution des techniques du Bâtiment et de l'ensemble de la Profession et contribuerez à la prise d'orientations stratégiques pour l'avenir.

Doté d'un excellent contact humain, vous avez un goût prononcé pour la communication, le travail en équipe, et vous saurez évoluer avec aisance dans un environnement diversifié (entreprises, organismes de recherche, laboratoires...), tant en France qu'à l'Étranger.

La connaissance de l'Anglais est indispensable, celle de l'Allemand souhaitée.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste à CK - 23bis, rue Pierre Guérin - 75016 Paris

Chantal Kervyn

QUI IGNORE ENCORE QUE NOS INGENIEURS SONT LES MEILLEURS SPECIALISTES EN TELECOMMUNICATIONS ?

A l'heure où la communication est essentielle, qui peut encore ignorer l'existence du groupe Alcatel ? Il confirme chaque jour son avance technologique, permettant ainsi aux hommes d'échanger leurs informations plus vite et plus facilement.

Au sein d'Alcatel, première société européenne de télécommunications couvrant la totalité des besoins qui s'expriment dans ce secteur, Alcatel CIT développe son savoir-faire dans

de nombreux domaines tels que la communication publique, la télématique et l'intégration de réseaux...

L'exigence d'efficacité d'Alcatel CIT, (10,7 milliards de CA en 89 dont 20 % consacrés à la Recherche et au Développement, près de 15 000 personnes) c'est aussi un déploiement international concrétisé par 30 % de son chiffre d'affaires réalisés à l'export.

Nous recherchons des ingénieurs dans les domaines suivants : DEVELOPPEMENT LOGICIEL, RESEAUX, SYSTEME, TELECOMMUNICATIONS, GENIE LOGICIEL, PRODUIT MARKETING, TECHNICO-COMMERCE, FORMATION ...

Vous qui voulez certainement compter parmi les meilleurs, rejoignez l'entreprise qui vous en donnera les moyens : **Alcatel CIT**.

Adressez votre dossier de candidature sous réf. LW/11 à Mme CAPELLE-GRENIE - Alcatel CIT - Service Recrutement 10, rue Latécoère, 78140 VELIZY.

ALCATEL CIT

CIGIE

COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Depuis l'origine la Compagnie Générale des Eaux s'est toujours attachée

le concours des meilleurs talents

Ingénieurs

Vous êtes diplômé d'une très grande Ecole
X - MINES - PONTS - CENTRALE - AGRO - SUPELEC...
et nous apprécions l'excellence de votre formation qui suppose déjà de nombreuses qualités.

Mais nos métiers de Services sont exigeants et font appel à de multiples talents - sens de l'initiative et de l'autonomie, créativité, capacité d'adaptation... - essentiels pour devenir

Chef d'Entreprise à 30 ans.

Si tel est votre projet, vous pourrez, au sein de nos Directions, à Paris ou en Province, vous préparer à des fonctions de généraliste : commercial, gestion, ressources humaines, process, production.

Vous êtes débutant ou vous avez déjà une première expérience et vos réalisations d'étudiant ou de jeune professionnel attestent de votre capacité à entreprendre. Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une lettre de motivation sous référence M/116/AX à notre Conseil

CHP cabinet Henri PHILIPPE - 106 boulevard Haussmann 75008 PARIS

Le Monde des Secteurs de Pointe

LE FER DE LANCE DES COMPETENCES

Nées de la rencontre de la compétence et de l'imagination, les réalisations de GIAT Industries constituent la référence européenne de la maîtrise de systèmes mécaniques complexes assortis de technologies variées (électronique, optique, hydraulique...). Appuyées sur de puissantes alliances nationales et internationales, nos centres d'études et de fabrications (14000 personnes) travaillent à la réalisation de nos ambitions.

Pour aller plus loin dans la satisfaction des besoins de ses clients, dans la conception et la mise en oeuvre de matériels de qualité, GIAT Industries renforce ses compétences et recherche des

Ingénieurs Grandes Ecoles

Intégrer GIAT Industries, c'est faire le choix d'un environnement de compétences et de moyens importants, pour participer à des projets technologiques uniques.

Aujourd'hui, notre stratégie de développement a besoin de votre talent.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo et prétentions sous réf. IGE/MO à GIAT Industries - Direction des Ressources Humaines - Département des ingénieurs et cadres - 13, route de la Mitière - 78034 VERSAILLES Cedex



INGENIEUR, SANS D'EXPERIENCE, GEREZ DES AFFAIRES D'ENVERGURE ET INTERNATIONALES

Fille d'un Groupe Français de tout premier plan et mondialement connu, notre Société a pour vocation la transformation de produits et de biens, d'équipements industriels pour des usages spécifiques. Notre savoir-faire dans des domaines très variés, la recherche et le développement de produits nouveaux nous permettant d'avoir une forte avance technologique et une position bien assise sur le plan international. Nous recherchons un

INGENIEUR CHARGE D'AFFAIRES

Éléments et ensembles de protection contre les rayonnements.

- Il est responsable en toute autonomie :
 - de la réalisation complète des affaires :
 - conception des produits et installations destinées à une clientèle mondiale (Engineering, centres de recherche, industrie nucléaire...)
 - élaboration des dossiers techniques et négociations commerciales
 - achats des matières premières, organisation des opérations de fabrication, coordination de la sous-traitance, contrôle qualité
 - montages sur sites, suivi après installations
 - animation d'une quinzaine de personnes, techniciens et équipe de fabrication
 - de l'évolution des produits, techniques et procédés de fabrication
 - du développement de l'activité par une veille attentive du marché.
- A 30 ans environ, de formation INSA - ESAM - ECP ou équivalent, vous avez une expérience de l'ordre de 5 ans dans le domaine de l'engineering, études ou chargé d'affaires. Une connaissance du milieu nucléaire est appréciée. Le poste basé en REGION PARISIENNE requiert la maîtrise de l'Anglais et une disponibilité pour des déplacements en France et à l'étranger.
- Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous la réf. P. 620/SLM à notre Conseil : 34, rue du Collège - 75008 PARIS

MIDRENO CONSULTANTS REIMS - PARIS - LYON



GROUPE FRANCE TELECOM
 Société d'Ingénierie et de Conseil
 en Télécommunications à l'export, recherche

CONSULTANT

SUR LE MARCHE DES TELECOMMUNICATIONS MOBILES

Ingénieur, de formation radio et/ou télécommunications vous avez si possible une expérience à l'international et possédez impérativement l'anglais courant. Une langue étrangère supplémentaire serait hautement appréciée.

Le goût pour la recherche et l'analyse d'informations est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + prétentions) à Société SOFRECOM à l'attention de M. CORTIAL - Ressources Humaines - 24, avenue du Petit Parc - 94307 VINCENNES Cedex.



rep

Premier constructeur mondial de presses à injecter le caoutchouc et leader technologique sur son marché, implanté à LYON-CORBAS,

offre une opportunité de carrières à un

Jeune Ingénieur

AM ou similaire
recherche - développement

Intégré à la Direction Technique, il exprimera sa créativité et son sens pratique dans un large domaine de compétences : mécanique, automatisme, hydraulique. Il sera notamment responsable des essais de prototypes (machines et équipements) et s'attachera à développer des méthodes d'expérimentation pour aboutir à la présentation de synthèses et être le moteur de solutions nouvelles.

Ce poste peut éventuellement convenir à un débutant de bon niveau. Ses qualités d'animateur faciliteront son évolution dans une entreprise en développement constant.

Les candidats retenus seront reçus à l'usine le 22 novembre après une première étude des dossiers sous réf. 0112 par

josette vanden borre
Chamandre - 01340 Folssiat

INGENIEUR CHIMISTE

Société Française HOECHST

recherche pour son
CENTRE DE RECHERCHES ET D'APPLICATIONS DE STAINS (93)

Comptant parmi les toutes premières filiales de HOECHST dans le monde, nous réalisons en France un chiffre d'affaires supérieur à 6 milliards, dont près de la moitié provient de notre production : 4 usines et un centre de recherches fabriquent et développent une large gamme de produits spécifiques. Nous souhaitons intégrer un

INGENIEUR CHIMISTE

Afin de prendre en charge un programme de recherches sur les POLYMERES HYDROPHILES destinés notamment aux industries du Textile et du Papier.

Vous disposez :

- d'une solide formation sur les polymères (Doctorat);
- d'une bonne connaissance de l'Allemand et/ou de l'Anglais;
- si possible, d'une expérience de Recherche de quelques années en entreprise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 140 à Société Française HOECHST Direction des Ressources Humaines - Tour Roussel HOECHST Défense 11 - Cedex 3 92080 Paris La Défense

Hoechst

INGENIEURS CONFIRMES INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Vous envisagez de vous orienter vers une approche complète des systèmes de production

INGENIERIE

Vos missions iront de l'étude de stratégie à la mise en service : conseil, conception du plan directeur, cahier des charges, maîtrise d'oeuvre de réalisation. Vos domaines d'intervention : le pilotage, la supervision d'ateliers en temps réel et la gestion de production pour une clientèle diversifiée d'industriels.

Au cours de vos 8 à 10 années d'expérience, vous avez géré avec rigueur et méthode des projets importants dans le secteur industriel. VENEZ VALORISER aujourd'hui, dans un contexte innovant, votre connaissance des RLI, RLE, des bases de données et des méthodes de formalisation (SADT...).



DE LA CONCEPTION A LA REALISATION

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf SP/IF à : SERETE Mme Normandin 86 rue Régnauld 75640 PARIS Cedex 13

La production est notre métier. Nous sommes une entreprise performante en forte expansion en France et en Europe.

Nos champs d'action sont : l'automobile, les équipements, la mécanique et l'agro-alimentaire.

SAINT-LOUIS



INGENIEUR AGRONOME

INA-PG ou ENSA, vous avez acquis une première expérience de 3 ans minimum dans le domaine des techniques agricoles. Vous avez mis à l'épreuve du concret vos capacités à analyser des problèmes techniques ou économiques, votre aptitude à synthétiser les résultats, à rédiger de manière concise et claire et à communiquer avec vos interlocuteurs.

Rattaché au DIRECTEUR BETTERAVIER et en liaison avec les services Internes Siège et usines ainsi qu'avec les organismes extérieurs, vous contribuerez aux actions entreprises tant dans le domaine de la Recherche et Développement agronomique que dans le recueil et la diffusion d'informations pour l'amélioration des cultures et des rendements.

Votre évolution de carrière dans le groupe implique un potentiel d'animation dans un esprit de management participatif.

Les candidatures seront traitées en toute discrétion par notre conseil.

Merci d'adresser lettre manus., photo, C.V. avec indication de la rémunération actuelle sous réf. LM/2723 à OURLIN CONSEILS - B.P. 10 - 92162 ANTONY CEDEX.

Ourlin Conseils

السلامة

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde • Mercredi 7 novembre 1990 • XV

Griotte et Corolle ?

GEO

Ca

prima

France Adèle

Tele Loisirs

Voici

Prisma Presse filiale d'un Groupe international leader de la presse magazine recherche

UN CHARGE DE L'ORGANISATION DE SYSTEMES D'INFORMATION

Vous étudiez et rédigez toutes les propositions d'organisation, permettez d'améliorer les circuits et le traitement de l'information, notamment dans nos départements commerciaux.

Après avoir élaboré les cahiers des charges, vous participerez à la mise en place des produits (test, formation des Utilisateurs...).

A 30 ans, de formation supérieure, vous avez nécessairement une expérience de 3 ans minimum en organisation.

Vos qualités d'écoute, d'analyse et de persévérance vous permettront de réussir dans la fonction.

Votre pratique de l'anglais sera vivement appréciée.

Merci d'adresser votre candidature, CV et prétentions sous réf. COSI à PRISMA PRESSE Direction des Ressources Humaines 6 rue Daru - 75008 PARIS.

S.M.T. GROUPES ELECTROGENES

Leader sur notre marché, nous construisons et commercialisons des groupes électrogènes, impliquant une forte ingénierie. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons :

UN INGENIEUR PROJET

Placé sous l'autorité du Directeur du Service Ingénierie, il aura en charge :

- l'élaboration et le suivi des outils des devis informatisés,
- les relations avec le service commercial,
- l'assistance au lancement des affaires.

De formation Ingénieur Electromécanicien, les candidats (30 ans environ) pourront justifier d'une première expérience dans le domaine des groupes électrogènes ou des moteurs diesel.

UN ACHETEUR

Placé sous l'autorité du Responsable du Service Logistique, le candidat retenu sera de formation électromécanique (BAC + 2 ou équivalent) et justifiera de quelques années d'expérience dans un poste similaire. Le poste est susceptible d'évoluer à terme vers la responsabilité globale d'un service achat.

Ces deux postes sont à pourvoir à TRAPPES en région parisienne.

Merci d'adresser candidatures + CV, et prétentions à : S.M.T. - Service du Personnel 26, rue Roger Henneguin - BP 30 - 78192 TRAPPES

Nous sommes un Groupe Français de la Chimie de 1200 personnes qui réalise un C.A. de 1,2 milliard de Francs. Nous recherchons pour notre

DEPARTEMENT GENIE ALIMENTAIRE INGENIEUR PROCESS AGRO-ALIMENTAIRE

A 30/35 ans, vous êtes Ingénieur ENSA, ENIL... et possédez une expérience de 3 à 5 ans dans la Vente de Process ou d'Ingénierie Fabrication dans l'Agro-Alimentaire. Vous pratiquez impérativement l'Allemand et/ou l'Anglais.

Nous vous offrons l'opportunité de pousser plus loin vos performances en développant la commercialisation de process originaux auprès des Industries Laitières et des Industries des Boissons.

Si vous optez pour un projet ambitieux, nous saurons vous donner les moyens pour réussir dans votre mission et évoluer au sein du Département.

Votre base : Gennevilliers, avec de fréquents déplacements en France.

Merci d'adresser lettre man., cv, photo et prétentions s/réf. 5765 à CFPI Direction des Relations Humaines, 28 bd Camélinat, 92233 Gennevilliers Cedex.

CFPI

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Ingénieur d'affaires génie chimique

LE CARBONE LORRAINE
2 MMF de C.A. dont les 3/4 à l'export, 4 800 personnes recherche pour son Département Génie Chimique, leader mondial des équipements en carbone et graphite, un ingénieur d'affaires

Après une formation à notre gamme d'équipements de haute technologie, vous prendrez progressivement la responsabilité d'affaires dans un cadre très international depuis l'élaboration des offres jusqu'à la réalisation finale, en coordination avec les services internes et les filiales.

Votre formation d'ingénieur Grande Ecole, éventuellement complétée d'un MBA, une première expérience technique ou commerciale dans les biens d'équipements lourds vous a

préparé et motivé pour cette mission polyvalente et diversifiée.

Pour ce poste basé en Lorraine, des voyages dans le monde entier sont à prévoir, la maîtrise de l'Anglais est impérative, celle de l'Allemand souhaitable.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous la réf. LCL39 à PECHINEY - Service Recrutement - CEDEX 68 - 92048 PARIS LA DEFENSE

LE CARBONE - LORRAINE

Stages, 1er emploi : 3614 code PECHINEY

UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE PECHINEY

THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS POUR LES METIERS D'AVENIR

AUXILEC, filiale du groupe THOMSON, 750 personnes, 400 MF de C.A. nous sommes le 1er fabricant Européen de la génération électrique embarquée. Nous vous proposons de participer à la réalisation de nos objectifs ambitieux en notre nouveau site de CRATOU (78) :

RESPONSABLE FABRICATION

Rattaché au Directeur de l'usine, vous aurez la responsabilité de la fabrication de machines tournantes à courant continu, principalement destinées à des applications aéronautiques.

Votre mission :

- Assurer la fabrication des ensembles et sous-ensembles dans les délais prévus, à la qualité demandée et au moindre coût.
- Participer à la réorganisation des fabrications en vue d'optimiser les délais et la productivité.
- Animer une équipe de 100 personnes réparties en 4 ateliers (bobinage, usinage, montage, réparation).

Vos atouts :

- Environ 30 ans, de formation Ingénieur en électrotechnique mécanique,
- Expérience dans des secteurs d'activités liés à la construction de machines électriques, moyennes et grandes séries,
- Homme de terrain et de communication, qualité d'animateur et d'organisateur.

Vous souhaitez valoriser vos acquis professionnels et vos qualités personnelles, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à notre Cabinet Conseil : - DULJ - Jean DEGEAIVE - 24-26 Av. des Grésillons - 92601 ASNIERES Cedex

THOMSON

INGENIEUR RECHERCHES METALLURGIQUES

Filiale du n° 2 mondial de la sidérurgie, Ugine est le premier producteur européen de produits longs et le premier producteur mondial de produits plats, en acier inoxydable. Le Directeur du Centre de Recherches d'Ugine (Savoie) recrute un jeune Ingénieur diplômé

Mines ou CENTRALE

Ce centre (120 personnes dont 22 ingénieurs) étudie, en collaboration avec les 1300 chercheurs du groupe, l'élaboration, la transformation, l'usinabilité, la corrosion des aciers inoxydables. Le poste créé a pour but de renforcer l'équipe Transformation. Il permet à un jeune ingénieur d'aborder la

métallurgie des aciers inoxydables dans son ensemble. Cette connaissance du "cœur" du métier d'Ugine lui donne un potentiel d'évolution maximal et lui ouvre les meilleures perspectives, à trois remontées d'Alberville...

Henri DEBEURET vous remercie de lui écrire (Réf. 9036 LM).

DB

DOMINIQUE BARRÉ S.A.
BP 18 - 69131 ECULLY Cedex
LYON - PARIS
MEMBRE DE SYNTHEC

Acier
USINOR SACILOR

J'AI CHOISI LES RESPONSABILITÉS

La DGA, c'est l'ensemble des intelligences et des énergies réunies dans près de 60 sites industriels, services techniques, laboratoires ou centres d'essais. C'est le quart de la recherche-développement en France pour garantir à long terme la défense du pays. Ce sont 6 000 ingénieurs et un point de vue exceptionnel sur un des secteurs industriels les plus innovants.

Au sein de la DGA, la Section d'études et fabrications des télécommunications (SEFT) pilote en tant que maître d'œuvre la réalisation d'équipements et de systèmes d'armes électroniques/informatiques/télécoms.

JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES

Débutants, 1^{re} expérience, de culture électronique, nous vous proposons après une phase d'intégration/formation de devenir "Ingénieur Qualité de Projets".

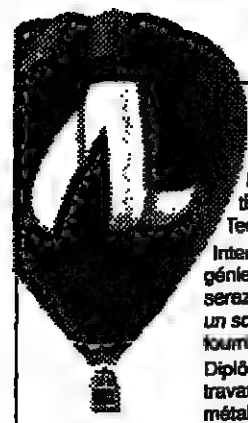
Agissant tout en amont de la production, lors de la phase études, vous conseillez et assistez plusieurs de nos Responsables de Projets sur l'organisation et le management qualité de leurs affaires (respect des coûts, des délais, des clauses qualité spécifiques).

Vous formez ces Responsables à l'utilisation de nos méthodes et outils (analyse de la valeur, progiciels d'aide à la gestion de projets, dépouillement d'appels d'offres, etc).

Vous êtes en contacts permanents avec nos Industriels sous-traitants (assistance "réponse aux appels d'offres", examen des manuels qualité, etc).

DGA

Merci d'adresser votre candidature manuscrite avec C.V. détaillé s/réf. QUAL/01/LM à Thierry HURET Responsable de Recrutement de la SEFT - 18, rue du Docteur Zamenhoff - 92131 ISSY LES MOULINEAUX.



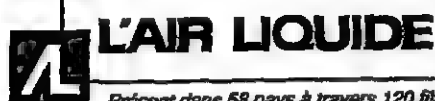
SPECIALISTE GENIE CIVIL/CHARPENTE METALLIQUE

La Division Ingénierie de L'Air Liquide, leader mondial de la conception et de la réalisation d'unités de production de gaz industriels, vous propose de rejoindre sa Direction Technique située à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (54).

Interlocuteur de l'ingénierie auprès des fournisseurs, vous assurerez dans le domaine du génie civil et de la charpente métallique le support technique aux équipes de projets. Vous serez chargé de la mise à jour et de la création de standards propres à notre activité et dans un souci d'améliorer notre compétitivité, vous serez à l'écoute des progrès techniques de nos fournisseurs.

Diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieur, vous avez acquis une solide expérience dans les travaux publics vous assurant une connaissance approfondie du génie civil et des charpentes métalliques, et maîtrisez l'anglais.

Votre motivation, votre mobilité étant pour nous un gage de votre adaptabilité, merci de nous faire part de votre intérêt en adressant votre candidature (lettre manuscrite et CV) sous réf. SGC à L'Air Liquide - Direction des Ressources Humaines - 75 quai d'Orsay - 75321 Paris Cedex 07.



L'AIR LIQUIDE

N° 1 mondial pour la production des gaz industriels, nous sommes aussi pour l'ingénierie des gaz de l'air.

Présent dans 58 pays à travers 120 filiales, notre développement international s'accroît sur les marchés les plus porteurs : Europe, USA, Japon... et dans des secteurs d'avenir : santé, électronique, agro-alimentaire, spatial, chimie...

Chef de laboratoire, contrôlez mais aussi développez.

Société à taille humaine, CA 60 MF - 100 personnes, nous extrayons, produisons et commercialisons des matières premières minérales pour la céramique. Pour affirmer notre position sur les marchés de demain, nous devons assurer à tous les stades de l'activité un contrôle des produits extrêmement strict dans le cadre des procédures reconnues sur le plan européen.

Mener à bien notre expansion passe aussi par le développement d'applications nouvelles de produits complémentaires plus sophistiqués. Rattacher directement le laboratoire (11 personnes) à notre Directeur Commercial, c'est illustrer l'importance que nous accordons à sa démarche marketing.

De formation supérieure en chimie minérale, géologie ou céramique, vous avez déjà une bonne pratique des minéraux. A 30 ans environ, vous avez dirigé une équipe de laboratoire en direct ou comme adjoint(e). Votre ouverture et votre sens relationnel vous permettront de devenir un personnage-clé dans notre structure. Ce poste est en Bretagne, au bord de la mer. Ecrivez à notre conseil, Anne Cousin, Sirca, 140 Bd Haussmann, 75008 Paris, sous la référence 231 452 LM. Merci de préciser votre rémunération.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec



USSI
INGENIERIE

600 personnes
(dont 300 ingénieurs et cadres)

L'expérience et l'innovation au service de vos ambitions

Pour participer à la réalisation d'installations industrielles de pointe en France et à l'étranger, nous recherchons :
Proche Banlieue Sud (RIER)

Ingénieur Gestion de Projets

Environ 28 ans, venez participer à la mise en œuvre et au suivi de nos projets (estimation des investissements, contrôle des coûts).

Vous avez déjà une expérience de l'ingénierie et une bonne connaissance de l'utilisation de la micro-informatique (tableurs, LOTUS, QUATRO PRO...).

Votre rigueur, votre goût du contact et votre sens de l'autonomie doivent vous permettre d'évoluer rapidement au sein de notre société.

Merci d'adresser votre candidature (C.V. + photo) sous la référence M.90.65, à USSI INGENIERIE - Direction du Personnel - 116, avenue A. Briand - 92223 BAGNEUX



La Banque de France

recrute pour sa Direction des Services Immobiliers à Paris

UN INGÉNIEUR DIPLOMÉ

(Centrale, Arts et Métiers, ENSL...)

POUR ENTRETIEN ET TRAVAUX NEUFS DES BATIMENTS ET INSTALLATIONS DE SES AGENCES

- Chargé d'animer une équipe de techniciens, il a la responsabilité de la maintenance des installations existantes, de la mise au point des projets et de la surveillance des travaux. Le poste, basé à Paris, nécessite des déplacements en province.
- Le candidat, de formation polyvalente, devra être rompu plus spécialement aux techniques de : chauffage, climatisation, électricité et courants faibles, dans les bâtiments du tertiaire.
- Agé de 30 à 35 ans et de nationalité française, il devra justifier d'une expérience en entreprise ou bureau d'études.

Adresser candidature avec photo, C.V. détaillé et salaire actuel à :
BANQUE DE FRANCE - Direction des Services Immobiliers - BP 140.01
75049 PARIS CEDEX 01

Vous avez choisi les Télécommunications : nous avons déjà un point commun.

Notre domaine d'activités : l'informatique appliquée aux Télécoms.
Notre métier : le Service et l'Ingénierie informatiques
Ensemble, participons à l'évolution de ces techniques de pointe.

INGENIEURS LOGICIEL

Titulaires d'un diplôme d'Etudes Supérieures (Grandes Ecoles ou équivalents universitaires), vous débutez ou possédez une expérience dans la conception et la réalisation de systèmes informatiques temps réel.

(Réf. BTIL/13)

Nous vous offrons la possibilité d'évoluer dans des domaines variés : Messagerie X400, Architecture de Réseaux hétérogènes, Ingénierie de Réseaux, Protocoles de Communication, Gestion de Réseaux, Radiotéléphonie, RNIS...

CONSULTANTS TELECOM

Ingénieurs expérimentés (minimum 5 ans d'expérience) vous désirez acquérir ou avez déjà acquis une expérience de Conseil dans le domaine des Télécommunications.

(Réf. BTCT/11)

ALCATEL
TITN ANSWARE

Pour un premier contact, merci d'adresser votre candidature sous référence du poste choisi à :
Murielle YDE - ALCATEL TITN ANSWARE - 7, rue Galvani - BP 110 - 91300 MASSY

technico commercial

Vous suivrez et développerez la vente d'une gamme d'adjuvants et de produits chimiques auprès d'une clientèle existante.

De formation supérieure (Ingénieur chimiste - Universitaire...), vous êtes motivé par une action commerciale et vous bénéficiez d'une expérience minimum de 5 ans dans la vente de produits industriels. Vous négocierez avec des responsables techniques.

La pratique de l'anglais est souhaitée. Le siège de la société est situé au Nord de Paris mais le poste implique des déplacements sur toute la France.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous référence 101 à notre Conseil M. TAILLEZ - 8, rue des Jacobins 60000 BEAUVAIS.

Taille
Conseil
CONSEIL EN RECRUTEMENT



UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE SNECMA

Société Nationale d'Etude et de Construction de Moteurs d'Aviation, la SNECMA bénéficie d'une formidable capacité de recherche, conception, développement, production, qui la place parmi les leaders de la double compétition mondiale des avions d'armes et des avions de transports civils.

INGENIEURS CHEFS DE PROJETS INDUSTRIELS

Ingénieur, débutant ou première expérience, vous connaissez les possibilités et les contraintes des techniques informatiques, vous êtes familier ou curieux des métiers de la forge, de la fonderie et de l'usinage, vous savez conjuguer technique, ergonomie, et organisation, et vous êtes prêt à prendre une part active dans les mutations industrielles liées aux avancées de l'informatique technique.

Nous vous proposons de piloter sur notre site aéronautique de haute technologie des projets industriels dans les domaines suivants : automatisation d'opérations manuelles, suivi et étude statistique de la qualité des pièces, conception de machines spéciales, diffusion de la connaissance technique, et intégration des filières produits.

Si ces postes basés à notre unité de Gennevilliers (2500 personnes) vous motivent, adressez lettre, CV, et prétentions sous référence BT / RT au Groupe SNECMA - Direction de l'Encadrement - 2 Bd du Général Martial Valin 75724 Paris Cedex 15.

GROUPE SNECMA

GPAO, un passeport pour l'avionique.

Jeune ingénieur généraliste, avec de bonnes compétences en informatique, vous vivez depuis 2 à 3 ans une première expérience en matière de GPAO. La routine pointe son nez. Un nouveau projet, dans un contexte différent ? Oui, bien sûr !

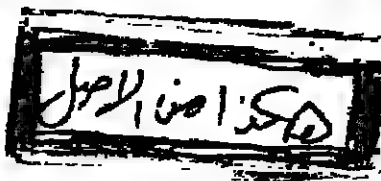
Notre groupe, numéro 1 européen de l'électronique de vol, est consistant - 10 000 personnes - et à le vent en poupe. L'une de nos filiales de production, celle qui vous intéresse, est située dans une agréable ville de Touraine à 40 km de Paris par le TGV.

Au sein du service planning, ordonnancement-lancement, vous assurerez l'interface opérationnel avec l'une des divisions clientes, réaliserez des missions d'étude et d'analyse, formulerez des recommandations, participerez à la mise en place d'un nouveau système de GPAO. Pour un premier contact, merci d'écrire sous référence 210 552 LM à notre conseil, Elisabeth Morin, associée de Sirca, 140 bd Haussmann 75008 Paris.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec



REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde • Mercredi 7 novembre 1990 XVII

Griotte et Corolle

c'est au CNET que ça se passe !

JEUNES INGENIEURS TELECOM - ELECTRONIQUE GRANDES ECOLES - UNIVERSITES

Voici quelques-uns des projets sur lesquels travaillent nos 4.200 collaborateurs. Aujourd'hui nous souhaitons vous associer à nos projets futurs. Débutant ou 1^{re} expérience, vous possédez le goût du travail en équipe et des contacts, vous savez prendre des initiatives, alors rejoignez nos équipes d'ingénieurs et sentez battre le cœur des télécommunications. Au Centre National d'Etudes des Télécommunications (CNET) vous pourrez participer à tous les stades de l'évolution des télécommunications : la recherche et les études techniques, la mise en oeuvre d'équipements et services nouveaux, l'expertise et l'assistance technique, le transfert de technologie. Vous y trouverez un environnement professionnel et une formation de niveau international. Nous vous donnerons tous les moyens pour réaliser votre passion de la haute technologie et exprimer ainsi votre créativité.

Car notre performance c'est aussi la vôtre. Nous vous proposons des postes dans des domaines aussi variés que :

- COMMUNICATION AVEC LES MOBILES
- TRAITEMENT DU SIGNAL
- RESEAU INTELLIGENT
- COMMUTATION TEMPORELLE
- SERVICES ET RESEAUX D'ENTREPRISE
- ADMINISTRATION DU RESEAU PUBLIC

Ces postes sont à pourvoir en Région Parisienne à ISSY-LES-MOULINEAUX.

Merci d'adresser votre candidature (lettre et CV) à notre conseil :
CITCOM Ressources Humaines, 12 bis rue des Pavillons - BP 133 - 92804 PUTEAUX Cedex 1
ou téléphonez à Floriane Prugnat au 49 00 89 53.



UN AVENIR D'AVANCE



COTESSE

Ingenieur Chimiste confirmé



Centre de Recherche
et de Développement
des Branches Epicerie,
Pâtes Alimentaires et
Pâtisseries. Une
équipe de plus de
50 spécialistes qui
participent activement
au développement
des sociétés françaises
et étrangères de
ces branches.

A la tête d'une équipe de 7 personnes, vous organisez et gérez le Laboratoire de Biochimie qui a pour mission la réalisation d'analyses de pointe permettant de garantir la qualité nutritionnelle et l'innocuité des aliments fabriqués et conduisant à une maîtrise optimum des procédés industriels. Docteur ou ingénieur en chimie organique, vous avez une expérience d'environ 5 ans en laboratoire d'analyses pharmaceutiques ou agro-alimentaires. Vous avez acquis une bonne connaissance de la chimie analytique et des techniques d'analyse de traces (absorption atomique, HPLC). Des contacts fréquents avec les services Recherche et Développement et les unités des différentes Sociétés des 2 Branches nécessitent un excellent sens relationnel. Poste basé à Brive-la-Gaillarde. Adressez votre candidature en précisant votre rémunération actuelle sous référence RD-188 M3 à ESSEL Service Recrutement Codes, 7 rue de Valenciennes, 75001 Paris Cedex 08.

Société leader dans la construction de
machines d'imprimerie offset, située au Nord de Paris,
recherche :

INGENIEUR D'ETUDES GESTION DES ATELIERS

REF. 971 M

Autonome et organisé, vous avez à concevoir, développer, mettre en oeuvre et maintenir les systèmes d'information et de communication dans le domaine de la gestion des ateliers. Votre sens de la communication et de la participation sont des atouts déterminants pour réussir et évoluer au sein de notre société. A 28-32 ans, vous êtes ingénieur en informatique et possédez de préférence 3 ans d'expérience de la conduite de projets. Une formation complémentaire est assurée pour un Débutant motivé.

Notre conseil examinera les candidatures dans la plus grande discrétion et vous remercie d'adresser rapidement lettre manuscrite + CV à Valérie GARAU à l'adresse suivante :



BP 301 • 60100 CREIL • Tél. 44.24.54.44

THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS POUR LES METIERS D'AVENIR

LA RECHERCHE ET LE DEVELOPPEMENT ? NOUS NE FAISONS PAS QU'EN PARLER...

...chez THOMSON CONSUMER ELECTRONICS, la recherche est un enjeu stratégique. Pour preuve, le programme ambitieux qui a été mis en place depuis 2 ans : plus de 450 MF investis, 250 brevets déposés sur tous les continents, 8 centres R & D dans le monde.

Parmi ceux-ci, le Laboratoire Européen de Recherches Electroniques Avancées (LEREA), situé à Strasbourg, 110 ingénieurs et techniciens venus de 10 pays y partagent leurs expériences et leurs compétences pour innover, créer, développer encore et toujours. A leur disposition des moyens réellement sophistiqués : outil de simulation vidéo relié à un ordinateur vectoriel ALLIANT, 40 stations de travail de type SUN sous UNIX, etc...

Résultat, une implication directe dans des projets prestigieux tels que la TVHD, la réception satellite, les décodeurs, etc...

Et nous sommes bien décidés à ne pas en rester là !

Mais pour cela, nous avons besoin de nouveaux talents désireux de s'impliquer et de se battre pour faire face à la concurrence. Venez renforcer notre équipe d'études de système de télévision pour développer les algorithmes qui vont améliorer la qualité de l'image standard et décoder les nouveaux standards TVHD :

INGENIEUR D'ETUDE, électronicien ou de formation équivalente, vous avez une expérience significative dans le domaine de la télévision. Vous participez au développement de nouveaux systèmes TV et prenez en charge l'étude et le développement d'un ensemble complet pour la TV améliorée ou la TV Haute Définition. La connaissance du langage C serait un plus. Ref.ST7/11

INGENIEUR D'ETUDE, ayant une expérience de 2 à 3 ans minimum dans le traitement du signal vidéo, vous participez à la création de nouveaux algorithmes. Créatif et innovateur, vous aurez pour mission de faire progresser le traitement du signal dans le domaine de la TV améliorée et de la TVHD. Ref.ST8/11

L'ouverture d'esprit, la diversité des cultures (10 nationalités représentées), la faculté d'adaptation, le sens du travail en équipe et la mobilité de nos ingénieurs donnent au LEREA ses meilleurs atouts pour relever le défi européen de la Télévision.

Si ce sont aussi les vôtres, alors, merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence du poste choisi à Michèle PERRIN - THOMSON CONSUMER ELECTRONICS - LEREA - BP 120 - 67403 ILLKIRCH CEDEX.



THOMSON

HCA

Filière d'un groupe français,
un des leaders mondiaux des technologies sous-marines, nous élargissons
notre champ d'action dans le domaine de la mesure, et recherchons un :

Formation d'ingénieur A.M., ENSA... vous aurez rapidement la responsabilité d'un secteur d'activité (prospection, négociation, vente, suivi clientèle) auprès de Grands Comptes et de centres de Recherche.

monde marin, sous-marin, aérospatial. Créatif, rigoureux, sociable, vous avez l'esprit d'équipe, le bon sens commercial et le sens de l'humour. Votre première expérience vous a formé à travailler avec de multiples partenaires (Ingénieur d'essais...). Vos connaissances en acoustique, traitement du signal sont un plus.

Merci alors d'adresser votre dossier de candidature (C.V. + lettre manuscrite) sous référence A 09 21 à notre Conseil
Madame Claude Favereau
FAVEREAU CONSULTANTS
52, rue de la Fédération
75015 PARIS



**Développer pour le N°1 mondial du siège auto
la fonction**

PROPRIETE INDUSTRIELLE - BREVETS

Ingénieur mécanicien généraliste, vos recherches d'opportunités de valoriser votre expérience industrielle dans un environnement professionnel riche et ouvert.

Rattaché à la Direction Produit Recherche et Développement de notre siège à ST QUENTIN EN YVELINES, vous participerez à la définition de la politique de propriété industrielle et vous mettrez en place les moyens nécessaires.

Vous aurez à développer le centre d'information à disposition du Groupe et vous serez l'expert et l'animateur pour les services de BFA, dans un esprit de veille technologique.

Vos interlocuteurs d'expertise seront nombreux et variés : bureaux d'étude, centres de documentation, INP et instances officielles.

Vous êtes communicateur et créatif.
Vous pratiquez l'anglais.

Merci d'adresser dans les meilleurs délais votre commande sous Réf : BFA/PR à **VARIANT** : 7, Av. de la préfecture 72000 LE MANS

Nous vous assurons d'une prompte réponse et de notre totale discrétion.

Consultez 36 16 UGE* PLEIADE

VARIANT

GRAND
Bureau

VARIANT

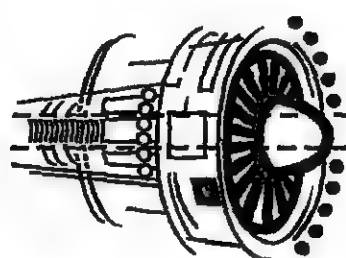
**La haute technologie et la dimension européenne
et la flexibilité d'une petite structure**

**responsable bureau
d'étude électromécanique**

GEPE Leader européen du relais de haute précision, nous appartenons au groupe international LRE. Aujourd'hui, notre société renforce sa position auprès de l'industrie aéronautique, maritime et spatiale et axe son développement vers de nouveaux marchés (transports ferroviaires, nucléaire...). Notre savoir-faire, la grande technicité de nos produits et notre universalité sont nos principaux atouts.

savoir-faire, la grande technique de nos produits et notre notoriété sont nos principaux atouts. Votre mission sera de faire du bureau d'étude le pôle de compétence de notre groupe dans le domaine de la conception de relais électromécaniques et sur d'autres produits. Rattaché au Directeur technique et responsable d'une équipe de 6 personnes, vous serez chargé de définir de nouveaux produits, de la conception à la réalisation des prototypes, et d'adapter les produits existants aux demandes spécifiques des clients. Ingénieur diplômé d'une école à dominante électromécanique, vous avez des compétences en électromagnétisme, des connaissances générales en résistance des matériaux et micro-mécanique. Une expérience de 3 à 5 ans, acquise en bureau d'étude, a révélé votre créativité et votre pragmatisme. Outre la curiosité technique et la rigueur, vous savez motiver et animer des équipes. Anglais indispensable, allemand apprécié. Quelques déplacements à prévoir en France et à l'étranger pour ce poste basé dans une grande ville de l'Ouest. Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence MQ/00018, à Nicole Kamezac, NK Conseil, Les Bureaux de Sévres, 72-78 Grande Rue, 92310 Sévres.

INK conseil



INGENIEURS
MECANICIENS

Débutants et confirmés, vous pourrez participer à la conception et au développement des moteurs du futur.

Nos équipes ont besoin de vos compétences et de votre enthousiasme.

Venez rejoindre notre centre d'études et d'essais de VILLAROCHE (77) situé à proximité de Melun et Fontainebleau.

Le GROUPE SNECMA permet une réelle perspective de carrière.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous réf. FG/ML, au
GROUPE SNECMA - Direction de l'Encadrement - 2, bld du
Général Martial Valin, 75724 Paris Cedex 15.

Contactez-nous sur **3616 JOB PLUS** annonceur SNECMA.

GROUPE SNECMA

Jeune Ingénieur

INSTRUMENTATION REGULATION

Filiale d'un important groupe industriel français, nous produisons des verres techniques dans notre usine de 700 personnes située à Saint-Gobain, Seine-et-Marne.

Nous disposons d'un outil de production hautement performant dont les performances exigent une extrême rigueur. Nous recherchons un Jeune Ingénieur disposant si possible d'une première expérience dans le domaine de l'instrumentation ou de la régulation.

expérience dans le domaine de l'automatisme, de l'électronique et de la programmation pour lui confier le contrôle, l'optimisation et la maintenance des équipements d'un segment important de notre ligne de fabrication.

Diplômé d'une École d'ingénieurs, vous avez le goût de la technique et de réelles qualités. Votre potentiel vous permettra d'évoluer ultérieurement dans la production ou le développement technique.

Merci d'adresser lettre manuscrite
sous réf. 6858 à Média-System, 6 impasse des Deux Coudes,
75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the problem.

[illegible]

[Handwritten signature]

[illegible][illegible]

1990

26. Le comité interministériel d'aménagement du territoire.
Plan des services nationaux en 1990.

27. La biélorussie, un nouvel outil pour les entreprises.
34. Fusion aux Pays-Bas.

34. Marchés financiers.
35. Bourse de Paris.

Retrouvant à Paris son niveau le plus bas depuis le début de 1981

Une baisse bien acceptée

Le glissement du dollar sur les marchés des changes, qui a repris depuis le début de la semaine après une courte accalmie, a ceci de particulier qu'il s'effectue dans l'indifférence générale, et on pourrait le dire, avec la complicité de tout le monde. Partout on pense que les avantages résultant d'un dollar faible sont plus grands que les inconvénients, tant pour les États-Unis que pour leurs principaux partenaires. A Washington, la Réserve fédérale et le Trésor estiment que la baisse du dollar contribuera à stimuler les exportations et à éviter une récession, la lutte contre l'inflation passant au second plan ; la récente diminution des taux d'intérêt à court terme après la conclusion d'un compromis sur le déficit budgétaire américain reflète largement cette opinion.

En Allemagne, les autorités monétaires ont comme objectif prioritaire le renforcement du mark, meilleur moyen de lutter contre l'inflation en réduisant le coût des importations, et l'augmentation des taux d'intérêt décidée la semaine dernière s'inscrit dans cette politique. La position de la France et des autres partenaires européens n'est pas différente, et au Japon, la Banque centrale et les industriels se réjouissent de la remontée du yen face au dollar, qui là aussi, permet de limiter la hausse des prix, à commencer par celle du pétrole.

Dans l'immédiat, donc, il est probable que le groupe des sept pays les plus industrialisés du monde n'interviendra pas pour freiner la baisse du dollar, pourvu qu'elle soit lente et « ordonnée ». Toutefois, lorsque la devise américaine sera tombée à 1,40 DM, ce qui correspond à 4,75 F environ, les préoccupations se manifesteront, peut-être un peu tard.

F. R.

Le dollar est tombé en dessous du cap psychologique des 5 francs

Au terme de longues semaines d'ajustement, le dollar a finalement franchi la barre des 5 francs français contre 5,0135 francs, descendant à 4,98 francs le lundi 5 novembre, à la cotation officielle de Paris. Mardi matin, il se ressaisit, très légèrement à 4,99 francs.

Il faut remonter au début de 1981 pour retrouver la monnaie américaine à un cours aussi bas. Celle-ci s'échange aujourd'hui à un taux historiquement bas contre le mark (1,4850 DM le 5 novembre à New-York).

La récente période de baisse du dollar coïncide pratiquement avec le début de la crise du Golfe. Après six mois de grande stabilité, la monnaie américaine a, en effet, commencé à chuter fin juillet, en raison des inquiétudes sur l'état de santé de l'économie américaine et de la baisse des taux réels aux États-Unis.

Tensions sur les taux d'intérêt

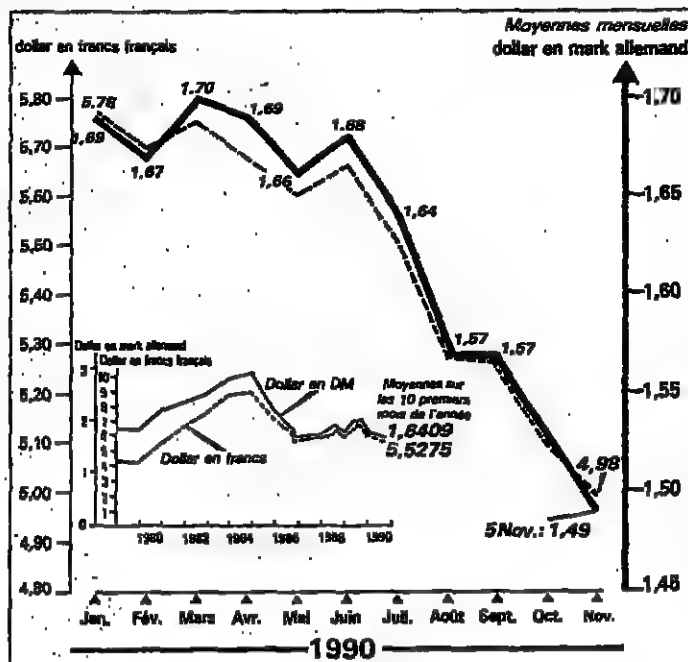
Au même moment, les taux européens se tendent sous l'effet des nouveaux besoins financiers de l'Allemagne, qui doit faire face aux coûts de l'absorption de l'ancienne RDA. Dans ces conditions, il était logique que les investisseurs délaissent les placements libellés en dollars.

La montée des tensions dans le Golfe, qui en d'autres temps aurait permis au dollar de jouer son rôle traditionnel de valeur refuge, ne l'a pas soutenu. Bien au contraire, nombre de spécialistes redoutent que l'implication des États-Unis dans le conflit du Golfe se traduise par des dépenses budgétaires très lourdes.

Les autorités monétaires des principaux pays industrialisés n'ont toujours pas manifesté d'effroi face au déclin du dollar, préoccupées sans doute davantage par la flambée des cours du brut. D'ailleurs, un dollar meilleur marché permet d'alléger la facture pétrolière des pays européens.

Côté américain, on sait qu'un raffermissement du dollar passe forcément par une hausse des taux d'intérêt. Or, Washington ne paraît pas disposé à resserrer le crédit au moment où le pays se prépare à un train de dépenses de sa première récession depuis huit ans.

F. L.



Les négociations de l'Uruguay round

La CEE affine ses propositions sur l'agriculture

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Prolongation à Bruxelles. Mardi 6 novembre les ministres de l'agriculture des Douze et leurs collègues du commerce extérieur ont repris leurs discussions commencées la veille sur l'« offre » agricole à soumettre aux partenaires du GATT (l'organisation qui régit le commerce international) au vu de l'ultime phase de l'Uruguay Round.

À Genève, l'impatience grandit devant les atermoiements de la CEE : les pays du groupe de Cairns (treize nations conduites par l'Australie) qui plaident pour l'élimination des subventions à l'exportation, l'ont mis en demeure de conclure rapidement ses travaux, et M^{me} Carla Hills, la principale

représentante des États-Unis, menace de claquer la porte de la négociation... Jusqu'ici cette agitation, au reste attendue, n'a guère affecté les débats des Douze qui ont rapproché leurs points de vue, en particulier sur la nécessité de maintenir une préférence communautaire lors d'importations en provenance des pays tiers.

« Un problème purement politique »

Ce point avait été soulevé par les Français. Ils faisaient valoir que la proposition de la Commission européenne concernant la réduction de la protection aux frontières pourrait aboutir dans certains cas à ce que les produits des pays tiers soient offerts sur les marchés des Douze à des prix inférieurs aux prix communautaires. Autrement dit, la préférence communautaire

risquerait de disparaître. La Commission a contesté cette analyse comme étant « tout à fait théorique ». Mais, afin de rassurer les Français et ceux qui les suivent, elle s'est déclarée prête à souscrire à une déclaration indiquant qu'elle « mènerait les négociations de manière à assurer qu'à l'avenir une préférence communautaire suffisante sera accordée sur les produits dont le soutien aura été réduit ».

M. Louis Mermaz, tout en appréciant l'effort consenti, hésitait à accepter une formule ne lui donnant pas tout à fait les garanties recherchées. « C'est un problème purement politique. Pour le gouvernement, ce qu'il s'agit d'apprécier, c'est la marge de supportabilité de l'offre communautaire par nos agriculteurs », observait un haut fonctionnaire.

PHILIPPE LEMAITRE

Face à Volkswagen

Renault juge « meilleures que jamais » ses chances de reprendre Skoda

Renault estime que, face à Volkswagen, ses chances de conclure un accord avec la firme automobile tchécoslovaque Skoda « sont meilleures que jamais ». Contrairement à ce qui a été affirmé à Prague la semaine passée (le Monde daté 4/5 novembre), M. Jean-Marie Lepeu, directeur des affaires internationales du groupe automobile français, a estimé, lundi 5 novembre : « Il n'y a eu absolument aucune décision de la firme tchécoslovaque en faveur de Volkswagen ».

La décision « définitive » sur le choix du futur partenaire de Skoda sera prise en décembre, ont annoncé le même jour le ministre régional tchèque des constructions mécaniques et la direction de Skoda. M. Lepeu a insisté sur le fait que le dossier présenté par le groupe français en commun avec le suisse Volvo permettrait de constituer « un vrai partenariat » avec Skoda.

L'Est un an après

L'Etat, pilote de la transition vers le marché

Un an après la chute du mur de Berlin, où en sont les pays d'Europe centrale et orientale dans leur transition vers l'économie de marché ? A Varsovie, à Prague ou à Bucarest, la situation économique initiale et le contexte politique ont conduit à des évolutions bien différentes. Partout, néanmoins, un parfum d'interrogation se fait sentir. Le plan n'est plus le roi, le marché ne lui a pas encore succédé.

Portés démocratiquement au pouvoir, les nouveaux dirigeants est-européens (des acteurs, des historiens, des sociologues beaucoup plus que des économistes) se sont trouvés très vite confrontés à trois séries de questions identiques : sur le rythme de la transition, sur les moyens de la conduire et sur ses risques. Ils ont choisi, selon les pays et selon leur sensibilité politique, des réponses bien différentes. Aujourd'hui, l'environnement extérieur (avec le choc pétrolier, la désintégration accélérée de l'économie soviétique et la récession américaine) ne leur est pas favorable. Ils sont tous désormais convaincus que la transition sera plus lente, plus difficile et plus douloureuse encore que prévu.

Que ce soit, depuis longtemps déjà, en Hongrie ou en Pologne, ou, plus récemment en Bulgarie et en Roumanie, tous les nouveaux responsables est-européens sont acquis à la nécessité de transformer le système économique centra-

lisé et planifié dont ils ont hérité en économie de marché. A quel rythme conduire cette transition inédite historiquement ? Dès le départ (le Monde du 24 janvier), deux stratégies se sont opposées : celle de la thérapie de choc (à la polonaise) et celle du gradualisme (à la hongroise). Pour l'instant, aucune des deux n'a démontré sa supériorité.

Avec son plan brutal de lutte contre l'inflation et d'assainissement des finances publiques, mis en œuvre dès le 1^{er} janvier 1990, M. Balcerowicz, ministre polonais des finances, a certes obtenu des résultats spectaculaires dans certains domaines, avec un vrai taux de change, stabilisé, du zloty (un dollar pour 9 500 zlotys), une nette décélération de l'inflation et un rééquilibrage des comptes publics et extérieurs.

Mais le prix de ce « big bang » est élevé : officiellement, le pouvoir d'achat de la population a chuté de 40 %, la production industrielle de 30 %, le nombre des chômeurs aurait dépassé le million (plus de 7 % de la population active) à la fin septembre... Au-delà, cette purge - recommandée par le libéral Jeffrey Sachs, conseiller du gouvernement polonais - n'a pas été accompagnée, selon le professeur Jan Winiński, de l'université de Lublin, comme selon les experts du FMI, des réformes de structures nécessaires.

Après avoir, pendant une année, débattu sur la ligne à suivre - et n'avoir en définitive pratiquement rien fait sur le plan économique, - le gouvernement tchécoslovaque



semble aujourd'hui à son tour choisir la voie polonaise. L'ultra-libéral Vaclav Klaus, désormais vice-premier ministre, l'a emporté sur le gradualiste M. Komarek. « La meilleure façon pour apprendre à nager, c'est de sauter », aime à expliquer M. Vladimír Dlouhý, ministre tchécoslovaque de l'économie, un partisan de M. Klaus. L'équipe prépare, pour le 1^{er} janvier, le grand bond en avant, avec la libéralisation des prix (sauf sur l'alimentation et le logement) et l'instauration d'une convertibilité interne de la couronne. Alors qu'en 1990, l'économie tchécoslovaque a continué à végéter sans déséquilibre excessif, l'année prochaine sera difficile : « Nous aurons de nombreuses faillites, de fortes pressions inflationnistes et une croissance négative », annonce M. Dlouhý dans l'International Herald Tribune du 22 octobre.

A l'opposé, la Hongrie, déjà avancée dans la voie libérale, a adopté une démarche plus progressive. « L'Etat, moins catastrophique, de notre économie ne justifie pas une thérapie de choc », explique M. György Matolcsy, secrétaire d'Etat chargé des réformes économiques auprès du premier ministre hongrois, M. Antall, ajoutant : « Nous préférons changer notre système par petits chocs successifs. » Pour l'instant, l'économie hongroise stagne, l'inflation reste modérée (un rythme annuel d'environ 30 %) et le nombre des chômeurs est encore très limité (1 % seulement de la population active).

Lire la suite page 26 ERIK IZRAELWICZ

VOS
AFFAIRES
ONT BESOIN
D'UN CADRE
SUPERIEUR :



VOS BUREAUX
POUR UN JOUR,
UN MOIS,
UN AN,
OU VOTRE
CENTRE DE
CONFERENCES.

Au cœur du monde des grandes décisions, le centre d'affaires REGUS vous offre l'opportunité de traiter vos affaires rue du Faubourg Saint-Honoré, face au palais de l'Élysée. Situés autour d'un superbe jardin privé vos bureaux fonctionnent 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et les jours fériés si vous le désirez. Mais le centre d'affaires REGUS ne se contente pas de vous proposer "le cadre de vos décisions stratégiques". Tous les types de services sont à votre disposition : secrétariat, interprétariat, assistance juridique, comptabilité, restauration, organisation de réunions ou conférences, réservations de voyages ou spectacles. Vous pouvez également y domicilier votre société qui bénéficiera des services de téléphone, télécopie et courrier personnalisés. De plus, si vous adhérez au Club REGUS, vous pouvez accéder, à des conditions avantageuses, aux autres centres d'affaires d'Europe et des États-Unis. Notre réputation est fondée sur la qualité de notre équipe, formée selon les meilleurs critères de savoir-faire et de discrétion. Bien sûr, REGUS est équipée de matériels de pointe : télécopie, micro-informatique et vidéo-communication. Vos bureaux se situent au cœur du monde des grandes décisions quand vous le désirez, pour un jour, un mois ou un an... ou juste pour une heure. Pour en savoir plus, contactez notre bureau européen à Paris au (1) 40.07.80.07.

Regus

CENTRE D'AFFAIRES
BRUXELLES - BUDAPEST
COPENHAGUE - LONDRES - MADRID
PARIS - VARSOVIE - WASHINGTON

Journal 150

TECHNOLOGIES

Face aux contraintes de la « veille technologique »

La bibliométrie, un nouvel outil pour aider les entreprises à orienter leur politique de recherche

La veille technologique est à la mode. Mais, dans la profusion de publications existantes, il devient de plus en plus difficile de discerner le bon grain de l'ivraie, de repérer les travaux pertinents, ceux dans lesquels il peut être intéressant d'investir financièrement. Les méthodes bibliométriques, qui rationalisent ce cheminement, connaissent donc un regain d'actualité.

Plus de deux millions d'articles scientifiques paraissent chaque année dans soixante mille revues. Entre 1975 et 1989, l'USPTA (United States Patent Trade Office) a inscrit plus de 700 000 brevets quand le JAPIO, son homologue japonais, en enregistrait 900 000.

Dans ce flot d'informations, peu sont réellement intéressantes : dans ce domaine aussi la règle des 80/20 s'applique ; 20 % des chercheurs écrivent 80 % des articles véritablement pertinents. Conséquence : les entreprises, les chercheurs, soucieux d'entretenir une « veille technologique », c'est-à-dire de suivre la trace des travaux de leurs collègues ou concurrents, se retrouvent souvent noyés en pure perte sous cet amas d'écrits, faute de méthode pour sélectionner le bon grain de l'ivraie.

Une application des méthodes statistiques

Le même problème se pose aux institutions chargées de définir une politique de la recherche ou aux responsables de la recherche dans les entreprises. La multiplication des écrits et des travaux fait qu'il est de plus en plus difficile de savoir quelles équipes financer. D'autant plus que, « la recherche connaît de plus en plus

cher, les arbitrages doivent être plus rigoureux : les recommandations de pairs ne suffisent plus », explique Jean-Pierre Courtial, chercheur au centre de sociologie de l'innovation de l'Ecole des mines de Paris.

Pour ces deux raisons une discipline, la bibliométrie, connaît actuellement un regain d'intérêt. Née en 1969, cette technique se définit comme « l'application des mathématiques et des méthodes statistiques aux livres, articles et autres moyens de communication ». Purement quantitative, elle permet d'apprécier l'impact international d'une équipe de recherche, ou de mieux appréhender ses liens avec d'autres centres. Mais, si elle est enseignée dans la plupart des cursus pour documentalistes, elle n'est encore que peu utilisée dans un but stratégique.

Dans la préface d'un ouvrage récent consacré à la bibliométrie (1), Rémi Barré, directeur de l'Observatoire des sciences et des techniques, distingue deux catégories de méthodes. Les méthodes unidimensionnelles, qui consistent à compter les publications répondant à un critère donné. Et les méthodes bidimensionnelles, plus sophistiquées, qui tentent d'établir des liens entre différentes publications. Elles y parviennent de deux façons différentes : soit en analysant les mots-clés des ouvrages, soit en comptant les citations des articles scientifiques, c'est-à-dire les mentions que les auteurs font les uns des autres. Ces références finissent par tisser un réseau qui ne doit rien au hasard. L'étude de ce réseau permet de trier les auteurs cotés, de cerner les redondances et donc de réduire le nombre d'articles à étudier dans une veille technologique.

Après avoir choisi la source majeure d'information (la base de données du *Journal of Economics Literature* - le JEL - par exemple, s'il s'agit d'une recherche sur la finance),



on sélectionne tous les articles ayant trait à l'objet de la recherche. « A ce stade, commente Hervé Penan, chercheur en bibliométrie à l'université Toulouse-I et consultant de Corom, vous avez un échantillon-source dans lequel vous prélevez un autre échantillon de 10 % pour des motifs de commodité de manipulation. L'information est homogène, il reste à la structurer par la cocitation. » Pour y parvenir, les spécialistes de la bibliométrie utilisent des méthodes mathématiques pour établir des réseaux, des cartes où se regroupent les auteurs (ou les articles) les plus proches les uns des autres, c'est-à-dire se citant le plus souvent entre eux. Chaque carte permet aussi de mieux identifier les thèmes génériques de recherche, les noms des auteurs et le nombre d'articles pertinents qui leur sont attachés. Outre la sélection d'articles, la bibliométrie met ainsi en lumière les sujets de recherche sur lesquels se penche la collectivité scientifique. Elle

en mesure le développement, en identifiant éventuellement les déformations, elle peut aussi relever l'abandon de certaines voies. L'Institut national de la recherche agronomique (INRA) vient de passer un contrat avec Corom pour la réalisation d'une étude sur le génie génétique des plantes. Son but : cerner quel est depuis trois ans l'état des connaissances mondiales sur ce thème. Vers quelle domaine la recherche se déplace ? Qui fait quoi et où ? L'étude se terminera par une prospective pour les deux années à venir. L'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) a fait une demande similaire pour connaître l'état de l'art en matière de nutrition allégée et par les algues ou dérivés d'algues marines. Et les professionnels du béton, par l'intermédiaire de leur association - l'ATHIL - font réaliser une étude du même type en ajoutant une recherche sur les brevets déposés dans le domaine analysé.

Analyser la stratégie des concurrents

Outil d'aide à la documentation scientifique, la bibliométrie pourrait aussi être utilisée par les décideurs, publics ou privés, pour orienter leurs investissements. Pour constituer des « pôles technologiques », suggère en particulier Henri Dou, de l'université d'Aix-Marseille-III : en faisant travailler ensemble des équipes situées dans la même « carte » (2), ou pour comparer les travaux des laboratoires des sociétés privées. Une piste qui permettrait de créer des viviers de partenaires industriels potentiels. Qu'il s'agisse de microélectronique, d'optique, de matériaux composites ou de chimie. En poussant plus loin la logique bibliométrique, il devient aussi possible d'analyser la stratégie de firmes concurrentes. Ainsi, il y a quelques mois, la presse avait fait état

d'achats importants de sang par le Japon ces deux dernières années. A l'époque, les recherches sur le sang synthétique sortaient de leur confidentialité. Il était donc tentant de penser que ces achats étaient destinés à poursuivre des expériences sur ce thème. Une analyse bibliométrique prouva qu'il n'en était rien. Une connexion sur l'une des bases de données Derwent - WPI, serveur Orbit Information Technologies - fit apparaître que les 365 brevets déposés aux Etats-Unis par tous les pays portaient sur deux thèmes : le stockage du sang et le sang de synthèse. Mais l'effort des Japonais était essentiellement dirigé vers des problèmes de stockage, et beaucoup moins sur le sang artificiel.

Enfin, en analysant non seulement les thèmes mais aussi les dates de dépôt de brevets cités par les brevets de l'ensemble considéré, note Henri Dou, la position de l'optimum renseigne sur l'âge de la technologie et, en prenant des précautions, on peut savoir si l'on est en face d'une innovation importante ou de simples améliorations techniques.

Véritable boussole pour scientifiques ou pour stratèges, la bibliométrie se rentabilise facilement. D'autant plus que son coût, entre 200 000 et 300 000 F par analyse, peut être pris en charge à 40 % par les FRAC (Fonds régionaux d'aide au conseil). Un coût modeste dès qu'il est rapproché des conséquences financières d'un choix d'investissement réalisé à contretemps du marché.

BERNARD DILLIES

(1) Introduction à la bibliométrie. De la bibliométrie à la veille technologique. Par Jean-Pierre Courtial. Editions Anthropos. 137 pages. 95 F.

(2) La Tribune des mémoires et thèses. 1, rue J.-J. Rousseau, 92600 Asnières.

Les ténors du domaine

Trois mille personnes réparties sur huit étages dans une tour de Philadelphie en Pennsylvanie travaillent à rassembler 80 % de l'information scientifique et technique - l'ISI mondiale. On est au sud-ouest de New-York dans l'une des plus prestigieuses villes universitaires des USA, au siège de l'ISI (Institute for Scientific Information). Là se trouve sous forme électronique la production scientifique de tous les pays.

L'autorité de l'ISI est telle que l'on admet qu'une banque de données qui n'y est pas répertoriée est mineure. Pour un motif simple : l'ISI reçoit les articles ayant subi un tirage bibliométrique tel qu'il a été conçu par Henry Small et Eugene Garfield, les deux fon-

dateurs de la discipline qui a tout juste vingt ans. Cette technique a vite convaincu de sa puissance : le gouvernement US et l'un des premiers groupes d'édition et de presse sont dans le capital de l'ISI.

A quelques pas de là, au sein de Pennsylvania University, K.W. McCain, H.D. White et B.C. Griffith utilisent la bibliométrie pour écrire l'histoire des sciences. Au CHI-Computer Horizon Incorporated, Frank Marin utilise les données de l'ISI pour informer les industriels.

En Grande-Bretagne, au SPRU (Science Policy Research Unit), rattaché à l'université du Sussex, Keith Pavitt évalue les programmes scientifiques nationaux. En France, au centre de socio-

logie de l'innovation de l'Ecole des mines, Michel Collon, William Turner et Jean-Pierre Courtial s'intéressent particulièrement à la méthode des « mots-associés ». Un problème scientifique ou technique est d'autant plus stabilisé que les mots l'identifiant sont associés plus souvent dans un grand nombre d'articles. Ils étudient les combinaisons de mots pour construire des réseaux lexicaux. Une approche qui fait appel aux techniques de l'intelligence artificielle. Enfin à Aix-Marseille, Henri Dou met les brevets dans la moutonnerie bibliométrique. A Paris, la société Corom possède un département de bibliométrie et d'information structurée - Bis dirigé par Henri Penan.

B. D.

Les cinq ans d'Eurêka

Il y a cinq ans jour pour jour, naissait le programme Eurêka. C'est en effet le 6 novembre 1985, à l'issue de la deuxième conférence ministérielle consacrée à ce programme européen de haute technologie, que les dix-huit pays participants (1) adoptèrent la charte d'Eurêka. Dix projets étaient immédiatement mis en œuvre, dans des domaines aussi variés que l'automatisation d'ateliers, la micro-informatique, les membranes pour l'épuration de l'eau, les supercalculateurs, un système de diagnostic pour les maladies sexuellement transmissibles, etc. L'investissement global dépassait légèrement les 2 milliards de francs.

La réunion avait pourtant commencé dans un climat un peu pessimiste. En effet, on pouvait craindre que les problèmes de statut, de définition des règles du jeu ne retardent le démarrage des projets. Ce ne fut pas le cas. Grâce en particulier à l'insistance du gouvernement français pour entrer rapidement dans une phase opérationnelle.

En effet, à l'origine, « Eurêka était d'abord une idée : une réponse intuitive du président de la République à l'initiative de défense stratégique (IDS) américaine, autrement appelée guerre des étoiles » (2). Plutôt que de participer financièrement au programme de recherche américain, la France proposait de mettre sur pied un programme civil de coopération

technologique européenne, en anglais European Research Coordination Agency dont les initiales reproduisaient fort heureusement le cri d'Archimède.

Des axes étaient définis pour éviter une trop grande dispersion d'efforts. Mais à la politique des filières (électronique, par exemple) ou de programme (comme le plan calcul) succédait avec Eurêka une politique de développement des technologies diffusantes, capable d'avoir des répercussions dans l'ensemble du secteur économique. Une stratégie mise au point - sous la houlette de Yves Stourdzé - par les penseurs du Cesta (Centre d'études des systèmes et des technologies avancées), organisme supprimé depuis.

Une philosophie qui a fait école

Les industriels devaient définir eux-mêmes leurs projets et en assurer la gestion. A l'instar des autres projets européens, les projets Eurêka devaient rassembler des équipes de plusieurs nationalités.

Cinq ans plus tard, le concept d'Eurêka est couronné de succès. 386 projets portaient en juin dernier le label Eurêka, représentant un budget de 54,6 milliards de francs (sans prendre en compte le programme sur les composants électroniques JESSI, 27 milliards de francs, et celui sur la télévision haute défi-

nition, 5 milliards de francs). Plus de 2 000 firmes ou institutions de recherche y participent. Depuis le démarrage du projet, un dix-neuvième pays, l'Islande, s'est joint aux dix-huit fondateurs. Et les pays d'Europe de l'Est souhaitent que la porte leur soit un peu plus ouverte. Une évaluation complète des projets est actuellement en cours d'élaboration.

En outre, d'autres programmes de recherche se bâtissent autour de la même philosophie. Eurêka Audiovisuel fut ainsi créé le 2 octobre 1989 pour soutenir l'industrie européenne des programmes audiovisuels. Plus récemment, en annonçant le projet de recherche sur les usines ultrarapides dans l'agro-alimentaire, Hubert Curien faisait encore référence à Eurêka pour expliquer la philosophie de ce programme qui vise aussi à laisser le maximum d'initiative aux industriels, les gouvernements ayant fixé le cadre général et joué le rôle de catalyseur.

Après les filières et autres plan calcul, c'est une nouvelle ère de la politique de la recherche et de la technologie qui a ouvert Eurêka.

A. K.

(1) Les dix-huit pays participants étaient à l'origine les douze pays de la Communauté européenne plus l'Autriche, la Finlande, la Norvège, la Suède, la Suisse et la Turquie. L'Islande a rejoint le programme lors de la conférence ministérielle du 30 juin 1986.

(2) Nos éditions du 25 juin 1985.

Le Monde

NUMERO SPECIAL

MUTATIONS A L'EST

Pologne
Hongrie
RDA
Tchécoslovaquie
Bulgarie
Roumanie
Albanie

132 PAGES - 30 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : MUTATIONS A L'EST

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITE : _____

PAYS : _____

FRANCE (métropole uniquement) Nombre d'ex. : _____ x 35 F (port inclus) = _____ F.

DOM-TOM et ÉTRANGER Nombre d'ex. : _____ x 40 F (port inclus) = _____ F.

Bulletin et règlement à retourner à : le Monde, service vente au numéro, 15, rue Falguère, 75501 Paris cedex 15 - France. LM1/4



SAIT
L'ÉNERGIE AUTONOME
IL NOUS MANQUE ENCORE UNE ÉNERGIE. LA VÔTRE !
RELEVEZ LE DÉFI DE LA QUALITÉ TOTALE.

Leader mondial (3 milliards de francs de CA, 6000 personnes, 16 pays) dans le domaine des accumulateurs et des générateurs électrochimiques, nous recherchons pour notre département Possible un

INGÉNIEUR QUALITÉ

Nous sommes engagés dans un plan d'action qualité ambitieux, nous travaillons avec des intégrateurs sur les marchés Télécom, vidéo, micro-informatique, Domotique.

Rattaché au Directeur de la qualité de l'activité, vous avez à promouvoir les méthodes modernes d'élaboration et de suivi de la qualité auprès de l'ensemble des partenaires depuis la conception du produit jusqu'à son application chez le client.

Vous êtes Ingénieur formé à la qualité, vous avez acquis obligatoirement une expérience d'au moins 3 à 5 ans en milieu industriel. Le poste est localisé à Angoulême.



Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) au service Gestion des Carrières - Groupe SAIT - 57, rue de Villiers - 92523 Neuilly cedex sous référence AP.1447

SODEXHO, groupe français privé de dimension internationale, recherche, dans le cadre de la diversification de ses activités, des

Pour les Centres de détention de NEUVIC (24) CHATEAUDUN (28)

Responsables d'une équipe de formateurs-orientateurs et de formateurs techniques :
- vous élaborerez et négocierez auprès de partenaires institutionnels, des plans de formation destinés aux détenus de l'établissement;
- vous rechercherez les financements nécessaires au montage d'actions spécifiques et gèrerez votre budget;
- vous participerez à la conception et à l'animation de modules pédagogiques.

Nous recherchons des Professionnels de la Formation ayant déjà conduit des projets professionnels auprès de publics de faible niveau de qualification et ayant l'expérience de l'encadrement d'équipe.

Merci d'adresser votre dossier (CV + lettre manuscrite) à - SIGES, BP 28 - 78184 SAINT QUENTIN EN YVELINES Cedex.

SODEXHO
Là où vivent les hommes.

Consultants Ingénieurs Grande Ecole

Conseil en Management, notre objectif de croissance nous amène à étoffer notre équipe de Consultants.

Vous deviendrez expert dans le domaine de l'organisation et de la gestion industrielle : production, logistique, maintenance, systèmes d'information, ressources humaines...

Vous saurez saisir la spécificité de l'entreprise, comprendre sa stratégie et sa culture, favoriser la participation des différents interlocuteurs à l'élaboration de projets, concevoir les solutions les mieux adaptées à l'entreprise, intervenir de façon pragmatique, sans perdre de vue le résultat à atteindre.

Votre réussite vous permettra d'accéder vers des fonctions plus élargies.

Vous avez une formation Grande Ecole, une expérience d'environ 5 ans dans le consulting ou en Entreprise. Vos capacités aux plans commercial et technique et de responsabilités de projets, tant que vous évoluerez au top niveau dans un métier passionnant, formateur, à la pointe des techniques et des technologies.

Merci d'adresser votre CV avec photo et prétentions sous la référence 3410



55, Avenue Kléber 75116 PARIS
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

Notre importance fait de nous un des leaders de la grande distribution.

Nous avons le souci permanent d'affiner notre approche des problèmes et de nous doter des compétences adéquates. Notre Direction Générale souhaite renforcer son équipe au sein de la Direction Expansion (basée en région parisienne) et intégrer un spécialiste de bon niveau et à fort potentiel de développement comme

CHARGÉ D'EXPANSION

Vous avez une formation supérieure IEP, ESC, Droit et une bonne dizaine d'années d'expérience en urbanisme commercial avec une solide connaissance de la grande distribution. Que vous veniez d'une grande chaîne d'hypermarchés ou d'un cabinet immobilier ou de la promotion immobilière (spécialisée), vous souhaitez aujourd'hui rejoindre une structure vous permettant de donner toute votre mesure.

Vous animerez progressivement, sous la responsabilité du Directeur de l'Expansion, des missions globales concernant de nouvelles implantations et/ou des extensions de magasins existants. Vous aurez la responsabilité d'études de marché, de recherche de sites et des achats de terrain, vous serez notre négociateur auprès des professionnels de la promotion immobilière, des administrations et des élus, vous représenterez notre groupe au sein des commissions, vous devrez gérer et suivre le montage des dossiers.

Cette opportunité ne peut convenir qu'à un cadre ayant une grande sensibilité aux contacts humains (psychologie, diplomatie, discrétion, respect de la parole donnée), une prestance certaine (Représentant de la Société) et étant fin négociateur, crédible face à des interlocuteurs variés.

Si vous pensez avoir le profil requis, merci d'envoyer votre dossier complet, sous réf. 5420, à Sefio, 47 bis avenue Bosquet, 75007 PARIS.



Membre de Syntec

CAP SESA FORMATION

CAP SESA FORMATION, filiale de CAP GEMINI SOCIÉTÉ
- 1^{er} groupe européen de services et conseil en informatique et télécommunications - spécialisée dans la formation informatique, crée le poste de :

Formateur consultant en communication

PARIS - GARE DE LYON

De formation supérieure (CELSA, Psychologie...), il possède une expérience de 5 ans au moins en tant que formateur dans le domaine des relations humaines (communication, conduite de réunions, management...). Après intégration à notre

environnement, il sera chargé de concevoir et d'animer des sessions de formation en "efficacité personnelle" dans un premier temps, essentiellement auprès des équipes informatiques de CAP SESA.

Merci d'adresser votre candidature à Aline KONOP en précisant la référence KFC11.



Consultants Seniors et Partenaires

CAPFOR FRANCE groupe des hommes et des équipes de compétences qui partagent leurs expériences de consultations en Ressources Humaines, en Management et en Communication dans un vaste espace de liberté et de responsabilité. Trois valeurs de comportement : loyauté, sérieux, innovation rassemblent 175 personnes, 15 Sociétés de manière grise au service de la réussite de 2200 Entreprises et Institutions clientes à un niveau national et bientôt européen. Notre chiffre d'affaires, multiplié par quatre en quatre ans, témoigne de la qualité des consultants et de la confiance de leurs clients. Pour continuer notre développement, nous recherchons des consultants professionnels pour :

- PARIS : 4 consultants seniors en recrutement (2 généralistes, 2 spécialistes en recrutement juridique, administratif et financier).
- MÉDITERRANÉE : 2 consultants en recrutement dont 1 spécialiste administratif, financier et juridique.
- OUEST (NANTES, RENNES, TOURS) : 2 consultants seniors en recrutement, 1 consultant Chef de Produits Segmentés en recrutement, 1 consultant junior.
- TOULOUSE : 2 consultants en recrutement dont 1 administratif et financier.
- STRASBOURG : 1 consultant en recrutement administratif et financier.
- VERSAILLES : 1 consultant généraliste.

Pour les consultants professionnels, téléphoner au Directeur Général du Groupe : J.-M. VANLERENBERGHE au 42 61 04 48. Informations complémentaires, MINITEL : 3615 Code CAPFOR. Pour les candidats à la consultation, envoyer leurs manuscrits et CV à :

GRUPE CAPFOR - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS.

CAPFOR

PARIS - ALZ - MARSEILLE - ANGERS - BORDEAUX - BREST - CLERMONT-FERRAND - LYON - NANTES - NICE - NORT - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TOURS.

socata
(900 personnes)

Outre la fabrication d'avions de tourisme et d'affaires, nous sommes sous-traitant majeur de l'industrie aéronautique civile et militaire sur le plan mondial, et filiale de l'Aérospatiale. Notre Direction souhaite rencontrer le responsable de nos marchés.

Responsable de nos marchés

capable d'identifier les marchés potentiels, de définir les devis, de préparer les contrats : de mener avec brio des négociations à haut niveau.

35 ans minimum, Ingénieur généraliste, doté d'une bonne connaissance des produits de l'aéronautique, des méthodes de travail dans le domaine de la production, vous alliez des compétences techniques à un savoir faire commercial.

Une équipe de 13 personnes assure pour vous la logistique de vos opérations : vous en êtes le manager.

Cette fonction à caractère international vous demande une maîtrise parfaite de l'anglais.

Notre proposition vous intéresse : confiez votre dossier de candidature à notre

conseil, qui vous garantit toute confidentialité.

FM Consultants, 2 rue du Rempart Villeneuve, 31000 Toulouse.



CONSEIL EN RECRUTEMENT

STRATIS

Groupe indépendant, leader dans le domaine de la communication des grands projets de changement

En dix ans, nous avons construit un groupe original regroupant des consultants issus du management et des études, des journalistes venus de la presse et de la télévision, des créateurs. Stratix apporte une force de conseil, de conception et de mise en oeuvre aux grandes entreprises et aux institutions publiques dans les phases de repositionnement de leur image et de mobilisation de leur personnel. Pour renforcer nos équipes nous recherchons :

UN CONSULTANT SENIOR

Communication institutionnelle et interne

Diplômé de l'enseignement supérieur, âgé d'au moins 30 ans et disposant d'une expérience significative dans les interventions de communication stratégique, vous serez chargé de la conduite d'études et de grands projets.

UN JOURNALISTE

Expérimenté dans les domaines de l'économie d'entreprise et des ressources humaines, vous êtes prêt, grâce à vos dix ans d'expérience, à prendre la responsabilité éditoriale de magazines d'entreprise de haut niveau.

Merci d'envoyer votre CV, photo et prétentions à Françoise Genet - Stratix - 32, avenue Kléber 75116 Paris

COMMUNICATION
INTERNE

PA

ADRE

RESPONSABLE
DE NOS MARCHÉS
MESEURS DU
STRATIS

Unité Nationale

Responsable
de production

RESPONSABLE COMMUNICATION INTERNE

Paris - La filiale française (2.500 personnes) d'un groupe international, qui fabrique et vend des produits de grande consommation vous propose de rejoindre sa direction des relations humaines, pour prendre en charge la communication interne. Après une analyse détaillée de l'existant, vous élaborerez et proposerez un plan d'action à court et moyen termes que vous mettez en œuvre. Parallèlement, vous gerez et perfectionnez nos outils actuels (journal interne notamment). Vous intervenez également sur l'aspect communication de nos grands projets et manifestations (qualité, accueil, formations fédératrices...). En relation avec la direction générale, vous participez à la définition d'une

politique de communication interne et à ce titre, vous devez faire preuve de qualités d'analyse et de synthèse, de goût pour la réalisation de projets, d'une bonne maîtrise des outils de communication et de talents de rédacteur. Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une bonne culture d'entreprise et une première expérience de 2 à 3 ans dans la communication interne, que vous souhaitez valoriser en prenant la responsabilité complète de la fonction. Ecrivez à P. EVEN en précisant la référence B/5013M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.53. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

RECHERCHE DE CADRES ET DIRIGEANTS

Lille

PA Consulting Group (2.500 personnes dans le monde, 80 bureaux dans 22 pays, leader incontesté du recrutement en Europe) connaît en France une progression de tout premier plan. Sa direction nord, créée en 1972, souhaite se renforcer afin de faire face au développement attendu de l'économie régionale avec l'ouverture du tunnel sous la Manche et la construction du TGV. Elle recherche un nouveau consultant qui, après formation à nos méthodes, mènera en toute autonomie des missions de recrutement et sera personnellement responsable d'un portefeuille clients qu'il

saura gérer et développer dans un véritable esprit de conseiller de direction. Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur, connaissant bien la région nord et désireux de participer à son essor en y jouant un rôle actif. Il sera soit un professionnel du recrutement, soit un homme d'entreprise souhaitant valoriser son acquis dans un cabinet de renom. Ecrire à M. OLARI en précisant la référence A/063M - PA Consulting Group - 19, Résidence Flaudre - 59170 CROIX - Tél. 20.72.52.25. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

CADRE

Etablissement public qui construit, exploite et développe les aéroports, recherche pour Charles-de-Gaulle un

ayant une expérience des services d'escorte dans une compagnie aérienne (5-10 ans).

Formation commerciale supérieure avec spécialisation transport ou expérience équivalente.

Parfaitement bilingue anglais. Autre langue appréciée.

Il sera chargé d'analyser les besoins en service d'escorte des compagnies aériennes et de prévoir à court, moyen et long termes, leurs évolutions.

Adresser lettre manuscrite + C.V. sous la réf. AC/90/480 AÉROPORTS DE PARIS - Service Gestion Prévisionnelle et Emploi - 291, bd Raspail - 75675 PARIS cedex 14.

ADJOINT AU RESPONSABLE SERVICES GENERAUX... AUX DIMENSIONS DU CREDIT NATIONAL !

Diplômé d'une Grande Ecole Commerciale, de Gestion ou de l'Université.

- vous justifiez d'une expérience de 3 ans minimum dans ce métier avec, si possible, de bonnes connaissances micro-informatiques en environnement Image et graphique.

- Vous avez le goût des activités variées et concrètes, de l'encadrement des hommes et le sens de la négociation.

Nous vous offrons de secondar le Responsable des Prestations Internes : Achats, Imprimerie, Reprographie, PAO-DAO, ...

Au sein d'un Groupe en pleine expansion, vous bénéficierez de larges possibilités d'évolution et d'une rémunération compétitive.

Merci d'envoyer votre lettre de candidature manuscrite avec CV, photo et indication du salaire actuel au CREDIT NATIONAL, Département des Ressources Humaines, 45 rue Saint-Dominique, 75700 PARIS.

**Crédit National****Fabrication de produits innovants à partir de l'extrusion de matières plastiques (PVC ou PET) - secteur emballage.**

En 3 ans, notre PME a conquis la place de leader face à des produits concurrents sur les marchés de la France, de l'Espagne et des USA. Nos objectifs de développement sont importants et nous nous donnons les moyens de les atteindre, tant par les performances de notre outil de production, que par la qualité des hommes de notre équipe. Nous recherchons un :

Responsable de production

Adjoint de la Direction Générale, sa mission sera large et évolutive. Il devra, dans un premier temps, optimiser l'utilisation de nos moyens de production et mettre en place tous les systèmes organisationnels nécessaires aux exigences de notre développement.

A terme, son rôle pourra être élargi à des responsabilités de manager.

Profil : Ingénieur diplômé AM, INSA, ENI ou équivalent, 28 ans environ. Pouvant justifier d'une première expérience en milieu de production et désireux de s'investir dans le devenir d'une entreprise à fort potentiel. Pratique de l'anglais exigée.

Adresser dossier complet + photo sous réf. 159/1 à :

nicole dominique
maury sperte
conseil

1 place Wilson, 31000 Toulouse.



Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de l'Indre

DIRECTEUR DES AGENCES ET DU MARCHÉ DES PARTICULIERS

35 Agences, soit près de 270 personnes et plus de 100 000 comptes de particuliers, tous les produits de la Banque et tous leurs canaux de vente... au total 46% du marché et l'ambition d'ajouter de nouveaux succès à nos performances.

Le poste que nous vous proposons, recouvre l'encadrement et l'animation de ces implantations et de l'équipe chargée du marché des particuliers, l'optimisation de nos stratégies-produits, la recherche, la proposition et la mise en œuvre de nouveaux axes de développement. Il fait partie de l'entourage immédiat du Directeur Général de la Caisse.

Professionnel de la Banque, connaissant son organisation, ses environnements, ses produits, vous y avez exercé des responsabilités opérationnelles et hiérarchiques.

A 35-40 ans, vous êtes prêt à y prendre un poste de commandement à haut niveau nécessitant de solides qualités d'animation, de communication et de management.

Poste basé à Chateauroux.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, qui sera examiné en toute confidentialité, sous la référence CC/984 à notre Conseil.

Ethnos

Conseil en recrutement
141, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Membre de SYNTec Recrutement

En 12 ans nous avons créé un réseau de 120 magasins franchisés implantés dans les principales villes de France. Nous n'en resterons pas là !

Ce réseau forme un ensemble homogène dont les membres sont de véritables professionnels fortement unis par des objectifs et des valeurs communs.

Notre esprit précurseur nous a placé en situation de leader que nous voulons conforter en recrutant un :

DIRECTEUR COMMUNICATION ET PUBLICITE 400 KF+

Rattaché au Président, ce professionnel de la communication, du marketing et de la publicité possède les qualités nécessaires pour, notamment, maintenir l'esprit de conquête des franchisés, élaborer et mettre en place un projet d'entreprise à moyen et long terme, gérer le budget de publicité...

Diplômé d'études supérieures commerciales et de gestion, vous avez déjà joué un rôle moteur dans une entreprise en lançant et en accompagnant le changement. Votre expérience de cinq à dix ans vous a apporté la connaissance de produits analogues (mode, maroquinerie, par exemple).

Vous parlez anglais et, si possible, italien ou espagnol. Poste basé à Lyon.

**Scribe**

4, avenue Hoche

75008 Paris

Groupe Hoche Consultants

Adresser lettre manuscrite, CV, photo + prétentions sous réf. P.U.H.L à notre Conseil.

Filiale **Telemechanique**

"Point de rencontre des compétences et de la haute technologie..."

Nous sommes l'un des leaders mondiaux de systèmes de commandes numériques pour machines et robots. (500 personnes - CA : 550 MF - 30 % croissance 9 agences en France - 7 filiales dans le monde).

Dans le cadre de notre expansion et de l'acquisition de la Société Italienne SERVOMAG, notre Direction MARKETING recherche

CHEF DE PRODUITS

pour sa ligne d'activités MOTEURS ET VARIATEURS.

Les performances des systèmes de production à commandes numériques reposent en grande partie sur la qualité des asservissements dont les moteurs et les variateurs de vitesses constituent des éléments primordiaux. Cette offre revêt, tant sur le plan technique que commercial, un caractère stratégique.

MISSION GENERALE :

Agé de 27 à 35 ans, rattaché au Directeur du Marketing et des Produits, il participe à la définition des objectifs et assume la responsabilité globale du mix de cette ligne de produits sur l'ensemble des marchés internationaux (en relation avec les directions technique, commerciale, industrielle, filiales et partenaires extérieurs).

Le poste que nous vous proposons représente une réelle opportunité d'évolution dans une entreprise de haute technologie à vocation internationale.

Adresser lettre manuscrite (CV et prétentions) sous référence 31 M à Marc THEBAULT - Direction des Ressources Humaines - NUM S.A. - 21, avenue du Maréchal Foch - 95101 ARGENTEUIL Cedex.

(Réponse et discrétion totale assurées).

MICRO PORTABLE TOSHIBA, CHOISISSEZ LA STRATÉGIE GAGNANTE



TOSHIBA et la micro-informatique portable c'est une aventure internationale, une stratégie marketing performante, des produits à la pointe de la technologie. TOSHIBA SYSTEMES (France) commercialise à travers un réseau de distributeurs agréés des lignes de produits résolument orientées vers la micro-informatique de demain. Dans un contexte particulièrement dynamique et avec des moyens à la mesure de nos ambitions, nous vous offrons de découvrir un marketing de pointe, de vous y exprimer, d'y évoluer et d'y réussir.

DIPLOMES GRANDES ECOLES

Vous êtes jeune, riche d'une expérience de 2 à 4 ans et maîtrisez parfaitement l'anglais. Notre développement nous amène à créer les postes adaptés à votre potentiel et à vos compétences au sein de notre Direction Marketing.

CONSEIL MARKETING GRANDS COMPTES

Professionnel de la communication, des relations publiques, excellent organisateur, vous définirez et mettez en œuvre un programme d'actions destiné à faciliter notre pénétration auprès des grands comptes. Vous multiplierez les opportunités de contact avec les décideurs des grandes entreprises et nos ingénieurs commerciaux. Vous favoriserez le développement de notre image ainsi que la promotion de nos produits.

CHEF DE PROJETS APPLICATIONS

Vous possédez une solide culture micro (hard, soft, réseaux). Vous êtes le collaborateur que nous recherchons pour définir et mettre en œuvre les plans marketing indispensables à l'élaboration des solutions TOSHIBA. Vous détectez et référencerez les logiciels les plus performants du marché, étudierez les possibilités de partenariat avec les sociétés qui les développent et participerez à la promotion des solutions que vous aurez définies.

FORMATEUR COMMERCIAL/MARKETING

Animateur et pédagogue vous possédez l'expérience de la vente micro-informatique. Dans le cadre du démarrage de l'activité, vous seconderez étroitement le Responsable de la Formation Commerciale Marketing (définition des besoins, organisation des programmes...). A vous d'animer les séminaires destinés à nos Commerciaux et à nos distributeurs.

Vous vous êtes reconnu dans l'un de ces postes, et voulez réussir avec un Groupe Leader : Merci d'adresser vos motivations avec un résumé de votre expérience professionnelle en précisant le poste choisi à notre Conseil : Laurence COBJON - CABINET TRIANGLE - 4, rue de la Pyramide 92100 BOULOGNE.

L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ASSURANCE

chargé d'études H/F RÉF. CE

(Diplômé ENSAE, ISUP ou de formation universitaire correspondante)

Débutant ou ayant une première expérience, il participera, au sein d'une équipe existante, à l'étude et à la surveillance de risques, à la conception et à la production de tableaux de bord ainsi qu'à l'évolution du système d'information.

Connaissance A.P.I. appréciée.

technicien H/F RÉF. IS

Niveau Bac + 2 (Scientifique - Sciences Economiques) chargé de la réalisation de tableaux de bord, de tableaux comptables et du traitement de données statistiques. Le goût des chiffres et un intérêt certain pour la micro-informatique sont indispensables.

Merci d'adresser dossier de candidature et présentations sous référence 18075 à ORGANISATION ET PUBLICITE 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

La Mutuelle Générale de l'Education Nationale

Paris 15^{ème}, le 24 Octobre 1990

Madame, Monsieur,

Pour nos futures orientations, nous recherchons un **DIRECTEUR DE L'ORGANISATION ET DES METHODES** (RUE 7740)

Vous aurez un rôle de réflexion et de conception mais aussi de réalisation et de suivi, des nouvelles organisations dans le cadre des politiques définies. En effet, cette élaboration nécessite, en relation avec nos différents départements, la mise en application des projets.

Pour ce faire, vous aurez à diriger et animer une équipe d'une vingtaine de personnes. Votre expérience vous a déjà amené à mettre vos talents d'organisateur au service de structures importantes.

Nous vous demandons une formation supérieure, une bonne connaissance des systèmes d'information, des idées nouvelles pour faire évoluer notre organisation et la rendre compétitive à l'aube de l'an 2000.

Nous avons confié cette mission à notre conseil PL Consultants 13, rue de Turbigo 75002 Paris, qui examinera votre candidature avec attention.

Bien cordialement

INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

ORSTOM

recrute par voie de concours (femmes et hommes)
pour ses programmes scientifiques à l'étranger (toutes régions)

29 DIRECTEURS DE RECHERCHE de 2^e classe
1 CHARGÉ DE RECHERCHE de 1^{re} classe
24 CHARGÉS DE RECHERCHE de 2^e classe

Les postes sont à pourvoir dans les domaines scientifiques suivants :

GÉOLOGIE, GÉOPHYSIQUE ;
HYDROLOGIE, PÉDOLOGIE ;
HYDROBIOLOGIE, Océanographie ;
SCIENCES DU MONDE VÉGÉTAL ;
SCIENCES BIOLOGIQUES ET BIOCHIMIQUES APPLIQUÉES A L'HOMME ;
SCIENCES SOCIALES.

Toute information complémentaire peut être obtenue auprès du bureau des concours de L'ORSTOM : 213, rue La Fayette, 75010 PARIS. Tél. : 48-03-77-83.
Les derniers d'inscription peuvent être retirés à la même adresse.

La clôture des inscriptions est fixée au 3 DÉCEMBRE 1990, à 17 heures.

TRACER
VOTRE
FUTUR



MATIF

MATIF : Marché à Terme leader en Europe

- Un marché international
- Des technologies de pointe
- Des projets ambitieux
- Une culture d'entreprise
- Une dynamique des carrières
- Une politique de formation

La Direction Centrale de la Recherche et du Marketing crée un nouveau poste de **CHEF DE PROJET**, pour

ORGANISER ET COORDONNER

les différents travaux relatifs au lancement des nouveaux contrats du MATIF.

Votre mission : sans exécuter vous-même, vous veillerez à la réalisation des tâches (par exemple la mise en place des séminaires de formation, la rédaction des cahiers des charges pour l'information, l'information des adhérents...). Vous n'avez pas besoin d'être un "technicien" des marchés, mais vous comprendrez le langage de vos interlocuteurs. Des rapports écrits sont établis très régulièrement. Vous encadrerez un ou deux assistants chefs de projet.

Votre profil : après une formation supérieure (littéraire, ingénierie ou gestion), vous avez deux à trois ans d'expérience professionnelle, si possible dans le monde de la finance. C'est votre personnalité qui comptera avant tout : grande aisance rédactionnelle, esprit d'organisation, capacité à encadrer, sens des contacts...
Merci d'adresser votre dossier de candidature, en indiquant la référence H/663 sur l'enveloppe, à notre conseil ORNICAR - 5 rue Halévy 75009 PARIS.

ornicar

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publi- cité », il est impératif de faire figurer la réfé- rence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

La Fédération Nationale des Écoles de Parents et des Éducateurs

recrute pour ses revues

un attaché de promotion et de publicité

3/5 de temps
poste à pourvoir rapidement

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo à :
Président FNEPE - 5, Impasse Bon-Secours - 75011 PARIS.



**GENERAL MOTORS
FRANCE AUTOMOBILES,**
recherche pour son Département
"ACHATS" un

DIRECTEUR DES ACHATS CONFIRME

Devenez le Patron de notre département "Achats", responsable d'une équipe de 3 Acheteurs.

De formation Ecole Supérieure de Commerce ou Ecole d'ingénieur, vous avez une grande expérience de la négociation.

L'Anglais courant est exigé.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) au Service du Personnel (Mme Laignel) 1 à 9, avenue du Marais, angle quai de Bezons, BP 84, 95101 Argenteuil Cedex.

CONFERME

AUDIT EN RESSOURCES HUMAINES

Sylvain HENON - Eric BACOT

ont le plaisir de vous faire part de leur nouvelle adresse :

6 place de la Madeleine - 75008 PARIS
Tél. : 47 03 10 10 - Fax : 40 15 98 79

Jeudi 15

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

des
Cadres

... Le Monde • Mercredi 7 novembre 1990 31

SOCIÉTÉ D'ASSURANCE
charge d'études HT

technicien

RECHERCHES
M

RECHERCHES
M

RECHERCHES
M

RECHERCHES
M

RECHERCHES
M

RECHERCHES
M

RECHERCHES
M

RECHERCHES
M

Au sein de la Direction des Relations Humaines du Groupe

Organisateur industriel

Après une solide formation supérieure (ingénieur de préférence), 5 à 10 ans d'expérience en milieu industriel ont fait de vous un généraliste sensibilisé et motivé face aux évolutions socio-techniques. Vous avez en l'accompagnement des changements technologiques, à travailler sur l'optimisation des compétences, à proposer de nouvelles organisations de travail, à mobiliser les énergies pour faire concrétiser vos recommandations. Notre Direction Générale des Relations Humaines vous propose de développer vos talents à l'échelle de notre Groupe.

Organisateur au sein de la Direction du Développement Social au Siège, à Paris, vous serez porteur de la stratégie du Groupe qui associe développement des hommes et évolution technologique. Parmi vos missions : animer des projets transversaux d'organisation (qualité, flexibilité, ...), mettre en place la filière de formation des cadres industriels, conseiller les sociétés dans leur choix de consultants externes, favoriser les échanges inter-sociétés dans l'approche des projets industriels liés à la modernisation, animer le réseau des organisateurs des différentes sociétés. La pratique de l'anglais est nécessaire, celle d'une autre langue européenne, un plus.

Ce poste vous conduit à être en contact permanent avec des cadres et des dirigeants des sociétés du Groupe. Votre succès vous ouvre de larges perspectives.

Adresser votre candidature en précisant votre rémunération actuelle sous la référence : RB 204 M à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Tolérance, 75181 Paris Cedex 08.

BSN

50 Mds de CA,
50 000 personnes,
une dynamique de
croissance externe
en Europe.
Les défis de notre société :
développement des
hommes, innovation
et productivité,
décentralisation
opérationnelle.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS



CHAMBRE
DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE
DE PARIS

pour le Groupe C.P.A., spécialisé dans le Perfectionnement des Dirigeants,

UN CHEF DE PROJET PEDAGOGIQUE

ayant de fortes compétences en systèmes d'information.

Formation grande école ou équivalent, vécu d'équipe de direction d'entreprise si possible, pratique de l'analyse stratégique, expérience ou aptitudes confirmées en pédagogie, anglais courant; 35 ans environ.

Missions:

Conception et direction de programmes de formation, animation, développement informatique pédagogique, suivi informatique interne.

C.C.I.P.

COFIROUTE



• 750 km d'autoroutes sous concession COFIROUTE, seule société privée dans ce domaine.
• 1 500 personnes soucieuses d'apporter à leur clientèle un service de qualité, une sécurité et un confort de circulation toujours croissants.

Pour renforcer notre Département Exploitation, nous recherchons un :

RESPONSABLE DE LA POLITIQUE D'EXPLOITATION DU RESEAU (Trafic, Péage, Sécurité, Viabilité)

Superviser une équipe de 20 personnes, il étudie, contrôle et analyse les flux de trafic véhiculés ainsi que l'activité des péages. Il définit des indicateurs et valide la pertinence des données. Avec ces informations, il établit des prévisions statistiques fiables afin d'orienter et d'optimiser la mise en oeuvre de la politique d'exploitation en termes de viabilité, de sécurité et de péage.

Attentif à l'évolution du réseau et des techniques, une de ses missions essentielles sera de proposer des stratégies d'exploitation adaptées, à moyen et long terme.

Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénierie, vous avez une expérience d'une dizaine d'années dans l'organisation ou les méthodes, complétée par des fonctions opérationnelles en entreprise. Rigoureux, pragmatique, avec une solide capacité d'analyse, vous faites preuve de réelles capacités relationnelles et de commandement.

Ce poste, basé à Paris, nécessite de nombreux déplacements sur le réseau.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant la référence 8458 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

251 bd Pereire - 75017 Paris

Actiman

FORMATION - RECRUTEMENT - AUDIT

Manager l'avenir ensemble !



ressources
humaines

Groupe Conseil en Ressources Humaines, partenaire de grandes entreprises, nous intervenons dans les domaines du management et de la qualité de service. Notre notoriété et notre développement nous conduisent à rechercher de nouveaux

CONSULTANTS

Au sein de notre équipe (14 pers.) fortement motivée par une culture d'entreprise riche de passion et de plaisir, vous pourrez vous épanouir en développant nos activités Formation, Audit et Conseil.

Quelles que soient votre formation (Sup de Co, école d'ingénieurs ou université) et votre expérience, ce sera à vous de nous convaincre de vos compétences et de votre valeur, si bien sûr vous êtes attiré par notre métier et si vous avez la fibre commerciale. Proposez, innovez, développez et nous pourrions manager l'avenir ensemble.

Adresser lettre de motivation, CV, photo et prétentions à SESAME Conseil, 26 rue Louis Blanc, 69086 Lyon. (Réf. JS29/M)

Grand groupe français recherche pour
sa direction D'ILE DE FRANCE un(e) jeune

CADRE RESSOURCES HUMAINES

en étroite collaboration avec le responsable du développement des Ressources Humaines, il sera chargé de coordonner la mise en place de la nouvelle grille de qualifications. Pour cette première mission qui se poursuivra plusieurs années, il entretiendra des contacts avec tous les interlocuteurs internes concernés (opérationnels et fonctionnels), afin d'harmoniser les différents aspects humains et techniques de l'opération. Il sera associé aux travaux de prévisions d'effectif.

Ce challenge motivant s'adresse à un jeune homme (ou femme) de formation supérieure (Grande Ecole, Sciences Po, CELSA, DESS) spécialisé(e) en gestion de Ressources Humaines et justifiant d'une première expérience en matière d'évaluation de postes. La rigueur et le sens du contact sont indispensables.

La réussite dans ce poste basé à Paris sera un bon tremplin pour évoluer ensuite vers d'autres domaines des Ressources Humaines au sein du groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 3885 à notre conseil Annie Berry qui vous garantira toute discrétion.

CEDIAP : 135, av. de Wagram - 75017 PARIS.

Usine - 900 personnes

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES ET RELATIONS SOCIALES

300.000 +

Une Société industrielle et commerciale, 3300 personnes en France, rattachée à un groupe multinational parmi les tous premiers mondiaux dans son domaine, recherche pour une de ses usines son Responsable des Ressources Humaines et des Relations Sociales.

SA MISSION : Dans le cadre d'une société pratiquant une politique du personnel moderne et dynamique à l'élaboration de laquelle il sera associé, il assurera en remplacement du titulaire actuel qui évolue vers de plus larges responsabilités opérationnelles :

- la gestion des ressources humaines en s'attachant à développer toutes actions de formation et de motivation permettant au potentiel humain de l'entreprise d'être constamment adapté aux évolutions des métiers ainsi qu'aux impératifs de compétitivité économique et de qualité ;
- la responsabilité des relations sociales et sera l'interlocuteur des délégués du personnel et présidera le C.E.

SON PROFIL :

- 35 ans environ
- Formation supérieure juridique - un 3ème cycle CIFFOP, CELSA, DESS de gestion de personnel serait apprécié - (une formation d'ingénieur peut être envisagée)
- une solide expérience opérationnelle de la fonction personnel dans l'intégralité de ses composantes.

Réelles perspectives d'avenir pour un candidat ayant des qualités marquées de dialogue, de créativité et "d'opérationnel sur le terrain".

Poste région Nancy.

Ecrire sous réf. 45 B 1926-OM

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

AMENAGEMENT ET SYSTEMES DE TRANSPORTS

CHARGE D'ETUDES

Un groupe privé français de tout premier plan offre un poste motivant de "Chargé d'études".

Ce poste conviendrait à un candidat Sciences Po, DESS ou équivalent, ayant environ deux ans d'expérience études dans le domaine de l'aménagement et du placement de personnes. Il sera à même de mener avec autonomie des études impliquant l'intégration de données qualitatives et quantitatives sur des plans démographiques, économiques, ... et de les présenter à des interlocuteurs de haut niveau.

La réussite dans ce poste, outre d'excellentes qualités d'analyse, de synthèse, d'ouverture d'esprit, implique un solide dynamisme et des qualités relationnelles marquées.

Larges perspectives d'évolution vers des postes opérationnels.

Poste à PARIS.

Ecrire sous réf. 45 A 2010-OM

Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

S.A.N. de SENART (Ville Nouvelle de MELUN-SENART)
recrute :

CADRE RESPONSABLE DU SERVICE DES MARCHES

Chargé de mettre en oeuvre la procédure de contrôle technique des marchés ainsi que l'organisation et le suivi de leur passation.

Ce poste s'adresse de préférence à une personne de formation juridique ou économique et ayant une expérience dans ce domaine.

Elle sera de préférence titulaire de son grade dans la fonction publique territoriale.

Possibilités de contrat.

Adresser candidature, C.V. et photo à Monsieur le Président du S.A.N. de SENART - B.P. 6 - 77567 LIEUSAIN CEDEX.

3

DOMINIQUE DESCHAMPS
CONSEIL
Audit-Ressources humaines

CHEF DU SERVICE FINANCIER H/F

Placé sous l'autorité d'un directeur, il dirige une équipe d'une dizaine de personnes, exerçant les fonctions classiques d'un service financier. Ce chef de service devra s'attacher à la mise en œuvre de nouveaux outils de gestion financière et mener une action de développement auprès de ses clients. En étroite liaison avec la direction générale, il pourra également être associé à la rénovation des services municipaux d'une ville en voie de profonde transformation.

Ce poste s'adresse à un jeune attaché, possédant une première expérience réussie de 2 à 5 ans. Rigoureux dans sa pratique professionnelle, il devra se montrer attentif envers ses clients et sera capable d'une grande disponibilité. Des facilités de logement sont prévues.

Les candidatures ne remplissant pas les conditions statutaires de la Fonction Publique ne seront pas examinées.

Veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous la référence M/06 à Dominique DESCHAMPS CONSEIL, 23, rue Vaneau - 75007 PARIS.

Chargé des relations humaines

Rennes

Organisme paritaire exerçant sur le territoire breton son influence régionale cherche pour le Directeur et son Adjoint un authentique "bras droit". Dans un contexte particulièrement délicat, ce cadre, de niveau Bac + 5, sera à l'écoute permanente des éléments influant le climat social de l'entreprise.

Possédant une double formation en Droit du travail et en Ressources Humaines, il saura organiser, gérer, prendre en charge et optimiser l'ensemble du service du personnel.

Vous évoluez actuellement dans une société ayant en charge un effectif supérieur à 400 personnes ; si la construction de votre propre cursus passe par une bonne connaissance de l'informatique administrative, associé à la gestion prévisionnelle des carrières, n'hésitez plus à adresser votre candidature, qui sera traitée confidentiellement, sous la référence 1024/L.M. à Jean PONANT CAPFOR - 14, Bd Sébastopol - 35000 RENNES.

Informations Minitel : 36.15 code CAPFOR.

CAPFOR

PARIS - AIX/MARSEILLE - ANGERS - BREST - CLERMONT-FERRAND - LYON - NANTES - NOC - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TOURS.

DIRECTEUR ou DIRECTRICE TECHNIQUE

L'un des plus importants offices publics d'I.L.M. de la région Ile de France, recherche, suite au prochain départ en province du titulaire du poste, son nouveau Directeur technique. Sous la responsabilité directe du Directeur général, membre de la direction de l'Office, il assurera la mise en œuvre des décisions du Conseil d'Administration en matière de chauffage, réhabilitation, grosses réparations, et, éventuellement, constructions neuves.

Animateur des politiques techniques de l'Office, il impulsera les travaux d'entretien et de maintenance mis en œuvre par les services déconcentrés.

Technicien expérimenté, rompu aux marchés publics, il sera ingénieur en chef de la fonction publique territoriale, fonctionnaire de l'Etat détaché ou cadre contractuel.

Candidature et C.V. à adresser à M. le Président, BP 72, 93002 Bobigny Cedex.

L'OFFICE DÉPARTEMENTAL D'I.L.M. DE LA SEINE-SAINT-DENIS
20 000 logements
530 collaborateurs
Budget annuel 800 000 000 F.

DISTRICT URBAIN DE L'AGGLOMÉRATION RENNAISE

recrute d'urgence

son RESPONSABLE DU SERVICE ECONOMIQUE

MISSIONS : rattaché au Directeur du District, il aura pour mission de mettre en place le Service de Développement Economique de l'Agglomération.

Animation d'une équipe chargée de la promotion du développement économique (relations avec les entreprises, appui technique, recherche d'investisseurs...).

Aide à l'élaboration des politiques économiques de l'Agglomération et à la définition des stratégies de promotion et de communication.

PROFIL : formation pluridisciplinaire à dominante économique appréciée. Dynamisme et qualités relationnelles. Connaissance du milieu des entreprises ou des banques. Expérience indispensable.

CONDITIONS DE RECRUTEMENT : par mutation d'un Directeur Territorial de classe normale, ou Attaché, ou Contractuel.

Adresser candidature et C.V. détaillé à
Monsieur le Président de Rennes-District
16, boulevard Laennec - 35000 RENNES
Téléphone : 99-30-11-11
avant le 30 novembre 1990

GRUPE INSEP

Conseil - Formation - Edition

Après plusieurs années dans le conseil, vous souhaitez mettre en œuvre votre autonomie et votre créativité pour aider des Directions de grandes sociétés à construire des opérations de changement.

De plus, vous vous sentez les capacités de :
- piloter des offres de mission spécifiques bâties autour du conseil et de la formation,
- gérer une relation de partenaires avec les directions de nos clients que vous conseillez.

A cet effet, nous recherchons :

des CONSULTANTS CONFIRMÉS

pour renforcer l'équipe chargée de développer et de coordonner nos missions dans nos domaines de compétence :

- MANAGEMENT et STRATÉGIE
- COMMUNICATION
- QUALITÉ et ORGANISATION

INSEP, créée en 1967, compte aujourd'hui 70 consultants professionnels de la conduite du changement, et se développe en France et en Europe au rythme de 35 % par an.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à :

INSEP, Michèle Medley, Service du personnel
29, rue Marsoulan - 75012 Paris

COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU TOURISME DES YVELINES

recherche

son directeur ou sa directrice

Missions :

- Définition et mise en place d'une véritable stratégie globale et promotionnelle des orientations de la politique touristique départementale.
- Création et valorisation de la production touristique du département.
- Coordination des actions entreprises entre le département, les collectivités locales et les professionnels du tourisme.

Profil :

- Cadre de haut niveau, expérience de 10 ans minimum à des postes de responsabilité dans le secteur du tourisme - privé et institutionnel.
- Dynamisme et diplomatie.
- Parfaite connaissance des Marchés Européens et d'Outre-Atlantique, tant au niveau des clients et clients que des réseaux de distribution.
- Maîtrise de deux langues étrangères, dont l'anglais.

Envoyer curriculum vitae manuscrit détaillé, photo et prétentions à :

M. le Président du Comité Départemental du Tourisme
à l'attention de M. le Directeur Général
des Services de l'Assemblée et de la Présidence
Hôtel du Département
2, place André-Mignot - 78012 Versailles Cedex.

FONDATION DE L'AVENIR

ATTACHE DE PRESSE H/F

La Fondation de l'Avenir pour la Recherche Médicale Appliquée s'est fixée 4 axes d'intervention et de recherche qui englobent les domaines principaux de l'avenir de la santé : Recherche appliquée, formation, études et évaluation, sciences humaines.

Au sein d'une équipe dirigeante jeune et motivée, rattaché directement au président, le titulaire du poste prendra en charge les relations avec les différents médias. Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la fonction, intéressé par le domaine de la recherche scientifique et de la santé publique. Autonome et expérimenté, il est capable de définir et de mettre en place des actions pour faire connaître et valoriser les activités de la fondation.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 192301 B à :

EGOR COMMUNICATION ET MEDIAS
8, rue de Belfort - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.25.71.07

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Institut National des Télécommunications (INT)

Direction Scientifique

recrute pour EVRY (91) son



CHARGÉ DE LA VALORISATION DE LA RECHERCHE

Ingénieur ou Universitaire, dix à quinze années d'expérience de la Recherche dans le domaine Télécommunication et/ou Informatique, Centre Public ou Privé, Expérience d'enseignement dans le Supérieur et International.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite à :
M. le Secrétaire général de PLNT,
9, rue Charles-Fourier - 91011 EVRY Cedex

Bernard Krief Consultants

Au sein du groupe, participer au développement du Département "Recherche de Cadres Dirigeants", c'est l'opportunité offerte à des

Consultants seniors

Vous caractériserez les dirigeants d'entreprises, les conseillerez et les assisterez dans leurs recherches de cadres. Vous développerez votre propre clientèle, vous attachant à la fidéliser et à jouer auprès d'elle un véritable rôle de partenaire.

A 30-35 ans, diplômé d'une grande école, vous pratiquez déjà votre métier ou disposez d'une expérience significative de manager en charge de responsabilités très opérationnelles. Vous pratiquez l'anglais et vous recherchez une grande autonomie vous permettant de réaliser vos ambitions.

Les postes sont basés à Paris.

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 1042/M à :

BERNARD KRIEF RECRUTEMENT
BP 128-07 - 75326 Paris Cedex 07
PARIS - LYON - NICE - TOULOUSE

Le « Centre national d'enseignement professionnel notarial » (C.N.E.P.N.)

11 bis, rue d'Edimbourg, 75008 Paris
Tél. : 43-87-44-07 - FAX : 43-87-23-76

recherche

• SON DIRECTEUR

- très bon administrateur, formation juridique souhaitée, âge : 40/45 ans environ, salaire annuel net : 350 000 F.

• ATTACHÉ(e) DE DIRECTION

- ayant expérience de quelques années, formation juridique souhaitée, âge : 30/35 ans environ, salaire annuel net : 240 000 F.

Adresser candidature avec C.V. au Centre national.

ma Cadres

CHARGE DE MISSION

EX/DSM

DIRECTEUR

CHARGE DE MISSION

CHARGE DE MISSION

CHARGE DE MISSION

CHARGE DE MISSION

CHARGE DE MISSION

CHARGE DE MISSION

CHARGE DE MISSION

CHARGE DE MISSION

CHARGE DE MISSION

CHARGE DE MISSION

CHARGE DE MISSION

CHARGE DE MISSION

CHARGE DE MISSION

CHARGE DE MISSION

Jeudi 10.1.90

Le Monde des Cadres

Le Monde de la Fonction Commerciale

LE GROUPEMENT DES AUTORITÉS RESPONSABLES DE TRANSPORT (GART)

Association nationale des élus locaux responsables des Transports publics recherche

UN CHARGÉ DE MISSION

Intégré dans une petite équipe pluridisciplinaire, il interviendra sur des dossiers économiques, financiers et techniques dans le domaine des transports publics locaux. Il apportera son assistance aux collectivités locales sous forme de conseils ou d'études économiques générales. Ce poste conviendrait à un ingénieur ou à un gestionnaire de formation universitaire ayant quelques années d'expérience dans les domaines des transports de voyageurs et des collectivités locales.

Adresser lettre manuscrite + C.V. et prétentions à :
Monsieur le Président du GART
Secrétariat Général/Recrutement
77, boulevard du Montparnasse - 75008 PARIS
AVANT LE 3 DÉCEMBRE 1990

MICRO PORTABLE
TOSHIBA
IL Y AURA
BEAUCOUP DE VOUS
DANS NOTRE RÉUSSITE



Parce que nous savons que vous aussi, lorsque vous vous investissez et relevez un défi c'est pour le gagner, nous sommes prêts à vous faire vivre notre stratégie et partager nos objectifs. Leader incontesté de la micro-informatique portable, nous vous proposons de vous associer à notre réussite pour que vous réalisiez vous aussi votre empreinte dans l'environnement informatique de demain. Nous commercialisons nos produits exclusivement à travers un réseau indirect de distributeurs agréés.

INGENIEURS COMMERCIAUX

Vous êtes jeune, diplômé d'une Grande Ecole, riche d'une expérience de 2 à 4 ans et possédez de bonnes connaissances de l'anglais. Notre développement nous amène à créer des postes où vous découvririez au sein de notre Direction Commerciale de nombreuses opportunités de carrières.

DISTRIBUTION PARIS - PROVINCE (Lyon)
Chargé de développer, fidéliser et animer le réseau de distributeurs, vous saurez, par votre aisance relationnelle, votre connaissance de la région (Lyon) et votre expérience de la vente de produits "micro", assurer une présence active chez nos clients.
Vous assurerez les supports marketing et techniques mis en oeuvre par nos soins.

GRANDS COMPTES
Interlocuteur privilégié des décideurs des Grandes Entreprises, votre maîtrise des multiples aspects de la Vente Conseil vous permettra de détecter et qualifier leurs besoins et les conseiller dans leurs choix "micro". Vous participerez à nos actions de promotion (animation de séminaires, forums, organisations de démonstrations...).

Vous voulez réussir avec un Groupe Leader en bénéficiant de sa dynamique :
Merci d'adresser vos motivations avec un résumé de votre itinéraire professionnel en précisant le poste choisi à notre Conseil - LAURENCE CORJON - CABINET TRIANGLE - 4, rue de la Pyramide 92100 BOULOGNE.

L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

s'agrandit et s'installe au

6 place de la Madeleine
75008 PARIS
Tél. : 47 03 10 10
Fax : 40 15 98 79

FINANCE INTERIM

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE TECHNIQUE-COMMERCIAL

bilingue, résidant à Leipzig,
étudie toute proposition pour société française
désirant s'implanter dans l'ex-RDA.

Adresser toute proposition à :
JAC FRANÇOIS,
7, rue Duthoit, 80000 AMIENS

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

2° arrdt
RICHELIEU-DROUOT
Bel imm. direction 4° et 5° ét.
enc. 78 m²
42-72-40-19

7° arrdt
Près PL BRETEUIL
2 pièces : 67 m² environ
luminosité, rénovation, Et.
Sévié, Laminé, Tapis
20 m² env. par. à p. 300000 F. 42-90-30-39

AV. DE LA BOURDONNAIS
Part. vend studio 24 m².
Mezzanine, 4 de bns, bds, bds.
poutres, charme, cave.
P. 180000 F.
Tél. (19) 32-344-03-18
Après 19 heures.

11° arrdt
AVE. REPUBLIQUE
Uniq. 6 p. bourgeois.
250 m². Imm. pierre de
taille, enc. 8 100000 F.
LERNES 43-63-39-69

16° arrdt
PASSY NORD
165 m². Imm. pierre de T.
4° et 5° ét. 3 chbrs.
Tél. le matin 42-55-98-18

17° arrdt
VILLIERS
Gd studio, pierre de T.
280 m², triple récept.
3 chbrs.
Tél. le matin 42-55-98-18

19° arrdt
BUTTES-CHAUMONT
3 p. gde terrasse, part.
avec trav.
42-02-67-79 le matin

BUTTES-CHAUMONT
40 m² env., balcon
42-02-67-79 le matin

PROX. B.-CHAUMONT
« LES PRINCES »
Résidence part. standing,
construction récente, sou-
dion, 2/3/4/5 p., part.
Libre de suite ou louée avec
belle piscine (1997). Sur
place tous les jours (dimen-
che inclus) 10 h 30-13 h et
14 h 30-19 h
20, bd de la Vierge
Tél. : 42-41-20-21

20° arrdt
Particulier vend dans imm.
sérieux, beau état, appart. P.3.
Premier étage, tout confort.
Proximité métro Pétitport.
Tous commerces.
P. 110 000 F.
Tél. : 43-80-22-44 apr. 19 h.
Agences s'abstenir.

78-Yvelines
Etaincourt. Coquet sél.
3 chbrs, confort, cuis. am-
énagée, park auto-sol.
610000 F.
MONAL : 30-50-28-15.

terrains

ANTONY, 5000 m²
Imm. nat. sur 600 m².
P. 3000 F.
80 parkings. 42-02-13-43.

CALVI (Haute-Corse)
vend 9 288 m², 100 F/m².
Construction en part.
vue sur golf et ville.
42-42-20-64 mar./apr. 18 h.

maisons individuelles

MAROLLES-EN-BRIE
Val-de-Marne
Vend 7 pièces sur 600 m² terrain.
Vend 200 m², 1.2.3.4.5.6.7.8.9.10.11.12.13.14.15.16.17.18.19.20.21.22.23.24.25.26.27.28.29.30.31.32.33.34.35.36.37.38.39.40.41.42.43.44.45.46.47.48.49.50.51.52.53.54.55.56.57.58.59.60.61.62.63.64.65.66.67.68.69.70.71.72.73.74.75.76.77.78.79.80.81.82.83.84.85.86.87.88.89.90.91.92.93.94.95.96.97.98.99.100.101.102.103.104.105.106.107.108.109.110.111.112.113.114.115.116.117.118.119.120.121.122.123.124.125.126.127.128.129.130.131.132.133.134.135.136.137.138.139.140.141.142.143.144.145.146.147.148.149.150.151.152.153.154.155.156.157.158.159.160.161.162.163.164.165.166.167.168.169.170.171.172.173.174.175.176.177.178.179.180.181.182.183.184.185.186.187.188.189.190.191.192.193.194.195.196.197.198.199.200.201.202.203.204.205.206.207.208.209.210.211.212.213.214.215.216.217.218.219.220.221.222.223.224.225.226.227.228.229.230.231.232.233.234.235.236.237.238.239.240.241.242.243.244.245.246.247.248.249.250.251.252.253.254.255.256.257.258.259.260.261.262.263.264.265.266.267.268.269.270.271.272.273.274.275.276.277.278.279.280.281.282.283.284.285.286.287.288.289.290.291.292.293.294.295.296.297.298.299.300.301.302.303.304.305.306.307.308.309.310.311.312.313.314.315.316.317.318.319.320.321.322.323.324.325.326.327.328.329.330.331.332.333.334.335.336.337.338.339.340.341.342.343.344.345.346.347.348.349.350.351.352.353.354.355.356.357.358.359.360.361.362.363.364.365.366.367.368.369.370.371.372.373.374.375.376.377.378.379.380.381.382.383.384.385.386.387.388.389.390.391.392.393.394.395.396.397.398.399.400.401.402.403.404.405.406.407.408.409.410.411.412.413.414.415.416.417.418.419.420.421.422.423.424.425.426.427.428.429.430.431.432.433.434.435.436.437.438.439.440.441.442.443.444.445.446.447.448.449.450.451.452.453.454.455.456.457.458.459.460.461.462.463.464.465.466.467.468.469.470.471.472.473.474.475.476.477.478.479.480.481.482.483.484.485.486.487.488.489.490.491.492.493.494.495.496.497.498.499.500.501.502.503.504.505.506.507.508.509.510.511.512.513.514.515.516.517.518.519.520.521.522.523.524.525.526.527.528.529.530.531.532.533.534.535.536.537.538.539.540.541.542.543.544.545.546.547.548.549.550.551.552.553.554.555.556.557.558.559.560.561.562.563.564.565.566.567.568.569.570.571.572.573.574.575.576.577.578.579.580.581.582.583.584.585.586.587.588.589.590.591.592.593.594.595.596.597.598.599.600.601.602.603.604.605.606.607.608.609.610.611.612.613.614.615.616.617.618.619.620.621.622.623.624.625.626.627.628.629.630.631.632.633.634.635.636.637.638.639.640.641.642.643.644.645.646.647.648.649.650.651.652.653.654.655.656.657.658.659.660.661.662.663.664.665.666.667.668.669.670.671.672.673.674.675.676.677.678.679.680.681.682.683.684.685.686.687.688.689.690.691.692.693.694.695.696.697.698.699.700.701.702.703.704.705.706.707.708.709.710.711.712.713.714.715.716.717.718.719.720.721.722.723.724.725.726.727.728.729.730.731.732.733.734.735.736.737.738.739.740.741.742.743.744.745.746.747.748.749.750.751.752.753.754.755.756.757.758.759.760.761.762.763.764.765.766.767.768.769.770.771.772.773.774.775.776.777.778.779.780.781.782.783.784.785.786.787.788.789.790.791.792.793.794.795.796.797.798.799.800.801.802.803.804.805.806.807.808.809.810.811.812.813.814.815.816.817.818.819.820.821.822.823.824.825.826.827.828.829.830.831.832.833.834.835.836.837.838.839.840.841.842.843.844.845.846.847.848.849.850.851.852.853.854.855.856.857.858.859.860.861.862.863.864.865.866.867.868.869.870.871.872.873.874.875.876.877.878.879.880.881.882.883.884.885.886.887.888.889.890.891.892.893.894.895.896.897.898.899.900.901.902.903.904.905.906.907.908.909.910.911.912.913.914.915.916.917.918.919.920.921.922.923.924.925.926.927.928.929.930.931.932.933.934.935.936.937.938.939.940.941.942.943.944.945.946.947.948.949.950.951.952.953.954.955.956.957.958.959.960.961.962.963.964.965.966.967.968.969.970.971.972.973.974.975.976.977.978.979.980.981.982.983.984.985.986.987.988.989.990.991.992.993.994.995.996.997.998.999.1000.

DATEX/DSM

- Réparation disques durs Winchester
- Maintenance sur site de systèmes START
OS UNIX, système V.

Pour faire face à son expansion, DATEX DSM recherche
10 techniciens de maintenance
expérimentés ou non

Formation électronique, MS DOS, UNIX système V

Envoyer C.V. + lettre auprès du service
de M. LOPEZ, DATEX/DSM,
téléphone 45-60-02-42, à l'adresse suivante :

DATEX/DSM
3, avenue du Maréchal-De-Vaux
Z.I. Nord.
91550 PARAY-VIEILLE-POSTE

CHARGÉ D'ÉTUDES

Expérience grande distribu-
tion et informatique.
Pratique de l'anglais.
Envoyer C.V. et photo avec
réf. 033790 à : Premier
Contact, 35, r. Villiers,
92532 Levallois-Perret
ou taper 35-15 POCOTACT.

AGENCE DE VOYAGES

INCLUSIVE PARIS
cherche commercial, expé-
rience, pour vente produits
de destination et tourisme
d'affaires.
C.V. + photo à : AICOM
Paris-19

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS

recherche
COLLABORATEURS (FRANCS)
Son niveau de culture générale
pour poste à caractère com-
mercial (des de porte à porte).
- Formation assurée.
- Rémunération très moti-
vante comportant un minimum
garanti.
- Evolution de carrière rapide
pour candidat de valeur.
Tél. au 47-54-04-71.

ORGANISME DE FORMATION

INITIALE ET CONTINUE
dans le commerce et la
maintenance automobile

recherche
A TEMPS COMPLET

PROF. CONSTRUCTION

MÉCANIQUE
DESSIN INDUSTRIEL
MÉCANIQUE APPLIQUÉE

Condition minimum requise :
Licence ou Ingénieur
ou cadre confirmé.

PROF. MÉCANIQUE

ÉLECTRICITÉ AUTO

Condition minimum requise :
BTS ou DUT
ou cadre confirmé.

A TEMPS PARTIEL

PROF. GESTION

Diplôme minimum requis :
Baccalauréat.

Env. C.V. + photo à :
GALIC/DE - B.P. n° 4
95102 ARMENTIÈRES CEDEX.

UN CADRE TECHNIQUE-COMMERCIAL

Responsable promotion
du développement.
Licence de commerce,
construction et exploitation
de parcs de loisirs.
1 à 2 années
d'expérience.

Envoyer C.V. + photo à :
SCITA PARIS
7, rue Faidherbe
92532 Levallois-Perret Cedex.

L'INSTITUT DE MÉCANIQUE DE GRENOBLE

recrute

UN INGÉNIEUR DE RECHERCHE EN VALORISATION

sur contrat à durée détermi-
née du C.N.R.S. de 1 an
renouvelable pour affectation
à une équipe de recherche.

Profil :
- Étude, conception, réali-
sation, mise au point,
recherche de faisabilité :
- tests, d'appareillages
scientifiques ;
- mise en forme, contrôle
et caractérisation des
soudes polymères ;
- aide à la valorisation des
techniques en rhéologie
des fluides, en liaison
avec l'industrie.

Diplôme : ingénieur
grandes écoles ou docteur.

Adr. lettre de candidature,
C.V. et copie diplôme avant
le 23 novembre 1990 à :
INSTITUT DE MÉCANIQUE DE
GRENOBLE
(service de recrutement)
63 X 38041
GRENOBLE CEDEX.

PARIS 19
Société de crédit
cherche
correspondants (bnc)
Paris - province. Ex. : SMO,
218, rue St-Honoré, Paris 19.

FEMME CHIEF DU PERSONNEL

33 ans, 10 ans d'expérience
professionnelle dans la for-
mation personnelle (niveau
1000 heures, 3 années
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

CHIEF DU PERSONNEL

dans entreprise Paris/R.P.
M. de la 1ère offre
à M. D.R. à PLURAL
42, rue Camille-Desmoulins,
94224 Cachan Cedex.

P. 33 ans. Formation com-
mercia. Angl. not. all.
exp. commerciale Africa
USA, G.-S., ch. poste admi-
nistratif et commercial export.
42-52-31-81, d'éc. accept.

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec le D.G.), le sou-
haiter intégrer un poste de

J.P. 27 ans, BTS secrétaire
bureaucratique, 2 ans exp.
dans société importante.
Matriline TTX World 4, 7 ans
collectives, responsable
des équipes 8 pers. en liaison
directe avec

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 6 NOVEMBRE

Cours relevés à 13 h 48

Règlement mensuel										Règlement mensuel									
Compte	VALEURS	Cours précéd.	Précéder cours	Dernier cours	%	Compte	VALEURS	Cours précéd.	Précéder cours	Dernier cours	%	Compte	VALEURS	Cours précéd.	Précéder cours	Dernier cours	%	Compte	VALEURS
3765	C.N.E.P.	3830	3830	3845	+ 0.29	3765	C.N.E.P.	3830	3830	3845	+ 0.29	3765	C.N.E.P.	3830	3830	3845	+ 0.29	3765	C.N.E.P.
3766	B.N.P.	346	346	340	- 0.28	3766	B.N.P.	346	346	340	- 0.28	3766	B.N.P.	346	346	340	- 0.28	3766	B.N.P.
3767	C.N.E.P.	370	370	370	0.00	3767	C.N.E.P.	370	370	370	0.00	3767	C.N.E.P.	370	370	370	0.00	3767	C.N.E.P.
3768	C.N.E.P.	1200	1200	1200	0.00	3768	C.N.E.P.	1200	1200	1200	0.00	3768	C.N.E.P.	1200	1200	1200	0.00	3768	C.N.E.P.
3769	Comp. Ind.	1480	1480	1480	0.00	3769	Comp. Ind.	1480	1480	1480	0.00	3769	Comp. Ind.	1480	1480	1480	0.00	3769	Comp. Ind.
3770	Comp. Ind.	1108	1108	1108	0.00	3770	Comp. Ind.	1108	1108	1108	0.00	3770	Comp. Ind.	1108	1108	1108	0.00	3770	Comp. Ind.
3771	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3771	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3771	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3771	Comp. Ind.
3772	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3772	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3772	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3772	Comp. Ind.
3773	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3773	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3773	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3773	Comp. Ind.
3774	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3774	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3774	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3774	Comp. Ind.
3775	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3775	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3775	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3775	Comp. Ind.
3776	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3776	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3776	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3776	Comp. Ind.
3777	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3777	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3777	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3777	Comp. Ind.
3778	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3778	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3778	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3778	Comp. Ind.
3779	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3779	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3779	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3779	Comp. Ind.
3780	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3780	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3780	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3780	Comp. Ind.
3781	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3781	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3781	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3781	Comp. Ind.
3782	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3782	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3782	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3782	Comp. Ind.
3783	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3783	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3783	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3783	Comp. Ind.
3784	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3784	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3784	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3784	Comp. Ind.
3785	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3785	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3785	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3785	Comp. Ind.
3786	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3786	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3786	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3786	Comp. Ind.
3787	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3787	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3787	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3787	Comp. Ind.
3788	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3788	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3788	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3788	Comp. Ind.
3789	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3789	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3789	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3789	Comp. Ind.
3790	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3790	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3790	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3790	Comp. Ind.
3791	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3791	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3791	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3791	Comp. Ind.
3792	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3792	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3792	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3792	Comp. Ind.
3793	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3793	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3793	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3793	Comp. Ind.
3794	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3794	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3794	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3794	Comp. Ind.
3795	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3795	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3795	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3795	Comp. Ind.
3796	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3796	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3796	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3796	Comp. Ind.
3797	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3797	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3797	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3797	Comp. Ind.
3798	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3798	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3798	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3798	Comp. Ind.
3799	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3799	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3799	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3799	Comp. Ind.
3800	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3800	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3800	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3800	Comp. Ind.
3801	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3801	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3801	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3801	Comp. Ind.
3802	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3802	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3802	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3802	Comp. Ind.
3803	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3803	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3803	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3803	Comp. Ind.
3804	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3804	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3804	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3804	Comp. Ind.
3805	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3805	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3805	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3805	Comp. Ind.
3806	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3806	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3806	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3806	Comp. Ind.
3807	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3807	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3807	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3807	Comp. Ind.
3808	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3808	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3808	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3808	Comp. Ind.
3809	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3809	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3809	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3809	Comp. Ind.
3810	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3810	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3810	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3810	Comp. Ind.
3811	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3811	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3811	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3811	Comp. Ind.
3812	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3812	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3812	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3812	Comp. Ind.
3813	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3813	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3813	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3813	Comp. Ind.
3814	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3814	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3814	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3814	Comp. Ind.
3815	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3815	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3815	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3815	Comp. Ind.
3816	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3816	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3816	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3816	Comp. Ind.
3817	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3817	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3817	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3817	Comp. Ind.
3818	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3818	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3818	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3818	Comp. Ind.
3819	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3819	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3819	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3819	Comp. Ind.
3820	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3820	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3820	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3820	Comp. Ind.
3821	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3821	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3821	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3821	Comp. Ind.
3822	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3822	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3822	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3822	Comp. Ind.
3823	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3823	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3823	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3823	Comp. Ind.
3824	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3824	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3824	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3824	Comp. Ind.
3825	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3825	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3825	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3825	Comp. Ind.
3826	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3826	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3826	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3826	Comp. Ind.
3827	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3827	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3827	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3827	Comp. Ind.
3828	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3828	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3828	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3828	Comp. Ind.
3829	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3829	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3829	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3829	Comp. Ind.
3830	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3830	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3830	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3830	Comp. Ind.
3831	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3831	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3831	Comp. Ind.	1102	1102	1102	0.00	3831	Comp

COMPTANT (selection)

[illegible]

SICAV (s/lection) 5/11

VALUES	Emission Fract Incl.	Rechart net	VALUES	Emission Fract Incl.	Rechart net	VALUES	Emission Fract Incl.	Rechart net
A.A.A.	867 27	943 68	Fixed-Association	30 93	30 93	Personnel J.	6259 94	6247 26
Acidition	196 70	190 10	Fixed-Comp.	81 31	34 99	Personnel Premier	5704 19	5882 71
Aggregates	717 42	650 53	Fixed-Comp.	123 07 04	123 07 04	Platitudes	1162 17	113 03
Aggregates	107 91	107 91	Fixed-Comp.	232 51	228 07	Posti. Gecion.	58776 83	58776 83
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	28 89	28 89	Posti. Gecion.	10003 31	10003 31
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	70 77	71 17	Posti. Gecion.	807 10	807 10
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	27 15	27 15	Posti. Gecion.	2533 05	2533 05
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	146 94	146 94	Posti. Gecion.	1083 08	1038 08
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	117 30	114 44
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	800 50	800 50
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	125 90	135 40
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	5248 28	5248 28
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	1100 73	1105 05
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	833 07	804 84
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	243 22 56	243 22 56
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	192 70	192 70
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	517 36	517 36
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	478 23	456 34
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	13013 73	12691 88
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	440 70	440 70
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	620 90	620 90
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	1325 38	1325 38
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	1239 82	1239 82
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	1212 72	1212 72
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	585 35	585 35
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	910 87	910 87
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	605 82	605 82
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	340 74	340 74
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	1236 31	1236 31
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	587 08	587 08
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	385 28	385 28
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	205 81	205 81
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	335 45	335 45
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	702 95	702 95
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	585 38	585 38
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	1173 80	1173 80
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	591 80	591 80
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	587 08	587 08
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	385 28	385 28
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	205 81	205 81
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	335 45	335 45
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	702 95	702 95
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	585 38	585 38
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	1173 80	1173 80
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	591 80	591 80
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	587 08	587 08
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	385 28	385 28
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	205 81	205 81
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	335 45	335 45
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	702 95	702 95
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	585 38	585 38
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	1173 80	1173 80
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	591 80	591 80
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	587 08	587 08
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	385 28	385 28
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	205 81	205 81
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	335 45	335 45
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	702 95	702 95
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	585 38	585 38
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	1173 80	1173 80
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	591 80	591 80
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	587 08	587 08
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	385 28	385 28
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	205 81	205 81
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	335 45	335 45
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	702 95	702 95
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	585 38	585 38
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	1173 80	1173 80
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	591 80	591 80
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	587 08	587 08
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	385 28	385 28
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	205 81	205 81
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	335 45	335 45
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	702 95	702 95
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	585 38	585 38
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	1173 80	1173 80
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	591 80	591 80
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	587 08	587 08
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	385 28	385 28
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	205 81	205 81
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	335 45	335 45
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	702 95	702 95
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	585 38	585 38
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	1173 80	1173 80
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	591 80	591 80
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	587 08	587 08
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	385 28	385 28
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	205 81	205 81
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	335 45	335 45
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	702 95	702 95
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	585 38	585 38
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	1173 80	1173 80
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	591 80	591 80
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	587 08	587 08
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	385 28	385 28
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	205 81	205 81
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	335 45	335 45
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	702 95	702 95
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	585 38	585 38
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	1173 80	1173 80
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	591 80	591 80
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	587 08	587 08
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	385 28	385 28
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	205 81	205 81
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	335 45	335 45
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	702 95	702 95
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	585 38	585 38
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	1173 80	1173 80
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	591 80	591 80
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	587 08	587 08
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	385 28	385 28
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	205 81	205 81
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	335 45	335 45
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	702 95	702 95
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	585 38	585 38
AGF. A.M.C. or C.F.	576 17	561 39	Fixed-Comp.	1070 84	1023 83	Posti. Gecion.	1173 80	1173 80

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
15-55-91-82, poste 4330

o : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

Personnalité israélienne d'extrême droite

Le rabbin Meir Kahane a été assassiné à New-York

Le rabbin Meir Kahane, cinquante-huit ans, fondateur de la Ligue de défense juive aux États-Unis et dirigeant du mouvement d'inspiration raciste Kach en Israël, a été tué par balles, lundi soir 5 novembre, à l'issue d'une conférence qu'il venait de donner dans un hôtel de New-York. Le meurtrier, qui portait des papiers au nom d'El Sayyid El Nosair, trente-quatre ans, originaire du New-Jersey, a lui-même été blessé par un policier. Le meurtre du rabbin Kahane a été unanimement condamné par la classe politique israélienne.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Chantre du racisme », « apologiste de la violence anti-arabe », « paranoïaque », « démagogue » :

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Transports : « Réconcilier le TGV et les régions », par Jean-François Bazin ; Chasse : « Un lobby d'un autre âge », par Marie-Anne Isler-Béguin..... 2

La crise du Golfe..... 3-4

L'avenir du Sahara occidental

Un entretien avec le chef du Polisario..... 7

Conflit au PC

M. Fiteiman reproche à M. Marchais le façon dont il prépare le congrès..... 9

SECTION B

Le budget de la défense à l'Assemblée..... 13

La justice au quotidien

Ménages à bout de souffle..... 15

Disques FNAC

Vouloir monter une marque française et la diffuser n'est ni simple ni aisé, même avec le réseau FNAC..... 17

Diagonales

La chronique de Bertrand Poirot-Delpech..... 17

Les dessins de Klossowski

Un auteur mais aussi un dessinateur..... 18

Jules César à Genève

Une mise en scène de Claude Stratz, nouveau directeur de la Comédie de Genève..... 18

SCIENCES • MÉDECINE

• La Terre, chaud devant • Le mauvais génie des biotechnologies • Poignée de main sous la Manche • Les cuisines de la déraison : une expérience de psychiatrie ouverte..... 19 à 21

SECTION C

Les négociations de l'Uruguay round..... 26

Aménagement du territoire

Des mesures en faveur des zones fragiles. 12 120 kilomètres d'autoroutes en 2003..... 26

Technologies

La bibliométrie, un nouvel outil pour aider les entreprises à orienter leur politique de recherche..... 27

Services

Abonnements..... 2
Annonces classées..... 28 à 33
Cartes..... 15
Echecs..... 24
Marchés financiers..... 34-35
Météorologie..... 23
Mots croisés..... 24
Radio-Télévision..... 23
Spectacles..... 22

La télémétrie du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 6 novembre 1990 a été tiré à 557 368 exemplaires.

Meir Kahane se cachait à peine d'être un peu tout cela à la fois. Le « rabbin de New-York », comme on l'appelait encore à la Knesset, affichait un programme ouvertement raciste sur les murs de son parti, le Kach, dans le quartier de Mahane Yehuda, à Jérusalem. Kahane aura saisi le vide idéologique laissé par le dépeçage des valeurs sionistes originelles - socialisme, laïcité, démocratie - et c'est ce vide qu'il a su exploiter dans les années 70, quand il émigre en Israël avec sa femme et ses quatre enfants... Kahane ou le sionisme délirant.

Il proclame un nationalisme exacerbé, sectaire, raciste, qui se nourrit de la peur de l'autre : l'Arabe devient l'ennemi à tous les maux d'Israël. Discours martelés auprès des plus défavorisés, discours qui vante l'exclusion. La ségrégation doit être totale entre juifs et non-juifs, dit-il. La défense de l'identité juive est incompatible avec la coexistence avec les Arabes : le Kach veut interdire aux non-juifs de vivre à Jérusalem, interdire les quartiers mixtes, les plages mixtes, les mariages et relations sexuelles entre juifs et non-juifs.

La religion doit être l'unique fondement de l'Etat, et comme, dit-il encore, judaïsme et démocratie sont incompatibles, il faut retirer le droit de vote aux Arabes israéliens : ils pourraient, un jour, devenir majoritaires et menacer le caractère juif de l'Etat... Le sort réservé aux Palestiniens des territoires occupés est plus simple encore : la valise. Le premier,

Kahane prône le « transfert » des Palestiniens de l'autre côté du Jourdain. « Ou nous les mettons dehors, ou nous attendons qu'ils nous mettent dehors ». Au service de cet ultra-nationalisme, Kahane manie l'injure raciste - « les Arabes sont des chiens » - et, avec ses militants, pratique le raid punitif.

Une réputation douteuse

Participant aux élections législatives de juillet 1984, le Kach obtient un siège : Kahane entre à la Knesset. C'est un couronnement pour l'ancien professeur d'une obscure école religieuse du Queens. Il était arrivé en Israël en 1971, précédé d'une réputation douteuse pour avoir été l'animateur d'un mouvement extrémiste, la Ligue de défense juive. Se présentant comme un ancien du FBI, il avait eu maille à partir avec la justice américaine : la Ligue entraînait ses militants au mouvement des exploits et fut l'organisateur de quelques attentats, notamment contre la mission diplomatique soviétique à New-York. Kahane sera condamné à un an de prison.

Dos roué, barbe grisonnante, visage ravagé par les fics nerveux, il profite de la tribune de la Knesset pour populariser son « programme ». Il a l'écoute d'une partie de la jeunesse, parmi les déçus, les récalcitrants du sionisme. Chez les colons, dans les implantations de Cisjordanie, il exaspère la colère après chaque attentat, prenant la tête des manifestations,

Grand de la cuisine française

Raymond Oliver est mort

Raymond Oliver, l'un des grands de la cuisine française est mort le 5 novembre à Paris. Né le 27 mars 1909 à Langon, en Gironde, il dirigea, de 1948 à 1983, le Grand Vefour du Palais-Royal et de 1953 à 1968 anima, aux côtés de Catherine Langeais, la première grande émission télévisée sur la cuisine.

L'art et la magie

Puis-je écrire « notre ami Raymond » ? Et ajouter qu'il sera toujours là, près de nous, à table.

Il avait eu à se faire un prénom. Fils de Louis Oliver, le bon et modeste cuisinier de Langon dont la recette de hauts plats demeurerait, pour mes pupilles, un éternel étonnement. Plus tard, il quitta son Bordelais natal mais ne l'oublia jamais. Ne fût-ce, ainsi qu'il l'écrivait dans *Art et magie de la cuisine*, qu'en ajoutant à ses recettes un vin de son terroir. Ce qui était, selon ses termes, « livrer un peu de soi ».

Après la dernière guerre, en 1948, il s'installa au Grand Vefour, lieu historique alors oublié, enseigne aujourd'hui inséparable de son nom. Il y prouva que la cuisine était bien, en effet, un art et de la magie. Avec lui, disait Jean Cocteau, « les marmites du diable cèdent la place à la cuisine des anges ».

De Fragonard à Cocteau

Cocteau ! Un familier du Vefour avec aussi Colette, Emmanuel Berl, Jouve, Camus, Simeon (qui devait prendre le Vefour pour cadre de son roman *Les Anneaux de Bictre*), succédant en cet incomparable décor à Fragonard, Alexandre Dumas, le prince Murat et bien d'autres.

Art et magie, mais aussi modestie de la cuisine. Trop de toqués d'aujourd'hui l'oublient qui n'y voient plus qu'une estrade à parader. Puisse-tu leur être un éternel exemple !

A ta compagne, à tes deux filles, à Michel Oliver, ton fils perpétrant ton nom aux casseroles du plaisir de vivre, nous pensons, certes, en ce triste jour.

Mais qu'il me permette de dire, Raymond, que tu ne nous a pas quittés et qu'à chaque bon repas savoureux, à chaque verre d'un vieux bordelais dégusté, tu seras présent, là, à nos côtés.

ROBERT COURTINE

A nos lecteurs

Des difficultés liées à l'alimentation électrique de notre système de photocomposition, rue Falguère, ont perturbé la production de ce numéro du Monde. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser pour les retards de diffusion qu'ils auront pu constater.

TISSUS
LE
MAGASIN
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Arrière, jeunes !

Bon, allez, maintenant, les enfants, ça suffit, ces manifs, ces défilés, ces slogans : Du pognon pour l'Education. Arrêtez de le tanner, Joseph. Normal qu'il vous fasse la gueule : il a déjà donné. Pas la peine non plus d'assiéger le Palais-Bourbon et d'exiger des députés qu'ils planchent sur des problèmes de robinets : Combien faut-il verser pour vider des classes de quarante élèves et remplir les salles de profs ?

Ils savent pas, ils sont nuls, ils arrêtent pas de sécher. Hier, ils étaient quinze au début du cours et à peine quarante quand a sonné l'heure de la récré. En revanche, faut les entendre blabla devant une caméra ou un micro. Et je te la ramène, et je te joue les forts en thème. Tiens, il y en a un, ce matin à la télé, un mec de l'opposition, qui marchait sur vos brisées, en gaulant Joseph-démision ! sous prétexte que vos grands frères ont obligé ce pauvre Devequet à en faire autant il y a quatre ans.

En revanche, je ne sais plus quel social a trouvé la solution : affecter les appels à la surveillance et à l'entretien des lycées-

casernes. Une riche idée. Ils passent leur bac d'abord, ensuite ils reprennent le chemin de l'école pour mettre des bessines sous le pléfond en cas de pluie, monter la garde à la porte des chiottes et boucher la bouche en passant les futures recrues en revue : Déposez car-tables !

Et puis, quoi, si vous a pas déçu, mon Mim, quand vous l'encouragez - Tonton, tiens bon, on arrive - à résister aux initiatives de Chirac-le-réc pendant la cohabitation. Il vous a attendu. Et attendu. Même qu'il a chargé son ministre de louer les petits télégraphistes en envoyant un message aux provinciaux : Prière d'organiser au plus vite comités et commissions favorisant dialogue pour vider les rues en remplissant les bancs.

C'est ça, être à l'écoute de la jeunesse en bouffon, c'est créer des cellules de réflexion. C'est s'engager, je cite, à rendre l'enseignement plus juste, mieux adapté, plus efficace, et à assurer le recrutement et la formation des maîtres ! Ces éternelles promesses, vous voudriez pas qu'en plus il les tienne. Faut pas pousser !

Ancien maire d'Angoulême

M. Boucheron reconnaît « une série d'erreurs »

M. Jean-Michel Boucheron, ancien maire d'Angoulême, député (apparenté PS) de la Charente, mis en cause pour sa gestion municipale de 1983 à 1989, s'est expliqué, pour la première fois lundi 5 novembre, sur les accusations dont il fait l'objet. Invité du journal télévisé de FR 3, M. Boucheron a reconnu « avoir fait une série d'erreurs ». « J'ai reçu une certaine somme sur mon compte (...), qui ne m'a pas personnellement bénéficié », a déclaré M. Boucheron. Vous savez comment moi que la politique, aujourd'hui et demain encore plus, demande beaucoup d'argent et beaucoup de moyens (...). J'ai reçu, d'autre part, un salaire d'une société qui m'a employé comme

ingénieur-conseil. (...) Ce sont des erreurs que je reconnais et sur lesquelles j'ai m'expliquer où il faudra.

L'ancien maire d'Angoulême, qui avait été élu en 1977 à l'âge de trente ans, a ajouté : « Je ne crois pas qu'on se laisse griser. Je crois, simplement, qu'on est pris dans des engrenages, ceux de la décision, ceux de la gestion des hommes et de leurs ambitions et - rien n'est simple ! - ceux de l'accompagnement de la vie d'un parti (...). Toutes ces choses vous obligent à des arbitrages, à prendre des décisions qui ne sont pas toujours agréables ».

Selon l'ancien maire d'Angoulême, avant le vote de la loi du 15 janvier 1990 sur le financement des campagnes électorales et des partis politiques, « il n'y a pas eu, depuis une quinzaine d'années, à qui une entreprise, de petite ou de grande taille n'ait pas, de temps en temps, proposé un service astucieux en remerciement d'un marché ou d'une réalisation quelconque ».

A propos de l'attitude de ses amis politiques, M. Boucheron a confié : « Au PS, un certain nombre d'hommes et de femmes ont été très perturbés par l'idée que je m'en étais mis plein les poches. Je m'en expliquai, mais, encore une fois, j'affirme que non ». L'ancien maire d'Angoulême a le « le sentiment d'être bien seul ». « Il y a ce vieux adage : malheur aux vaincus !, a conclu M. Boucheron, et le vaincu que je suis, ou que certains ont cru que j'étais, sera, à l'évidence, le vainqueur dans quelques mois, car je ferai passer ma bonne foi ».

M. Bérégovoy prend la défense de M. Nallet

Le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, directeur de la campagne de M. François Mitterrand en 1988, a affirmé, lundi 5 novembre à Pont-Saint-Espirit (Gard), que « le financement de la campagne électorale présidentielle a été contrôlé, vérifié et jugé par le Conseil constitutionnel » et qu'« aucune irrégularité n'a été constatée ». M. Bérégovoy a ajouté : « Un mauvais procès est intenté par l'opposition à M. Henri Nallet, qui est un homme d'une parfaite honnêteté. C'est lui qu'il faut croire quand il dit - et je le dis avec lui - que la financer de la campagne électorale de M. François Mitterrand a été irréprochable ».

M. Bérégovoy avait précisé que le Conseil constitutionnel avait souligné, dans son rapport de juillet 1988, qu'il n'avait « pas compétence pour exercer un contrôle opérationnel de la régularité des comptes de campagne » des candidats à l'élection présidentielle, et relevé que ceux-ci n'étaient pas tenus de faire figurer dans leurs comptes « les dépenses effectuées à leur profit par [des] partis ou groupements » (le Monde du 28 juillet 1988).

LIBAN : les milices chiites rivales font la paix. - Les deux formations chiites libanaises rivales, le mouvement pro-syrien Amal et le Hezbollah pro-iranien, ont signé lundi 5 novembre à Damas un accord par lequel la Syrie et l'Irak, a annoncé la télévision syrienne. Signé par le chef d'Amal, Nabih Berri, et le secrétaire général de Hezbollah, cheikh Soubhi Toufayli, en présence des ministres syrien et irakien des affaires étrangères, cet accord organise les rapports des deux formations chiites rivales entre elles d'un côté et avec les autorités libanaises de l'autre. L'accord, en six points, qui entrera en vigueur samedi, prévoit notamment qu'Amal et le Hezbollah s'engagent à lever les obstacles au déploiement de l'armée libanaise au Liban sud. - (AFP)

DANEMARK

Des élections anticipées pourraient avoir lieu

COPENHAGUE

de notre correspondant

Tandis que, depuis dimanche soir 4 novembre, l'ancien premier ministre M. Anker Jørgensen, président à l'Assemblée nationale d'un visa pour Bagdad, les critiques se multiplient à Copenhague dans les sphères politiques contre ce voyage. Certains estiment que M. Jørgensen devrait revenir au pays puisqu'il lui est impossible de se joindre à M. Willy Brandt. D'autres critiquent cette entreprise voyant une manœuvre préélectorale au moment où des rumeurs font état d'élections anticipées.

Depuis plus d'un mois, en effet, le chef du gouvernement minoritaire de centre droit, M. Poul Schlüter (conservateur), négocie avec l'opposition social-démocrate pour essayer de mettre sur pied un vaste plan de relance économique. Le budget de 1991 doit être voté avant Noël. Mais les pourparlers marquent le pas et le premier ministre a déclaré lors de la récente convention annuelle de son parti que « s'il n'obtenait pas un compromis acceptable cette semaine, il se verrait obligé de s'en remettre à l'appréciation du corps électoral. Il a fixé au 7 novembre « la date de la dernière chance » pour rallier les sociaux-démocrates à ses propositions budgétaires.

C. O.

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont le clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuits. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - 8^e Gare-du-Nord. Tél. 49-97-18-18.

Depuis 1894
DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE
à partir de 2 490 F
PANTALONS 830 F VESTONS 1 690 F
3 000 hauteurs
Luxueuses draperies
anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX et PARDESSUS
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

QUI ÉTAIT LE PÈRE DE LOUIS XIV ?
MARABOUT

LES ONT GOUVERNÉ LA FRANCE
MARABOUT